

DANMARK



Poul Schlüter

DANMARK



Uffe Ellemann-Jensen

BELGIQUE – BELGIE



Wilfried Martens

Delegationschefer og Udenrigsministre
ved
Det Europæiske Råds møde
i
Eigtveds Pakhus,
3. – 4. december, 1982

BELGIQUE – BELGIE



Leo Tindemans

DEUTSCHLAND



Helmut Kohl

DEUTSCHLAND



Hans-Dietrich Genscher

ELLAS



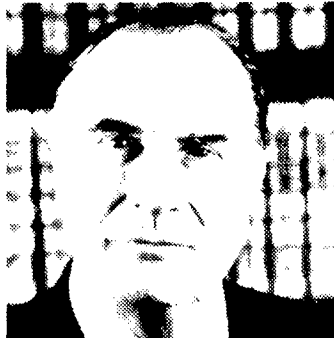
Andreas Papandreou

ELLAS



Ioannis Haralambopoulos

FRANCE



François Mitterrand

FRANCE



Claude Cheysson

IRELAND



Charles Haughey

IRELAND



Gerard Collins

ITALIA



Giovanni Spadolini

ITALIA



Emilio Colombo

LUXEMBOURG



Pierre Werner

LUXEMBOURG



Colette Flesch

NEDERLAND



Ruud Lubbers

NEDERLAND



Hans van den Broek

UNITED KINGDOM



Margaret Thatcher

UNITED KINGDOM



Francis Pym

KOMMISSIONEN



Gaston Thorn

KOMMISSIONEN



François-Xavier Ortoli

Porte-parole

Copenhague, le 3 décembre 1982

LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DANS LA COMMUNAUTE

Eléments de l'exposé introductif
du Président Gaston THORN

-

Le Président THORN a préconisé aujourd'hui au Conseil Européen à Copenhague une action plus volontariste, s'appuyant sur l'effort d'investissement, afin de surmonter une situation économique dont l'évolution et les perspectives sont particulièrement sombres.

Le temps du "business as usual" est terminé, a déclaré le Président THORN, en soulignant qu'entre 1980 et 1983 aucune croissance économique n'aura été réalisée dans l'ensemble des pays membres. "C'est la plus longue période de récession d'après-guerre" a dit le Président THORN.

Devant cette situation particulièrement préoccupante "ce serait un leurre d'attendre que des évolutions externes favorables ou une reprise économique spontanée allègent nos contraintes". C'est pourquoi il a exhorté les Chefs d'Etat et de Gouvernement à contribuer à une modification des tendances actuelles, en optant avec fermeté pour une action plus volontariste s'appuyant tout particulièrement sur l'effort d'investissement, "seule possibilité de concilier le soutien nécessaire de l'activité, le développement de notre compétitivité, ainsi que le maintien de la lutte contre l'inflation".

Le Vice-Président ORTOLI présentera l'ensemble des mesures interdépendantes que la Commission recommande de mettre en oeuvre simultanément, au niveau national et communautaire, pour provoquer la relance des investissements productifs et de l'emploi dont nous avons un urgent besoin, a ajouté le Président Thorn,

"Je me limiterai donc maintenant à attirer votre attention sur un problème particulier mais crucial : celui de la sauvegarde et du renforcement du Marché intérieur".

.../...

LA SAUVEGARDE ET LE RENFORCEMENT DU MARCHE INTERIEUR

1. L'acquis européen en ce domaine est sérieusement menacé par les réflexes nationalistes et protectionnistes qu'alimente la crise et qui s'accroissent depuis quelques mois. Il est urgent de les contenir. Car si nous laissons se développer davantage le protectionnisme national, nous serions bientôt les apprentis-sorcières ayant laissé se propager un processus irréversible de régression économique et sociale. Tout le monde serait perdant.
2. Si nous ne parvenons pas à organiser la production industrielle à l'échelle européenne, c'est - entre autres - parce que nous n'avons pas réussi à offrir à nos industries un marché unifié. Les cloisonnements nationaux (marchés publics, normes techniques, dispersion des efforts de recherche et développement), restent forts, en particulier dans les secteurs de pointe et d'avenir (aéronautique, électronique, télécommunications, etc.), qui forment le noyau de l'industrie de demain, alors que précisément dans ces secteurs où la compétition internationale est impitoyable l'existence d'un grand marché européen unifié offrirait un avantage concurrentiel important à nos entreprises.

Cette situation est d'autant plus dommageable qu'un marché unifié faciliterait grandement la relance des investissements productifs et la création d'emplois nouveaux : nous avons réalisé une étude sérieuse sur les conséquences du cloisonnement des marchés dans le secteur des technologies d'information. Cet exemple fait apparaître que si les "petits champions nationaux", insuffisamment compétitifs, faisaient place à quelques groupes industriels européens et performants, l'industrie européenne pourrait créer, d'ici 1990, près d'un million d'emplois supplémentaires par rapport à ceux qu'elle serait en mesure de créer dans son état actuel de 'sous-dimensionnement'.

Si nous n'effectuons pas rapidement des progrès ^{significatifs} dans cette direction, l'industrie européenne sera vassalisée dans les cinq ans et les Etats membres perdront leur indépendance collective pour avoir voulu assurer leur indépendance individuelle sans en avoir les moyens.

D'ailleurs, la bonne manière de sauvegarder l'acquis, c'est de réaliser rapidement ces progrès décisifs dans l'achèvement du marché intérieur pour ces secteurs de pointe où il est impératif de donner aux opérateurs industriels l'assurance que leurs activités pourront se développer dans un marché et dans un ensemble économique de taille comparable à ceux des Etats-Unis.

Un vrai marché intérieur implique aussi, bien entendu, une politique commerciale active vis-à-vis de l'extérieur : la solidarité manifestée par les Dix au GATT prouve que cette condition peut être bien remplie.

Docu
ci-jointe

Christiane,

Il y a 3 bobines de 7293
qui sont à développer.

2 sur le sommet : arrivées

la salle

arrivées

(+ gros plans)

1 sur la conférence de presse finale

Pour cette dernière tu auras le début,
quelques plans de Schlüter (mais pas
parce qu'en clair) et l'entière
de l'intervention de Thore.

(Peut-être faudrait-il leur faire /
K7 vidéo (de préférence U-matic
car c'est l'appareil qu'il a chez
lui) de son intervention

Pour le son :

- x Accompagner les 2 premiers bobines se n'est pas synchrone car cela avait bouffé trop de pellicule vu la situation des équipes.
- x Pour la conférence de presse, le premier de son a dû se branler dans une table d'écoute et c'est tout ce qu'il a pu faire.

● Bonne chance. J'espère que ce ne sera pas trop moche.

Si vous ne voulez pas de la conférence de Thom on peut toujours la jeter sans la faire développer. Je ne voudrais pas que l'on dise à cause de cela que c'est trop long!

Bonne nuit à toi et
à bientôt

A stylized handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Jérémy'.

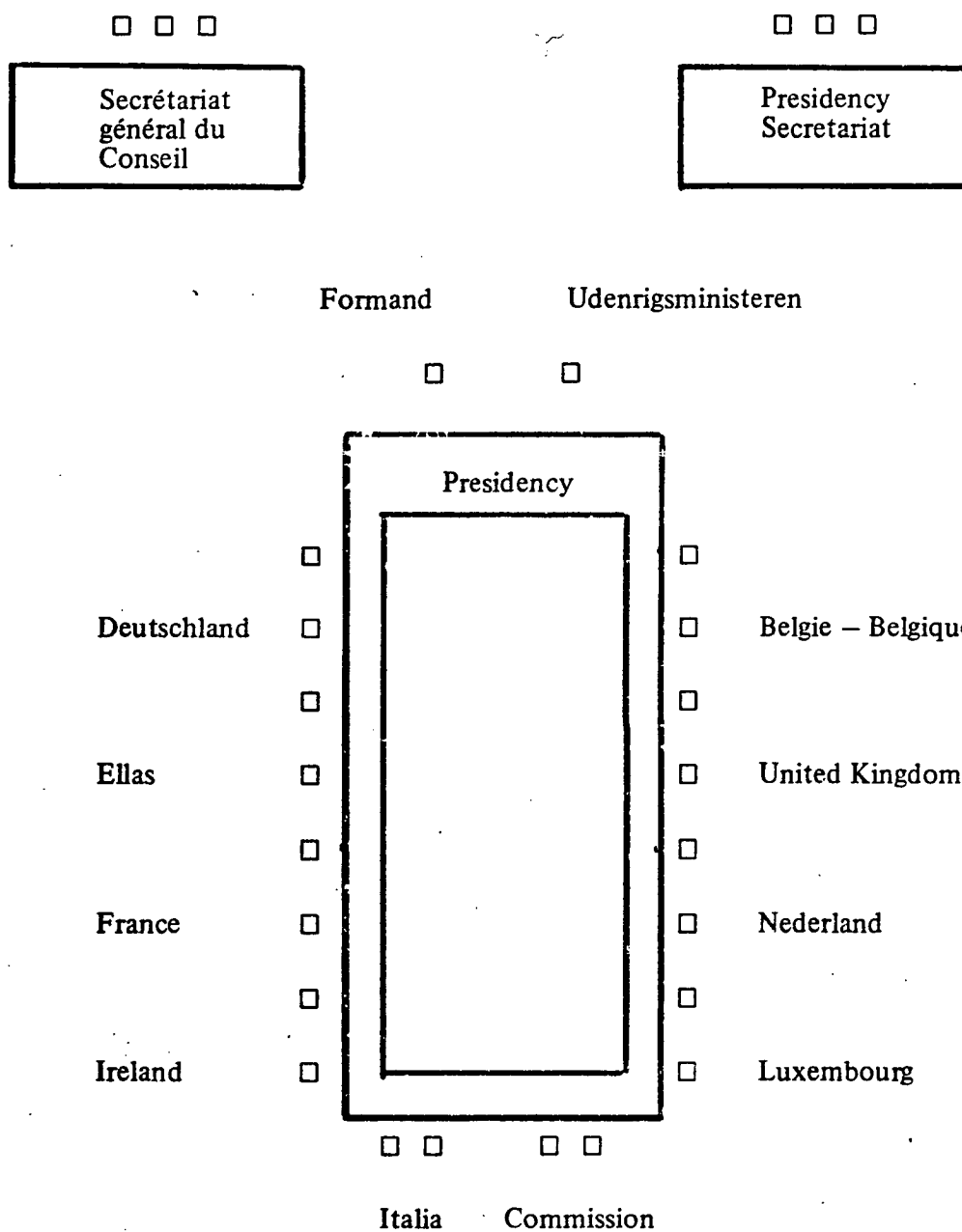
PB : c'est mal écrit mais
je cours et ça de temps en temps . . .

DET EUROPÆISKE RÅD

København, den 3. – 4. december 1982

Stats- og regeringschefernes møde i lille sal.

Bordopstilling:



*Communiqué
Final*

CONCLUSIONS DE LA PRESIDENCE
SUR LES TRAVAUX DU CONSEIL EUROPEEN
TENU A COPENHAGUE LES 3 ET 4 DECEMBRE 1982

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Le Conseil européen se félicite du rapport du Conseil "Affaires générales" sur la mise en oeuvre, jusqu'à ce jour, de la stratégie économique qu'il avait lui-même arrêtée en mars et en juin. Il réaffirme notamment les conclusions détaillées du Conseil conjoint du 16 novembre 1982 et du Conseil (Affaires économiques et financières) du 15 novembre 1982.

Le Conseil européen est entièrement d'accord sur la nécessité d'une stratégie globale pour arriver à une amélioration notable de la situation de l'emploi par la création de nouveaux emplois durables. La mise en oeuvre de cette stratégie, comprenant un vaste éventail de politiques économiques et sociales reliées entre elles et se renforçant mutuellement, doit à présent être poursuivie tant au niveau communautaire qu'au niveau national.

A cette fin, le Conseil européen marque son accord sur les objectifs prioritaires suivants :

- rétablissement de la stabilité économique ;
- compte tenu du niveau de stabilité atteint, encouragement de l'activité productive et contribution à la reprise économique et à l'amélioration des structures, notamment par une réduction continue des taux d'intérêt et par des mesures de soutien des investissements productifs en particulier dans les secteurs novateurs ;
- création de plus nombreuses possibilités d'emploi ou de formation professionnelle pour les jeunes afin de leur permettre de satisfaire leurs aspirations légitimes. Cela n'est possible que s'ils sont préparés à répondre aux besoins des industries de demain caractérisées par une technologie avancée ;

- examen minutieux des possibilités d'arriver à une plus grande flexibilité par la réorganisation du temps de travail et la mobilité de la main d'oeuvre ;
- renforcement du marché commun et intensification des actions visant à éliminer les pratiques et les mesures qui entraînent une restriction des échanges et une distorsion de la concurrence ;
- poursuite d'une politique énergétique vigoureuse en vue d'économiser et de diversifier l'approvisionnement en énergie ;
- renforcement du système monétaire européen et accroissement de la coopération et de la concertation au niveau international dans le domaine de la politique monétaire et financière et de la politique commerciale.

Le Conseil européen estime d'un commun accord qu'il conviendrait d'arrêter un calendrier pour des actions spécifiques à mener au niveau communautaire afin de compléter les efforts parallèles entrepris au niveau national par chacun des Etats membres. En conséquence, il charge le Conseil :

- de prendre une décision, au plus tard à la fin d'avril 1983, sur les mesures prioritaires proposées par la Commission pour renforcer le marché intérieur ;
- d'accélérer la procédure d'adoption des propositions actuelles et futures de la Commission dans le domaine de la recherche, de l'innovation et de l'énergie ;
- d'arrêter rapidement et avant le prochain Conseil européen une décision sur la proposition de la Commission d'augmenter de 3 nouveaux milliards d'Ecus le potentiel du NIC ;
- d'examiner en priorité les propositions de la Commission portant sur les voies et moyens de garantir aux jeunes une formation professionnelle ou un premier emploi et sur la réorganisation du temps de travail.

Le Conseil (Affaires générales) fera rapport au Conseil européen, au mois de mars, sur la mise en oeuvre de ce programme de travail.

ELARGISSEMENT

Le Conseil européen réaffirme son engagement politique en faveur de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. Le Conseil européen demande au Conseil (Affaires générales) de faire progresser au plus vite les négociations avec ces deux pays.

Le Conseil européen accueille avec faveur l'inventaire présenté par la Commission qui, à son avis, constitue un nouveau progrès dans la voie du processus d'élargissement.

Le Conseil européen souligne qu'il est important d'accomplir des progrès rapides sur le plan communautaire concernant un certain nombre de problèmes importants en vue de faciliter un élargissement harmonieux de la Communauté. En particulier, le Conseil européen demande au Conseil (Agriculture) de mener à bien au plus vite et avant mars 1983 la révision des dispositions existantes relatives à certains produits agricoles méditerranéens sur la base de propositions de la Commission.

Le Conseil européen invite la Commission à explorer avec les deux pays candidats l'introduction d'un certain nombre de mesures internes avant l'adhésion, afin de préparer leur économie à l'adhésion, dans des secteurs particulièrement sensibles.

Le Conseil européen demande au Conseil (Affaires générales) d'examiner les questions figurant dans l'inventaire de la Commission en vue d'arriver à des décisions équilibrées.

Un rapport sur l'état des travaux sera soumis au Conseil européen pour sa prochaine réunion.

RELATIONS AVEC LES PAYS TIERS

Le Conseil européen souligne qu'en ce qui concerne les relations économiques et commerciales de la Communauté avec d'autres pays industrialisés, la priorité absolue doit être accordée à un renforcement de la coopération internationale dans tous les domaines importants pour combattre la crise en prêtant une attention particulière à un retour à la stabilité monétaire, financière et commerciale.

Le Conseil européen affirme la volonté des Etats membres d'oeuvrer en faveur d'une augmentation substantielle des quote-parts au FMI et leur détermination de contribuer à l'adoption rapide d'une décision à cet effet.

Le Conseil européen se félicite des résultats de la session ministérielle du GATT et confirme la détermination de la Communauté de prendre une part constructive à la poursuite des travaux au sein de cette institution.

Le Conseil européen rappelle ses conclusions du mois de juin, selon lesquelles un dialogue véritable et fructueux devrait s'engager entre les Etats-Unis et la Communauté dans les domaines où des conflits pourraient surgir. La Communauté européenne est résolue à poursuivre un dialogue constructif dans les enceintes appropriées en vue d'assurer des relations solides et confiantes entre la Communauté et les Etats-Unis.

Il prend note avec satisfaction de l'arrangement CEE/Etats-Unis sur l'acier et de la levée par les Etats-Unis des sanctions concernant le gazoduc sibérien.

En ce qui concerne les relations avec le Japon, le Conseil européen a été informé des travaux déjà accomplis par la Commission et il s'attend à ce que le Conseil (Affaires générales) prenne, lors de sa session de décembre, des décisions sur les divers moyens d'améliorer les relations commerciales entre le Japon et la Communauté.

La Communauté a réussi à maintenir son unité face à des problèmes difficiles au cours des derniers mois. Le Conseil européen est convaincu que l'adoption de positions communes et cohérentes est plus que jamais indispensable pour atteindre les objectifs énumérés précédemment.

Le Conseil européen se félicite des travaux entrepris au sein du Conseil en ce qui concerne l'importante initiative récemment prise par la Commission dans le domaine des relations de la Communauté avec les pays en développement. Il souligne qu'il est important de prendre cette base comme point de départ pour arriver à des propositions qui devraient aboutir à des décisions du Conseil sur des questions prioritaires telles que la négociation de la nouvelle Convention ACP.

Le Conseil européen est convenu qu'il est hautement nécessaire de faire en sorte que les pays en développement puissent mieux maîtriser leurs problèmes économiques et financiers, ce qui constituera un facteur important en faveur d'un redressement économique international.

POLITIQUE COMMUNE DE LA PECHE

Le Conseil a pris acte de l'état d'avancement des négociations sur une politique commune de la pêche. Il a insisté sur la nécessité d'aboutir à un accord lors de la session du Conseil des ministres de la pêche du 21 décembre.

Le Conseil européen
Copenhague, les 3-4 décembre 1982

RELATIONS EST-OUEST

Le Conseil européen a examiné les récents développements des relations Est-Ouest.

A la suite du changement de direction en URSS, les gouvernements des Dix ont souligné que leurs relations avec ce pays continueront à être basées sur les mêmes principes de fermeté et de dialogue. Ils font appel à l'URSS pour qu'elle apporte les contributions nécessaires en vue d'améliorer la confiance dans les affaires internationales. Les Dix sont prêts à répondre positivement à de tels efforts et à collaborer avec l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est en vue de relations Est-Ouest plus constructives.

C'est pourquoi le Conseil européen a exprimé l'espoir que tous les Etats participant à la réunion CSCE à Madrid prennent les décisions nécessaires pour permettre à la réunion d'aboutir à un résultat rapide et positif.

Dans cette perspective, les Dix ont confirmé leur détermination à réaliser de réels progrès à Madrid en négociant un document de clôture substantiel et équilibré qui devrait contenir un mandat précis pour une conférence sur le désarmement en Europe ainsi que des progrès dans l'application des dispositions de l'Acte Final d'Helsinki relatives à la dimension humaine. Dans cette entreprise ils coopéreront avec les autres pays alliés et amis, y compris les pays participants neutres et non-alignés.

LA SITUATION EN POLOGNE

Le Conseil européen a discuté des récents développements intervenus en Pologne et a noté avec regret qu'un grand nombre de personnes sont encore détenues dans ce pays, que la loi martiale y est maintenue et que le syndicat libre Solidarité a été dissous.

Il a toutefois noté aussi que la récente mise en liberté de certains internés, dont le chef de file de Solidarité, pourrait constituer un pas vers l'accomplissement de l'appel lancé par les Dix le 4 janvier 1982.

Les Dix continueront à suivre de près les développements en Pologne et en particulier à étudier les implications de la levée éventuelle de la loi martiale, y compris les conditions dans lesquelles celle-ci serait levée.

AFGHANISTAN

Le Conseil européen a en particulier exprimé le point de vue que la nouvelle direction soviétique pouvait apporter une importante contribution à l'amélioration des relations internationales en général et des relations Est-Ouest en particulier en réexaminant sa position sur la question de l'Afghanistan. Il a fait sien le jugement porté par la communauté internationale sur la situation en Afghanistan, et inclus dans le quatrième vote successif de l'Assemblée générale des Nations unies. Il doit être permis au peuple afghan de recouvrer sa souveraineté et son indépendance nationales ainsi qu'un statut d'Etat non-aligné.

Il a exprimé sa volonté d'appuyer tous les efforts ayant pour véritable objectif une solution politique et a rappelé la proposition du Conseil européen du 30 juin 1981 visant à un règlement global du conflit.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, LIBAN Y COMPRIS

Après avoir pris connaissance du rapport de la Présidence sur ses récents contacts, le Conseil européen a discuté des développements de la situation au Moyen-Orient dont deux aspects en particulier continuent à susciter une profonde préoccupation.

En premier lieu, s'agissant du conflit israélo-arabe, le Conseil européen a exprimé sa déception devant le retard avec lequel est saisie l'occasion politique créée par l'initiative contenue dans le discours prononcé par le Président Reagan le 1er septembre 1982 et par la volonté de paix exprimée dans la déclaration de la réunion des Chefs d'Etat et de gouvernement arabes à Fès du 9 septembre 1982.

Il a fait appel à chacune des parties pour qu'elles assument leurs responsabilités internationales sans plus d'atermolement. Il s'attend à ce que chacune des parties cesse d'ignorer les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU en faisant part explicitement de leur approbation à ces résolutions.

En second lieu le Conseil européen continue d'observer la situation au Liban avec une très vive préoccupation. Il constate, en particulier, que malgré les différents efforts déployés par des négociateurs en place, aucun progrès significatif n'a encore eu lieu vers un retrait des forces israéliennes, syriennes et autres forces étrangères.

La perpétuation de cette situation constituerait une menace pour l'intégrité et l'unité du Liban, et comporterait de sérieux dangers pour l'ensemble de la région.

Le retrait des troupes étrangères pourra être progressif, mais devra être réalisé dans des délais rapides et déterminés, dans des conditions telles que les autorités libanaises puissent exercer pleinement les attributs de la souveraineté sur l'ensemble du Liban.

Les Dix ont déjà manifesté leur volonté de contribuer à la solution de ces problèmes en particulier en apportant leur soutien à l'action des forces et des observateurs des Nations unies établis par le Conseil de Sécurité, ainsi qu'à la force multinationale mise en place à Beyrouth à laquelle deux d'entre eux contribuent. Les Dix et la Communauté sont également prêts à continuer à contribuer à la reconstruction du Liban.

CONSEIL EUROPEEN DES 3 ET
4 DECEMBRE 1982 A COPENHAGUE
Elements de l'intervention
du vice-président Ortoli

Le Président Ortoli a présenté les perspectives économiques de la Communauté pour 1982 et 1983. Il a relevé que les politiques menées actuellement devraient à la fois être rigoureuses et éviter un danger réel d'entraînement déflationniste, danger lié à la simultanéité des politiques d'ajustement menées en Occident au caractère structurel de la crise et à la dégradation du climat général, en relation notamment avec l'évolution du dollar.

"Tout doit être fait pour atteindre l'objectif d'assainissement mais aussi pour ne pas le dépasser, auquel cas le risque de dévaluations compétitives et de protectionnisme s'accroîtrait."

Le rétablissement d'une excellente compétitivité est la condition essentielle d'une amélioration de la situation, condition qui doit s'exprimer dans la double forme de la lutte contre l'inflation et de la promotion de l'investissement.

I. La première ligne d'action prioritaire est d'assurer la sécurité monétaire.

1. Des taux d'intérêt réels excessifs découragent l'investissement et détournent l'épargne vers des placements purement financiers ;
2. L'effet taux de change est au moins aussi important en termes de balance des paiements notamment,
 - un niveau trop élevé du dollar prépare un déficit de la balance américaine et risque de compromettre la reprise dans ce pays..
 - l'instabilité monétaire contribue à la désorganisation des relations commerciales internationales (ex. Japon)

Lignes d'action

- a) établir une coopération monétaire organisée avec dollar et yen pour garantir des évolutions raisonnables, et éviter des fluctuations injustifiées. Des économies blessées ne supportent pas des sautes erratiques et brutales des taux de change.

b) Eviter l'effondrement des PVD en respectant le nécessaire équilibre entre rigueur économique et maintien du commerce international.

- . Augmenter vite le quota du FMI
- . Organiser la sécurité du système bancaire.

En résumé, pour ces deux points, définir une véritable gestion en commun qui corresponde aux intérêts de tous.

c) Renforcer le SME, pour :

- manifester la confiance que nous avons en nous-mêmes,
- limiter l'usage du dollar à ce qui est nécessaire à nos besoins,
- renforcer la convergence des économies.

Le SME est devenu le pivot de l'unité économique de l'Europe, l'instrument privilégié de protection contre les ruptures du marché; il faut le renforcer.

II - La seconde ligne d'action : des politiques conjoncturelles adaptées à l'évolution

a) Poursuite de l'ajustement dans les pays où c'est nécessaire pour préparer les conditions ultérieures de la reprise, par la restauration de la compétitivité; cela implique des politiques budgétaires strictes et un transfert effectif de richesses vers l'investissement.

b) Il convient dans d'autres pays d'éviter les effets trop brutaux de politiques d'ajustement et, par conséquent, de favoriser la baisse des taux d'intérêt et de laisser jouer les stabilisateurs automatiques; au besoin, si la situation s'aggravait, d'autres mesures de soutien de l'activité pourraient être prises.

III - L'investissement - Rappel des conclusions du Conseil ECOFIN du 15/11. Nécessité de prendre des mesures concrètes au plan national (fiscalité, aides, réglementation) et communautaire (NIC III - secteurs).

.../...

Conclusion : L'Europe est un élément fondamental de retour à la confiance. Elle doit être à la tête du combat pour le retour à la stabilité monétaire et financière, et utiliser son pouvoir de négociation pour éviter un effondrement du système international.

Elle doit, sur la base du SME et d'un effort accru de convergence, utiliser de manière dynamique tous les instruments dont elle dispose pour assurer le développement (marché intérieur et investissements) desserrer les contraintes extérieures (énergie), être en mesure de répondre à la demande future (technologie), en bref affirmer son indépendance et concrétiser ses chances pour l'avenir.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(82) 788 final

Bruxelles, le 24 novembre 1982

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL EUROPEEN
SUR L'INVESTISSEMENT
(COPENHAGUE, 3 ET 4 DECEMBRE 1982)

COM(82) 788 final

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL EUROPEEN
SUR L'INVESTISSEMENT

1. Le Conseil européen des 29-30 mars 1982 a exprimé sa préoccupation devant l'insuffisance du taux d'investissement productif en Europe, surtout dans les secteurs d'avenir. Il a demandé à la Commission de faire toutes les propositions qu'elle jugera utile et au Conseil d'arrêter les moyens et les procédures pour atteindre ces objectifs. La Commission a présenté des rapports intérimaires au Conseil et au Conseil européen des 28-29 juin 1982 et, ensuite, un ensemble de propositions ou orientations (COM(82)641 final), sur lesquelles le Conseil s'est prononcé le 15 novembre. Ce document présente les actions engagées ou qui seront prochainement proposées.
2. A un moment où les perspectives économiques et la situation de l'emploi sont préoccupantes, la reprise de l'investissement productif, privé et public, représente :
 - dans l'immédiat, l'instrument privilégié d'un soutien non inflationniste de l'activité économique, parce que des contraintes inévitables limitent l'évolution possible des revenus et la croissance des budgets publics, tandis que la demande internationale reste faible ;
 - à terme, la condition pour le rétablissement de la compétitivité du système productif européen et donc, directement ou indirectement, du maintien et du développement de l'emploi dans un système ouvert d'échanges internationaux.
3. Une amélioration de l'environnement économique général est une condition nécessaire d'une reprise vigoureuse et durable de l'investissement. C'est dans ce contexte que doivent être appréciées des actions plus spécifiques pour exploiter au mieux les possibilités existantes. La Commission a décrit ces actions dans sa communication sur la promotion de l'investissement, dont le Conseil Ecofin du 15 novembre a approuvé les orientations. Elles sont rappelées ci-dessous succinctement.

4. Les mesures prises par les autorités nationales doivent avoir pour objet :

- d'augmenter la rentabilité après impôt des entreprises et leur accès au financement ;
- d'améliorer, tout en assurant leur compatibilité avec le marché commun, l'efficacité des mesures spécifiques d'encouragement aux investissements ;
- de restructurer les dépenses publiques en faveur des dépenses productives ;
- de réduire les déficits budgétaires dans les pays où ces déficits sont importants afin de réduire les charges d'intérêt et d'augmenter ainsi les moyens disponibles sur les marchés des capitaux en faveur des investissements productifs.

5. La Commission a aussi rappelé que la Communauté a un rôle propre à jouer pour promouvoir un ajustement dynamique au changement, à travers :

- la pleine utilisation du marché commun, pour exploiter à fond les économies d'échelle, les effets positifs de la concurrence et les possibilités de développement de l'investissement qu'il offre ;
- le soutien aux activités stratégiques dont dépend la possibilité de sortie de la crise structurelle, parce qu'elles représentent soit la condition de réalisation, soit le point d'application de l'investissement et des technologies nouvelles ;
- le développement des instruments financiers communautaires et leur adaptation en fonction des exigences de l'investissement industriel.

La Commission a dans ce cadre proposé :

- que soit approfondi le marché unique ; elle a demandé en particulier au Conseil que trois dossiers prioritaires fassent l'objet de décisions d'ici le 30 juin 1983 (voir Annexe) ; elle a également demandé que cette priorité reçoive un soutien politique sans équivoque ;

- que, là où la dimension communautaire permet d'escompter une efficacité accrue, progressent, à travers les instruments budgétaires et financiers communautaires, une série d'activités dans des domaines stratégiques : la recherche et le développement, l'innovation, l'énergie, la biotechnologie, l'informatique, la reconversion industrielle (voir Annexe) ;
- une tranche complémentaire (3 milliards d'écus) pour le Nouvel instrument communautaire, qui serait destinée à garantir la continuité du financement communautaire en faveur des infrastructures, de l'énergie et des PME et à promouvoir la modernité du secteur industriel.

6. La Commission demande au Conseil européen :

- de confirmer l'importance qu'il attache aux conclusions récentes du Conseil Ecofin concernant l'évaluation des mesures fiscales et financières en faveur de l'investissement, l'amélioration de l'efficacité des régimes d'aides existant ainsi que l'appréciation des actions immédiates et à moyen terme de restructuration des dépenses publiques en faveur de l'investissement ;
- de souligner le rôle particulier qu'un approfondissement du marché commun peut avoir sur l'investissement et de demander en conséquence au Conseil de se prononcer au plus tard à la fin du 1er semestre 1983 sur les mesures prioritaires identifiées par la Commission pour renforcer le marché intérieur ;
- d'exprimer son accord sur les actions de soutien de l'investissement dans les secteurs prioritaires de la recherche et développement, de l'innovation, de l'énergie ;
- de marquer d'une part l'importance des conclusions du dernier Conseil Ecofin de parvenir, au début de 1983, à une décision sur le développement du Nouvel instrument communautaire et d'autre part d'exprimer, en approuvant le principe du développement du NIC, la valeur qu'il attache au renforcement d'une action communautaire contribuant directement au soutien de l'investissement ;

- d'inviter le Conseil dans ses formations spécialisées à accélérer l'adoption des propositions déjà présentées par la Commission, ou qui seront prochainement avancées dans ces domaines, et à définir, si nécessaire, les procédures d'examen et de décision les plus efficaces.

A travers ces actions, le Conseil européen pourra réaliser l'objectif politique de conclure, au cours du premier semestre 1983, un ensemble d'actions concrètes et complémentaires axées sur le soutien de l'investissement.

ACTIONS AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE DANS DES DOMAINES SPECIFIQUES

Etat de la situation

-
- Marché unique : La Commission a souligné dans sa communication la nécessité et la possibilité de progrès rapides dans trois domaines prioritaires : le traitement de produits des pays tiers dans le cadre de la certification communautaire résultant des directives d'harmonisation technique ; la procédure d'information sur la création de règles techniques par les autorités des Etats membres et sur les normes industrielles établies par les instituts nationaux de normalisation ; la simplification des formalités aux frontières.
- R + D : La Commission présentera, avant la fin de l'année 1982, un programme-cadre des activités scientifiques et techniques communautaires pour la période 1984-1987 qui devra assurer, en particulier, une meilleure cohérence des actions communautaires et nationales visant notamment, à une amélioration de la compétitivité industrielle dans la Communauté (par l'introduction de nouvelles technologies dans les industries traditionnelles, par la promotion des technologies de pointe et par l'établissement de nouvelles normes et références).
- Innovation : La Commission vient de proposer un plan d'action pour le développement d'une infrastructure transnationale dans le domaine de l'innovation. Elle présentera au début de 1983 une proposition d'action communautaire au financement de l'innovation dans les PME. La Commission attache par ailleurs une grande importance à l'évaluation des mesures fiscales touchant à la promotion des investissements de diffusion de l'innovation. Elle entend soumettre, à la fin de 1983, des propositions concernant le marché de l'information.
- Energie : La Commission vient de proposer une action de bonification d'intérêt pour les prêts destinés à diverses catégories d'investissements d'utilisation rationnelle de l'énergie qui ne peuvent s'amortir que sur une période relativement longue. La Commission a également proposé au Conseil d'utiliser une partie des ressources du Feder "hors quota" pour le financement d'actions visant à appliquer des technologies nouvelles en matière d'hydro-électricité et d'énergies alternatives.

Informatique :

la Commission a déposé sur la table du Conseil, dans le cadre de la procédure budgétaire 1983, un ensemble de projets-pilotes de R+D précompétitifs comportant un important volet communautaire complétant les programmes nationaux et ceux des entreprises. Cette initiative complète les propositions et actions en cours relatives aux télécommunications (ouverture progressive des marchés et dérégulation, réseau digital intégré (INSIS), à la micro-électronique, aux applications informatiques et aux banques de données (Euronet).

Biotechnologie :

la Commission envisage la possibilité de lancer, dans le courant de 1983, un programme important tenant compte des particularités propres de ce secteur ;

Reconversion
industrielle :

dans le cadre du Traité CECA, la Communauté participe au financement des investissements prévus dans les programmes de restructuration introduits par les entreprises et les Gouvernements, en vue d'assurer la compétitivité internationale du secteur sidérurgique et donc de son emploi.

La Commission a par ailleurs saisi le Conseil de trois propositions visant à utiliser la section "hors quota" du Feder pour des actions de création ou au développement de nouvelles activités dans les zones affectées par la restructuration de la sidérurgie, de l'industrie textile et de la construction navale.

THE PRESIDENCY'S CONCLUSIONS
ON THE PROCEEDINGS OF THE EUROPEAN COUNCIL
COPENHAGEN, 3/4 DECEMBER 1982

THE ECONOMIC AND SOCIAL SITUATION

The European Council welcomes the report from the General Affairs Council on the implementation, so far, of the economic strategy that it had itself laid down in March and June. In particular, it reaffirms the detailed conclusions from the Joint Council of 16 November 1982 and the Council (Economic and Financial Affairs) of 15 November 1982.

The European Council fully endorses the need for a comprehensive strategy for achieving a marked improvement in the employment situation through the creation of durable new jobs. The implementation of this strategy must be continued comprising a broad range of interlinked and mutually supportive economic and social policies both at Community and national level.

To this end the European Council agrees on the following priority goals :

- reestablishing economic stability
- taking into account the degree of stability achieved, encouraging productive activity, and contributing to economic recovery and structural improvement, particularly through continued reduction of interest rates and through support for productive investments, especially in innovative sectors
- creating more employment opportunities and professional training possibilities for young people to permit a fulfilment of their justified aspirations. In this connection it is important that they are given a chance to take advantage of the opportunities of tomorrow's high technology industries

- exploring carefully the possibilities for greater flexibility offered by the reorganisation of working time and mobility of labour
- strengthening the common market and intensifying action to eliminate practices and measures which restrict trade and distort competition
- pursuing a vigorous energy policy with a view to saving energy and diversifying supply
- strengthening the European Monetary System; increasing international cooperation and concertation in the field of monetary and financial policy and trade policy.

The European Council agrees that a time-scale for specific actions at Community level should be established to complement the parallel efforts being undertaken nationally by each Member State. It therefore instructs the Council:

- to decide, before the end of March 1983, on the priority measures proposed by the Commission to reinforce the internal market
- to speed up the adoption of the Commission's current and forthcoming proposals in the field of research, innovation and energy
- to agree rapidly and before the next European Council on the Commission's proposal to expand the NCI by a further 3 billion ECU
- to give urgent consideration at the next Council (Social Affairs) to the Commission's proposals for ways and means to ensure young people professional training or a first work experience, and on the reorganisation of working time.

The Council (General Affairs) will report to the European Council in March on the implementation of this work-programme.

ENLARGEMENT

x The European Council reaffirms its political commitment to the enlargement of the Community with Spain and Portugal. The European Council asks the Council (General Affairs) to press ahead with the negotiations with both countries as rapidly as possible.

The European Council welcomes the inventory presented by the Commission which in its view constitutes a new impulse to the enlargement process.

The European Council stresses the importance of rapid progress within the Community on a number of important issues in order to facilitate a harmonious enlargement of the Community. In particular, the European Council asks the Council (Agriculture) to complete urgently and before March 1983 the revision of existing rules for certain Mediterranean agricultural products on the basis of Commission proposals.

✓ The European Council invites the Commission to explore with the two candidate countries the introduction of certain measures in these countries before accession in order to prepare their economy for accession in particularly sensitive sectors.

The European Council asks the Council (General Affairs) to examine the issues set out in the Commission's inventory with a view to balanced decisions.

A report on progress will be submitted for its next session.

RELATIONS WITH THIRD COUNTRIES

The European Council stresses that the overriding priority for the Community's economic and commercial relations with other industrialised countries will be a strengthening of international co-operation in all major areas to counteract recession, with particular emphasis on a return to a stable monetary, financial and trade situation.

The European Council states the readiness of Member States to work for a substantial increase of IMF quotas and their determination to contribute to an early decision to this effect.

✕ The European Council welcomes the outcome of the GATT ministerial meeting and confirms the Community's readiness to take part constructively in the continuing work within the GATT.

The European Council recalls its conclusion of June that a genuine and effective dialogue should take place between the United States and the Community in areas of possible dispute. The European Community is determined to pursue a constructive dialogue in the appropriate fora with a view to ensuring solid and confident relations between the Community and the United States.

It notes with satisfaction the EC/US arrangement on steel and the lifting of United States sanctions related to the Siberian pipeline.

With regard to relations with Japan the European Council was informed on the work already done by the Commission, and it expects the Council (General Affairs) at its session in December to take decisions on the various ways and means of improving commercial relations between Japan and the Community.

.../...

The Community has successfully remained united in the face of difficult problems over recent months. The European Council is convinced that unified and coherent Community positions are more than ever indispensable to achieving the objectives set out above.

The European Council welcomes the work undertaken within the Council on the recent important Commission initiative in the field of the Community's relations with developing countries. It stresses the importance of proceeding from this stage towards proposals to be followed up by Council decisions on priority questions such as the negotiations for the new ACP-Convention.

There is agreement on the urgent need to bring about an improvement of developing countries' ability to cope with their economic and financial problems. This will be an important factor in favour of international economic recovery.

COMMON FISHERIES POLICY

x The Council noted the progress made in the negotiations about a Common Fisheries Policy. It emphasised the need for agreement at the meeting of the Council of Fisheries Ministers on 21 December.

Betty = matériel pêche DK
A2 sud. de transformation -

→ faire copie K7 PAL (neuroscopage à Paris).

Date = Fin de c / de b - janvier

The European Council
Copenhagen, December 3-4, 1982

EAST-WEST RELATIONS

The European Council reviewed recent developments in East-West relations.

- * Following the change of leadership in the Soviet Union, the governments of the Ten emphasized that their relations with that country will continue to be based on the same principles of firmness and dialogue. They call upon the Soviet Union to make the necessary contributions to improve confidence in international affairs. The Ten are ready to respond positively to such efforts and to work together with the Soviet Union and the countries of Eastern Europe for a more constructive East-West relationship.

Therefore, the European Council expressed the hope that all Participating States in the CSCE-Meeting in Madrid would take the necessary decisions to permit the Meeting to arrive at an early and positive conclusion.

With this in mind, the Ten confirmed their commitment to real progress in Madrid by negotiating a substantial and balanced concluding document which will contain a precise mandate for a conference on disarmament in Europe as well as further progress within the human dimension of the Helsinki Final Act. In doing so they will cooperate with other allied and friendly states including the Neutral and Non-aligned Participating States.

Poland

The European Council discussed recent developments in Poland and noted with regret that a large number of persons remain in detention, that martial law continues, and that the free trade union, Solidarity, has been dissolved.

It also noted, however, that the recent release of some internees, including the leader of Solidarity, might constitute a step towards the fulfilment of the appeal made by the Ten on January 4, 1982.

The Ten will continue to follow developments in Poland closely and in particular study the implications of the possible lifting of martial law, including the conditions under which this will take place.

Afghanistan

The European Council in particular expressed the view that the new Soviet leadership could make an important contribution to the improvement of international relations in general and of East-West relations in particular by reassessing its position on the question of Afghanistan. It endorsed the verdict of the international community on the situation in Afghanistan, embodied in the fourth successive vote of the General Assembly of the United Nations. The people of Afghanistan should be permitted to regain their national sovereignty and independence and the status of a non-aligned state.

It expressed its readiness to support any realistic efforts to achieve a political solution and recalled the European Council proposal of June 30, 1981, for a comprehensive settlement of the conflict.

The situation in the Middle East, including Lebanon

Following a report by the Presidency on recent contacts the European Council discussed events in the Middle East where two aspects in particular continue to cause deep concern.

First, as regards the Arab-Israeli conflict, the European Council expressed its disappointment at the delay in grasping the political opportunity created by the initiative contained in President Reagan's speech on September 1, 1982, and the will to peace expressed in the declaration of Arab Heads of State meeting at Fez on September 9, 1982.

It called upon each of the parties to assume its international responsibilities without further hesitations. It expects each of the parties to cease to ignore the United Nations Security Council resolutions and explicitly make known their approval of these resolutions.

Secondly, the European Council continued to view the situation in Lebanon with the greatest concern. It particularly noted that in spite of the various efforts made by the negotiators on the spot, no significant progress had yet been achieved towards the withdrawal of the Israeli, Syrian, and other foreign forces.

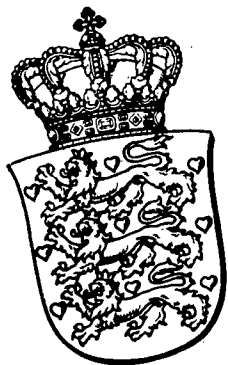
14

The persistence of this situation would constitute a threat to the integrity and unity of Lebanon, carrying serious dangers for the whole region.

The withdrawal of foreign forces could be of a progressive nature, but should take place within a fixed and short period of time and under conditions which would permit the Lebanese authorities to exercise fully their rights of sovereignty over all of Lebanon.

- X The Ten have already demonstrated their willingness to contribute to the solution of the problems, especially by giving their support to the UN forces and UN observers established by the Security Council as well as the multinational force in Beirut to which two of their number contribute. The Ten and the Community are equally prepared to continue to contribute to the reconstruction of Lebanon.

ERIK WITTRUP WILLUMSEN
TAARBÆK STRANDVEJ 34. A.
2930 KLIPB.
DENMARK



Presse Bulletin Danmark

While the European Council meet in Copenhagen on December 3 and 4, 1982, the Press Office of the Ministry of Foreign Affairs will edit a daily *Press Bulletin*, informing about current events and using the Danish press as its source. The *Press Bulletin* will appear in English (blue pages), French and German, and the media quoted are solely responsible for the authenticity of the contents.

A l'occasion de la session des 3 et 4 décembre 1982, du Conseil européen, le Service de Presse du Ministère des Affaires Etrangères établira un *Bulletin de Presse* quotidien, rédigé en français (pages rouges), en anglais et en allemand. Les informations du bulletin, qui sont des extraits de la presse danoise, seront considérées comme propres à leurs auteurs.

Anlässlich der Konferenz des Europäischen Rates am 3. und 4. Dezember 1982 redigiert die Presseabteilung des Ministeriums des Äusseren täglich ein *Presse Bulletin*, das mit der dänischen Presse als Quelle über aktuelle Themen orientiert. Verantwortlich für den Inhalt des *Presse Bulletin's*, das in deutscher (gelbe Seiten), englischer und französischer Sprache vorliegt, sind ausschliesslich die zitierten Medien.

Date
Time
No.

Date
Heure
No

Datum:
Zeit:
Nr.:

4 DEC 1982
11.00
3

The Danish press has concentrated almost exclusively on the fisheries dispute in its reports from the Euro summit. With one exception, all morning papers lead with the summit, and the headlines show where Danish interest lies:

BERLINGSKE TIDENDE: "Thatcher has no fish for us"

POLITIKEN: "Summit split on fish issue"

AKTUELST: "Iron Lady: Denmark will have to toe the fishery line"

JYLLANDS-POSTEN: "Denmark still alone"

INFORMATION takes a broader view, reporting under the headline "Increased investment to solve EEC crisis" that the Ten agree on the course to be steered out of the current economic situation. The paper quotes Prime Minister Poul Schlüter:

'There is much greater agreement in the assessments of the different EEC countries of the economic crisis and the way out of our problem than I had believed possible. The fundamental evaluation is the same in each member state. The differences are marginal.

We are all agreed that the right policy is one similar to that currently pursued by the Danish government.'

Split fish

POLITIKEN on Friday's talks:

'Denmark's fish feud with its fellow EEC member-states came no closer to solution at the Copenhagen summit yesterday. Britain's prime minister, Margaret Thatcher, maintained that all avenues of negotiation had been tried - while our own Poul Schlüter insisted that there was still a chance of agreement by Christmas.

"We don't agree on the fisheries issue," admitted Schlüter last night. "Denmark has taken a minority stand - but our position is important. We are in no doubt: we cannot accept the fisheries agreement in its present form. There will be no common fisheries policy unless the British are prepared to soften their stand."

It was Mrs. Thatcher who brought up the subject of fish at the summit, informing the other heads of state and government that the British were standing firm. There was no more room for talk.'

French protectionism?

If fish divided the summit, economic problems brought the 10 leaders firmly and unequivocally together. POLITIKEN:

'The summit opened with an examination of the economic and social situation in the Community. Everyone at the conference table agreed it was necessary to "put one's own house in order" but there were several warnings at the danger of excessive measures to curb inflation. These could increase the unemployment rate, it was said. The French expressed the wish to "capture the internal common market", a statement that was interpreted as a sign of protectionism aimed especially against the United States and Japan.

Poul Schlüter, who chaired the meeting, rejected all thoughts of protectionism.

"We want to see the greatest possible degree of free trade, primarily within the Community but also in relations with the rest of the world," he said.

He spoke out sharply against any prospect of a trade war with the United States:

"Within the context of the European Community we shall meet the Americans and explain our position. We hope to reach agreement - including a solution to farm problems."

Late in the evening the EEC leaders began a discussion of East-West relations and the Middle East. On the latter subject a statement will be issued today (Saturday) expressing the Community's views on the possibilities of peace.'

Positive development

The only Danish morning paper to refer to the EEC summit in its leader column is BERLINGSKE TIDENDE, which notes that there has been a positive development in the direction of closer European relations:

'When it ends this afternoon, the European summit in Copenhagen will give the outward impression of greater European unity than in earlier years. There will still be sharply-outlined differences in internal Community issues on how individual member states can derive maximum national benefit from the Common Market. But there is a greater consensus than ever before on the policy for economic recovery.

This development is a fact. Stronger European co-operation may be seen as a positive development but there is no getting away from the fact that it arises from a negative cause: a recurring confrontation on economic interests with the United States - Europe's indispensable ally in matters of security. The summit should come out strongly in favour of realistic co-ordination of Atlantic trade policy. It is not good enough that differences should be resolved from crisis to crisis, as they were in the case of steel and the recent sanctions. There should also be a determination to anticipate conflicts and prevent them sapping the ability to seek a closer understanding on Atlantic security.'

Trade war averted

This was the headline JYLLANDS-POSTEN put on its story from the OECD meeting in Paris:

'There will be no trade war on agricultural goods between Western nations. Farm ministers of the 24 OECD countries plus Yugoslavia agreed at a two-day meeting in Paris to settle their mutual differences instead of pouring their surplus food-stuffs onto the world market at dumping prices.

The decision to maintain peace is seen in OECD farm circles as a personal triumph for Danish minister of agriculture, Mr. Niels Anker Koefoed, who chaired the conference. His visit last month to his US colleague, Agriculture Secretary John R. Block, helped lubricate the dialogue on farm problems that started at the OECD meeting.'

Remarkable détente

POLITIKEN:

'Following the stormy GATT meeting in Geneva at which agricultural goods took pride of place and which ended in an atmosphere of imminent trade war, a remarkable degree of détente was achieved yesterday. US threats of raising farm subsidies and dumping massive quantities of farm produce onto the world market suddenly diminished - and the Europeans declared their willingness to contribute toward a solution with greater market discipline and a firmer storage policy. There are signs that America has halted its frontal attack on the European Community's agricultural regime, although war had seemed just around the corner.'

3.4
European Community disagrees for third consecutive year with Sweden and Norway on Kattegat fish issue

It would seem that the Community and Sweden/Norway have once again failed to reach agreement on fish quotas for Skagerrak and Kattegat. RITZAU:

The European Community failed to reach agreement on Friday with Sweden and Norway over fish quotas for Skagerrak and Kattegat in 1983.

Negotiations have gone on over the past three days in Gothenburg, Sweden.

The tripartite meetings will be resumed in Brussels in two weeks. Any agreement reached will, however, be subject to the approval of the EEC council of ministers.

Disagreement within the Community has had a detrimental effect on negotiations. Denmark, for example, would like a much larger quota of sprat in the Skagerrak than its EEC partners are prepared to accept.

The consequence may be a third consecutive year without agreement. No agreement was reached last year - and the one produced two years ago was never approved by the council of ministers.

Schlüter: I'll decide

The debate on Denmark's contribution to installation of NATO's medium-range missile system produced sharp disagreement between Prime Minister Poul Schlüter and the leader of the Conservative parliamentary group. RITZAU filed this story last night:

"I'm looking forward to relaxing Sunday and Monday - then I'll decide what happens on Tuesday."

The sharpness of this remark from Prime Minister Poul Schlüter was read as a rebuke to his Conservative colleagues. He had been asked by journalists on Friday evening whether his government could "swallow" a parliamentary motion which the Social Democrats have warned will be tabled on the missile issue.

At a midnight briefing on the European summit Schlüter was asked whether he, like Conservative group chairman, Knud Østergaard, he did not believe the government could accept the Social Democrat motion which would effectively postpone "until further notice" Danish appropriations for NATO missile modernisation.

Østergaard's statement was made at a meeting traditionally held each Friday evening between Conservative cabinet members and the head of the parliamentary group.

"I wasn't able to attend this evening's meeting," said Schlüter. "That may explain why things were said the way they were."

Mr. Schlüter, who had said earlier in the day that he would decide on Tuesday how the government would view the proposed motion, refused to say whether it would be acceptable.

But his I-will-decide remark was clearly interpreted as sharp criticism of Knud Østergaard.'

C'est la crise de la pêche qui, aujourd'hui, domine les reportages de la presse danoise sur le Sommet Européen. A une exception près, la première journée du Sommet est à la une des quotidiens du matin, et les titres montrent ce qui intéresse les Danois le plus parmi les sujets abordés:

Berlingske Tidende: "Mme Thatcher n'avait pas de poissons dans ses bagages".

Politiken: "Le Conseil Européen divisé au sujet de la pêche."

Aktuelt: la Dame de Fer: "Le Danemark doit se plier dans l'affaire de la pêche".

Jyllands-Posten: "Le Danemark toujours isolé".

Information présente les choses d'une façon plus générale. En titrant un article " Une augmentation des investissements va tirer la C.E.E. de la crise" le quotidien décrit l'entente qui existe entre les Dix concernant les moyens de venir à bout de la crise économique. Information cite le Premier Ministre M. Poul Schluter:

Les estimations des Dix concernant la crise économique et les moyens de s'en sortir sont bien plus harmonieuses que je ne l'avais imaginé. Les estimations fondamentales sont les mêmes dans tous les pays et il n'est question que de petites nuances dans les conceptions. Tout le monde est d'accord qu'il faut mener une politique comme celle menée au Danemark.

Division à propos de la pêche

Sur la réunion de vendredi "Politiken" écrit:

Les négociations sur la pêche entre le gouvernement danois et la C.E.E. sont arrivées à un point mort, hier, à l'ouverture de la Session du Conseil Européen à Copenhague.

Le Premier Ministre britannique, Mme Thatcher persista que toutes les possibilités de négociations étaient épuisées, tandis que M. Schlüter, le Premier Ministre danois, de son côté, persista qu'il restait encore des possibilités d'arriver à une conciliation avant Noël.

M. Schlüter devait admettre hier soir "qu'à propos de la pêche, nous ne sommes pas d'accord. Le Danemark se trouve en minorité. Et il est certain que nous ne pouvons pas nous rallier à l'accord sur la pêche, tel qu'il se présente pour le moment. A moins que les Britanniques ne nous accordent des concessions, il n'y aura pas de politique de pêche commune".

Le sujet de la dispute de la pêche fut abordé par Mme Thatcher elle-même.

A ses collègues européens, elle déclara que les Britanniques sont fermes, et qu'il n'y aura plus de négociations.

Protectionnisme français?

Si la mésentente régnait au sujet de la pêche autour de la table de conférence, les parties purent en revanche constater qu'elles étaient très d'accord sur les problèmes de l'économie. Et Politiken poursuit:

Le Sommet a débuté par un passage en revue de la situation sociale et économique dans les 10 pays.

Tous étaient d'accord de remettre les choses en place dans leurs pays respectifs. Mais plusieurs avertirent contre le danger d'une lutte trop intensive de l'inflation, qui pourrait mener à une augmentation du taux de chômage.

La France émit le désir de "conquérir l'intérieur du Marché Commun" - une déclaration, que beaucoup ont vu comme un signe de protectionnisme envers notamment les Etats-Unis et le Japon.

M. Poul Schlüter, qui exerce la fonction de Président du Conseil, écarta les signes de protectionnisme.

" Nous sommes en faveur du libre-échange le plus étendu possible, tout d'abord au sein de la Communauté, mais aussi de par le monde " a-t-il déclaré. Il a expressément rejeté l'idée d'une guerre commerciale avec les Etats-Unis.

" Les pays de la Communauté vont maintenant se réunir avec les Américains, où nous leur expliquerons notre position, et nous espérons pouvoir trouver une solution, aussi en ce qui concerne l'agriculture."

C'est tard dans la soirée que les chefs d'Etat et de Gouvernement ont entrepris les débats sur les relations Est-Ouest et le Moyen-Orient. A propos de ce dernier, un communiqué sera aujourd'hui publié sur les points de vue de la Communauté en ce qui concerne les possibilités de paix.

Un développement positif

Le quotidien "Berlingske Tidende" est le seul à consacrer son éditorial à la Session du Conseil Européen et constate un développement positif qui mènerait à une cohésion renforcée de l'Europe:

A la clôture, cette après-midi, de la Session du Conseil Européen, on assistera à une cohésion renforcée du Conseil par rapport aux années précédentes. Il y aura toujours des divergences marquantes à propos des questions internes de la C.E.E., notamment sur la façon selon laquelle les pays individuels peuvent s'assurer le plus grand nombre possible d'avantages nationaux dans le cadre de la coopération.

Mais les parties sont plus que jamais d'accord sur les grandes lignes à suivre dans le domaine d'un redressement économique.

Ce développement peut être caractérisé comme étant un fait accompli. On peut penser que la cohésion renforcée européenne présente un développement positif, mais on ne peut ignorer le fait que cette cohésion a une raison négative: une confrontation récurrente des intérêts économiques avec les Etats-Unis, pays qui en matière de sécurité est l'allié indispensable de l'Europe.

Le Sommet devra aboutir à une incitation à mettre en place une coordination de la politique commerciale de l'Atlantique. Il ne suffit pas de trouver des solutions aux problèmes de crise en crise - comme ce fut le cas de l'acier et des sanctions. Il doit y avoir une volonté de vouloir devancer les conflits et empêcher que ceux-ci détériorent lentement la faculté de coopérer dans un cadre de confiance sur la sécurité Atlantique.

La guerre commerciale n'aura pas lieu

C'est sous ce titre que le "Jyllands-Posten" commente la réunion de l'OCDE qui s'est tenue à Paris:

Une guerre commerciale dans le secteur agricole ne sera pas déclarée entre les pays de l'Occident. Les Ministres de l'Agriculture de 24 pays de l'OCDE et la Yougoslavie se sont mis d'accord, durant la réunion de jeudi à Paris, de surmonter leurs diverses divergences au lieu de submerger le marché mondial de leur produits agricoles à des prix de dumping.

Les observateurs agricoles à l'OCDE considèrent la décision de maintenir la paix comme étant un triomphe personnel de M. Niels Anker Kofoed, le ministre de l'agriculture danois, qui siégeait dans la chaise du Président de la conférence. Grâce à sa visite à son collègue Américain, M. Block, M. Kofoed a jeté les bases du dialogue agricole qui a eu lieu à la réunion de l'OCDE à Paris.

Détente frappante

Politiken écrit:

A la suite des réunions dramatiques de GATT à Genève, où les questions agricoles prirent une place dominante, et qui se terminèrent dans une atmosphère de guerre commerciale imminente, on assista, hier, à une détente frappante.

Les Américains retirèrent soudainement leurs menaces d'augmenter les subventions à leur agriculture et de submerger le marché mondial de leur surplus de produits agricoles. Et les Européens ont déclaré qu'ils désiraient coopérer et trouver une solution qui mènerait à une discipline plus accentuée du marché et de la politique des stocks.

On dirait que les Etats-Unis ont cessé leur attaques contre la réglementation agricole de la C.E.E., à laquelle ils avaient déclaré la guerre.

Pour la troisième fois en trois ans, la CEE est en désaccord avec la Suède et la Norvège à propos de la pêche en mer de Cattegat

La C.E.E. d'une part et la Suède et la Norvège de l'autre ne semblent pas pouvoir se mettre d'accord sur la répartition des quotas de la pêche, écrit Ritzaus Bureau:

Les pays de la C.E.E. et la Suède et la Norvège n'arrivèrent pas à un accord, vendredi, sur les quotas de la pêche en mers de Skagerrak et de Cattegat pour l'année 1983.

Les trois parties ont négocié pendant trois jours à Goteborg en Suède.

De nouvelles négociations auront lieu dans quinze jours, à Bruxelles, où les parties s'efforceront d'élaborer un accord, qui devra toutefois être approuvé par le Conseil des Ministres de la C.E.E.

Le travail n'est pas facilité par les divergences qui opposent les membres de la Communauté. Le Danemark revendique par exemple davantage de sprats dans la mer de Skagerrak - revendication que les autres pays membres de la C.E.E. ne peuvent accepter.

Il se peut que pour la troisième fois en trois ans, il n'y aura pas d'accord. L'année dernière, les parties n'ont pas pu s'accorder, et l'accord qu'elles avaient élaboré il y a deux ans, ne fut pas approuvé par le Conseil des Ministres de la C.E.E.

M. Schluter décidera lui-même

L'affaire des contributions aux missiles de l'OTAN mena, hier, à un débat tranchant entre le Premier Ministre et le groupe conservateur du Folketing. A ce propos, Ritzaus Bureau a écrit cette nuit:

" Je me réjouis de me reposer dimanche et lundi, et mardi je déciderai ce qu'il faut faire."

Des observateurs politiques considèrent cette remarque tranchante comme une réprimande aux collègues conservateurs du Premier Ministre. Elle fut émise vendredi soir par M. Poul Schluter, en réponse à la question si oui ou non il croyait que le gouvernement pourrait "vivre avec" la proposition à l'ordre du jour dans l'affaire des missiles, qu'annoncent les Sociaux-Démocrates.

Lors d'une conférence de presse tenue juste avant minuit concernant la Session du vendredi du Conseil Européen, M. Schluter déclara qu'il était du même avis que son collègue M. Knud Ostergaard, président du groupe conservateur, que le gouvernement ne peut pas "vivre avec" la proposition en question, et que les contributions à l'OTAN par conséquent devraient être gelées.

L'avis de M. Ostergaard fut émis à la suite de la réunion qui se tient traditionnellement chaque vendredi entre les membres conservateurs du gouvernement et le président du groupe conservateur.

" Je n'ai pas participé à la réunion aujourd'hui, a déclaré M. Schluter. Il se peut que cela ait influencé le déroulement de la réunion."

Le Premier Ministre avait en début de la journée de vendredi déclaré que sa position quant à la proposition à l'ordre du jour ne serait révélée que mardi, et il n'a pas laissé entendre s'il allait accepter la proposition des Sociaux-Démocrates.

Mais la déclaration selon laquelle il déciderait ce qu'il faudra faire fut interprétée comme étant une forte critique de M. Knud Ostergaard.

Der Fischereistreit ist es, der in der heutigen Berichterstattung der dänischen Presse über den ersten Tag der EG-Gipfelkonferenz dominiert. Mit einer einzigen Ausnahme schildern sämtliche Morgenzeitungen den Gipfel auf der Frontseite. Aus den Überschriften geht hervor, welche der erörterten Themen Dänemark am meisten zu interessieren scheinen:

BERLINGSKE TIDENDE: Thatcher hatte keine Fische mit.

POLITIKEN: Zerwürfnis über die Fischerei am EG-Gipfel.

AKTUELT: Die Eiserne Lady: 'Dänemark muss jetzt im Fischereistreit spüren.'

JYLLANDS POSTEN: 'Dänemark weiterhin isoliert.'

Eine allgemeinere Betrachtungsweise legt die INFORMATION an, die unter der Überschrift "Erhöhte Investitionen sollen die Krise der EG lösen" über die Einigkeit berichtet, die unter den Zehn über den Weg aus der ökonomischen Krise herrscht. Diese Zeitung zitiert Premierminister Poul Schlüter:

"Die Art, auf die die einzelnen Mitgliedsstaaten der EG die ökonomische Krise und den Weg, der aus dieser herausführt, bewerten, ist erheblich übereinstimmender, als ich es für möglich gehalten hätte. Die grundlegende Bewertung ist in allen Ländern dieselbe, und im grossen ganzen ist nur von Nuancenunterschieden die Rede.

Alle sind sich darüber einig, dass eine Politik geführt werden muss, die der entspricht, die von der dänischen Regierung eingeschlagen worden ist."

Zwietracht über die Fischerei
 POLITIKEN berichtet über die Freitags-Besprechungen:

"Die Lage im dänischen Fischereistreit mit der EG war völlig verfahren am ersten Tag der Gipfelkonferenz in Kopenhagen. Die britische Premierministerin Mrs. Thatcher beharrte darauf, dass sämtliche Verhandlungsmöglichkeiten erschöpft seien, während Premierminister Poul Schlüter darauf beharrte, dass noch vor Weihnachten Verhandlungsmöglichkeiten gefunden werden können.

- Über die Fischerei sind wir uns nicht einig, musste Schlüter gestern abend zugeben. Dänemark bildet eine bedeutungsvolle, aber klare Minderheit. Und eins steht fest: wir können uns der Fischereivereinbarung in ihrer vorliegenden Form nicht anschliessen. Aus der gemeinsamen EG-Fischereipolitik wird nichts, wenn britischerseits keine Zugeständnisse erfolgen.

Mrs. Thatcher selbst war es, die den Fischereistreit auf der Gipfelkonferenz zur Sprache brachte und den übrigen Staats- und Regierungschefs gegenüber erklärte, dass Grossbritannien an seiner Auffassung festhalte und dass nicht mehr verhandelt werden könne.

Französischer Protektionismus?
 Während hinsichtlich der Fischerei Uneinigkeit herrschte, konnte bei den Verhandlungen grosse Einigkeit konstatiert werden, als die ökonomischen Probleme zur Sprache kamen. Im POLITIKEN-Referat heisst es weiter:

Die Gipfelkonferenz begann mit einer Übersicht über die ökonomische und soziale Lage der Zehn. Die gesamte Tischrunde war sich einig, "das eigene Haus in Ordnung zu bringen", wobei aber mehrere vor einer zu energischen Inflationsbekämpfung, die zu noch mehr Arbeitslosigkeit führen könnte, warnten. Französischerseits wurde der Wunsch geäussert, "den inneren Gemeinsamen Markt zu erobern", eine Äusserung, die von vielen als Zeichen eines vor allem gegen die USA und Japan gerichteten Protektionismus ausgelegt wurde.

Poul Schlüter, der bei den Besprechungen im Ministerrat den Vorsitz führt, wies Anzeichen für einen Protektionismus zurück.

- Wir bemühen uns um einen möglichst weitgehenden Freihandel, vor allem intern, aber auch der übrigen Welt gegenüber, sagte er.

Die Möglichkeit eines Handelskriegs mit den USA wies er auf das bestimmteste zurück.

- Die EG wird jetzt eine Reihe von Verhandlungen mit den Amerikanern führen, bei denen wir unsere Stellung erklären werden und Lösungen, auch im Agrarsektor, zu finden hoffen.

Später am Abend leiteten die Staats- und Aussenminister Erörterungen über die Ost-West-Beziehungen und den Nahen Osten ein. Das letztere Thema betreffend wird heute eine Erklärung über die Auffassung der EG hinsichtlich der Friedensmöglichkeiten kommen.

Positive Entwicklung

BERLINGSKE TIDENDE beschäftigt sich als einzige der heutigen Morgenzeitungen mit der Gipfelkonferenz in einem Leitartikel und stellt fest, dass die Entwicklung positiv sei und in der Richtung eines verstärkten europäischen Zusammenhalts verlaufe:

Die europäische Gipfelkonferenz in Kopenhagen wird, wenn sie heute nachmittag schliesst, nach aussen hin den Eindruck einer grösseren europäischen Einigkeit als in früheren Jahren hinterlassen. In den internen EG-Fragen werden weiterhin markante Gegensätze bestehen, und die einzelnen Länder werden versuchen, bei der Zusammenarbeit möglichst grosse Vorteile zu erzielen. Doch hinsichtlich der Hauptlinien der ökonomischen Wiederaufbaupolitik besteht grössere Einigkeit als zuvor.

Diese Entwicklung lässt sich als Tatsache feststellen. Man mag meinen, dass dieser verstärkte europäische Zusammenhalt eine positive Entwicklung darstellt, doch es lässt sich nicht leugnen, dass er eine negative Ursache hat: die immer wiederkehrende Konfrontation mit den Vereinigten Staaten, den sicherheitsmässig unentbehrlichsten Verbündeten Europas, in bezug auf wirtschaftliche Interessen.

Von der Gipfelkonferenz muss ein Anreiz zu einer realistischen Koordinierung der atlantischen Handelspolitik ausgehen. Es genügt nicht, die Gegensätze von der einen Krise zur anderen zu lösen, so wie es mit dem Stahl und den Sanktionen geschehen ist. Es muss auch der Wille vorhanden sein, den Konflikten vorzubeugen und zu verhindern, dass sie die Fähigkeit zur Zusammenarbeit in einem breiten Vertrauensverhältnis in bezug auf die atlantische Sicherheit langsam lähmen.

Handelskrieg abgeblasen

Mit dieser Überschrift berichtet JYLLANDS POSTEN über die OECD-Konferenz in Paris:

"Zwischen den westlichen Ländern wird kein Handelskrieg auf dem Agrarsektor erklärt.

Die Agrarminister aus 24 OECD-Mitgliedsstaaten plus Jugoslawien einigten sich auf einer zweitägigen Konferenz in Paris, ihre Zwistigkeiten zu überwinden, statt ihren Lebensmittelüberschuss zu Dumpingpreisen auf den Weltmarkt zu werfen.

Der Beschluss, den Frieden zu bewahren, wird von agrarpolitischen Beobachtern der OECD als persönlicher Triumph Agrarminister Anker Kofoeds, der den Vorsitz führte, gewürdigt. Dieser hatte, unter anderem mit seinem letzten Monat stattgefundenen Besuch bei seinem amerikanischen Kollegen Block in Washington, den auf der OECD-Konferenz in Paris in Gang gekommenen Dialog im Agrarsektor angebahnt."

Bemerkenswerte Entspannung POLITIKEN:

"Nach der stürmischen Begegnung in der globalen Zoll- und Handelsorganisation GATT in Genf, bei der die landwirtschaftlichen Erzeugnisse in den Mittelpunkt gerieten und die in der Atmosphäre eines unmittelbar bevorstehenden Handelskrieges abschloss, war gestern von einer bemerkenswerten Entspannung die Rede. Die Drohung der Amerikaner, ihre landwirtschaftlichen Subventionen zu erhöhen und Agrarerzeugnisse in grossen Mengen auf den Weltmarkt zu werfen, glitten plötzlich in den Hintergrund, und die Europäer erklärten sich bereit, zu einer Lösung mit schärferer Marktdisziplin und Haldenpolitik beizutragen. Es gibt Anzeichen dafür, dass die Vereinigten Staaten ihren Frontalangriff auf die EG-Landwirtschaftsordnung, der sie den Krieg erklärt hatten, eingestellt haben."

EG schon das dritte Jahr uneinig mit Schweden und Norwegen über die Kattegatfischerei

Auch in diesem Jahr scheinen sich die EG und Schweden/Norwegen über die Verteilung der Fischereiquoten im Skagerrak und Kattegat nicht einig werden zu können, schreibt RITZAUS BUREAU:

Die Mitgliedsstaaten der EG, Schweden und Norwegen erzielten Freitag keine Einigkeit hinsichtlich der Fischereiquoten für das Skagerrak und Kattegat 1983.

Die drei Parteien verhandelten während der letzten drei Tage im Fischereiamt in Göteborg, Schweden.

In 14 Tagen treffen sie sich wieder in Brüssel zu einer neuen Verhandlungsrunde. Sie werden dann versuchen, eine Vereinbarung auszuarbeiten, die jedoch vom EG-Ministerrat genehmigt werden muss.

Die Meinungsverschiedenheiten in der EG erschweren die Sache ausserordentlich. Dänemark z.B. möchte erheblich mehr Sprotten im Skagerrak fischen, als es den übrigen Mitgliedsstaaten recht ist.

Das könnte ein weiteres Jahr ohne eine Vereinbarung bedeuten. Letztes Jahr konnte man sich nicht einigen, und die vor zwei Jahren ausgearbeitete Vereinbarung ist vom Ministerrat der EG nie genehmigt worden.

Schlüter entscheidet selbst

Die Sache mit dem dänischen Beitrag zur Aufstellung der NATO-Mittelstreckenraketen führte gestern zu einem scharfen Meinungsaustausch zwischen dem Premierminister und der konservativen Fraktion. RITZAUS BUREAU schrieb heute nacht:

- Ich freue mich darauf, Sonntag und Montag frei zu haben, und dann werde ich schon entscheiden, was Dienstag passieren soll.

Diesen scharfen Kommentar, der von politischen Beobachtern als Rüge an konservativen Kollegen aufgefasst wurde, gab Premierminister Poul Schlüter Freitag abend, als man ihn fragte, ob er glaube, dass die Regierung mit dem von den Sozialdemokraten angekündigten Antragsvorschlag in der Raketensache "leben könne".

Als der Premierminister die Journalisten kurz vor Mitternacht über die gestrigen EG-Gipfelunterredungen orientierte, wurde er gefragt, ob er wie der konservative Fraktionsführer Knud Østergaard meine, dass die Regierung mit dem Antragsvorschlag nicht leben könne, demzufolge die Rahmenkredite für die NATO-Raketenrüstung bis auf weiteres ruhen sollen.

Østergaards Ausserung kam nach der routinemässig jeden Freitag stattfindenden Besprechung zwischen den konservativen Regierungsmitgliedern und dem Fraktionsführer.

- Ich war heute nicht mit dabei, sagte Schlüter. Vielleicht hat das den Verlauf der Besprechung beeinflusst.

Der Premierminister, der gestern bereits geäussert hatte, dass sich seine Haltung zu dem sozialdemokratischen Antragsvorschlag am Dienstag entscheiden werde, gab nicht zu verstehen, ob er den sozialdemokratischen Vorschlag anzunehmen gedenkt.

Doch seine Bemerkung, er werde entscheiden, was passieren solle, wurde als sehr scharfe Kritik an Knud Østergaard aufgefasst.



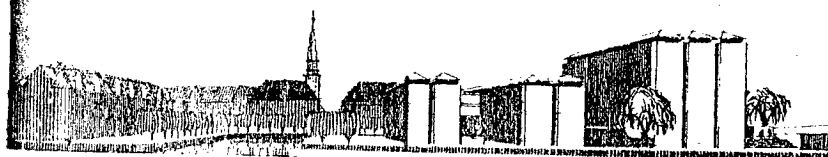
MEETING OF THE EUROPEAN COUNCIL

Eigtveds Pakhus
Copenhagen

December 3-4, 1982

PRESS PROGRAMME

Ministry of Foreign Affairs
Department of Press and Cultural
Relations
Asiatisk Plads 2
DK-1448 Copenhagen K.





MEETING OF THE EUROPEAN COUNCIL

Eigtveds Pakhus
Copenhagen

December 3—4, 1982

PRESS PROGRAMME

Ministry of Foreign Affairs
Department of Press and Cultural
Relations
Asiatisk Plads 2
DK-1448 Copenhagen K.

This programme was prepared by the Press and Cultural Relations Department of the Ministry of Foreign Affairs jointly with the General Directorate for Posts and Telegraphs, the Copenhagen Telephone Company, and Radio Denmark. Any changes and additions will be posted on the bulletin board in the Press Centre.

| TABLE OF CONTENTS | Page |
|--|------|
| Press facilities for the meeting | 4 |
| Press Centre telephones, telex, daily hours | 4 |
| Identification | 5 |
| Telecommunications | 6 |
| Photography, lighting | 6 |
| Local phone calls | 7 |
| Press offices | 8 |
| Dark room facilities | 8 |
| International news services | 8 |
| Documentation | 8-9 |
| Press bar — eating places | 9 |
| Parking | 9 |
| Map of premises | 10 |
| How to call a cab | 11 |
| Briefing facilities | 11 |
| Diplomatic missions of EC countries in Copenhagen | 12 |
| Travel agency | 13 |
| International wire services | 13 |
| Heads of delegation | 14 |
| Programme for Friday, December 3 and Saturday, December 4 | 15 |

PRESS FACILITIES

On the occasion of the meeting of the European Council December 3-4, 1982, the Press and Cultural Relations Department of the Ministry of Foreign Affairs will operate a temporary press and telecommunications centre in "Gl. Dok Pakhus", Strandgade 27 B right next to the Ministry of Foreign Affairs and the conference centre in "Eigtveds Pakhus", Asiatic Plads. The meeting of the European Council on December 3 and 4 will take place.

Except for the radio and television section in the low building to the left of Eigtveds Pakhus (viewed from the main entrance of the Press Centre), all activities of the Centre will take place on the ground and first floor of Gl. Dok Pakhus. Here there are ten (10) editing rooms available to the ENG teams coming from abroad. Members of the press will be admitted to Eigtveds Pakhus only at the picture-taking sessions and the concluding press conference indicated in the programme and which will take place in "Store mødesal".

Telephones, telex and daily hours of the Press Centre

| FUNCTION | TELEPHONE/TELEX | HOURS DECEMBER 2 - 4 |
|---------------|---|--|
| Press office | 01-95 22 62 01-95 43 98 | 2: 0900 - 1800 3: 0800 - 2200 4: 0800 - 1800 |
| Accreditation | 01-95 33 72 | 2: 0900 - 1800 3: 0800 - 2200 4: 0800 - 1400 |
| Telecentre | 01-95 51 11 Telex: 31525 PTTEMP DK | 2: 1200 - 1800 3: 0800 - 2200 4: 0800 - 1800 |
| Radio booking | 01-95 81 52 | 3: 0900 - 2200 |
| TV-booking | 01-95 80 26 | 4: 0900 - 2200 |

The hours of the press and telecentre will be stretched as needed.

IDENTIFICATION

Media representatives are accredited on the basis of a written application from their respective editorial boards and will be provided with a special photo ID—card which is strictly personal and should be worn so as to be easily visible whenever necessary.

- 1) The card is valid **only** together with other form of identification.
2. Loss of the card must be reported immediately to Accreditation (phone 01—95 33 72).
3. Improper use of the card may entail expulsion.
4. The special press ID—cards are valid **only** for the event for which they have been issued.
5. An accredited person cannot act in more than one capacity. He cannot, for example, act as photographer **and** light technician, or as reporter **and** photographer.
6. For pool arrangements special pool cards will be issued. They are good only together with the special press ID—card and only for the event for which they have been issued. Pool cards are issued to and will bear the name of individual medium. Pool cards which have not been picked up in time will be distributed to other interested media.

Note: As a general rule lost press ID—cards and pool cards will not be replaced.

TELECOMMUNICATIONS

The Telecommunications Centre, established jointly with the General Directorate for Posts and Telegraphs and the Copenhagen Telephone Company to be serviced by P & T staff, has the following capacity:

| | |
|----------------------------------|----|
| International phones | 35 |
| Phones for the 01 area only | 15 |
| Telex | 16 |
| Telefax (group II) | 3 |
| Perforators for use by the press | 6 |

- 1) Calls are booked at the P & T desk, either as collect calls or against production of valid ITU credit cards. Long-distance calls against payment in cash should be restricted to a minimum.
- 2) Radio Denmark has provided telephone booths 1-3 with equipment for transmission of taped messages.
- 3) P & T have prepared telephone booths 4-9 for telephoto transmission.
- 4) The three telefax machines are connected to telephone booths 21, 22 and 23 for service by P & T staff.

PHOTOGRAPHY AND LIGHTING

Radio Denmark (TV) is in charge of lighting during the photography sessions scheduled to take place in "Lille mødesal" and "Store mødesal" in Eigtveds Pakhus.

- 1) LUX: 1,000 – KELVIN: 3,200
- 2) Flash and motorcameras may not be used. The noise level should be restricted to a minimum.
- 3) Please consult the Directions for the Press regarding photography during the press conference. (page 18)

LOCAL TELEPHONE CALLS

Press representatives wishing to make local calls (Copenhagen – 01 area only) may use the following phones:

| | |
|----------|---|
| 95 10 81 | Located in the foyer at the guards' room and at |
| 95 11 16 | the entrance to the press briefing area on the |
| | ground floor. For the use especially of delegations' press spokesmen. |

These eight phones are located on the first floor:

| | | |
|----------|-------|---|
| 95 12 05 | 1) | At the Press Bar (2) |
| 95 13 35 | | |
| 95 14 98 | 2) | In the P & T "Waiting Room" (2) |
| 95 15 28 | | |
| 95 16 09 | 3) | In the Offices of the Press (4) |
| 95 17 54 | | |
| 95 18 05 | Note: | Five additional local phones have been installed next to the international phones after box 35. |
| 95 20 61 | | |

None of the fifteen phones listed above are connected to a switchboard but calls, whether from Denmark or abroad, may be received on all ten numbers.

PRESS OFFICES

The work area of the press is on the first floor of the Press Centre and fifty typewriters with Danish keyboard will be on hand. The Council Secretariat in Brussels has agreed to set up one hundred typewriters with English, German and French keyboards. Please do not remove the typewriters from their original positions.

DARKROOM FACILITIES

Please apply to:

- Nordisk Pressefoto, Det Berlingske Hus,
Kr. Bernikowsgade 4, 1st floor
Phone: 01-15 75 75, ext. 3155,
or direct: 01-11 36 17
Telex: 22200
Open around the clock
- Politikens Pressefoto, Politikens Hus,
Rådhuspladsen 37, 5th floor
Phone: 01-11 85 11, ext. 312
Telex: 27187
Hours: 0600-0100

Both agencies handle development, enlargement and telephoto-service (against payment).

INTERNATIONAL NEWS SERVICE

During the meeting of the European Council in December international news service will draw on the wire services of AFP, REUTERS BUREAU and RITZAUS BUREAU. Notifications will be posted in the Press Bar to which also the latest editions of several international newspapers will be rushed.

DOCUMENTATION

Upon accreditation members of the press will receive a press kit containing the following factsheets:

1. The Danish government
2. Danish politics after 1945
3. Political parties in Denmark
4. Danish economy after 1945
5. A history of Denmark
6. Reference works on Denmark
7. The National Bureau of Statistics
8. Denmark in the European Communities (1-2)
9. The European Political Co-operation (1-2).

The material can be picked up at the Documentation desk which also stocks supplementary background material.

PRESS BAR — EATING PLACES

At the Press Bar in the Press Centre accredited representatives of the press will be served coffee or juice without charge.

The list "Restauranter på Christianshavn og nærmeste omegn", and the publications "Dan Menu", "Restauranter i København" and "Copenhagen This Week" all inform about restaurants in Copenhagen. Available at the Documentation desk.

PARKING

Accredited representatives of the press arriving in own cars may pick up one PRESS parking permit per vehicle at the Documentation desk. The permit which must be placed on the **inside** of the windscreen gives access to the reserved parking spaces in the area between Gl. Dok and Eigtveds Pakhus. Please note that the space in front of the radio and TV centre is reserved for the permanently parked vehicles of Radio Denmark.

As the number of parking spaces available is quite limited, press representatives are urged to keep private parking of press vehicles at a minimum.

HOW TO CALL A CAB

Cabs may be called by dialling

01-35 35 35 (City)

01-51 35 35 (Christianshavn)

Passengers enter or leave cabs at the entrance to Strandgade 27 B. When calling a cab, please give your name and destination.

OTHER MEANS OF TRANSPORT

Bus lines 2, 8, 9 and 31 all stop in front of the main building of the Ministry of Foreign Affairs in Torvegade (before the bridge) and continue into the centre of the city.

BRIEFING FACILITIES

There are nine (9) briefing rooms on the ground floor of the Press Centre in Gl. Dok with the following number of seats:

| | |
|---------------------------------|----|
| DANMARK | 75 |
| BELGIQUE - BELGIE LUXEMBOURG | 40 |
| DEUTSCHLAND | 75 |
| FRANCE | 75 |
| EGYPT | 40 |
| IRELAND | 40 |
| ITALIA | 50 |
| NEDERLAND | 40 |
| UNITED KINGDOM | 75 |

All briefing rooms will have a head table for four persons. Access to the briefing area is through the main entrance of the Press Centre vis-a-vis Eigveds Pakhus.

DIPLOMATIC MISSIONS OF EC MEMBER STATES IN COPENHAGEN

Press liaison officer

| | |
|--|--|
| BELGIUM Øster Allé 7, 2100 Ø Phone: 01-26 03 88 | Pierre Colot First Secretary |
| FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY Nackholmsgade 57, 2100 Ø Phone: 01-26 16 22 | Alfred Heider Counsellor of Embassy |
| FRANCE Kongens Nytorv 4, 1050 K Phone: 15 51 22 | Michel Giacobbi Second Secretary |
| GREECE Borgergade 16, 1300 K Phone: 01-11 45 33 and 01-11 51 39 | Georg Fotopoulos Press Attaché |
| IRELAND Østbanegade 21, 2100 Ø Phone: 01-42 32 33 | J. Raymond Bassett Third Secretary |
| ITALY Vordingborggade 18-22, 2100 Ø Phone: 01-26 04 00 | F. Antonio Maggia Counsellor of Embassy |
| LUXEMBOURG, consulate Nørsthuspladsen 59, 1550 V Phone: 01-12 12 71 | Ole Olsen Consul |
| THE NETHERLANDS Amaliegade 42, 1256 K Phone: 01-15 62 93/94 and 01-15 73 60 | J. Cornelis Henneman First Secretary |
| GREAT BRITAIN Kastelvej 40, 2100 Ø Phone: 01-26 46 00 | F. Gallagher First Secretary |

TRAVEL AGENCY

The travel agency of the Danish State Railways (DSB) is located opposite the main entrance to the Ministry of Foreign Affairs. Hours: Monday-Friday from 0900 to 1700.
Phone: 01-92 11 70.

INTERNATIONAL WIRE SERVICES

In conjunction with the main events of the Presidency the following international wire services will set up temporary offices in the Press Centre. The costs of installing telephones and telegrams are payable by the services themselves.

| SERVICE | PHONE | TELEX |
|----------------|-------------|--------|
| AFP | 01-95 36 95 | 31 536 |
| ANP | - | - |
| BELGA | - | - |
| DPA | 01-57 06 46 | - |
| REUTERS BUREAU | 01-95 53 07 | 31 511 |
| RITZAUS BUREAU | 01-54 84 05 | - |
| ANSA | - | - |
| AP | 01-54 30 71 | - |
| UPI | 01-54 66 86 | 31 538 |

HEADS OF DELEGATION:

DANMARK

Prime Minister Poul Schlüter
Minister for Foreign Affairs Uffe Ellemann-Jensen

BELGIQUE — BELGIE

Prime Minister Wilfried Martens
Minister for Foreign Affairs Leo Tindemans

DEUTSCHLAND

Chancellor Helmut Kohl
Minister for Foreign Affairs Hans-Dietrich Genscher

ΕΛΛΑΣ

Prime Minister Andreas Papandreou
Minister for Foreign Affairs Ioannis Haralambopoulos

FRANCE

President François Mitterrand
Minister for Foreign Affairs Claude Cheysson

IRELAND

Prime Minister Charles Haughey
Minister for Foreign Affairs Gerard Collins

ITALIA

Prime Minister Giovanni Spadolini
Minister for Foreign Affairs Emilio Colombo

LUXEMBOURG

Prime Minister Pierre Werner
Minister for Foreign Affairs Colette Flesch

NEDERLAND

Prime Minister Ruud Lubbers
Minister for Foreign Affairs Hans van den Broek

UNITED KINGDOM

Prime Minister Margaret Thatcher
Minister for Foreign Affairs Francis Pym

COMMISSION

Commission President, Gaston Thorn
Commission Vice President, François-Xavier Ortoli

Press programme

Thursday, December 2

0900-1800:

Accreditation and registration for pool photography at the luncheon offered by H.M. the Queen for the Heads of State or Government and the Foreign Ministers at Amalienborg Palace (Christian VII Mansion).

Note: Closing time for registration is Thursday, December 2, at 1800 hours.

1800:

Prime Minister Poul Schlüter and Minister for Foreign Affairs Uffe Ellemann-Jensen meet with correspondents from abroad for a briefing in the briefing room of the French delegation in the Press Centre in Gl. Dok. The briefing may be heard over the intercom in the briefing room of the British delegation. Questions to the Ministers can be asked only from the briefing room of the French delegation.

1830-2000:

Ambassador Preben Hansen, Under-Secretary for Press and Cultural Relations in the Ministry of Foreign Affairs hosts a reception in Gl. Dok for the press representatives not stationed in Denmark.

Press programme

Friday, December 3

0800:

Press Centre opens. Accreditation continues.

1100:

Distribution of pool cards for photography at H.M. the Queen's luncheon.

1130:

Uncollected pool cards will be given to other interested media.

Cards will be given out at the documentation desk.

Note: Pool cards are personal and valid only in combination with the special press ID card. Immediately after the photography session, media representatives holding pool cards shall make their material available to other interested media. The standard fees of the Press Photographers' Association will be charged. Pool photographers are requested to post prints of their photos on the bulletin board on the first floor of the Press Centre.

1145:

A bus will take the press representatives from abroad who have been invited to the buffet luncheon offered by the Press and Cultural Relations Depart-

Official programme

Press programme

ment of the Ministry of Foreign Affairs and the Agricultural Council to »Børsen». It will leave from Strandgade 27 B at the car entrance to the Press Centre.

1200-1400:
Luncheon at »Børsen».

The invitation is personal and must be left with the attendant at the entrance.

1230:
Pool photographers leave Press Centre (Documentation Desk) for Amalienborg Palace, the Christian VII Mansion.

1245:
Pool photographers must be at their assigned stations at Amalienborg Palace.

1300:
H.M. the Queen's luncheon for the Heads of State or Government and the Foreign Ministers at Amalienborg Palace.

1300:
Pool photography at Amalienborg Palace

Approx. 1315:
Pool photographers return to Press Centre. Foreign press representatives invited for the buffet luncheon at »Børsen» may disembark at »Børsen» at approx. 1320.

1400 - 1430: Shuttle service from »Børsen» to Press Centre.

Official programme

Press programme

From 1445:

Access to open-air photography of delegations as they arrive at the main entrance to Eigtveds Pakhus.

1500:

European Council meets in »Lille Mødesal», hall II, on the second floor of Eigtveds Pakhus.

Approx. 1505:

When delegations have been seated in »Lille Mødesal» photography will be allowed for a maximum of four minutes in the conference room where Radio Denmark (TV) is in charge of lights.

Lux: 1000. Kelvin: 3200.
No flash lights. For the PHOTO/LIGHT group only (orange card).
The only technicians allowed in the conference room are the three persons designated by Radio Denmark.

2000:

Dinner at Christiansborg Palace for the Heads of State or Government and the Foreign Ministers.

Note: Photography not planned.

2200:

Press Centre closes.

Official programme

Press programme

Saturday, December 4

Saturday, December 4

0800:
Press Centre opens.

0945:
Access to photography of delegations as they arrive at the main entrance to Eigtveds Pakhus where, weather permitting, the Ministers are expected to pose for the traditional »family portrait» immediately before the meeting is resumed.

1000:
The Heads of State or Government and the Foreign Ministers resume their meeting in »Lille Mødesal».

Note: Indoor photography at resumption of meeting not planned.
As soon as the photography session is over photographers must withdraw and will not be admitted to Eigtveds Pakhus until the concluding press conference.

Note: »Directions for the press concerning photography at press conference»:

Approx. 1400:
Installation of TV cameras at assigned stations in »Store Mødesal», in the niches facing the harbour front, and on both sides of the rostrum table **but not in front of it.**

Approx. 1415:
Photographers seat themselves on the front row of chairs and on both sides of the rostrum table, **but not in front of it.**

Press programme

1430:

All accredited parties are allowed into »Store Mødesal».

1. The distance from the front row to the rostrum table is approx. 1.5 m.

2. The distance from the window niches to the rostrum table is approx. 8.25 m.

3. Sound tapping tables will be set up on both sides of the rostrum table.

4. After the presidency has concluded its press briefing questions may be asked from four stationary microphones in the hall.

5. The hall will be equipped with 300 headphones, 300 seats and simultaneous interpretation into all EC languages.

6. Observers will be directed to »Lille Mødesal» where they can watch the press conference on closed-circuit television.

Questions can be asked only from »Store Mødesal».

1430:

The presidency's concluding press conference in »Store Mødesal» in Eigtveds Pakhus.

1800:

Press Centre in Gl. Dok closes.

*

EIGTVEDS PAKHUS





SESSION DU CONSEIL EUROPEEN

Eigtveds Pakhus
Copenhague

Les 3 et 4 décembre 1982

PROGRAMME DE PRESSE

Direction Générale
des Affaires Culturelles et de Presse
Ministère des Affaires Étrangères
Asiatisk Plads 2
1448 Copenhague K





SESSION DU CONSEIL EUROPEEN

Eigtveds Pakhus
Copenhague

Les 3 et 4 décembre 1982

PROGRAMME DE PRESSE

Direction Générale
des Affaires Culturelles et de Presse
Ministère des Affaires Etrangères
Asiatisk Plads 2
1448 Copenhague K.

Ce programme a été mis au point par la Direction Générale des Affaires Culturelles et de Presse du Ministère des Affaires Etrangères avec les efforts conjugués de la Direction Générale des Postes et Télécommunications, la KTAS (Société des Téléphones de Copenhague) et la radio-télévision danoise. Les éventuels changements et compléments au programme seront annoncés par voie d'affiche dans le centre de presse.

| TABLE DES MATIERES | Page |
|--|------|
| Installations mises à la disposition de la presse à l'occasion de la session | 4 |
| Téléphone, télex et heures d'ouverture du centre de presse | 4 |
| Laissez—passer | 5 |
| Télécommunications | 6 |
| Prises de photos et éclairage | 7 |
| Appels dans Copenhague | 7 |
| Zone de travail de la presse | 8 |
| Chambres noires | 8 |
| Service d'informations internationales | 8 |
| Documentation | 8-9 |
| Bar de la presse — restaurants | 9 |
| Stationnement des voitures | 9 |
| Plan | 10 |
| Taxis | 11 |
| Salles briefing | 11 |
| Postes diplomatiques et consulaire des Etats membres | 12 |
| Agence de voyages | 13 |
| Agences de presse internationales | 13 |
| Chefs de délégation | 14 |
| Programme du vendredi 3 et du samedi 4 décembre | 15 |

INSTALLATIONS MISES A LA DISPOSITION DE LA PRESSE

A l'occasion de la session du Conseil européen les 3 et 4 décembre 1982, la Direction Générale des Affaires Culturelles et de Presse du Ministère des Affaires étrangères établit un centre de presse et de télécommunications provisoire dans Gl. Dok Pakhus, bâtiment sis 27 B Strandgade à proximité du siège du Ministère des Affaires étrangères et du centre des conférences, installé dans Eigtveds Pakhus, 2 Asiatisk Plads, où se déroulera la session du Conseil européen les 3 et 4 décembre.

A l'exception du centre de radio-télévision établi dans le bâtiment bas faisant angle avec Eigtveds Pakhus (sur la gauche en sortant du centre de presse), l'ensemble des installations mises à la disposition de la presse se trouvent dans Gl. Dok Pakhus rez-de-chaussée et 1er étage). Dans ce bâtiment sont également aménagées dix salles de rédaction à la disposition des équipes ENG venant de l'étranger. Durant les séances, la presse n'a accès à Eigtveds Pakhus que pour les prises de photos indiquées dans le programme et la conférence de presse de clôture, événements se déroulant dans la "Grande Salle".

Téléphones, Télex et heures d'ouverture du Centre de Presse

| INSTALLATION | TELEPHONE/ TELEX | HEURES D'OUVERTURE 2 au 4 décembre |
|----------------------------------|---|---|
| Bureau de presse | 01-95 22 62 01-95 43 98 | Le 2 : 9 à 18 h. Le 3 : 8 à 22 h. Le 4 : 8 à 18 h. |
| Comptoir d'accréditation | 01-95 33 72 | Le 2 : 9 à 18 h. Le 3 : 8 à 22 h. Le 4 : 8 à 14 h. |
| Centre de télé- communication | 01-95 51 11 Télex : 31525 PTTEMP DK | Le 2 : 12 à 18 h. Le 3 : 8 à 22 h. Le 4 : 8 à 18 h. |
| Réservations radio | 01-95 81 52 | Le 3 : 9 à 22 h. |
| Réservations TV | 01-95 80 26 | Le 4 : 9 à 22 h. |

Les heures d'ouverture du centre de presse et de télécommunications seront, par ailleurs, sujets à des changements en fonction du besoin.

LAISSEZ-PASSER

Lors de l'accréditation, qui se fait à partir des avis d'inscription des rédactions, chacun des représentants de médias reçoit un laissez-passer à caractère strictement personnel. Le représentant arborera le laissez-passer dans la mesure où la situation le commande.

- 1) Le laissez-passer n'est valable qu'en compagnie d'une autre pièce d'identité authentique;
- 2) En cas de perte du laissez-passer, informez sans tarder le personnel du comptoir d'accréditation (tél. 01-95 33 72);
- 3) L'abus du laissez-passer peut entraîner l'exclusion;
- 4) Le laissez-passer n'est valable que pour l'événement pour lequel il a été délivré;
- 5) Le représentant accrédité **ne peut** cumuler plusieurs fonctions — celles par exemple de photographe et d'éclairagiste ou de reporter et de photographe.
- 6) Les cartes pool ne sont valables qu'en compagnie du laissez-passer et uniquement pour l'événement pour lequel elles ont été délivrées. Elles portent le nom des médias respectifs. Les cartes n'ayant pas été retirées à temps seront remises aux autres médias intéressés.

N.B. : Les laissez-passer et les cartes pool perdus ne pourront être remplacés.

TELECOMMUNICATIONS

Le centre de télécommunications, établi avec le concours de la Direction Générale des Postes et Télécommunications et de la KTAS, comporte les équipements suivants, commandés par le personnel des P & T :

| | |
|-----------------------------------|----|
| Postes pour appels internationaux | 35 |
|-----------------------------------|----|

| | |
|--|----|
| Postes pour appels dans Copenhague (zone 01) | 15 |
|--|----|

| | |
|----------------|----|
| Téléscripteurs | 16 |
|----------------|----|

| | |
|---|---|
| Appareils pour télé-fac-similés (groupe II) | 3 |
|---|---|

| | |
|---|---|
| Perforeuses à la libre disposition de la presse | 6 |
|---|---|

-
- 1) Les demandes d'appels se font au guichet des P & T au titre de communications en PCV ou sur présentation de la carte de crédit UIT. Les règlements au comptant devraient être limités au strict minimum;
 - 2) Les cabines 1-3 sont dotées d'équipements permettant la transmission de reportages sur bande magnétique;
 - 3) Les cabines 4-9 sont préparées pour raccordement béli-no;
 - 4) Les trois appareils pour télé-fac-similés, commandés par le personnel des P & T, sont branchés sur les cabines 21, 22 et 23.

PRISES DE PHOTOS ET ECLAIRAGE

La radio-télévision danoise se charge de l'éclairage pour les prises de photos prévues par le programme dans la "Petite Salle" et la "Grande Salle" (Eigtveds Pakhus).

- 1) LUX : 1 000 — KELVIN : 3 200
- 2) L'usage de flashes et de caméras à moteur **est interdit**.
Prière de limiter le bruit au strict minimum.
- 3) Veuillez vous reporter à "l'Instruction pour la presse concernant la prise de photos lors de la session". (page 20)

APPELS DANS COPENHAGUE

Les représentants de presse, désireux de faire des appels dans la zone 01 (Copenhague), disposent des quinze postes suivants:

- 95 10 81 Ces deux postes, réservés aux porte-parole des de-
95 11 16 légations de presse, se trouvent près de la perma-
nence et de l'entrée de la zone briefing du rez-de-
chaussée.

Ces huit postes se trouvent aux positions suivantes
du 1er étage :

- 95 12 05 1) Bar presse (2)
95 13 35
95 14 98 2) "Antichambre" des P & T (2)
95 15 28
95 16 09 3) Zone de travail de la Presse (4)
95 17 54
95 18 05 N.B. A partir de la cabine 35 il est installé cinq
95 20 61 postes supplémentaires destinés aux appels
dans Copenhague.

ZONE DE TRAVAIL DE LA PRESSE

Aménagée au 1er étage du centre de presse, cette zone est dotée de 50 machines à écrire à clavier danois et 100 machines à écrire à clavier français, anglais et allemand mises à la disposition de la Présidence par le Secrétariat général du Conseil à Bruxelles. Les usagers sont priés de ne pas déplacer les appareils.

CHAMBRES NOIRES

S'adresser aux agences photos suivantes :

- Nordisk Pressefoto, Det Berlingske Hus,
Kr. Bernikowsgade 4, 1er étage.
Tél. : 01-15 75 75 poste 3155
Ligne directe : 01-11 36 17
Télex : 22200
Heures d'ouverture : 24 h. sur 24
- Politikens Pressefoto, Politikens Hus,
Rådhuspladsen 37, 5e étage,
Tél. : 01-11 85 11 poste 312
Télex : 27187
Heures d'ouverture : 6 à 1 h.

Les deux agences assurent, à titre onéreux, les services que voici : développements, agrandissements et transmissions télévisées.

SERVICES D'INFORMATIONS INTERNATIONALES

Durant la session de Conseil européen, le service d'informations internationales fera appel au service télégrammes des agences suivantes : AFP, AGENCE REUTER et RITZAUSS BUREAU. L'affichage se fait dans le bar de la presse où les représentants de presse trouveront également une sélection des dernières éditions des grands quotidiens internationaux.

DOCUMENTATION

Lors de l'accréditation, les représentants des médias reçoivent une pochette renfermant les documentations ci-après :

- 1) Le gouvernement du Danemark;
- 2) La politique danoise après 1945;
- 3) Les partis politiques du Danemark;
- 4) L'économie danoise après 1945;
- 5) L'histoire du Danemark;
- 6) Le Danemark à travers les ouvrages de référence;
- 7) Les publications de l'office DANMARKS STATISTIK;
- 8) Le Danemark dans les Communautés européennes (1) (2);
- 9) La Coopération politique européenne (1) (2).

Cette pochette est délivrée au guichet des documentations, dont le personnel sera à la disposition des représentants de presse pour toute documentation supplémentaire.

BAR PRESSE – RESTAURANTS

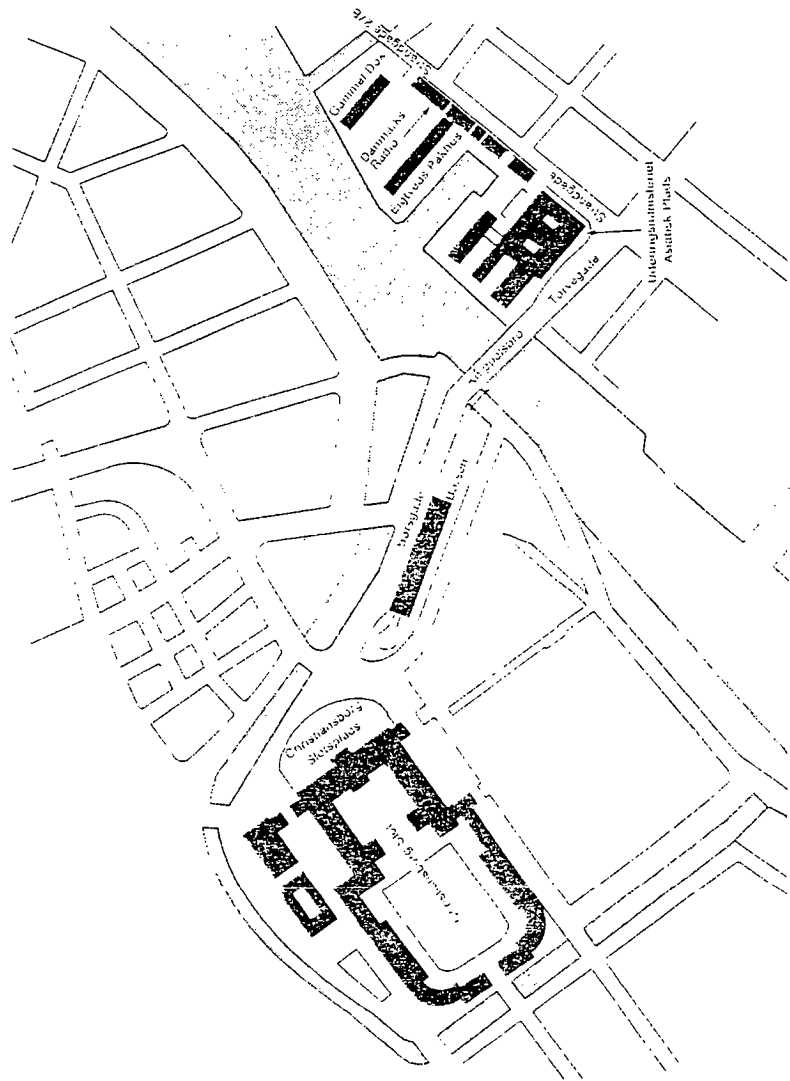
Les représentants des médias peuvent, dans le bar aménagé dans le centre de presse, prendre gratuitement du café et du jus d'orange, et, à titre onéreux, de la bière, de l'eau minérale et des sandwiches. Ils obtiendront au guichet des documentations une liste des restaurants du quartier (Restauranter på Christianshavn og nærmeste omegn) ainsi que les brochures sur les restaurants de Copenhague en général (DanMenu, Restauranter i København, Copenhagen This Week).

STATIONNEMENT DES VOITURES

Les représentants accrédités arrivant en voiture obtiendront au guichet des documentations un permis de stationnement. Seuls les véhicules munis d'un permis, appliqué sur la face **intérieure** du pare-brise, stationnent régulièrement sur l'aire comprise entre Gl. Dok et Eigtveds Pakhus. Il est rappelé que les emplacements se trouvant en face du centre de radio-télévision sont réservés aux cars de la radio-télévision danoise.

En raison du nombre réduit d'emplacements, les représentants de presse sont priés de réduire au strict minimum le stationnement de leur véhicule sur l'aire réservée.

PLAN



TAXIS

Appeler les taxis aux nos

01-35 35 35 (Centre-ville)

01-51 35 35 (Christianshavn)

Les courses commencent et finissent devant 27 B Strandgade.
Indiquer à l'appel nom et destination.

AUTRES MOYENS DE TRANSPORT

Les lignes d'autobus 2, 8, 9 et 31 dont l'arrêt se trouve près du croisement des rues Torvegade et Strandgade. Elles passent toutes par le centre-ville.

SALLES BRIEFING

Le rez-de-chaussée du bâtiment Gl. Dok comporte 9 salles briefing.

Répartition des sièges:

| | |
|---------------------------------|----|
| DANMARK | 75 |
| BELGIQUE - BELGIE LUXEMBOURG | 40 |
| DEUTSCHLAND | 75 |
| FRANCE | 75 |
| ΕΛΛΑΣ | 40 |
| IRELAND | 40 |
| ITALIA | 50 |
| NEDERLAND | 40 |
| UNITED KINGDOM | 75 |

Chacune des salles possède une table principale pour 4 personnes. L'accès à la zone briefing se fait par l'entrée principale du centre de presse, en face de Eigtveds Pakhus.

POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRE DES ETATS MEMBRES

| | Personnes à contacter |
|--|--|
| BELGIQUE—BELGIE Øster Allé 7, 2100 Ø Tél.: 01—26 03 88 | M. Pierre Colot Premier Secrétaire |
| REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE Stockholmsgade 57, 2100 Ø Tél.: 01—26 16 22 | M. Alfred Heider Conseiller d'Ambassade |
| FRANCE Kongens Nytorv 4, 1050 K Tél.: 01—15 51 22 | M. Michel Giacobbi Deuxième Secrétaire |
| GRECE Borgergade 16, 1300 K Tél.: 01—11 45 33 et 01—11 51 39 | M. Georg Fotopoulos Attaché de Presse |
| IRLANDE Østbanegade 21, 2100 Ø Tél.: 01—42 32 33 | M. J. Raymond Bassett Troisième Secrétaire |
| ITALIE Vordingborggade 18—22, 2100 Ø Tél.: 01—26 04 00 | M. F. Antonio Maggia Conseiller d'Ambassade |
| LUXEMBOURG Rådhuspladsen 59, 1550 V Tél.: 01—12 12 71 | M. Ole Olsen Consul |
| PAYS—BAS Amaliegade 42, 1256 K Tél.: 01—15 62 93/94 et 01—15 73 60 | M. J. Cornelis Henneman Premier Secrétaire |
| ROYAUME—UNI Kastelsvej 40, 2100 Ø Tél.: 01—26 46 00 | M. F. Gallagher Premier Secrétaire |

AGENCE DE VOYAGES

L'agence de voyage DSB se trouve en face de l'entrée principale du Ministère des Affaires Etrangères, Asiatisk Plads 2.
Heures d'ouverture : lundi au vendredi de 9 à 17 h.
Tél.: 01-92 11 70

AGENCES DE PRESSE INTERNATIONALES

Il est prévu que les agences ci-après établissent des bureaux provisoires dans le centre de presse. Les agences supportent les frais d'installation de téléphones et de téléscripteurs :

| Agence | Téléphone | Télex |
|----------------|-------------|--------|
| AFP | 01-95 36 95 | 31 536 |
| ANP | — | — |
| BELGA | — | — |
| DPA | 01-57 06 46 | — |
| REUTERS BUREAU | 01-95 53 07 | 31 511 |
| RITZAUS BUREAU | 01-54 84 05 | — |
| ANSA | — | — |
| AP | 01-54 30 71 | — |
| UPI | 01-54 66 86 | 31 538 |

CHEFS DE DELEGATION :

DANMARK

Premier ministre Poul Schlüter
Ministre des Affaires étrangères Uffe Ellemann-Jensen

BELGIQUE — BELGIE

Premier ministre Wilfried Martens
Ministre des Affaires étrangères Leo Tindemans

DEUTSCHLAND

Chancelier Helmut Kohl
Ministre des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher

ΕΛΛΑΣ

Premier ministre Andreas Papandreou
Ministre des Affaires étrangères Ioannis Haralambopoulos

FRANCE

Président François Mitterrand
Ministre des Relations extérieures Claude Cheysson

IRELAND

Premier ministre Charles Haughey
Ministre des Affaires étrangères Gerard Collins

ITALIA

Premier ministre Giovanni Spadolini
Ministre des Affaires étrangères Emilio Colombo

LUXEMBOURG

Premier ministre Pierre Werner
Ministre des Affaires étrangères Colette Flesch

NEDERLAND

Premier ministre Ruud Lubbers
Ministre des Affaires étrangères Hans van den Broek

UNITED KINGDOM

Premier ministre Margaret Thatcher
Ministre des Affaires étrangères Francis Pym

COMMISSION

Président de la Commission, Gaston Thorn
Vice-président de la Commission, François-Xavier Ortoli

Programme de Presse

Jeudi 2 décembre :

9 h. 00 à 18 h. 00 :

Accréditation et inscription au pool pour la prise de photo à l'occasion du déjeuner offert par Sa Majesté la Reine en l'honneur des Chefs d'Etat et de gouvernement et des ministres des Affaires étrangères au Château d'Amalienborg (Palais de Christian VII).

NB : le délai d'inscription expire jeudi 2 décembre à 18 h. 00.

18 h. 00:

Le Premier ministre, M. Poul Schlüter et le Ministre des Affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen, rencontrent les envoyés spéciaux de la presse étrangère pour un briefing ayant lieu dans la salle de briefing de la délégation française au Centre de presse, «Gl. Dok Pakhus». Des haut-parleurs permettent d'y assister depuis la salle de briefing de la délégation britannique. Seuls les représentants se trouvant dans la salle de briefing française peuvent poser des questions.

18 h. 30 à 20 h. 00:

Le Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, l'Ambassadeur M. Preben Hansen donne une réception en l'honneur des envoyés spéciaux de la presse étrangère au Centre de presse, «Gl. Dok Pakhus».

Programme de Presse

Vendredi 3 décembre :

8 h. 00 :
Ouverture du Centre de presse.
L'accréditation continue.

11 h. 00 :
Délivrance de cartes de pool
valables pour la prise de photos à
l'occasion du déjeuner offert par
Sa Majesté la Reine.

11 h. 30 :
Les cartes de pool n'ayant pas
été retirées sont remises aux
médias intéressés.

La délivrance des cartes a lieu au
guichet «Documentation».

NB : les cartes de pool sont per-
sonnelles et uniquement valables
en compagnie du laissez-passer.
A la suite de la prise de photos,
les médias sélectionnés sont
obligés de mettre les matériaux à
la disposition d'autres médias in-
téressés.

Les tarifs généraux de la fédéra-
tion des photographes sont
appliqués.

Les photographes du pool sont
priés d'afficher leurs photos sur
le panneau au 1er étage du
Centre de presse.

11 h. 45 :
Les envoyés spéciaux de la
presse étrangère, invités à parti-
ciper au buffet à la Bourse offert

Programme officiel

Vendredi 3 décembre :

13 h. 00 :
Déjeuner offert par
Sa Majesté la Reine
en l'honneur des Chefs d'Etat
et de gouvernement et
des ministres des Affaires
étrangères au
Château d'Amalienborg.

Programme de Presse

Vendredi 3 décembre :

par la Direction générale des
Affaires culturelles et de Presse
du Ministère des Affaires
étrangères et par le Conseil de
l'Agriculture, quittent par auto-
bus le 27 B Strandgade, de l'en-
trée du Centre de presse.

12 h. 00 à 14 h. 00 :
Buffet à la Bourse de Copen-
hague offert par la Direction
générale des Affaires culturelles
et de Presse du Ministère des Af-
faires étrangères et par le Conseil
de l'Agriculture aux envoyés
spéciaux de la presse étrangère.

**La carte d'invitation, qui est per-
sonnelle, doit être remise à
l'entrée.**

12 h. 30 :
Les photographes du pool
quittent le Centre de presse
(guichet « Documentation »)
pour le Château d'Amalienborg,
le Palais de Christian VII.

12 h. 45 :
Les photographes du pool
doivent avoir pris leurs places au
Château d'Amalienborg.

13 h. 00
Prise de photos pool au Château
d'Amalienborg.

Programme officiel

Programme de Presse

Vendredi 3 décembre :

Vendredi 3 décembre :

13 h. 15 :

Les photographes du pool retournent au Centre de presse. Les envoyés spéciaux, étant invités au buffet de la presse à la Bourse, peuvent être déposés devant la Bourse vers 13 h. 20.

14 h. 00 à 14 h. 30 :

l'Autobus quitte la Bourse pour le Centre de presse.

NB : navette.

A partir de 14 h. 45 :

Admission à la prise de photos en extérieur lors de l'arrivée des délégations à l'entrée principale d'Eigtveds Pakhus.

15 h. 00 :

Ouverture de la session du Conseil européen dans la «Petite Salle» (II), Eigtveds Pakhus, 2ème étage.

Vers 15 h. 05 :

Prise de photos dans les 4 minutes au maximum qui suivent le moment où les délégations ont pris place dans la «Petite Salle». La radio-télévision danoise se charge de l'éclairage.

Lux : 1000 — Kelvin : 3200.

L'emploi des flashes est interdit.

Uniquement le groupe PHOTO/ECLAIRAGE (carte orange) y est admis. En ce qui concerne les

Programme officiel

20 h. 00 :
Dîner en l'honneur des Chefs
d'Etat et de gouvernement et
des ministres des Affaires
étrangères au Château de
Christiansborg.

Samedi 4 décembre :

10 h. 00 :
Reprise de la session des Chefs
d'Etat et de gouvernement et
des ministres des Affaires
étrangères dans la «Petite Salle».

Programme de Presse

techniciens, seul le groupe
d'éclairagistes, environ 3 per-
sonnes, désigné d'avance par la
radio-télévision, a accès à la
salle.

NB : aucune prise de photos
n'est prévue.

22 h. 00 :
Fermeture du Centre de presse.

Samedi 4 décembre :

8 h. 00 :
Ouverture du Centre de presse.

9 h. 45 :
Admission à la prise de photos à
l'arrivée des délégations à
l'entrée principale d'Eigtveds
Pakhus. Dans l'hypothèse d'un
temps satisfaisant, il est prévu
que les ministres s'y rassemblent
juste avant la reprise de la ses-
sion en vue de la «photo de
famille» traditionnelle.

NB : à l'intérieur, aucune prise
de photos n'est prévue lors de la
reprise de la session.

Aussitôt après la prise de photos,
les photographes doivent se re-
tirer et les représentant de presse
ne sont plus admis dans Eigtveds
Pakhus que pour la conférence
de presse de clôture.

Programme de Presse

NB :

«Instructions pour la presse concernant la prise de photos à l'occasion de la conférence de presse» :

Vers 14 h. 00 :

Mis en place des caméras de télévision aux endroits indiqués dans la «Grande Salle», dans les niches donnant sur le port et des deux côtés de la table d'estrade, **mais non pas devant cette table.**

Vers 14 h. 15 :

Les photographes prennent place au premier rang de chaises et des deux côtés de la table d'estrade, **mais non pas devant celle-ci.**

Vers 14 h. 30 :

Tous les représentants accrédités sont admis dans la «Grande Salle».

1. La distance du premier rang de chaises à la table d'estrade est d'environ 1 m 50.

2. La distance des niches de fenêtre à la table d'estrade est d'environ 8 m 25.

3. Des deux côtés de la table d'estrade sont établies des tables de prise de son.

4. A la suite du briefing de la présidence à l'attention de la presse, les représentants sont invités à poser des questions au moyen de quatre microphones fixes installés dans la salle.

Programme de Presse

5. La salle est pourvue de 300 écou-teurs, de 300 places assises et l'interprétation simultanée est assurée vers toutes les langues des Communautés.

6. Il sera demandé aux observa-teurs, le cas échéant, de s'instal-ler dans la «Petite Salle» d'où la télévision interne leur permettra d'assister à la conférence de presse. **Les questions ne peuvent être posées qu'à partir de la «Grande Salle».**

14 h. 30 :
Conférence de presse de clôture
donnée par la Présidence dans la
«Grande Salle», Eigtveds Pakhus.

18 h. 00 :
Fermeture du Centre de presse
(Gammel Dok Pakhus).

*

EIGTVEDS PAKHUS

7



Danish Journal

Résumé de ESTATES AND MANOR HOUSES IN DENMARK

Châteaux et manoirs du Danemark

Avant-propos

Steen Esvad Petersen

Parmi les 850 grands domaines (superficie supérieure à 150 ha.) toujours cultivés au Danemark, la moitié env. dépendent de manoirs d'une valeur architecturale souvent très grande, mais les jardins et parcs qui les entourent, entretenus depuis des siècles, ont atteint une perfection qui contribue à la haute image du paysage culturel danois. Ces valeurs sont aujourd'hui menacées: les sites comme les jardins, les fermes et les bâtiments principaux. Quatre-vingt pour cent des manoirs danois sont des propriétés privées et les frais d'entretien peuvent devenir prohibitifs pour certains, comme le montreront les articles qui suivent.

L'histoire des manoirs

Palle Lauring

Palle Lauring, écrivain et historien. Célèbre au Danemark par son talent pour faire revivre l'histoire. Il a reçu de nombreux prix littéraires. Auteur également d'Histoires du Danemark en anglais et en allemand.

Des vestiges de fortifications datant des IX^e et X^e siècles indiquent l'emplacement des premiers châteaux-forts de bois danois. Les grands seigneurs qui y résidaient étaient des cultivateurs dont descendent les nobles danois. Les châteaux-forts de bois firent place à des maisons de pierre, mais pendant la période chaotique qui suivit la peste, au XIV^e siècle, la reine Margrethe I^{ère} (1353-1375-1412) interdit à la noblesse la construction de manoirs ou de châteaux fortifiés. C'est pour cette raison que *Glimmingehus*, ce lourd bâtiment carré dont le style est typique de son époque, ne fut élevé en Scanie, qui était alors terre danoise, qu'en 1499. Après la fronde des Comtes et le soulèvement des paysans en 1534-36, époque où furent détruits de nombreux manoirs, le pays connut une période de prospérité pendant laquelle on bâtit beaucoup. Des architectes, qu'on fit venir principalement des Pays-Bas, cons-

truirent de superbes bâtiments Renaissance – par exemple le château de Kronborg. Le roi Frederik II (1534-1559-1588), qui fit aussi élever l'ancien château de Frederiksborg, fut le maître de l'oeuvre. Ces deux châteaux étaient absolument somptueux, d'après les critères danois. La faible participation de la noblesse aux guerres contre les Suédois, pendant lesquelles de nombreux châteaux disparurent également, ouvrit la voie à l'absolutisme, qui fut instauré par Frederik III (1609-1648-1670). La nouvelle noblesse féodale fut à l'origine d'une ère prospère pour la construction des manoirs. Les palais baroques et rococo s'élevèrent dans les villes et les campagnes, enchâssés dans de beaux jardins. La banqueroute de l'Etat, en 1813, et la conversion des fiefs en propriétés libres furent des coups très rudes pour de nombreux manoirs. Beaucoup furent transformés en institutions. Il va de soi que les pouvoirs publics ne peuvent gérer des centaines de musées locaux dans les manoirs danois, mais s'ils allégeaient les charges fiscales et les impôts sur la succession qui frappent leurs propriétaires, ils pourraient sauvegarder notre héritage culturel pour nos descendants, en permettant aux propriétaires de faire eux-mêmes le nécessaire.

Le rôle des manoirs sur le plan de l'agriculture

H. Nordby Madsen

H. Nordby Madsen, juriste, conseiller auprès du ministère de l'Agriculture et spécialiste des questions relatives à la législation structurelle et à la planification physique de l'agriculture. Initiateur des travaux de classement des sols qui eurent lieu au Danemark à la fin des années 70, dans l'ensemble du pays.

Des siècles durant, les familles propriétaires de grands domaines fonciers ont tiré le plus clair de leurs revenus de l'agriculture, et constitué un facteur économique essentiel dans la communauté qui les entourait. Les pionniers qui furent à l'ori-

gine des réformes qui ont culminé avec l'abolition de la résidence forcée, en 1788, étaient des nobles comme J. H. E. Bernstorff, par exemple. Les dernières propriétés en fief furent supprimées à l'occasion de la conversion des fiefs en propriétés libres, en 1919. A cette époque-là, la taxe énorme de 20 à 25 % sur la valeur de leur propriété et l'obligation faite aux propriétaires fonciers de se désister d'un tiers de leurs terres, – contre indemnité, il est vrai –, firent que de nombreux propriétaires durent laisser leurs domaines à l'Etat, qui les distribua à de petits cultivateurs. Les méthodes d'exploitation modernes qui, depuis la fin des années 50, ont rapidement gagné du terrain, en même temps que progressait la mécanisation de l'agriculture, ont cependant rétabli l'importance des grandes propriétés, et, partant, des grands domaines fonciers. L'agriculture danoise s'est par ailleurs considérablement développée depuis les années 50. C'est ainsi que la superficie moyenne des fermes danoises a progressé de 60 % en vingt ans, atteignant 25,3 hectares en 1980. Le nombre des travailleurs employés dans l'agriculture a en même temps régressé: leur taux, de 21 % dans les années 50, n'est plus que de 6,6 %, ce qui correspond à 163.000 personnes. Bien que l'industrie représente actuellement l'activité économique principale du Danemark, ce sont les exportations de produits agricoles qui restent le montant net le plus important de notre commerce avec l'étranger.

Sites et jardins des manoirs danois

Steen Esvad Petersen

Steen Esvad Petersen, architecte, enseigne à l'Académie des Beaux-Arts. Auteur des ouvrages suivants: *Herregården i kulturlandskabet* (Le manoir dans le paysage culturel), 1976, *Danske herregårde – bygninger, haver og landskaber* (Manoirs danois – les bâtiments, les jardins et les sites), 1980. Membre actif de plusieurs organes dont la vocation est la sauvegarde des bâtiments.

Par leur beauté, les jardins et les parcs contribuent à l'impression d'ensemble que donnent les manoirs danois. Certains ont conservé leurs jardins baroques classiques; les jardins anglais se rencontrent assez fréquemment. Ces jardins étaient entretenus autrefois par une armée de jardiniers, mais la crise économique actuelle a souvent conduit à sacrifier le noble cadre de nos manoirs. Avant que ne disparaissent de nombreux joyaux de l'art des paysagistes d'autrefois, il faudrait procéder à leur classification, puis indiquer aux intéressés des formules d'entretien relativement économiques, pour les allées de tilleuls, par ex., qui sont caractéristiques des manoirs danois et des sites qui les entourent. Les paysages sont également menacés, avec leurs groupes d'arbres isolés, leurs zones humides, leurs haies vives, leurs prairies et leurs marécages et leurs enclaves encore sauvages, par la mécanisation de l'agriculture, qui s'est manifestée par endroits par la suppression des haies vives.

L'architecture des manoirs

Bernhard Linder

Bernhard Linder, journaliste et écrivain. Auteur de nombreux ouvrages sur le Danemark, notamment de *Slotte, herregårde og palæer* (Châteaux, manoirs et palais), 1980. Célèbre par ailleurs par sa restauration particulièrement heureuse – et couronnée par un prix – du château de Selsø.

Il n'existe que peu d'exemples de l'architecture romane et gothique parmi les châteaux et les manoirs danois; mentionnons cependant le château de Nyborg, en Fionie, de style roman et *Spøttrup* en gothique tardif (1500 env.) dans le nord du Jutland. Ce sont les églises que représentent le mieux cette période. La transition entre le gothique et la Renaissance est illustrée par ex. par les manoirs fioniens d'Egeskov, de Ryggård et de Hesselagergård ainsi que par celui de Borreby, en Seeland. Il existe de nombreux manoirs Re-

naissance bien conservés en Jutland (*Voergård, Rosenholm et Gammel Estrup*), en Fionie (*Holckenhavn et Harriidslevgård*) et en Seeland (*Holsteinborg*). Les châteaux royaux de *Kronborg* et de *Rosenborg* (*Christian IV, 1577-1588-1648*) sont du même style. De très nombreux châteaux datent de l'époque baroque: *Charlottenborg*, à Copenhague, *Nysø*, en Seeland du sud, ainsi que des manoirs transformés tels que *Dragsholm* (1697), *Hvidkilde* (1742), et *Borglumkloster* (1750). Le rococo français est illustré par un véritable joyau: le palais d'*Amalienborg*, à Copenhague. Le classicisme (XVIIIe s.) est surtout représenté en Fionie. Au XIXe siècle, les architectes obtinrent souvent des résultats originaux en mêlant les genres, comme c'est le cas pour de nombreux manoirs de Lolland. Cependant, la pureté des styles a été en grande partie conservée et une autre particularité danoise est que de nombreux communs ont également été conservés.

Un nombre des bâtiments principaux et des parcs sont ouverts au public, on peut admirer les autres de la route.

Intérieurs des manoirs

Sys Hartmann

Sys Hartmann, docteur ès lettres, conservateur. A publié plusieurs ouvrages sur l'histoire des bâtiments. Depuis 1981, chef d'un nouveau bureau du Conseil de la sauvegarde des bâtiments, dont les attributions sont notamment la conservation des bâtiments, le classement de nouveaux bâtiments et l'enregistrement des immeubles sur l'ensemble du territoire danois.

Les manoirs danois ont toujours servi, avant tout, de résidence à une famille et sont donc dépourvus des salles d'apparat qui ont permis, comme c'est le cas à l'étranger par exemple, de les ouvrir au public. Malgré les cheminées, les maisons de pierre étaient froides. Les murs étaient recouverts d'étoffes ou de décorations, comme dans le château de *Nyborg*, où ils sont rehaussés d'un motif à carreaux en trompe-l'œil. Des escaliers en colimaçon tournant vers la droite devaient assurer que les ennemis venant d'en bas se trouvaient bien en posture d'infériorité en cas de combat à l'épée. Durant la Renaissance, les cheminées se firent plus nombreuses et reçurent de superbes encadrements de grès. Les escaliers droits furent adoptés et les pièces rétrécies, pour faire place à des corridors remplaçant les salles en enfilade médiévales. Les manoirs Renaissance les plus célèbres sont

Hesselagergård, en Fionie, et *Borreby*, en Seeland. Les meubles avaient des dimensions impressionnantes. Pendant le dernier quart du XVIIe siècle, les escaliers s'élargirent et les intérieurs furent dotés de décorations somptueuses. L'un des plus beaux châteaux de cette époque est *Clausholm*, qui possède notamment des plafonds décorés de stuc très bien conservés. L'ameublement des salles de l'époque du baroque était parcimonieux et lourd; cependant, les meubles devinrent peu à peu plus légers et des poêles de fonte remplacèrent les cheminées. Ce sont surtout les intérieurs qui furent marqués par le rococo, comme en témoigne le bel escalier de marbre de *Ledreborg*. C'est en Jutland que les styles baroque et rococo, représentés par des scènes assez lourdes peintes sur les murs et figurant sur les tapisseries, se maintinrent le plus longtemps. L'aménagement de la salle-à-manger de l'un des palais d'*Amalienborg* par *N.-H. Jardin* annonçait le pur classicisme français. C'est lui qui aménagea également *Marienlyst*, près d'Elseneur, et la résidence campagnarde de *Bernstorff*, près de Copenhague. Le petit château de plaisance de *Liselund*, dans la presqu'île de Møn (1792-95) est l'un des rares à pouvoir présenter à la fois un mobilier et des décorations pratiquement inchangés depuis sa construction. En ce moment, de nombreux propriétaires font des efforts héroïques pour ramener dans leur cadre d'origine les meubles qui auraient dû y rester. Il est très important que ces manoirs soient meublés et habités, bien que le style de vie dans les manoirs soit aujourd'hui complètement transformé.

La conservation des manoirs

Lisbeth Saaby

Lisbeth Saaby, juriste, sous-chef de bureau au ministère de l'Environnement, spécialiste de la législation des bâtiments classés. Représente le Conseil de la protection des bâtiments dans plusieurs comités pour la sauvegarde des bâtiments, particulièrement des manoirs et des problèmes économiques posés par leur conservation.

La loi sur la sauvegarde de la nature et des bâtiments historiques, entrée en vigueur en 1917-18, était la conséquence naturelle de l'éveil de la compréhension des valeurs culturelles et architecturales représentées par les manoirs et les domaines qui en dépendent. Aux termes de la loi actuelle sur la sauvegarde des bâti-

ments, le Conseil des Bâtiments historiques peut classer des bâtiments d'une valeur architecturale ou historique notoire s'ils ont plus de 100 ans et, dans certains cas, s'ils sont par ex. menacés de démolition, aussi lorsqu'ils sont plus récents. Le classement peut aussi comprendre les cours ou les jardins, ou par ex. des dépendances comme le pavillon de thé du parc de *Juelsberg*. Près de 300 manoirs, dont certains sont des monuments de notre architecture nationale, — c'est le cas de *Hesselagergård* par ex. —, sont maintenant classés. Le classement implique le devoir, pour le propriétaire, d'entretenir le bâtiment et de le remettre en état en tenant compte de sa valeur sur le plan de la conservation. Le Conseil intervient donc pratiquement toujours dans ces cas-là. L'usage du bâtiment classé peut nécessiter l'octroi d'une autorisation de transformations. Bon nombre des sites entourant les manoirs, avec leurs grands champs, leurs bosquets, leurs lacs et leurs murets de pierre sont classés (*Vallø*). Le classement du site implique une indemnité pour le propriétaire, mais non le classement du bâtiment. C'est pourquoi l'octroi d'une subvention pour les travaux de remise en état nécessaires est très important — d'ailleurs, des sommes relativement importantes ont été attribuées à cet effet ces dernières années. Le Conseil des bâtiments historiques dispose de 10 millions de couronnes par an et le Fonds de l'Etat pour la conservation des bâtiments de 5 millions de couronnes. Enfin, l'Etat a accordé d'importantes subventions aux mesures en faveur de l'emploi permettant la remise en état des bâtiments classés. Il est également possible de subventionner la préservation du mobilier des bâtiments classés, si celle-ci est considérée essentielle du point de vue de l'ensemble culturel et historique en question. La base économique que constitue l'exploitation du domaine agricole et forestier dépendant des manoirs est importante pour leur sauvegarde. La lourde fiscalité en vigueur jusqu'à présent a été quelque peu allégée en 1981. Les subventions des pouvoirs publics accordées aux travaux de conservation sont exonérées d'impôts et l'impôt sur la fortune a bénéficié de certains allègements. Il serait souhaitable de continuer dans cette voie pour pouvoir faire davantage, en suivant l'exemple des pays étrangers par exemple. Les grands travaux de remise en état différés d'année en année par les propriétaires représenteront toujours pour eux un fardeau très important. Nos manoirs sont la propriété de la société toute entière et elle doit avoir le droit et le devoir de les protéger et de sauvegarder leur valeur historique.

Le point de vue d'un propriétaire

Fredrik baron Rosenørn-Lehn

Fredrik baron Rosenørn-Lehn, économiste, H.A., exploite avec son frère les domaines de *Berritzgård* et de *Oreby*. Leur société commune a des intérêts dans des exploitations forestières au Danemark, aux Etats-Unis et en Allemagne de l'Ouest.

Les manoirs danois existent depuis des siècles; la plupart sont des propriétés privées qui ont constitué un facteur économique important dans les villes et les villages à proximité desquels ils sont situés. La politique fiscale qui tente de réaliser le principe que « peu de gens possèdent de trop, moins de gens possèdent trop peu » a fait qu'il est devenu extrêmement difficile, pour les propriétaires des manoirs, de garder les moyens d'entretenir leurs propriétés et d'en conserver la possession. La progressivité de l'impôt a pour conséquence que les revenus provenant de l'exploitation agricole (qui, entre parenthèses, sont imposés en tant que revenus personnels), peuvent être frappés d'une taxe atteignant 85%. Généralement, l'impôt sur la fortune n'est pas d'une grande importance pour le contribuable moyen, mais pour le propriétaire terrien, cette imposition peut atteindre un taux qui dépasse 100% du montant de ses revenus. L'impôt sur la succession et la fiscalité sur les gains en capital sont d'autres charges qui s'opposent à ce que les propriétés restent dans la même famille, comme c'était le cas jusqu'à présent. Le droit à l'exonération fiscale pour les réparations des bâtiments dépend de la durée de la propriété et il augmente en proportion directe avec la durée pendant laquelle le propriétaire a joui de sa propriété, étant pratiquement inexistant pendant les premières 10 à 20 années de propriété. Les pouvoirs publics comprennent parfaitement ces problèmes, mais sur le plan pratique, il peut être difficile de faire admettre ces points de vue aux autorités concernées. Il va sans dire que c'est un privilège que de posséder un manoir, d'avoir un travail quotidien intéressant dans un cadre d'une grande beauté naturelle et de vivre tous les jours en un lieu où l'histoire fait partie intégrante de l'existence ordinaire. Mais c'est justement cette existence qui est menacée, et bien que les propriétaires de manoirs constituent une minorité, — à peine 1.000, sur une population de cinq millions d'individus, ils ont l'impression que leurs demandes d'allègements fiscaux sont justifiées, dans la mesure où la société s'intéresse à la sauvegarde de ces bâtiments.

Documentation danoise

La politique danoise après 1945

Le 5 mai 1945, le Danemark était à nouveau libre après cinq années d'occupation allemande. Le pays n'était pas, comme la plupart des pays européens, ravagé par la guerre et sa libération s'était déroulée sans combats. Dans son ensemble, la population n'avait pas souffert de sous-alimentation. Mais le pays était appauvri et son évolution avait 15 ans de retard. 11 000 personnes avaient été emprisonnées par les Allemands, environ 2 200 étaient mortes dans des camps de concentration, avaient été tuées au cours d'actes de terrorisme ou de quelque autre manière comme suite de l'occupation. 1 500 marins danois avaient péri en mer. En comparaison avec les pays belligérants, le Danemark s'en était tiré à bon compte.

Au début de l'occupation, le gouvernement et le parlement avaient mené une politique dite de négociations, c'est-à-dire que l'on cherchait à parer les pires exigences allemandes en faisant preuve d'un certain esprit de conciliation. Le mouvement de résistance s'accroissait au fur et à mesure des défaites allemandes et il rencontrait de plus en plus de sympathie auprès de la population. En 1943, à la suite de grèves de grande envergure et d'actions de sabotage, il se produisit une rupture dans la politique de négociations. Le gouvernement démissionna et les forces d'occupation allemandes devinrent maîtresses absolues; toutefois, les intérêts danois furent sauvegardés par le fait que les fonctionnaires demeurèrent toujours à leurs postes.

Lors de la cessation des hostilités le 5 mai 1945, les troupes russes se trouvaient à Lübeck à quelques kilomètres de la frontière danoise. C'est là qu'elles firent la jonction avec les troupes britanniques qui libérèrent le Danemark, à l'exception de l'île de Bornholm dans la mer Baltique que les Russes bombardèrent et où ils restèrent jusqu'en 1946.

Un gouvernement libre

Un gouvernement libre pouvait maintenant se former. Il fut constitué pour moitié par des représentants du mouvement de résistance, pour moitié par les partis politiques qui, jusqu'en 1943, avaient dominé la scène parlementaire: le parti social-démocrate (1871), le parti radical (1905), le parti libéral (1870), et

La Libération : à Copenhague, une foule joyeuse salue avec enthousiasme le maréchal Montgomery (photo), devant lequel la Wehrmacht avait, quelques jours plus tôt, le 4 mai 1945, dans les landes de Lunebourg, signé la capitulation pour ses troupes du Nord-Ouest de l'Allemagne, du Danemark et des Pays-Bas.





Adhésion à l'OTAN : à la suite de l'échec des négociations menées en 1948-1949 sur la création d'une alliance de défense scandinave, le Danemark intégra, en 1949, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Photo : le ministre des Affaires étrangères danois, Gustav Rasmussen, signe le Traité.

le parti conservateur (1915). Le premier ministre était Vilhelm Buhl, le ministre des Affaires étrangères John Christmas Møller qui, pendant l'occupation, de son exil à Londres avait poussé à la résistance contre le nazisme en parlant à la radio anglaise.

Le mouvement de résistance fit interner environ 27 000 personnes le 5 mai 1945, et le gouvernement et le parlement votèrent immédiatement une loi répressive dirigée contre les différentes formes de collaboration et de haute-trahison. A la suite de cette loi, environ 13 000 personnes furent condamnées à deux ans de prison ou plus, et 46 furent exécutées. Bien des personnes ont trouvé – et trouvent – que la répression fut trop sévère, mais cette intervention rapide permit d'éviter la justice sommaire qui fut le cas dans bien des pays lors de la libération.

La question de la responsabilité des ministres et des autres politiciens pour les événements concernant l'occupation du pays le 9 avril 1940 et les actes de ceux-ci au cours de l'occupation fut portée devant une commission d'hommes politiques dont les travaux avancèrent lentement.

Le gouvernement de libération procéda aussi à un échange de la monnaie qui permit d'atteindre les personnes qui avaient réalisé des profits illicites au cours de l'occupation.

Le gouvernement était peu homogène. Il existait des divergences de point de vue entre les membres du mouvement de résistance et les anciens politiciens, ainsi qu'entre les partis politiques, si bien que ce gouvernement de coalition nationale a été appelé un « cercle de discussions ».

Espoirs déçus

Au cours de l'été 1945, l'armée danoise fut reconstituée et le mouvement de résistance dissous. Les politiciens se sentirent plus sûrs d'eux-mêmes et en octobre 1945 eurent lieu des élections législatives. Les communistes étaient populaires en raison de leur participation au mouvement de résistance et du rôle important joué par l'Union soviétique au cours de la guerre. C'est pourquoi le nombre des mandats qu'ils obtinrent passa de 3 (sur 149) à 18, soit 13% des électeurs. Le parti social-démocrate, qui en particulier avait dû

prendre à son compte la politique de négociations, subit de fortes pertes. Mais ces changements n'étaient que passagers et inspirés par la situation du moment. En réalité, le Danemark était revenu à la période d'avant 1940. Les mêmes politiciens avaient repris le pouvoir, et ceux qui avaient rêvé d'une nouvelle situation au Danemark furent déçus. L'occupation n'avait été qu'une parenthèse dans l'histoire du pays, sauf en ce qui concerne une question primordiale, à savoir la politique extérieure et de défense du Danemark. Le pacifisme et la neutralité d'avant-guerre se trouvaient supplantés par le mot d'ordre « Plus jamais un 9 avril » dont les conséquences devaient être une défense nationale forte dans un cadre collectif.

Le gouvernement qui fut formé en novembre 1945 sortit du parti libéral et c'est ainsi que débuta la longue période qui, avec de courtes interruptions, a été caractérisée par des gouvernements de minorité qui, au moyen de né-

gociations au parlement (*folketing*), ont dû chercher à s'assurer une majorité pour leurs projets de lois.

Le premier ministre, Knud Kristensen, payant tenace du Sud du Slesvig, concentrait toutes ses forces autour des Prodanais du Sud du Slesvig. En 1864, la Prusse avait enlevé le Slesvig (ainsi que le Holstein) au roi danois, mais à la suite d'un plébiscite en 1920 la partie danoise du Slesvig (le Nord du Slesvig) avait été rendue au Danemark. Dans le Sud du Slesvig il restait une petite minorité danoise. A la suite de la chute du Troisième Reich, des ravages de la guerre, de la famine, de l'exode des réfugiés d'Allemagne de l'Est, ainsi que d'une prise de conscience vis-à-vis du Danemark de la part des habitants, la minorité danoise se mit à croître d'une façon explosive dans le Sud du Slesvig. Lors des élections à la Diète provinciale en avril 1947, environ 100 000 habitants du Sud du Slesvig votèrent pour le parti danois, ce qui correspondait à environ 60% de la population si l'on ne tient pas compte des réfugiés.

Au Danemark, le désir de donner aux habitants danois du Sud du Slesvig l'espoir d'un retour au Danemark était très répandu, et le premier ministre Knud Kristensen (ainsi que les partis libéral et conservateur) partageait ce désir. Ce faisant il entra en conflit avec les sociaux-démocrates et les radicaux, c'est-à-dire avec la majorité du parlement qui, finalement, le renversa. La manière d'agir du gouvernement danois en ce qui concerne la question du Sud du Slesvig provoqua l'irritation de la Grande-Bretagne dont les troupes occupaient le Slesvig-Holstein et qui ne désirait pas contrarier l'Allemagne, surtout alors que la guerre froide s'annonçait.

Le problème du Sud du Slesvig, qui domina la politique danoise dans les premières années de l'après-guerre, trouva sa solution finale en 1955, au moment où l'Allemagne de l'Ouest devait être agrégée à l'OTAN. Konrad Adenauer et le gouvernement fédéral allemand de Bonn désiraient que ceci se passe sans fausse note et c'est ainsi que fut ouverte la voie des Accords dits de Bonn par lesquels la minorité danoise, qui maintenant était notablement réduite, obtenait la garantie des mêmes droits



Intégration à la CEE : après l'acceptation donnée par le gouvernement et par le parlement danois à l'issue des négociations avec la Communauté, le premier ministre, Jens Otto Krag (photo) signe, en janvier 1972, à Bruxelles, le traité d'adhésion.

dont avait toujours joui la petite minorité allemande au Danemark.

Le Conseil nordique

Au gouvernement de Knud Kristensen succéda un gouvernement de minorité social-démocrate avec Hans Hedtoft comme premier ministre. Ce gouvernement fut, lui aussi, dominé par une question particulière. En 1945, le Danemark s'était joint, avec la conviction la plus entière, aux Nations Unies, mais le sort des Etats d'Europe de l'Est et la guerre froide latente qui s'ensuivit obligèrent le Danemark à prendre parti. En 1948, nous nous joignîmes à l'O.E.C.E. et nous pûmes ainsi profiter des importants moyens que le plan Marshall concédait aux pays d'Europe occidentale. Aussi d'un point de vue militaire il nous fallut chercher des garanties supplémentaires pour notre intégrité. En 1948 et 1949 eurent lieu des négociations intenses au sujet d'une alliance défensive entre le Danemark, la Norvège et la Suède. Le Danemark représentait un négociateur ardent et sincère. Mais la Norvège souhaitait voir une alliance défensive nordique passer des accords avec les puissances occidentales, tandis que la Suède ne le désirait pas, en particulier par égard pour la Finlande.

Les négociations portant sur une coopération nordique concrète et étendue échouèrent donc comme si souvent auparavant et depuis lors. La Norvège demanda son admission dans l'Alliance atlantique et le Danemark suivit son exemple, mais la Suède resta neutre.

Pour compenser les espoirs déçus d'une alliance défensive nordique fut institué en 1952 le Conseil nordique. Il comprenait le Danemark, l'Islande, la Norvège, la Suède et, à partir de 1955, la Finlande, mais il n'est pas habilité à prendre des décisions, seulement à donner des conseils, et, par conséquent, son influence est limitée.

Le Traité d'Alliance atlantique-nord

Nous avons donc résolu nos problèmes de politique de sécurité en adhérant au Pacte atlantique en 1949. Ce fut un événement qui fit date, car nous mettions ainsi fin à deux cents ans de politique de neutralité. La décision en fut approuvée par les sociaux-démocrates, les libéraux et les conservateurs, tandis que les radicaux et les communistes y étaient opposés. Les élections de 1950 montraient la large approbation de la population à cette adhésion à l'OTAN. De temps en temps, les conséquences de cette adhésion ont donné lieu à de très houleux débats politiques. Il en fut ainsi lors de l'adhésion de la Grèce, de la Turquie et de l'Allemagne de l'Ouest, et en 1952-53, par exemple, lorsque s'est posée la question du stationnement de troupes étrangères au Danemark auquel l'opinion était contraire, tandis qu'en 1961 une large majorité s'accordait pour établir un commandement unique pour les forces de l'OTAN dans la zone de la mer Baltique. Lors de la création de la CEE en 1957, le Danemark se tint à l'extérieur, et il adhéra, en 1960, à la zone de libre-échange AELE. Ce ne fut pas la solution idéale, mais aussi longtemps qu'existaient en Europe deux zones d'échanges commerciaux, une telle solution était difficile à atteindre.



NORDEK : en 1969, les cinq pays nordiques ouvrirent des négociations sur un projet de coopération économique dite NORDEK. Cette tentative échoua lorsqu'en 1970, la Finlande se retira des pourparlers et que le Danemark, la Suède et la Norvège entamèrent des négociations avec la CEE. Photo : les premiers ministres des pays nordiques réunis en février 1969, à Stockholm. A l'extrême droite : le chef du gouvernement danois, M. Hilmar Baunsgaard.

Lorsque la Grande-Bretagne sollicita son admission à la CEE, le Danemark fit de même, mais onze ans s'écoulèrent avant que le Danemark ne pût être admis en raison de l'opposition que manifestait la France à voir la Grande-Bretagne devenir membre.

En 1968-70, le gouvernement danois, qui était alors un gouvernement de coalition comprenant les partis radical, libéral et conservateur avec le membre du parti radical Hilmar Baunsgaard comme premier ministre, chercha à accroître la coopération économique nordique en créant l'alliance Nordek. A un moment, la réussite sembla assurée, mais finalement la Finlande se retira et de ce fait échoua la possibilité d'une coopération économique nordique plus étroite.

L'entrée dans le Marché commun

En 1971, J. O. Krag, social-démocrate, reprit le poste de premier ministre et ce fut lui qui, Européen convaincu, fit entrer le Danemark



Dans le référendum d'octobre 1972, 63% des suffrages exprimés confirmèrent l'entrée du Danemark dans la Communauté au 1er janvier 1973. Photo : les chefs des formations politiques discutent les résultats devant la T.V.



Le Groenland et la CEE : accédant, en mai 1979, au statut d'autonomie interne, les Groenlandais, membres de la CEE au même titre que les Danois, optèrent pour réviser leurs relations avec la Communauté : par la consultation de février 1982, ils rejetèrent leur appartenance. Photo : chefs politiques groenlandais convoqués en réunion de presse avant le scrutin.

dans le Marché commun en 1972. Ce ne fut pas sans difficultés. L'aile gauche (communistes et parti populaire socialiste) y était manifestement opposée, mais dans les autres partis on trouvait aussi des adversaires du Marché commun, la plupart parmi les sociaux-démocrates et les radicaux, mais presque aucun parmi les libéraux qui recueillent traditionnellement un grand nombre de voix dans l'agriculture, celle-ci ayant toujours vivement désiré l'adhésion du Danemark. Pour parer aux effets de la politique de partis de ce désaccord, le parti social-démocrate soutenu par les radicaux fit adopter un référendum sur l'adhésion danoise au Marché commun. Avec une participation de 90%, 63% votèrent pour et 37% contre l'adhésion au Marché commun. Si elle ne concernait pas les îles Féroé, dotées de l'autonomie interne, cette intégration s'étendit, le 1er janvier 1973, au Groenland, qui, à l'époque, n'avait pas accédé à ce statut.

De même que 1949 fut l'année la plus importante du siècle pour la politique de la sécurité, 1972 fut l'année la plus décisive du point de vue de l'économie et des affaires étrangères.

Une nouvelle constitution

En 1950 fut formé le premier gouvernement de coalition de libéraux et de conservateurs. C'était un gouvernement de minorité, mais quand il prit la décision de réaliser un changement de Constitution, il s'assura ainsi de ne pas être renversé. La nouvelle Constitution de 1953 comportait l'introduction du système parlementaire à une chambre unique, un emploi plus large des référendums, l'accès des femmes au trône, la possibilité de céder la souveraineté à des organismes internationaux et l'introduction du poste de médiateur devant lequel les citoyens peuvent porter plainte

en ce qui concerne les décisions administratives.

Le nombre des membres du parlement fut porté à 179, élus comme auparavant à la représentation proportionnelle où la répartition des mandats correspond exactement au scrutin. Sur les 179 mandats deux sont pour les îles Féroé qui continuent à être considérées comme une partie indépendante du royaume danois. Par contre une nouveauté fut le fait que le Groenland, à l'avenir, était invité à envoyer deux représentants au parlement danois. La période coloniale du Groenland était révolue et les Nations Unies acceptèrent de le voir devenir une partie du royaume de Danemark. Le Groenland entra alors dans une période de profonde modernisation, financée et dirigée à partir du Danemark. En 1979, le Groenland obtint une certaine autonomie selon les mêmes lignes directrices qui valent pour les îles Féroé. En février 1982, les Groenlandais, par un référendum consultatif, se sont prononcés contre l'appartenance de l'île à la Communauté européenne. Cette décision, qui marque – de l'avis général – le déclenchement d'un processus aboutissant sur le retrait du Groenland, suivi de l'institution d'accords avec la Communauté, n'entamerait, d'aucune façon, les liens privilégiés qui unissent le Groenland au Danemark.

De 1953 à 1957, le pays fut dirigé par les gouvernements de minorité sociaux-démocrates, d'abord avec Hans Hedtoft (décédé en 1955), puis avec H. C. Hansen (décédé en 1960). Après les élections de 1957, on réussit à former un gouvernement de coalition de majorité avec les sociaux-démocrates et les radicaux – les deux partis qui avaient formé le gouvernement de 1929 à 1940 – ainsi que le parti géorgiste dont les mandats étaient nécessaires pour obtenir la majorité. La situation du moment commençant à changer, il s'ensuivit quelques années stables.

L'Etat-providence

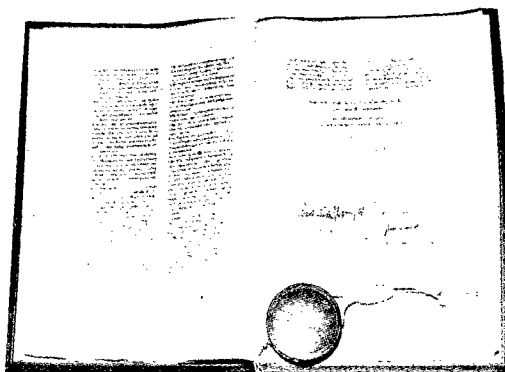
Jusqu'en 1966, toute la politique tournait, en gros, autour des quatre anciens partis politiques. Dans la période de 1920 à 1943, ils avaient obtenu entre 90 et 97% des suffrages exprimés. Au cours des années d'après-guerre jusqu'en 1971, entre 83 et 89%. En dépit d'un



Vilhelm Buhl.



H. C. Hansen.



Succession des femmes au trône : l'aménagement constitutionnel de 1953 (photo du haut) introduisit, notamment, le droit pour les femmes de succéder au trône. La photo en bas : la princesse Margrethe, accompagnant son père, le roi Frederik IX, assiste, en avril 1958, pour la première fois, à la séance du Conseil des ministres.

Premiers ministres danois après 1945

VILHELM BUHL, 1881-1954 : Membre du Lands-ting (Chambre haute) pour la Social-démocratie 1932-1939, du Folketing (Parlement) 1939-1953. Ministre des Finances 1937-1942. Premier ministre mai-novembre 1942 et mai-novembre 1945. Ministre sans portefeuille 1947-1950.

KNUD KRISTENSEN, 1880-1962 : Membre du Folketing pour le Parti libéral 1920-1929 et 1932-1949. Ministre de l'Intérieur 1940-1942 et mai-novembre 1945. Premier ministre 1945-1947. Rupture avec le Parti libéral 1949. Fondateur du parti les Indépendants 1953. Président de cette formation jusqu'en 1956.



Knud Kristensen.



Hans Hedtoft.



Erik Eriksen.



Viggo Kampmann.



Jens Otto Krag.



Hilmar Baunsgaard.



Poul Hartling.



Anker Jørgensen.

HANS HEDTOFT, 1903-1955 : Membre du Folketing pour la Social-démocratie 1935-1955. Ministre du Travail et des Affaires sociales mai-novembre 1945. Premier ministre 1947-1950 et 1953-1955.

ERIK ERIKSEN, 1902-1972 : Membre du Folketing pour le Parti libéral 1935-1968. Ministre de l'Agriculture mai 1945-1947. Premier ministre 1950-1953.

H. C. HANSEN, 1906-1960 : Membre du Folketing pour la Social-démocratie 1936-1960. Ministre des Finances mai-novembre 1945 et 1947-1950. Ministre du Commerce septembre-octobre 1950. Ministre des Affaires étrangères 1953-1958. Premier ministre 1955-1960.

VIGGO KAMPMANN, 1910-1976 : Membre du Folketing pour la Social-démocratie 1953-1963. Ministre des Finances septembre-octobre 1950 et 1953-1960. Premier ministre 1960-1962.

JENS OTTO KRAG, 1914-1978 : Membre du Folketing pour la Social-démocratie 1947-1973. Ministre du Commerce 1947-1950. Ministre de l'Economie et du Travail 1953-1957. Ministre de l'Economie extérieure 1957-1958. Ministre des Affaires étrangères 1958-1962 et 1966-1967. Premier ministre 1962-1968 et 1971-1972.

M. HILMAR BAUNSGAARD, né 1920 : Membre du Folketing pour le Parti radical 1957-1977. Ministre du Commerce 1961-1964. Premier ministre 1968-1971.

M. POUL HARTLING, né 1914 : Membre du Folketing pour le Parti libéral 1957-1960 et 1964-1978. Ministre des Affaires étrangères 1968-1971. Premier ministre 1973-1975. Haut Commissaire de l'ONU pour les réfugiés depuis 1978.

M. ANKER JØRGENSEN, né 1922 : Membre du Folketing pour la Social-démocratie depuis 1964. Premier ministre 1972-1973 et depuis 1975. Egalement ministre des Affaires étrangères juillet-août 1978.

Elections législatives après 1945

Pourcentages des voix recueillies par les partis (entre parenthèses nombre de mandats obtenus). Les partis doivent, pour obtenir des sièges au Parlement

| | 1945 | 1947 | 1950 | 1953/1 | 1953/2 | 1957 | 1960 |
|--|------------|-------------------------|------------|------------|------------|------------|---------------------|
| 1. Social-démocratie | 32,8 (48) | 40,0 (57) | 39,6 (59) | 40,4 (61) | 41,3 (74) | 39,4 (70) | 42,1 (76) |
| 2. Parti radical | 8,1 (11) | 6,9 (10) | 8,2 (12) | 8,6 (13) | 7,8 (14) | 7,8 (14) | 5,8 (11) |
| 3. Parti conservateur | 18,2 (26) | 12,4 (17) | 17,8 (27) | 17,3 (26) | 16,8 (30) | 16,6 (30) | 17,9 (32) |
| 4. Parti libéral | 23,4 (38) | 27,6 (49) | 21,3 (32) | 22,1 (33) | 23,1 (42) | 25,1 (45) | 21,1 (38) |
| 5. Parti communiste danois | 12,5 (18) | 6,8 (9) | 4,6 (7) | 4,8 (7) | 4,3 (8) | 3,1 (6) | 1,1 (0) |
| 6. Parti de Slesvig | - | 0,4 (0) | 0,3 (0) | 0,4 (0) | 0,5 (1) | 0,4 (1) | 0,4 (1) |
| 7. Parti géorgiste | 1,9 (3) | 4,5 (6) | 8,2 (12) | 5,6 (9) | 3,5 (6) | 5,3 (9) | 2,2 (0) |
| 8. Rassemblement danois | 3,1 (4) | 1,2 (0) | - | 0,8 (0) | - | - | - |
| 9. Indépendants | - | - | - | - | 2,7 (0) | 2,3 (0) | 3,3 (6) |
| 10. Parti populaire pacifiste | - | - | - | - | - | - | - |
| 11. Centre libéral | - | - | - | - | - | - | - |
| 12. Parti populaire socialiste | - | - | - | - | - | - | 6,1 (11) |
| 13. Socialistes de gauche | - | - | - | - | - | - | - |
| 14. Parti populaire chrétien | - | - | - | - | - | - | - |
| 15. Démocrates du Centre | - | - | - | - | - | - | - |
| 16. Parti du Progrès | - | - | - | - | - | - | - |
| 17. Parti des Retraités | - | - | - | - | - | - | - |
| 18. Parti communiste des Travailleurs | - | - | - | - | - | - | - |
| 19. Parti socialiste des Travailleurs | - | - | - | - | - | - | - |
| Iles Féroé | (1) | (2) | (2) | (2) | (2) | (2) | (2) |
| Groenland | - | - | - | - | (2) | (2) | (2) |
| Participation électorale | 100,0(149) | 99,8(150) ¹⁾ | 100,0(151) | 100,0(151) | 100,0(179) | 100,0(179) | 100,0 ²⁾ |
| (non compris les îles Féroé et le Groenland) | 86,3 | 85,8 | 81,9 | 80,8 | 80,6 | 83,7 | 85,8 |

¹⁾ Lors des élections de 1947, 0,2% des voix tombèrent en dehors de partis (sur l'ancien ministre des Affaires étrangères John Christmas Molle

certain clivage en deux blocs, avec la social-démocratie et le parti radical d'un côté, et les partis libéraux et conservateurs de l'autre, on parvenait à établir une démocratie qui fonctionnait d'une façon satisfaisante. Jusqu'en 1966, presque 90% des projets de lois des différents gouvernements furent approuvés par les quatre anciens partis au moins, et 75% même à l'unanimité.

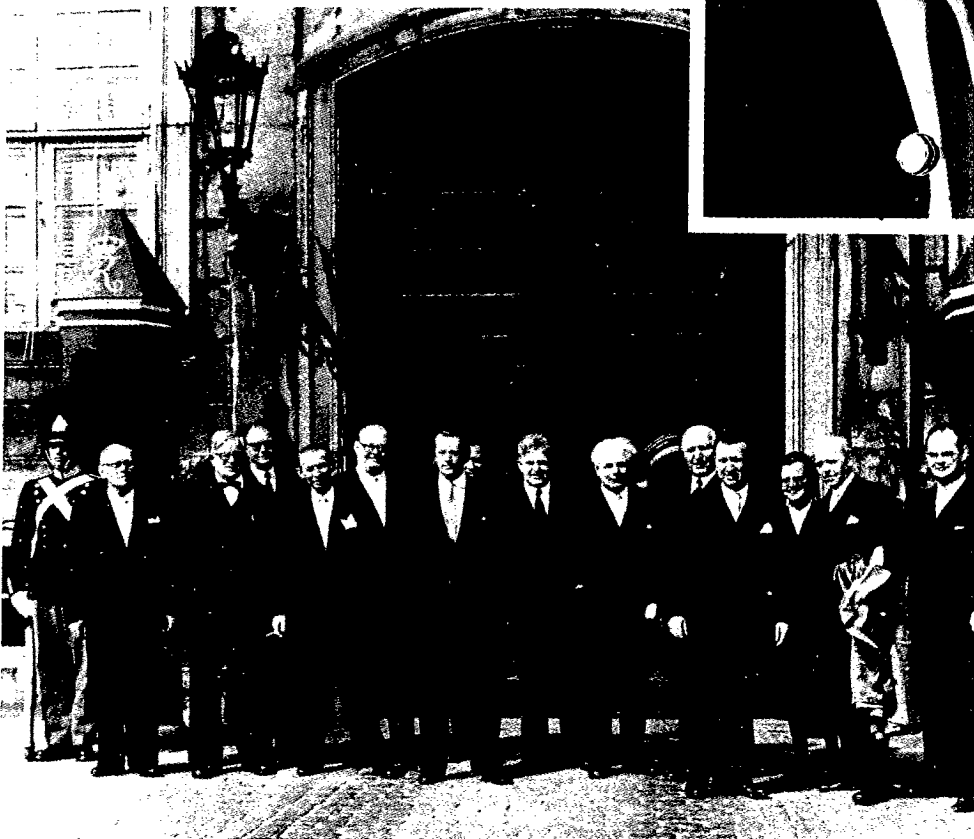
Il existait un degré unique de consensus qui fut utilisé à l'édification de l'Etat-providence. Ceci signifiait que, pour ainsi dire dans presque tous les domaines, on développa le secteur public. On construisit des crèches, des jardins d'enfants, on adopta des lois scolaires exigeant d'importants subsides, on augmenta le nombre des lycées d'une manière importante, on construisit de nouveaux hôpitaux, on accorda la retraite des vieux à tous, on mit sur pied des programmes de rééducation, on réalisa des autoroutes, des aéroports, et en même temps on réduisait le temps de travail, on allongeait les vacances et on obtenait des salaires plus élevés.

L'argent nécessaire à des dépenses publiques ne provenait pas seulement des taxes sur la consommation, comme par exemple les taxes sur les voitures, l'essence, l'alcool, etc., et d'une TVA générale qui atteint maintenant 22%, mais aussi d'une politique de redistribution se basant sur des impôts fortement progressifs. A la manière de Robin des Bois, on prenait à ceux qui possédaient pour donner à ceux qui n'avaient rien.

Les électeurs changeaient rarement de parti et ils s'identifiaient à un parti déterminé. Disons en simplifiant les choses qu'un ouvrier ou un artisan votait social-démocrate, un petit fermier radical, un cultivateur-propriétaire libéral, un officier et un homme d'affaires conservateur. Les partis politiques avaient un pied relativement bien ancré dans certains groupes socio-économiques précis.

Il faut aussi faire remarquer qu'il existait des conditions de travail efficaces entre les

Nouvelles alliances : les élections législatives de 1957 donnèrent naissance à une coalition gouvernementale spectaculaire groupant les sociaux-démocrates, les radicaux et les géorgistes. Photo : le cabinet, qui vient d'être nommé par le roi, rassemblée devant la résidence royale Amalienborg. — Photo intercalée : le premier ministre Jens Otto Krag, président de la social-démocratie, et Aksel Larsen, chef du parti populaire socialiste. Après les législatives de 1966, ils entamèrent une coopération, qui, cependant, en resta à la formation d'un comité conjoint, surnommé « le cabinet rouge », les socialistes populaires ne voulant pas constituer une coalition gouvernementale.



nois, recueillir, grosso modo, 2% des suffrages exprimés.

| 1964 | 1966 | 1968 | 1971 | 1973 | 1975 | 1977 | 1979 | 1981 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 41,9 (76) | 38,2 (69) | 34,2 (62) | 37,3 (70) | 25,6 (46) | 29,9 (53) | 37,0 (65) | 38,3 (68) | 32,9 (59) |
| 5,3 (10) | 7,3 (13) | 15,0 (27) | 14,4 (27) | 11,2 (20) | 7,1 (13) | 3,6 (6) | 5,4 (10) | 5,1 (9) |
| 20,1 (36) | 18,7 (34) | 20,4 (37) | 16,7 (31) | 9,2 (16) | 5,5 (10) | 8,5 (15) | 12,5 (22) | 14,5 (26) |
| 20,8 (38) | 19,3 (35) | 18,6 (34) | 15,6 (30) | 12,3 (22) | 23,3 (42) | 12,0 (21) | 12,5 (22) | 11,3 (20) |
| 1,2 (0) | 0,8 (0) | 1,0 (0) | 1,4 (0) | 3,6 (6) | 4,2 (7) | 3,7 (7) | 1,9 (0) | 1,1 (0) |
| 0,4 (0) | — | 0,2 (0) | 0,2 (0) | — | — | — | — | — |
| 1,3 (0) | 0,7 (0) | 0,7 (0) | 1,7 (0) | 2,9 (5) | 1,8 (0) | 3,3 (6) | 2,6 (5) | 1,4 (0) |
| 0,4 (0) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 2,5 (5) | 1,6 (0) | 0,5 (0) | — | — | — | — | — | — |
| 0,3 (0) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| — | 2,5 (4) | 1,3 (0) | — | — | — | — | — | — |
| 5,8 (10) | 10,9 (20) | 6,1 (11) | 9,1 (17) | 6,0 (11) | 5,0 (9) | 3,9 (7) | 5,9 (11) | 11,3 (21) |
| — | — | 2,0 (4) | 1,6 (0) | 1,5 (0) | 2,1 (4) | 2,7 (5) | 3,7 (6) | 2,7 (5) |
| — | — | — | 2,0 (0) | 4,0 (7) | 5,3 (9) | 3,4 (6) | 2,6 (5) | 2,3 (4) |
| — | — | — | — | 7,8 (14) | 2,2 (4) | 6,4 (11) | 3,2 (6) | 8,3 (15) |
| — | — | — | — | 15,9 (28) | 13,6 (24) | 14,6 (26) | 11,0 (20) | 8,9 (16) |
| — | — | — | — | — | — | 0,9 (0) | — | — |
| — | — | — | — | — | — | — | 0,4 (0) | 0,1 (0) |
| — | — | — | — | — | — | — | — | 0,1 (0) |
| (2) | (2) | (2) | (2) | (2) | (2) | (2) | (2) | (2) |
| (2) | (2) | (2) | (2) | (2) | (2) | (2) | (2) | (2) |
| 100,0 (179) | 100,0 (179) | 100,0 (179) | 100,0 (179) | 100,0 (179) | 100,0 (179) | 100,0 (179) | 100,0 (179) | 100,0 (179) |
| 85,9 | 88,6 | 89,3 | 87,2 | 88,7 | 88,2 | 88,7 | 85,6 | 83,2 |



Les législatives de 1968 portèrent au pouvoir une coalition non socialiste composée des libéraux, des conservateurs et des radicaux. Ce fut donc pour ces derniers, qui avaient, jadis, formé plusieurs coalitions avec les sociaux-démocrates, un changement de camp.



organismes intéressés et le gouvernement et le parlement, de même qu'on pouvait constater une coopération harmonieuse entre la Fédération nationale des syndicats et la social-démocratie.

Cette image de la politique danoise avant les années 1970 est, bien entendu, idéalisée. Il existait naturellement aussi dans notre pays des divergences entre, par exemple, la ville et la campagne, entre les ouvriers et les employeurs, entre les partisans de la défense nationale et les pacifistes, entre les socialistes et les libéraux, etc. Mais les conditions parlementaires et législatives étaient plus simples, l'évolution politique d'un événement était plus facile à prévoir, notamment parce que, comme dit plus haut, il n'existait que quatre partis qui donnaient le ton.

Les temps modernes

Le premier signe annonçant que le bon vieux temps était en train de se transformer en temps modernes se produisit en 1960 quand le vétéran communiste Aksel Larsen fonda le parti populaire socialiste qui, à la surprise de tous, remporta de nombreux suffrages lors des élections de 1960. Il en résulta des perturbations dans le comportement des molécules politiques si régulier d'habitude. Le parti social-démocrate avait maintenant un parti à sa gauche qu'il devait prendre en considération, ce qui n'avait pas été le cas avec le parti communiste danois. On s'en aperçut clairement lors des négociations concernant une collaboration entre les partis social-démocrate et populaire socialiste en 1966 (pour la propagande appelé « le cabinet rouge ») et avec la constatation, franche mais désinvolte, de J. O. Krag: « On a une opinion, jusqu'à ce qu'on en change ». Même si la politique social-démocrate était, en gros, inchangée, l'évolution effraya, sans aucun doute, bien des sociaux-démocrates.

Le signe suivant se manifesta à la suite de négociations très ardues portant sur les im-

pôts en 1967, quand radicaux et conservateurs s'unirent, et à la suite de la scission du parti populaire socialiste lors des élections de 1968 qui apporta au parti radical sous la conduite de Hilmar Baunsgaard une victoire jamais vue jusque-là et, sur proposition des conservateurs, le poste de premier ministre dans un gouvernement libéral-conservateur-radical – une combinaison jamais vue à ce jour dans laquelle les ennemis de la veille devenaient des alliés. L'attitude commençante de sables mouvants parmi les électeurs était évident.

Le gouvernement libéral-conservateur-radical n'eut pas la partie facile. Ce fut une ironie du sort que Baunsgaard dut, sans cesse, se voir attaqué dans le dos par les organisations d'électeurs radicaux, la politique du gouvernement étant très proche de la politique qu'avaient menée les radicaux jusqu'alors. La mauvaise volonté que montrait le parti radical reflétait la force des facteurs historico-psychologiques. Peut-être existait-il aussi une certaine jalousie: sous l'égide des anciens radicaux le parti reculait sans cesse, et voilà qu'arrive le preste Baunsgaard qui crée des bataillons de nouveaux radicaux. La grande victoire des élections mit bien entre les mains de Baunsgaard le pouvoir parlementaire, mais cette victoire ne déteignit pas sur l'organisation du parti.

Un gouvernement malchanceux

La politique du gouvernement libéral-conservateur-radical fut une déception pour bien des électeurs de droite qui avaient espéré un changement, mais s'aperçurent que tout était comme auparavant. L'introduction de l'impôt à la source, rendue nécessaire par notre adhésion prochaine à la CEE, fut une grosse charge pour le gouvernement en général et le ministre des Finances Poul Møller en particu-



Nouveaux partis : les élections législatives de décembre 1973 bouleversèrent les jeux de la carte politique du Danemark : 40% de l'électorat boudèrent leur favori des élections précédentes, et les nouveaux partis recueillirent 36% des voix exprimées. Le parlement comptait désormais dix formations dont trois nouveaux : le parti du progrès, les démocrates du centre et le parti populaire chrétien. Photo : le chef du parti centre-démocrate, M. Erhard Jacobsen, analyse les résultats.



M. Jens Møller, chef du parti populaire chrétien, formation née, notamment, par réaction contre la légalisation sur l'interruption volontaire de grossesse.

lier. La réforme avait été adoptée du temps d'un gouvernement précédent et il était évident d'un point de vue objectif que son application devait être remise à plus tard, les préparatifs de mise en place n'étant pas assez avancés. L'opposition de la social-démocratie était sans pitié et le gouvernement n'osa pas l'ajourner plus d'une année jusqu'au 1er janvier 1970. Mais alors arriva l'impôt à la source accompagné d'une orgie de formulaires à remplir dont la population avait reçu la promesse d'être libérée. En même temps, les impôts, notamment sur le revenu, augmentèrent. Sur l'ensemble des revenus publics, ils représentaient en 1961-62: 38%, en 1967-68: 44%, en 1973: 56%. Ce fut le gouvernement qui dut supporter tout cela et ce fut plus que ne pouvait endurer le ministre des Finances. Pendant la période du gouvernement libéral-conservateur-radical, les dépenses publiques atteignirent aussi un maximum et le nombre des fonctionnaires explosa pour ainsi dire.

Les milieux traditionnellement amis de la défense nationale eurent le regret de voir le gouvernement, comme une concession aux pacifistes radicaux, accepter 125 millions de couronnes d'économie sur la défense, ce que la social-démocratie avait refusé auparavant. Pour cette raison et pour d'autres raisons, le ministre de la Défense, Ninn-Hansen, se brouilla avec le corps des officiers et d'autres électeurs conservateurs. Ensuite le ministre du Commerce désira obtenir un amendement de la loi sur la fermeture des magasins à laquelle bien des commerçants étaient opposés, et fi-

nalement le ministre conservateur de la Justice, Knud Thestrup, réalisa – malgré d'ailleurs les avertissements du premier ministre – une libéralisation de la pornographie et de la législation sur l'avortement. La loi organique pour les universités, qui se trouvait maintenant bénie par un certain nombre d'organismes puissants, parfois à prédominance marxiste, n'était pas non plus faite pour plaire à la droite.

Il fut difficile de réaliser des économies, car le gouvernement n'osait pas toucher aux secteurs social et de l'enseignement. On ne désirait pas être traités de réactionnaires.

Jour de colère

Cette exposition des faits et gestes du gouvernement libéral-conservateur-radical est, bien entendu, incomplète et injuste, car elle ne mentionne pas un grand nombre d'autres décisions prises – sans compter les tentatives qui ne furent jamais réalisées, le gouvernement ayant dû céder la place après les élections de 1971. Mais l'historien est, c'est bien connu, un prophète qui tourne ses regards vers l'arrière, et l'idée conductrice de cette exposition déformée a été de mettre en lumière ce qui annonce la révolte de 1973.

Le 4 décembre 1973 fut un jour de colère – celui des élections les plus sensationnelles depuis l'adoption de la Constitution de 1849. 40% des électeurs changèrent de parti et 36% des suffrages exprimés tombèrent sur des partis qui n'étaient pas représentés au parlement avant les élections.

| | Partis | Premier Ministre | Ministre des Affaires étrangères |
|---------|---|--|--|
| 1945 | Gouvernement de rassemblement national ¹⁾ | Vilh. Buhl (Social-démocrate) | John Christmas Møller (Mouvement de Résistance) |
| 1945-47 | Libéraux | Knud Kristensen | Gustav Rasmussen (en dehors des partis) |
| 1947-50 | Social-démocratie | Hans Hedtoft | Gustav Rasmussen (en dehors des partis) |
| 1950-53 | Libéraux, Conservateurs | Erik Eriksen (Libéral) | Ole Bjørn Kraft (Conservateur) |
| 1953-57 | Social-démocratie | Hans Hedtoft (+1955) H. C. Hansen | H. C. Hansen H. C. Hansen |
| 1957-60 | Social-démocratie, Radicaux, Géorgistes ¹⁾ | H. C. Hansen (Social-démocrate) (+1960) Viggo Kampmann (Social-démocrate) | H. C. Hansen (Social-démocrate) (jusqu'en 1958) J. O. Krag (Social-démocrate) |
| 1960-64 | Social-démocratie, Radicaux | Viggo Kampmann (Social-démocrate) (jusqu'en 1962) J. O. Krag (Social-démocrate) | J. O. Krag (Social-démocrate) (jusqu'en 1962) Per Hækkerup (Social-démocrate) |
| 1964-68 | Social-démocratie | J. O. Krag | Per Hækkerup (jusqu'en 1966) J. O. Krag (1966-67) Hans Tabor |
| 1968-71 | Libéraux, Conservateurs, Radicaux ¹⁾ | Hilmar Baunsgaard (Radical) | Poul Hartling (Libéral) |
| 1971-73 | Social-démocratie | J. O. Krag (jusqu'en 1972) Anker Jørgensen | K. B. Andersen |
| 1973-75 | Libéraux | Poul Hartling | Ove Guldberg |
| 1975-78 | Social-démocratie | Anker Jørgensen | K. B. Andersen (jusqu'en 1978) Anker Jørgensen |
| 1978-79 | Social-démocratie, Libéraux | Anker Jørgensen (Social-démocrate) | Henning Christophersen (Libéral) |
| 1979- | Social-démocratie | Anker Jørgensen | Kjeld Olesen |

¹⁾ Coalition de la majorité



La surprise : la conquête par le parti du progrès, aux législatives de 1973, de vingt-huit sièges sur cent soixante-dix-neuf possibles. Photo : le président de la formation, M. Mogens Glistrup (au milieu), qui, dans le ministère de l'Intérieur, obtient l'acceptation de sa candidature par la remise de 17 113 signatures. Le 4 décembre 1973, 485 289 électeurs, frustrés devant les mauvaises performances des « vieux partis », devaient porter leurs voix sur le parti du progrès.

Le 30 janvier 1971, l'avocat Mogens Glistrup, ancien maître de conférences en droit fiscal à l'Université de Copenhague, avait paru à la télévision et expliqué sa production industrielle de sociétés anonymes et, par la même occasion, comparé le fraudeur fiscal au saboteur de lignes de chemin de fer pendant l'occupation. Quinze jours plus tard, Glistrup réjouissait le public en déclarant ne pas payer d'impôts sur le revenu. Un mois plus tard, le ministre des Finances se retirait. Un an après, Glistrup était inculpé de fraude fiscale et le 22 août 1972, il fondait le parti du progrès. Ce que l'on peut, aujourd'hui, trouver étonnant, c'est l'insouciance avec laquelle les anciens partis prirent tout ceci. Glistrup et son parti apparurent rapidement dans les sondages d'opinion dont les résultats, en ce qui concernait un nouveau parti, pouvaient, bien entendu, varier, mais qui donnaient un bon chiffre à ce parti.

Mais, apparemment, les politiciens des anciens partis n'avaient pas d'antennes, car autrement ils auraient senti que quelque chose se préparait, non seulement de la part de l'aile gauche ainsi que cela avait été le cas les dix dernières années pour la plus grande inquiétude des politiciens, mais aussi du centre et de la droite. Un politicien chevronné disait : « Ce parti est construit comme une bulle de savon qui ne dure que peu de temps ».

Pourquoi ?

Les élections de décembre 1973 donnèrent 16% des suffrages exprimés à la bulle de sa-

von. A ceux-ci s'ajoutaient les 8% des centre-démocrates, les 4% du parti populaire chrétien, les 3% du parti géorgiste et les 4% des communistes. Les anciens partis reculèrent en proportion. Dans ce bouleversement, la révolte de droite à l'aide des bulletins de vote est la plus intéressante. Pourquoi elle s'est produite, nous ne savons pas avec une certitude scientifique, mais un certain nombre de raisons peuvent être avancées qui se basent, entre autres, sur les sondages d'opinion.

Le retour du parti géorgiste au parlement est dû, sans doute, à l'adhésion du Danemark à la CEE en 1972. Ce fut une décision qui divisa les électeurs radicaux et sociaux-démocrates, et comme le parti géorgiste était aussi antimilitariste il y a lieu de supposer que le parti recueillit les voix de radicaux insatisfaits pour ces raisons plutôt que par amour pour Henry George et l'idée de l'impôt foncier total.

Le parti centre-démocrate avait été fondé quatre semaines avant les élections. C'est déjà en soi un record jamais encore atteint qu'un parti puisse en un laps de temps si court se présenter aux élections, mais, de plus, il obtint une représentation substantielle au parlement. Toutes les normes paraissaient avoir éclaté. Mais le leader du parti, le politicien social-démocrate de longue date, Erhard Jacobsen, était un parlementaire pittoresque et chevronné et il pouvait jouer sur le fait que les propriétaires de pavillons sentaient leurs privilèges fiscaux menacés. Au Danemark, 36% des maisons sont des maisons individuelles et 21% sont des maisons pour deux familles ou des fermes. Il peut être dangereux, et c'était bien ce qui était en train de se produire, de toucher à ce qu'un groupe si important considérait comme ses droits bien acquis, tandis que de petits groupes peuvent être sans défense. Un tiers des propriétaires de pavillons sont des ouvriers et il n'y a pas de doute qu'un bon nombre d'entre eux passèrent aux centre-démocrates.

Le parti populaire chrétien récolta ce que Thestrup avait semé. La pornographie et l'avortement ne sont pas de mise, même maintenant, parmi les croyants de l'Ouest du Jutland, non plus que d'ailleurs. Les libéraux et les conservateurs payèrent le prix d'une législation issue d'une idéologie libérale.

La grande révolte

Toutefois la révolte la plus importante et la plus complexe – et partant la plus intéressante



Coalition ouvriers-paysans : en août 1978, les négociations dirigées par le premier ministre, M. Anker Jorgensen, président de la social-démocratie, et le chef des libéraux, M. Henning Christophersen, débouchèrent sur la formation insolite d'un gouvernement socialo-libéral. Or, ce cabinet ne devait pas durer longtemps : il fut dissout en octobre 1979. Photo : M. Anker Jorgensen (à gauche) et M. Henning Christophersen annonçant la décision de constituer la coalition.

– fut celle qu'exprimait le parti du progrès. Les analyses de changement de parti montrent que la plupart des électeurs provenaient en 1973 de la droite mécontente, mais aussi la social-démocratie dut abandonner des dizaines de milliers de voix à Mogens Glistrup, ce nouveau gourou politique, qui semblait être, de toutes les manières, le plus antisocial-démocrate que l'on puisse imaginer.

Tout comme le parti de Pierre Poujade en France en son temps, les électeurs du parti du progrès protestaient contre les impôts élevés. La pyramide des âges de la population est, à notre époque, irrégulière. Jamais auparavant un si petit nombre de personnes n'a dû verser des sommes si importantes à un si grand nombre, c'est-à-dire aux personnes âgées qui ont besoin de soins et aux jeunes qui réclament des études longues. Beaucoup aussi parmi les gens dits moyens ont pu sentir le poids des impôts quand ils doivent verser peut-être 50% de leurs revenus. Ils ne pensent pas toujours

à tout ce qu'ils reçoivent en compensation sous forme de prestations publiques. Les bâtisseurs de l'Etat-providence n'ont jamais donné, pensait l'économiste suédois Gunnar Myrdal dès 1960, une justification idéologique d'ensemble qui aurait clairement exposé à la population jusqu'où pouvait s'étendre l'Etat-providence. Autrement dit : on avait négligé de dire quel était le prix des bienfaits ainsi acquis.

Simultanément, l'inflation se faisait sentir et les changements de structure dans l'agriculture et le commerce entraînaient des départs ainsi que des problèmes pour la famille qui devait s'en aller et chercher un nouveau métier. Pour le petit commerçant qui restait, cela paraissait amère de devoir passer son samedi à calculer la TVA et s'occuper de paperasse quand les bataillons bien rémunérés du secteur public en rapide expansion pouvaient se rendre à la plage. Et quand le bilan était fait à la fin de l'année, lui et sa femme pouvaient constater que le travail de deux personnes ne rapportait pas plus que celui d'un ouvrier qualifié. Les révoltes des jeunes avec leur comportement tumultueux – retransmises par la télévision à la vitesse de l'éclair – créaient encore plus de mécontentement et d'inquiétude parmi la droite.

Qui?

Et comme les partis de droite avaient eu leur chance en 1968-71 et, de l'avis de beaucoup, ne l'avaient pas saisie, on se tourna vers le parti du progrès. L'ensemble de ses électeurs est peut-être le plus composite qu'ait un parti, c'est-à-dire que c'est lui qui correspond relativement le mieux à la composition de la population. Mais l'électeur ou l'activiste typique du parti du progrès est le commerçant jeune ou d'âge moyen établi à son compte dans un domaine que l'évolution décrite ci-dessus atteint, et ceci n'est pas extraordinaire.

On peut se demander pourquoi la Norvège et la Suède, qui ont, s'il est possible, un éta-

Référendums

| | | Pourcentage des OUI sur les suffrages exprimés |
|------|---|---|
| 1953 | Nouvelle constitution | 79 |
| 1953 | Abaissement de l'âge électoral à 23 ans | 55 |
| 1961 | Abaissement de l'âge électoral à 21 ans | 55 |
| 1963 | Loi sur l'acquisition des exploitations agricoles | 38 |
| | Loi sur la création de petites exploitations | 39 |
| | Loi de préemption des communes sur la terre | 40 |
| | Loi sur la protection de la nature | 43 |
| 1969 | Abaissement de l'âge électoral à 18 ans | 21 |
| 1971 | Abaissement de l'âge électoral à 20 ans | 57 |
| 1972 | Adhésion du Danemark à la Communauté européenne | 63 |
| 1978 | Abaissement de l'âge électoral à 18 ans | 54 |
| 1982 | L'appartenance du Groenland à la Communauté européenne (participation des seuls habitants de l'île) | 47 |

Les projets de lois qui obtinrent moins de 50% des suffrages ne furent pas adoptés.

tisme et des impôts plus élevés que nous, n'ont pas reçu un Glistrup et son parti en cadeau. A ceci il n'est pas possible de donner une réponse simple, mais je crois que la majorité socialiste de longue date en Norvège et en Suède a eu une signification. Cela signifiait que les partis de droite pouvaient avoir un profil beaucoup plus marqué que chez nous. Enfin, les lois électorales sont en Norvège et en Suède beaucoup moins favorables pour les nouveaux partis.

On entend parfois dire que le parti du progrès est fasciste. Ceci n'a aucune signification. Il est vrai qu'il y en a beaucoup qui, issus de la bourgeoisie menacée et alarmée, se tournèrent vers le fascisme dans l'Allemagne des années 1930, mais le parti du progrès n'est pas partisan d'un régime de terreur qui passe outre à toutes les finesses de la démocratie. Bien au contraire, le parti utilise le système parlementaire existant et agit de toutes les manières possibles à l'intérieur de son cadre – même si le président de la chambre doit de temps en temps agiter sa clochette. Il y a bien plutôt des traits de l'ancien libéralisme dans l'idéologie du parti avec ses exigences pour réduire le secteur public et « laisser en paix » les citoyens.

Nouvelle révolte

Mais aussi les partis de l'aile gauche (parmi lesquels je compte le parti populaire socialiste, les socialistes de gauche et le parti communiste) expriment des sentiments de révolte, mais avec des valeurs opposées à celles du parti du progrès. Ils désirent un contrôle accru de l'Etat, des impôts plus élevés, la démocratie directe, le désarmement, un changement total de la politique extérieure, etc. Au cours des années 1970, ces partis ont constamment obtenu jusqu'à 10 à 12% des suffrages exprimés et ils ont exercé, en particulier, une influence exceptionnelle sur les jeunes en cours d'études (ou vice versa). Ces dernières années, l'aile gauche – peut-être en raison de

l'influence limitée du parlement – a utilisé ses forces dans des mouvements de base comme l'Organisation pour l'Information sur l'Energie nucléaire, le Mouvement populaire contre le Marché commun, les Amis de l'Ecologie, les associations de locataires, etc. Ce qui caractérise ces mouvements c'est que, à l'encontre des partis politiques qui offrent des solutions d'ensemble, ils se concentrent sur un problème essentiel sur lequel ils attirent l'attention des politiciens et de leurs concitoyens au moyen de manifestations, de pétitions, de réunions, etc. – souvent à la grande irritation des organismes politiques élus qui trouvent que de tels mouvements sortent des cadres du système représentatif. Ces mouvements de base sont encore loin d'avoir dit leur dernier mot.

Des actions et encore des actions

Par ailleurs, ce n'est pas seulement l'aile gauche qui organise des manifestations. Nous avons vu, par exemple, des agriculteurs barricader le Pont du Petit Belt et bloquer des centres de villes avec des tracteurs, tout comme des pêcheurs ont bloqué l'entrée de ports.

Un sentiment de révolte se manifeste aussi dans les blocus, grèves et autres troubles sur les lieux de travail, que nous avons vus dans les années 1970. Il est souvent difficile de maintenir les exigences purement économiques en dehors des objectifs politiques plus avancés.

Mais il est certain que l'efficacité et l'autorité de la démocratie se trouvent affaiblies lorsque, par exemple, des enseignants d'établissements d'enseignement supérieur se mettent en grève de sorte que les étudiants ne peuvent pas passer leurs examens, que des brancardiers paralysent un hôpital au point que les médecins doivent pratiquement en venir aux mains pour pouvoir faire une opération vitale, et que les médecins eux-mêmes, par la suite, se mettent en grève, et lorsque, non seulement les typographes, mais aussi les

journalistes qui, à tout bout de champ, exigent leur liberté d'expression comme un droit imprescriptible, se mettent aussi en grève de sorte que les journaux qui n'ont pas une économie très solide subissent de grandes pertes, et quand finalement un tiers des forces de police manquent au travail et prétendent sagement qu'ils ont soudain attrapé la grippe.

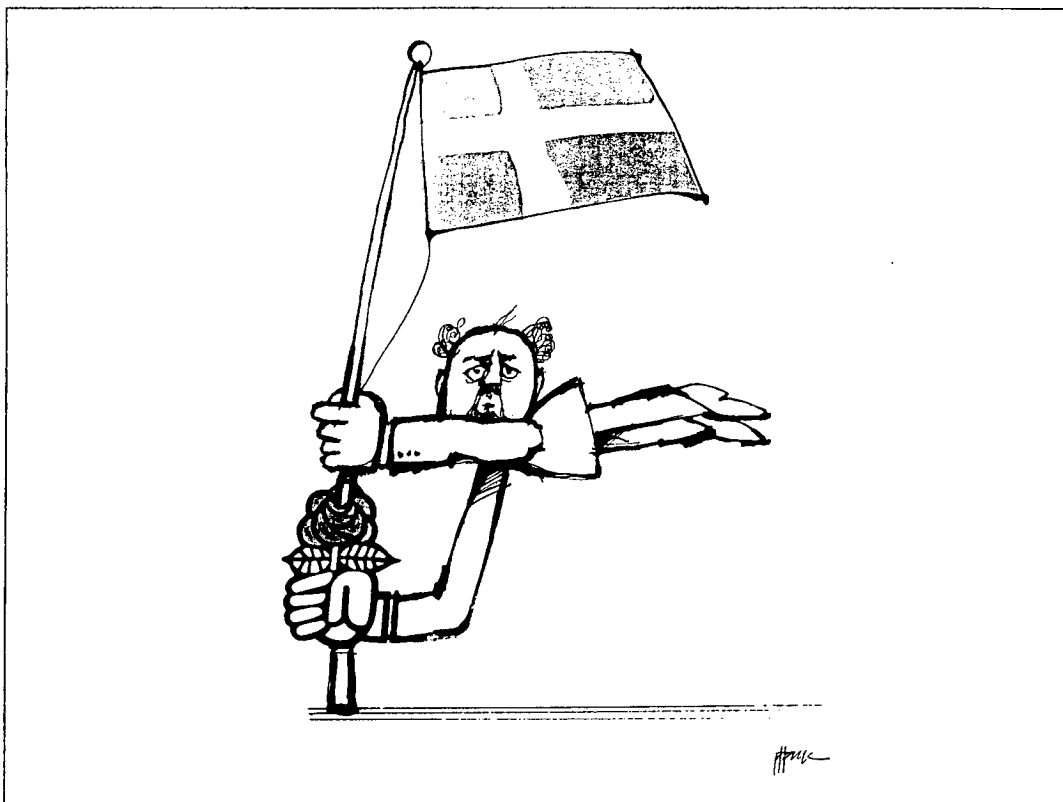
Remaniement

Le jour de colère de 1973 entraîna un remaniement complet de notre système de partis. Alors que les partis, auparavant, pouvaient être placés sur une ligne horizontale de la gauche à la droite, une nouvelle dimension verticale fut introduite avec les nouveaux partis qui n'étaient pas fortement ancrés dans des groupes déterminés de la population de la même manière que les anciens partis. Cet état de fait et l'existence de 10 ou 12 partis, qui, à l'encontre de ce qui se passait dans les an-



Cela grouille et grenouille : les mouvements au raz des pâquerettes connurent, au cours des années 70, une grande popularité. A l'opposé des partis politiques, ils se consacrent à une cause unique, telle la lutte anti-nucléaire ou anti-communautaire (photos). D'autres catégories de la population ont, également, manifesté leur colère par des actions isolées : photo : les agriculteurs mécontents devant le parlement.





Une tempête menaçant le chef de l'exécutif danois s'annonce à l'horizon des années 80 : les formations politiques s'accordent, dans leur grande majorité, sur la nécessité de freiner la croissance du niveau de vie des Danois.
- Dessin : Poul Holck.

nées 1930, ont de l'influence, ont rendu difficile le travail parlementaire. Il a été malaisé de trouver des combinaisons de majorité efficaces et permanentes, ce que montrent, par exemple, les difficiles situations de formation de gouvernements et les compromis avec des partenaires différents.

Après le référendum de 1972 sur le Marché commun, J. O. Krag se retira de son poste de premier ministre de son propre chef. Lui succéda Anker Jørgensen, président de la fédération des ouvriers – le syndicat le plus important du pays.

Celui-ci se retira après les élections de 1973 pour céder la place à un gouvernement libéral ayant à sa tête Poul Hartling (aujourd'hui Haut Commissaire aux Réfugiés pour les Nations Unies). Celui-ci ne s'appuyait que sur 22 mandats et il ne tint que jusqu'en 1975 qui marqua le retour d'Anker Jørgensen. Il a depuis manœuvré d'une question à l'autre avec des majorités différentes. En 1978-79, les libéraux furent admis dans le gouvernement dans l'espoir de créer ainsi des conditions de coopération plus stables. Mais le gouvernement était toujours un gouvernement de minorité et les syndicats étaient opposés à sa formation. Il éclata dès 1979 et, de 1979 à 1981, Anker Jørgensen se trouvait à la tête d'un gouvernement de minorité purement social-démocrate qui s'appuyait sur les petits partis (radicaux, parti populaire chrétien et centre-démocrates) et, en tout cas, en partie, avec la crainte des élections comme bouclier.

À l'automne 1981, cependant, l'action du gouvernement s'enlisait : les petits partis rejoignaient les libéraux, les conservateurs et le parti du progrès pour rejeter le programme économique de l'exécutif. Conséquence : dissolution du Parlement et élections législatives anticipées fixées au 8 décembre 1981. Les électeurs, ce jour-là, ont largement boudé la

social-démocratie pour reporter, dans les mêmes proportions, leurs voix sur le parti populaire socialiste. Dans les formations non socialistes, les libéraux et le parti du progrès ont perdu quelques sièges au profit des centre-démocrates et des conservateurs. Anker Jørgensen a écarté l'idée d'un gouvernement de rassemblement national englobant les partis libéral-conservateurs, et la tentative d'établissement d'un accord de coopération entre la social-démocratie, le parti populaire socialiste et les radicaux a buté sur le refus des radicaux. Comme le parti radical n'a pas voulu, d'autre part, apporter sa caution à une coalition libéral-conservatrice s'appuyant sur le parti du progrès, le premier ministre s'est vu, pour ainsi dire, dans l'obligation de reconduire, dans des conditions pour le moins ingrates, le fragile mandat de son cabinet minoritaire.

Un climat instable

Il existe de fortes tensions entre les différents partis, mais on peut constater aussi des divergences internes à l'intérieur même des partis, divergences qui, bien plus souvent qu'il y a dix ans, deviennent publiques, ce qui affaiblit les partis en rendant difficiles les compromis nécessaires.

Quoi qu'il en soit, la démocratie représentative danoise n'est pas encore sur le point de s'effondrer. Une tradition démocratique vieille de 134 ans, qui se fonde sur une évolution lente, ne s'écroule pas d'un jour à l'autre. Mais l'arrêt dans le développement du niveau de vie que souhaitent tous les partis, qu'ils appartiennent ou non au gouvernement, entraînera sans aucun doute un climat de politique intérieure instable dans les années à venir.

Tage Kaarsted

Tage Kaarsted est professeur d'histoire contemporaine à l'Université d'Odense.

Bibliographie

- T. K. Derry: *A History of Scandinavia* (1979).
J. J. Holst (ed.): *Five Roads to Nordic Security* (1975).
Frantz Wendt: *The Nordic Council and Cooperation in Scandinavia* (1959).
Stanley V. Anderson: *The Nordic Council* (1967).
Eric S. Einhorn: *National Security and Domestic Politics in Post-War Denmark* (1975).
W. Paterson & A. Thomas (eds.): *Social Democratic Parties in Western Europe* (1977).
A. Thomas: *Danish Social Democracy and the European Community* (Journal of Common Market Studies 1975).
A. Upton: *The Communist Parties of Scandinavia and Finland* (1973).
Le Danemark aujourd'hui. Le monde des Danois. Ministère des Affaires Étrangères de Danemark (1979).
Annuaire Scandinavian Political Studies (depuis 1966).
U. Bracher: *Geschichte Skandinaviens* (1968).
A. Imhof: *Grundzüge der nordischen Geschichte* (1970).
Troels Fink: *Geschichte des schleswigschen Grenzlandes* (1958).
Frantz Wendt: *Danmarks historie 1939-1978* (1978) (Histoire de Danemark 1939-1978 – disponible seulement en danois).



Documentation danoise/La politique danoise après 1945. Publiée par le Ministère des Affaires Étrangères, Asiatick Plads 2, DK-1448 Copenhague K, Danemark.
Rédaction : Preben Hansen, Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, et Flemming André Larsen.
Traduction : Monique Mortensen.
Mise en page : Grafisk Tegnesteue – Ole Jensen.
Papier : De forenede Papirfabrikker A/S.
Imprimeur : Schultz Bogtrykkeri, Copenhague.
Reproduction permise sans autorisation.
Copenhague 1982.

3/1982. ISSN 0107-6205

Documentation danoise

Les partis politiques au Danemark



Les législatives de décembre 1981 : le premier ministre, M. Anker Jorgensen (social-démocratie), M. Henning Christophersen (libéraux), M. Mogens Glistrup (parti du progrès) et M. Niels Helveg Petersen (radicaux) analysent les résultats du scrutin. Vingt-deux jours plus tard, M. Anker Jorgensen devait former son cinquième cabinet minoritaire.

Les observateurs étrangers sont souvent déroutés par les partis danois et par la manière dont ils fonctionnent. Certaines questions reviennent constamment, comme par exemple :

- pourquoi existe-t-il un si grand nombre de partis au Danemark ?
- que s'est-il vraiment passé lors des élections décisives de 1973 ?
- est-il vraiment possible de faire fonctionner un parlement avec dix partis ou même plus ?
- quelle est, en réalité, la stabilité du système des partis danois ?
- le système des partis danois actuel est-il

conciliable avec la continuation du maintien de la stabilité politique ?

Il est compréhensible et justifié que bien des personnes expriment leur étonnement devant l'évolution du système des partis danois au cours des dix dernières années. *Compréhensible*, car l'idée que l'on se faisait de la politique danoise au-delà des frontières du pays a toujours été caractérisée par une image de stabilité, d'homogénéité, de consensus et d'évolution sans à-coups tendant à la réalisation des principes d'un Etat-providence. Cette image s'est trouvée changée ces dernières années en raison de certains événements et développe-

ments tout à fait inattendus dans la politique danoise. Le Danemark, en 1973, a été confronté à un « bouleversement électoral » qui, pour un temps, peut-être même pour toujours, a transformé le paysage politique. Ces questions sont aussi *justifiées*, car tout ce que l'on connaît sur les partis politiques et sur leur fonctionnement dans les démocraties occidentales montre que la politique danoise doit être caractérisée par le déséquilibre, les troubles et l'instabilité – bien que ces caractéristiques ne soient pas celles qui frappent de prime abord.

Nous allons ici tracer les grandes lignes d'une réponse à ces questions d'actualité. Dès

Tableau 1

Partis sur lesquels se porte le choix de certains groupes de population en 1957

| | Social-démocratie | Parti conservateur | Parti libéral | Autres, Parti radical compris | Total |
|--------------------|-------------------|--------------------|---------------|-------------------------------|-------|
| Ouvriers | 80% | 4% | 5% | 11% | 100% |
| Commerçants | 35% | 36% | 22% | 7% | 100% |
| Employés | 40% | 33% | 12% | 15% | 100% |
| Agriculteurs | 6% | 4% | 78% | 12% | 100% |

le début, il faut bien poser en fait qu'il ne peut pas être donné de réponse catégorique. D'une part, nos connaissances sur la politique danoise ne sont pas assez étendues et, en particulier, il s'en faut de beaucoup pour que nous comprenions l'évolution dans le système des partis au cours des dix dernières années. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que toute réponse repose jusqu'à un certain point sur des évaluations, et la solidarité des valeurs n'est plus répandue dans la population danoise au point qu'on puisse s'attendre à des évaluations uniformes sur l'évolution des partis, leurs causes et leurs conséquences.

Le système des partis danois « classique »

Toute explication des partis danois et de leurs relations réciproques doit avoir pour point de départ la notion des quatre « anciens » partis. Ces partis, la Social-démocratie (*Socialdemokratiet*), le Parti radical (*Det radikale Venstre*), le Parti conservateur (*Det konservative Folkeparti*) et le Parti libéral (*Venstre*), ont dominé la politique danoise durant tout le 20^{ème} siècle, et leur position est, même après les élections de 1973, si forte qu'ils doivent être mentionnés en premier.

En tant que partis, leurs racines plongent dans le 19^{ème} siècle. C'est ainsi que le Parti conservateur est, à l'origine, issu des anciens groupements politiques bourgeois du milieu du siècle dernier et c'est au cours de la première guerre mondiale que ce parti prit sa forme actuelle lorsque l'ancien parti de droite (*Højre*) changea de nom et modernisa son programme et son organisation. De même, le Parti libéral et le Parti radical sont issus des groupements politiques libéraux et agraires qui, dans la dernière partie du 19^{ème} siècle, sont apparus en tant qu'opposition au parti de droite. Tandis que l'histoire des ces partis se caractérise par de nombreux changements et un manque de continuité, le plus important parti danois, la Social-démocratie, a eu, dans l'ensemble, une histoire continue et ininterrompue depuis les années 1880.

Ensemble ces partis couvraient dans les périodes de l'entre-deux-guerres et de l'après-guerre – jusqu'en 1973 – de 90 à 95% de la masse électorale et ils ne laissaient ainsi à d'autres partis que des marges de manoeuvre extrêmement limitées. Bien qu'il existât des chevauchements entre les quatre partis en ce qui concerne le corps électoral et les points de vue idéologiques et les programmes, il y avait toutefois une répartition de base selon les activités professionnelles qui les caractérisèrent jusqu'à la fin des années 1960. La Social-démocratie était le parti des ouvriers et des salariés avec des liens traditionnellement étroits avec le mouvement syndical. Son programme n'était pas dogmatiquement socialiste, mais,

bien plutôt, un programme réformateur-pragmatique dont le but principal était la création d'une plus grande égalité politique et sociale et la réalisation d'un Etat-providence de caractère social. En ce qui concerne ces objectifs, le Parti conservateur était souvent considéré comme l'adversaire principal, d'une part parce que ce parti était identifié avec les industriels et les commerçants des villes et leurs opinions politiques, mais aussi parce que ce parti, dans les années d'après-guerre, se dirigeait de plus en plus vers les groupes d'employés en plein accroissement auxquels la Social-démocratie faisait elle aussi des avances. Le Parti libéral était par excellence le parti de la population établie à la campagne, avec des opinions de base plongeant leurs racines dans le libéralisme. Toutefois, ce tableau simplifié était modifié par le fait que le petit Parti radical trouvait aussi un appui dans les campagnes, en particulier parmi les petits exploitants, et aussi par le fait que ces deux partis, mais surtout le Parti radical, trouvaient appui dans certains milieux de la population urbaine.

On peut résumer la position de ces partis dans le tableau 1 qui montre la répartition approximative des électeurs dans les partis à la fin des années 1950.

Cette image claire d'un système de partis déterminé par des facteurs sociaux se retrouve aussi dans le parlement danois, *Folketinget*, dans les formations de gouvernements et dans différentes structures de collaboration entre les partis. On représente aussi souvent et à juste titre le système des partis danois actuel à l'aide des termes, « gauche-droite », utilisés aussi dans la politique quotidienne et que nous montrons dans la figure 1.

Ce schéma indique quelques caractéristiques centrales de la politique des partis danois. Les partis qui se considèrent comme relativement proches l'un de l'autre sur cette ligne étaient plus enclins à collaborer et à former ensemble un gouvernement. Il était impensable qu'un gouvernement puisse se

former comprenant des partis situés des deux côtés du centre sans que le Parti radical aux tendances centristes les plus manifestes n'en fasse partie. Aucun parti n'ayant à aucun moment eu la majorité, les formations de gouvernements et le travail journalier de législation ont toujours impliqué une collaboration entre deux ou le plus souvent plusieurs de ces partis, et cette collaboration a toujours respecté, au cours des deux premiers tiers du siècle, l'ordre indiqué sur la figure 1. Trois particularités essentielles sont aussi indiquées de cette manière. A savoir:

- que la Social-démocratie était l'un des pôles et l'une des possibilités de formation gouvernementale dans le système des partis;
- que les partis de droite dits bourgeois étaient l'autre pôle important de la politique danoise, caractérisée de plus en plus par une étroite collaboration politique;
- et que le Parti radical dans une telle situation d'opposition devait souvent être un facteur prépondérant de la politique danoise.

Dans la Documentation danoise « La politique danoise après 1945 » est reproduite une liste des gouvernements danois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ainsi qu'un tableau donnant le pourcentage de voix obtenu par les partis aux élections législatives pendant la même période. On peut y suivre les combinaisons des formations de gouvernements rendues possibles par les pourcentages de voix obtenus par les partis et par les « règles » du jeu parlementaire dont les grandes lignes ont été tracées ici.

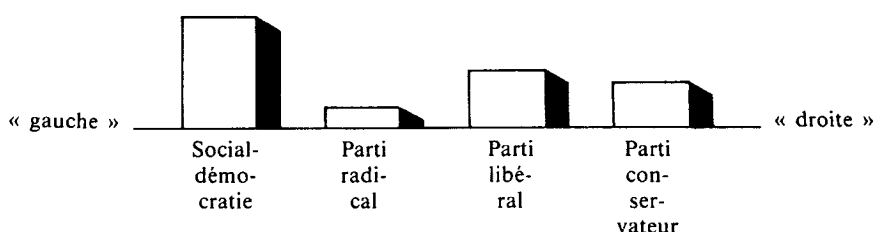
Le lecteur attentif remarquera que, aussi avant 1973, il existait d'autres partis que les quatre « anciens ». C'est ainsi que la Social-démocratie pouvait sentir sur son « flanc gauche » la rivalité provenant de différents petits partis socialistes, et, de la même manière, il avait existé, à certaines périodes, une véritable opposition « à droite » des grands partis bourgeois. Entièrement à part, pendant une grande partie de cette période, se tenait un petit Parti géorgiste, *Danmarks Retsforb*, dont le point culminant de la carrière politique fut sa participation au gouvernement 1957–1960, après quoi ce parti, pendant une longue période, dut voter en dehors du parlement. Mais, dans l'ensemble, ces partis n'avaient que peu d'influence sur la politique danoise et ce n'étaient pas eux qui en portaient la responsabilité.

Les élections d'effondrement de 1973

Après quelques années de troubles sociaux et politiques grandissants pendant lesquelles les

Figure 1

Représentation des relations entre les quatre anciens partis dans les années 1950 et 1960



relations entre les partis se caractérisaient par des réévaluations et des tentatives d'alliances nouvelles, eut lieu, en 1973, avec les élections dites d'effondrement, un remaniement fondamental du système des partis danois, ainsi qu'il apparaît sur le *tableau 2*.

Ce remaniement est certainement le plus important de l'après-guerre en Europe. En substance, un bon tiers de l'ensemble des sièges du parlement furent conquis par cinq nouveaux partis et tous les partis représentés jusqu'alors essayèrent de grosses pertes.

Un coup d'oeil sur le tableau de la répartition des voix et des sièges lors des élections ultérieures dans la Documentation danoise « La politique danoise après 1945 » montre que le système des partis qui s'est établi en 1973 subsiste toujours avec de légères modifications et transformations. C'est pourquoi une bonne compréhension de la politique des partis danois en l'année 1982 présuppose une réponse aux questions suivantes: Quelles furent les causes de ce brutal remaniement? Comment l'image des partis créée en 1973 peut-elle subsister? Et enfin, quelles conséquences le nouveau système des partis a-t-il pour la politique danoise?

Pourquoi un remaniement du système des partis?

De nombreuses tentatives ont été faites pour expliquer ce qui s'était passé, et il est pourtant douteux qu'on puisse un jour arriver à une totale compréhension. Des facteurs trop nombreux et trop complexes sont impliqués.

Toutefois, un point très important a été souligné par un politicien danois qui, peu de temps après les élections de 1973, a déclaré ce qui suit sur les quatre « anciens » partis et leur politique:

« ... Les partis dits anciens se sont rendus compte trop tard que l'assise sur laquelle ils s'appuyaient dans certains groupes professionnels et par conséquent dans certains groupes de revenus s'était effritée en raison de l'évolution technique de la société. Les anciens partis en sont arrivés, en un certain sens, à flotter dans l'espace, représentant quelque chose qui n'existe plus, à savoir une structure de professions et d'intérêts qui a disparu dans la période qui a suivi immédiatement la seconde guerre mondiale. »

Au cours des décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale avait eu lieu un profond changement dans les structures sociales et économiques au Danemark: exode rural; croissance explosive des branches de services, et spécialement des services publics; un déplacement géographique des habitants des campagnes vers les grandes villes et leurs banlieues; et surtout une tendance à ce qu'un nombre de Danois de plus en plus grand en venaient à appartenir à la classe vaguement dite moyenne, et à ce qu'un nombre de plus en plus élevé recevaient une part de plus en plus grande de leurs revenus de l'Etat. Au coeur de cette grande vague de changements, sans parallèle dans l'histoire danoise, les anciens partis conservaient – ou, du moins, s'efforçaient de conserver – leur position de défenseurs des intérêts de classes ou de groupes bien précis. Leurs tactiques politiques et leurs symboles ne se transformaient pas au fur et à mesure que s'opéraient les changements de structures dans la société. Il faut trouver ici une partie de ce qui explique que, à un moment donné – en 1973 – une adaptation devait se produire.

Toutefois, bien d'autres circonstances se

sont fait sentir. C'est ainsi que l'attention a été attirée sur certains facteurs qui ont joué à court terme: une augmentation subite et très brutale de la pression fiscale relative qui se réalise notamment sous un gouvernement de droite à la fin des années 1960; et une large expansion et une libéralisation culturelles qui, de la même manière, eurent lieu sous ce gouvernement de droite. Un ministre de ce gouvernement dit VKR (V = *Venstre* (libéraux), K = *Konservative* (conservateurs) et R = *Radikale* (radicaux)) qui fut au pouvoir de 1968 à 1971 a dit des résultats obtenus que c'était certainement sa « plus grande erreur que de vouloir concurrencer les précédents gouvernements sur le plan de la réalisation de réformes en nombre aussi grand que possible et aussi importantes que possible ». Ou bien dit d'une autre manière: on n'attend guère d'un gouvernement de droite qu'il exerce d'import-

système des partis n'est, bien entendu, pas simplement deux fois plus « important » – il est aussi, dans une certaine mesure, qualitativement différent de l'ancien. Ces différences peuvent être décrites de plusieurs manières – ici, nous nous contenterons d'une esquisse des caractéristiques du nouveau système des partis sur le plan des électeurs et au niveau du parlement et du gouvernement.

Les électeurs et les partis

Dans le nouveau système des partis, on peut constater de bien plus importants écarts lors des élections. Non seulement les écarts nets dans les voix obtenues par les partis ont fortement augmenté au cours des années 1970, mais encore un nombre bien plus élevé d'électeurs changent de parti au moment des élections – et même aussi dans les intervalles des élections législatives. La politique danoise en

Tableau 2

Répartition des mandats avant et après les élections de 1973

| | Avant | Après | % des pertes | |
|----------------------------------|-------|-------|--------------|-------|
| Social-démocratie | 70 | 46 | 34% | } 34% |
| Parti radical | 27 | 20 | 26% | |
| Parti libéral | 30 | 22 | 27% | |
| Parti conservateur | 31 | 16 | 48% | |
| Parti populaire socialiste | 17 | 11 | 35% | } 34% |
| Parti communiste danois | | 6 | | |
| Parti géorgiste | | 5 | | |
| Démocrates du Centre | | 14 | | |
| Parti populaire chrétien | | 7 | | |
| Parti du Progrès | | 28 | | |
| Total des mandats | 175 | 175 | | |

tantes activités de réforme, qu'il augmente les impôts, etc., et si ceci a lieu, il en résulte un bouleversement de l'image traditionnelle. Ce qui ressortit de la politique danoise en 1973, c'était bien aussi, au plus haut point, des déceptions, des frustrations et des réactions de protestation. A ce sujet, il ne faut pas non plus oublier que le référendum de 1972 sur l'entrée dans le Marché commun laissa des traces dans le système des partis avec les conflits qui se firent jour à l'intérieur de certains partis, en particulier la Social-démocratie et le Parti radical. Enfin, et ce n'est pas le moins important, il faut considérer le remaniement de 1973 comme provoqué par quelques personnalités politiques qui créèrent une situation dramatique, puis canalisèrent et rassemblèrent les désirs de protestation et de contestation qui existaient dans la population.

Le nouveau système des partis

Le système des partis créé en 1973 est – huit ans plus tard et après cinq autres élections – intact dans son ensemble. Les prévisions disant que les quatre anciens partis auraient bientôt reconquis les positions perdues ne se sont pas révélées exactes. Le *tableau 3* montre la répartition des voix et des mandats après les plus récentes élections législatives en décembre 1981.

En gros, on constate un doublement du nombre de partis qui participent aux élections, et un doublement du nombre de partis représentés au parlement. Mais le nouveau

est arrivée à être caractérisée, sur le plan des électeurs, par une grande mobilité – non seulement par rapport aux conditions antérieures, mais aussi par rapport aux autres pays européens.

L'adhésion des électeurs aux anciens partis n'a pas changé fondamentalement. Les voix proviennent, bien que d'une façon moins marquante, des mêmes groupes d'électeurs qu'auparavant. Mais il est caractéristique que la tendance à un vote d'après des directives de classe sociale est en baisse, et que les attaches affectives des électeurs aux partis sont devenues moins fortes. Le Parti populaire socialiste (*Socialistisk Folkeparti*) semble avoir, à l'heure actuelle, pris une place centrale dans l'aile gauche en tant que concurrent de la Social-démocratie.

Les nouveaux partis forment un groupe disparate. Le Parti géorgiste (*Danmarks Retsforbund*) et le Parti communiste danois (*Danmarks kommunistiske Parti*) ne sont pas à proprement parler de nouveaux partis, mais ils ont connu un renouveau dans les années 1970. Dans les deux cas, il s'est avéré impossible pour eux de retenir les électeurs. A ce point de vue, un autre petit parti socialiste, les Socialistes de Gauche (*Venstresocialisterne*) s'est montré plus résistant.

Une certaine tendance au recul, bien que moins marquée, peut se noter en ce qui concerne le Parti populaire chrétien (*Kristeligt Folkeparti*) et le Parti du Progrès (*Fremskridtspartiet*). Le premier de ceux-ci, un parti cen-

Tableau 3
Résultats des élections législatives 1981

| | % | Mandats |
|---|-------|---------|
| Social-démocratie | 32,9 | 59 |
| Parti radical | 5,1 | 9 |
| Parti conservateur | 14,5 | 26 |
| Parti géorgiste | 1,4 | 0 |
| Parti populaire socialiste | 11,3 | 21 |
| Parti socialiste des Travailleurs | 0,1 | 0 |
| Parti communiste danois | 1,1 | 0 |
| Démocrates du Centre | 8,3 | 15 |
| Parti populaire chrétien | 2,3 | 4 |
| Parti communiste des Travailleurs | 0,1 | 0 |
| Parti libéral | 11,3 | 20 |
| Socialistes de gauche | 2,7 | 5 |
| Parti du Progrès | 8,9 | 16 |
| | 100,0 | 175 |

triste avec certains points de programme de tendance chrétienne comme la lutte contre la pornographie et l'avortement libre, a fonctionné en tant que parti d'appui pour différents gouvernements, et c'est peut-être ceci qui peut rendre compte du fait que, lors des élections de décembre 1981, ce parti était très proche du seuil de 2% des votants exigé pour être représenté au parlement. L'autre parti, le Parti du Progrès, a aussi connu un recul – de 16% des électeurs en 1973 à 9% en 1981 – mais ce mouvement n'est pas dû à un travail de collaboration harassant avec le gouvernement, bien au contraire. Dans l'ensemble, ce parti a maintenu son rôle initial de parti de l'opposition par excellence, et sa clientèle électorale est assez stable et composée d'électeurs mécontents à propos de questions essentielles de la politique danoise antérieure. Par ailleurs, tant dans un contexte danois qu'international, il est tout à fait remarquable que l'ensemble des électeurs de ce parti est très près de refléter la population danoise dans son ensemble. C'est ainsi que ce parti recueille un grand nombre de voix de la population ouvrière. La baisse des adhésions est due, d'une part à ce que le caractère négatif du rôle d'opposant rend difficile au parti de montrer des résultats, d'autre part que le leader du parti, *Mogens Glistrup*, avocat et expert fiscal, a été pendant plusieurs années l'objet de poursuites judiciaires devant les tribunaux de première instance et la cour d'appel pour fraude fiscale et qu'il a été condamné à une lourde peine d'emprisonnement à l'automne 1981, une situation créant l'incertitude en ce qui concerne l'avenir du parti. (*Mogens Glistrup* a fait appel devant la cour suprême et l'affaire n'est ainsi pas terminée).

A différents points de vue, le parti des Démocrates du Centre (*Centrum-Demokraterne*) est celui des nouveaux partis qui offre le plus d'intérêt. Il gagne et perd la faveur des électeurs ainsi qu'on peut le constater dans la Documentation danoise « La politique danoise après 1945 ». Sa clientèle électorale change sans cesse et beaucoup plus rapidement que celle des autres partis. Son leader est, plus que quiconque dans la politique danoise, un talent oratoire qui s'approche du type du politicien charismatique. Ce parti n'a pas d'idéologie, à peine un programme. Le leader de ce parti a déclaré à plusieurs reprises que le parti ne promet rien aux électeurs, mais que, par contre, il tient totalement ses promesses. Ainsi que c'est le cas avec le Parti du Progrès, les Démocrates du Centre attirent

des électeurs issus de catégories sociales nombreuses et différentes. On peut, en toute assurance, affirmer que ni le Parti du Progrès ni les Démocrates du Centre n'ont d'équivalents parmi les partis des pays européens.

La grande mobilité du corps électoral a eu pour résultat, dans les années 1970, des changements importants dans les rapports de forces qui existent entre les partis. La représentation proportionnelle danoise qui assure un reflet presque parfait des résultats électoraux dans la salle du parlement capte tout changement. Un parti n'ayant besoin que de 2% des voix pour être représenté, il est relativement facile de faire prévaloir de nouveaux points de vue. Par ailleurs, ce seuil a pour conséquence que plusieurs des petits partis doivent vivre dans la crainte de perdre leur représentation, et l'aperçu de la Documentation danoise « La politique danoise après 1945 » montre aussi comment les partis surgissent et disparaissent.

Stabilité du système des partis

En dépit de l'intensification de la mobilité, le trait le plus frappant du système des partis danois est sa continuité. La Social-démocratie est toujours le parti de loin le plus important. Les relations entre les quatre anciens partis sont, dans l'ensemble, les mêmes qu'auparavant. Ce qui s'est passé de nouveau c'est, d'abord, que, sur les deux ailes de la politique danoise, ont surgi des partis qui ont maintenant pour rôle de fonctionner en tant qu'opposition permanente. Nous pouvons, à propos du Parti du Progrès, des Socialistes de Gauche et aussi du Parti populaire socialiste parler de *partis situés à la périphérie*. Par ailleurs, il s'est produite une cristallisation du centre du point de vue des partis et l'on y trouve le Parti radical, mais aussi les Démocrates du Centre et le Parti populaire chrétien. Ce sont ces partis, assez peu importants, qui, en gros, décident lequel des deux blocs « aptes au gouvernement » sera au pouvoir. Les relations numériques entre les blocs sont étonnamment stables; aucun parti ou groupement de partis travaillant ensemble ou proches les uns des autres ne peut espérer obtenir la majorité. C'est pourquoi la politique danoise, maintenant comme autrefois, se caractérise par le fait que des gouvernements issus d'une minorité du parlement avancent en manœuvrant d'une question à l'autre, ou bien obtiennent la majorité à l'aide d'accords ou de larges compromis. Une telle situation aboutit presque nécessairement à de fréquentes crises parle-

mentaires et à des élections. Mais les fréquentes élections législatives – six en dix ans – sont aussi le signe le plus frappant de l'instabilité politique au Danemark. L'expérience de la politique des dix dernières années semble montrer que la présence d'un grand nombre de partis et des élections fréquentes peuvent bien se concilier avec la stabilité et, en bien comme en mal, avec une évolution politique continue.

Mogens N. Pedersen

Mogens N. Pedersen est professeur de sciences politiques à l'Université d'Odense.

Bibliographie

Titres d'expression danoise

Pour l'organisation traditionnelle des partis politiques : Poul Meyer : *Politiske partier* (Nyt Nordisk Forlag, Copenhague 1965); Erik Rasmussen : *Komparativ politik*, I-II (Gyldendal, Copenhague 1971-72); thèses rédigées par Torben Worre : *Økonomi og politik*, vol. 52, 1978, pp. 18-47, et Mogens N. Pedersen : *Historie. Jyske Samlinger*, Ny Rk. VII, 3, 1967, pp. 404-435.

Pour l'analyse des changements intervenus, durant les années 1970, dans l'organisation des partis politiques : Ole Borre, parmi d'autres : *Vælgere i 70'erne* (Akademisk Forlag, Copenhague 1976) et Mogens N. Pedersen : *Dansk politik i 1970'erne* (Samfundsvideenskabeligt Forlag, Copenhague 1979).

Ouvrages en langues autres que le danois

Pour l'histoire des partis politiques : Frank Wende : *Lexikon zur Geschichte der Parteien in Europa*, pp. 45-66 (Alfred Kröner Verlag, Stuttgart 1981). John Fitzmaurice : *Politics in Denmark* (C. Hurst and Co., London 1981), excellente initiation à la vie politique du Danemark, dont un chapitre consacré à l'organisation des partis.

Description générale : Folmer Wisti, parmi d'autres : *Nordic Democracy – Ideas, Issues and Institutions in Politics, Economy, Education, Social and Cultural Affairs of Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden*, voir notamment pp. 80-125 : l'organisation des partis politiques des pays nordiques (Det danske Selskab, Copenhague 1981).

Pour des études plus approfondies, consulter la bibliographie mise à jour du périodique *Scandinavian Political Studies*, Vol. 4 (New Series), Supplement, 1981.



Documentation danoise/Les partis politiques au Danemark. Publiée par le Ministère des Affaires Étrangères, Asiatick Plads 2, DK-1448 Copenhague K, Danemark.
Rédaction : Preben Hansen, Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, et Flemming André Larsen.
Traduction : Monique Mortensen.
Mise en page : Grafisk Tegnestue – Ole Jensen.
Papier : De forenede Papirfabrikker A/S.
Imprimeur : Schultz Bogtrykkeri, Copenhague.
Reproduction permise sans autorisation.
Copenhague 1982.

4/1982. ISSN 0107-6205

Documentation danoise

L'Économie danoise après 1945



L'après-guerre : l'appareil de production quasiment intact et l'état nutritif de la population relativement bon, voilà la situation du Danemark dans les années qui suivirent la seconde guerre mondiale. Ce dernier fait valut notamment aux sportifs danois participant aux Jeux Olympiques de Londres en 1948 une belle récolte de médailles. Victorieuse devant l'Égypte, l'Italie (photo) et l'Angleterre, l'équipe nationale de football décrocha les médailles de bronze.

L'occupation allemande du Danemark prit fin le 5 mai 1945. Après l'euphorie de la libération, il fallut bien reconnaître que, tout comme dans d'autres pays d'Europe occidentale, l'appareil de production sur lequel devait se fonder la reconstruction économique était usé. Le Danemark importe presque toutes ses matières premières, il y avait donc naturellement pénurie de produits de base et d'un grand nombre de biens de consommation. Mais le Danemark avait été préservé de faits de guerre proprement dits, de sorte que l'appareil de production danois en ce qui concernait les bâtiments, les machines et autres, était, dans l'ensemble, intact. Par ailleurs, la situation de la population en ce qui concernait le ravitaillement était meilleure que dans la plupart des autres pays. Le nombre de médailles récoltées par le Danemark lors des Jeux Olympiques de Londres en 1948 reflétait en particulier cette situation.

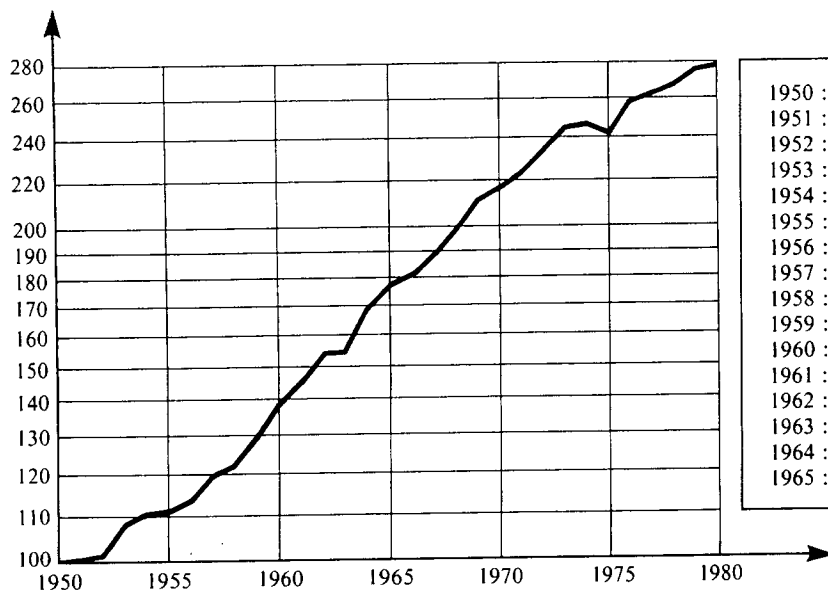
La division d'une époque en intervalles de temps plus courts sera toujours quelque peu arbitraire, et si l'on demande quand l'économie danoise se trouva à nouveau à peu près normalisée après la Seconde Guerre mondiale, il est malaisé de donner une réponse catégorique. Mais la réponse la plus naturelle est de donner l'année 1949. Au cours de cette année se produisirent, en outre, d'importants événements internationaux dans le domaine économique qui devaient exercer une influence décisive sur l'économie danoise.

À l'automne 1949, la livre sterling fut fortement dévaluée par rapport au dollar américain. La couronne danoise suivit totalement la livre, ce qui fait que le cours de la livre sterling pour la couronne danoise fut de 19,34 – un cours qui se maintint jusqu'en 1967. Ce faisant, la compétitivité du commerce et de l'industrie danois se trouva améliorée sur les marchés avec règlements en dollars, ce dont

le besoin se faisait vivement ressentir, les réserves de devises danoises étant au plus haut point caractérisées par un manque de dollars. Il était, en même temps, naturel pour la couronne de suivre la livre. La Grande-Bretagne était notre plus important marché d'exportation et un tiers de nos importations en provenaient. Pendant les années 1950 et la première moitié des années 1960, le Danemark pouvait, à juste titre, être considéré comme faisant partie de la zone sterling.

Un autre facteur décisif en ce qui concerne les possibilités de stimuler l'économie danoise fut l'aide apportée par les États-Unis grâce au Plan Marshall. Comme dit, les réserves danoises en dollars étaient si minimes qu'elles étaient pratiquement inexistantes. C'est pourquoi le Plan Marshall signifiait un important allègement à nos problèmes de devises. En 1950 et 1951, le Danemark reçut en tout un montant en dollars correspondant à environ

Tableau 1
Indices du produit national, à couronnes constantes, 1950 = indice 100



1 milliard de couronnes, c'est-à-dire à 5 % du produit national pour une année.

La Guerre de Corée et la libéralisation des importations

Toutefois, l'impulsion donnée par la dévaluation et le Plan Marshall fut entravée par les augmentations de prix des matières premières importées qui suivirent dans le sillage de la Guerre de Corée. De 1949 à 1951, les conditions d'échanges danoises dans le commerce extérieur se dégradèrent de 20 %, ce qui, bien entendu, entraîna une aggravation des problèmes relatifs aux réserves limitées en devises du Danemark.

Ces problèmes étaient encore aggravés par le fait que le Danemark, pendant les années de guerre et de l'après-guerre, n'avait pas été en mesure de verser les intérêts et les amortissements d'un certain nombre d'emprunts à l'étranger, en particulier des emprunts de dollars. Il existait un large consensus politique pour que ces arriérés fussent liquidés, et il était, par conséquent, nécessaire d'avoir un excédent dans la balance des paiements. Cette priorité en ce qui concerne la balance des paiements fut en fait maintenue dans la pratique et aux alentours de 1960, la dette nette du Danemark à l'étranger était éteinte.

Le prix de cette politique fut un niveau d'ambitions moins élevé en ce qui concerne le plein-emploi. Pendant la plus grande partie des années 1950, on comptait 60 à 80 000 chômeurs sur une main-d'œuvre totale de près de 2 millions de personnes. Parmi les assurés contre le chômage, le pourcentage des personnes sans travail était de 8 à 10 %. Bien entendu, on se rendait parfaitement compte qu'il serait possible de diminuer le chômage par une politique économique moins rigoureuse, y compris une construction de logements plus importante que les 20 000 logements annuels dont la construction était autorisée. Mais ceci entraînerait, en même temps, une augmentation des importations, ce qui était inacceptable en ce qui concerne la balance des paiements.

A ce propos, il est significatif qu'un gouvernement social-démocrate préféra, en 1950, se retirer, lorsqu'il ne put obtenir l'assentiment

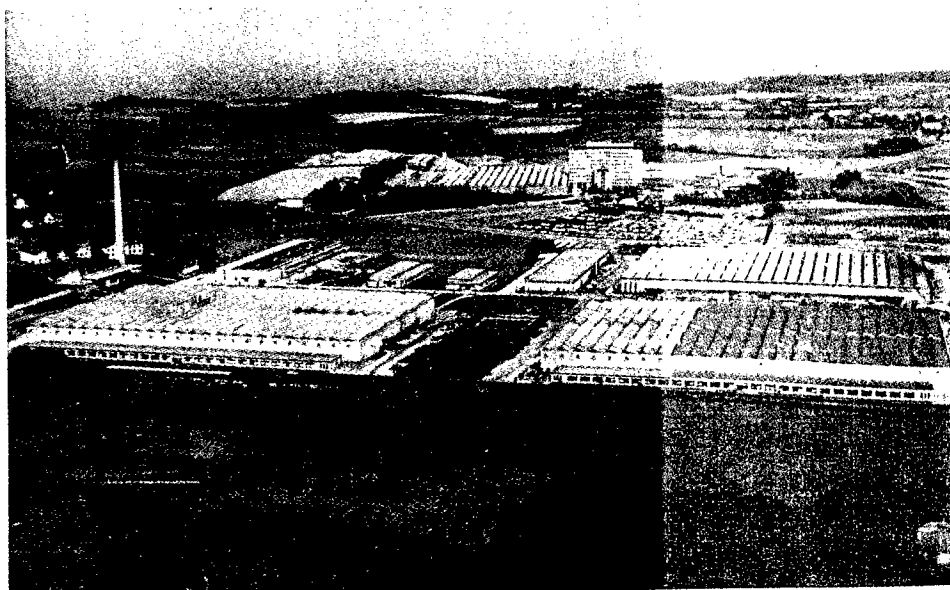
du parlement pour maintenir le rationnement du beurre. En effet, le beurre était l'un des plus importants articles d'exportation danois, et le gouvernement donnait ainsi la priorité, sur ce point, à la balance des paiements – au détriment de la consommation en beurre des Danois. Toutefois, deux années plus tard, les derniers rationnements étaient supprimés.

A première vue, on peut s'étonner qu'on n'ait pas cherché à parer les nécessités de la balance des paiements par un resserrement de la réglementation des importations. L'explication en est toutefois simple. En liaison avec l'aide du Plan Marshall, le Danemark était devenu membre de l'O.C.E.E. – par la suite O.C.D.E. En tant que membre de cette organisation, le Danemark, ainsi que les autres pays-membres, s'était engagé à libéraliser petit à petit ses importations – exception faite des produits agricoles, mais dans ce domaine les importations danoises étaient peu importantes. Nous fûmes ainsi contraints, pendant les années 1950, d'accepter de plus en plus la concurrence des produits industriels étran-

gers sur le marché danois.

L'importance de cette libéralisation imposée des importations est difficile à surestimer. Au début des années 1950, la majeure partie des exportations consistait encore en produits agricoles. Pendant tout le 20^{ème} siècle, les exportations agricoles avaient été prédominantes, et les idées d'une politique libérale de l'industrie et du commerce avaient surtout rencontré leurs défenseurs dans les milieux agricoles. On considérait alors aussi, pendant la plus grande partie des années 1950, comme une chose naturelle de voir les prix des produits agricoles danois sur le marché intérieur déterminés par les prix à l'exportation – en particulier des exportations vers la Grande-Bretagne.

L'attitude de l'industrie était plus protectionniste. L'« essor » de l'industrie danoise s'est produit relativement tard – au cours de la seconde moitié du 19^{ème} siècle. Au début, il s'agissait surtout d'une production destinée au marché intérieur, avec des exportations concentrées sur un assortiment de prod



Le boom : de 1958 à 1962, le P.I.B. danois progressa de pas moins de 26%. La situation de l'entreprise industrielle Danfoss (photo), implantée en Als, traduit ce développement : forte, en 1957, de deux mille sept cents employés, elle en compte, en 1962, cinq mille pour atteindre, aujourd'hui, un effectif de sept mille six cents.



Pays agricole et industriel : l'image de marque agricole du Danemark (photo) connaît un rayonnement mondial. Depuis la seconde guerre, le Danemark mise aussi fortement sur ses exportations industrielles.

relativement limité. A la fin des années 1920, les exportations industrielles ne comptaient que pour 20 % du total des exportations. Durant la crise économique des années 1930, l'industrie, tout comme dans d'autres pays, fut protégée par des restrictions d'importations, ce qui permit l'expansion de la jeune industrie danoise. Mais pourrait-elle faire face dans la situation commerciale plus libre de l'après-guerre? Pour sa part, l'industrie était sceptique et, par conséquent, peu encline à s'accommoder de la libéralisation des importations au cours des années 1950. Mais il n'y avait pas d'autre issue, voir à ce sujet les obligations vis-à-vis de l'O.C.E.E.

En réalité, les résultats obtenus par l'industrie pendant les années 1950 dépassèrent les espérances. En dépit de la concurrence étrangère grandissante, non seulement la production et l'emploi dans l'industrie augmentèrent, mais bien aussi sa part dans le total des exportations, de sorte qu'à la fin des années 1950 celles-ci approchaient en valeur les exportations agricoles.

Le grand bond en avant - 1958-1962

Comme mentionné plus haut, la majeure partie des années 1950 fut marquée par une croissance relativement faible et un chômage important, étant donné que l'on maintenait comme objectif primordial un excédent de la balance des paiements, même pendant la période après la crise de Suez en 1956 alors que les prix des matières premières augmentaient à nouveau et que la situation des échanges sur le marché extérieur se détériorait. Mais, en même temps, commençait à se produire - bien qu'il ne s'agit pas à proprement parler d'une politique concertée - un changement dans la structure de l'industrie et du commerce danois avec l'accent mis plus sur l'industrie et moins sur l'agriculture.

Cette évolution s'accéléra pendant la période 1958-1962. Au cours de ces quatre années, le produit national s'accrut d'un montant de 26 % en tout, un accroissement jamais vu alors ni depuis. Il se produisit même en dépit du fait qu'au cours de ces années il devint évident que le Danemark ne serait pas

membre du Marché commun - en tout cas pas pour l'instant.

Ce fort accroissement était en partie dû à l'amélioration de la situation des échanges sur le marché extérieur, mais surtout au fait que l'industrie danoise se révélait compétitive après la mise en place de la libéralisation et l'introduction de la convertibilité des devises en 1958. A ce propos, il fut aussi très important qu'à la fin des années 1950 et pour la première fois fut adoptée une politique de l'industrie et du commerce ayant pour objectif l'amélioration de la situation industrielle au moyen de règlements sur les amortissements et autres qui avaient pour effet d'encourager les investissements.

L'un des résultats de ce fort accroissement fut la chute du chômage qui tomba de 75 000 chômeurs en 1957 à seulement 25 000 en 1962. Pour la première fois depuis de nombreuses décennies, le Danemark avait ainsi obtenu le plein-emploi.

Les principales branches professionnelles dans les années 1960

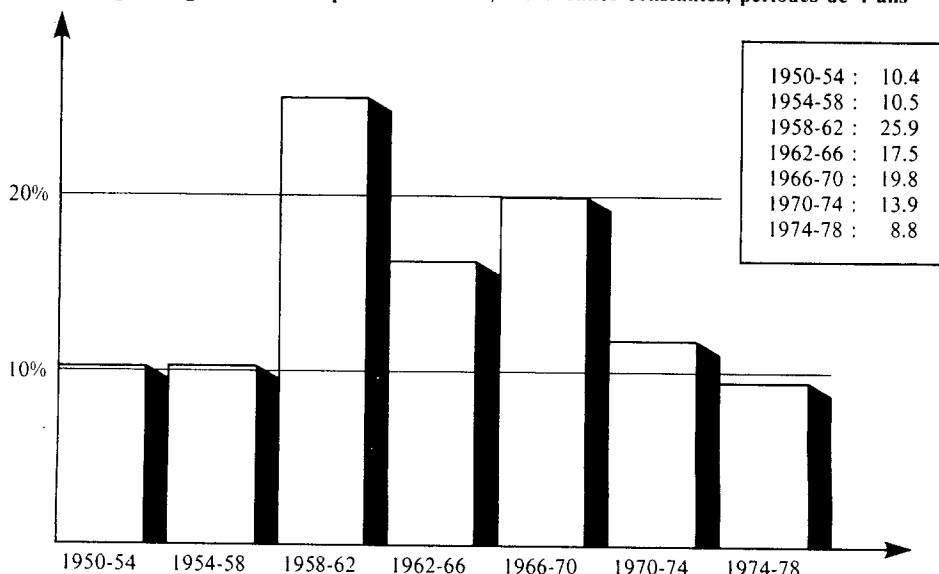
Si l'on veut caractériser brièvement l'industrie danoise qui avait ainsi pris position, il faut la décrire comme dominée par la présence de nombreuses petites entreprises réparties sur un grand nombre de branches, cependant avec une prépondérance pour l'industrie des machines et l'industrie alimentaire et autres. Bien plus de la moitié de la main-d'oeuvre industrielle, travaille dans des entreprises comptant moins de 500 employés. Simultanément, il s'agit surtout d'une structure de production à travail de caractère intensif. A peu d'exceptions près, les grandes entreprises avec de gros capitaux sont inconnues au Danemark. Ceci implique que l'industrie danoise possède de bonnes possibilités d'adaptation courante de la production. Cette industrie est « orientée vers l'innovation » ; les différentes entreprises s'efforcent de découvrir des « créneaux » où elles peuvent être compétitives



Vers 1970, le Danemark est arrivé en tête des nations du monde pour le patrimoine immobilier. Photo : le grand ensemble Brondby Strand au sud de Copenhague.

Tableau 2

Pourcentage d'augmentation du produit national, à couronnes constantes, périodes de 4 ans



grâce à une évolution constante de la production. Cette caractéristique valait pour l'industrie danoise au début des années 1960, et, dans l'ensemble, elle vaut toujours aujourd'hui. Au milieu des années 1960, les exportations industrielles étaient devenues aussi importantes que les exportations agricoles.

Pour l'*agriculture*, les années 1960 furent une période de récession. L'efficacité continuait de s'améliorer, mais les débouchés ne pouvaient pas s'étendre de façon notable, entre autres parce que le Danemark ne faisait pas partie du Marché commun. La main-d'œuvre dans l'agriculture danoise, qui avait compté en 1950 plus de 500 000 personnes travaillant à plein temps, dut donc se restreindre. En 1960, on comptait à peine 400 000 personnes, et en 1970, elle avait diminué jusqu'à un peu plus de 250 000, soit un peu plus de 10 % de la main-d'œuvre totale. Cette évolution se produisit malgré les subventions accordées par l'Etat pendant les années 1960 en particulier à la production animale.

Simultanément, les *activités du bâtiment et les travaux d'aménagement* connurent un intense développement dans les années 1960. Les investissements dans de nouveaux logements se trouvèrent multipliés par deux, à la suite de quoi le Danemark atteignit, à la fin des années 1960, le niveau des logements le plus élevé au monde. Cette expansion se produisit en particulier dans le secteur des logements en propriété. En 1970, la moitié de l'ensemble de la population habitaient des logements dont ils étaient propriétaires.

Création de l'Etat-providence

Les années 1960 et les premières années de 1970 furent marquées par une continuation de l'accroissement économique, bien qu'à une cadence inférieure à celle de 1958-1962 où les possibilités d'une augmentation de la production particulièrement élevée avaient été influencées par le fait que des chômeurs pouvaient être mis au travail, voir plus haut à ce sujet.

Le secteur de l'économie danoise où l'on pouvait constater la plus forte expansion dans les années 1960 était sans aucun doute le *secteur public*. Si l'on mesure son développement sur la base des statistiques de comptabilité nationale en ne tenant ainsi compte que des *achats de marchandises et de services* par le secteur public, la part de celui-ci dans l'ensemble du produit national fut, en gros, doublée au cours des années 1960.

L'intensification de ces activités publiques se produisit sur un vaste terrain. De meilleures possibilités de scolarité prolongée furent offertes, et les formations supérieures furent aménagées. Il en fut de même pour les services de santé publique, la construction d'établissements pour la garde des enfants d'âge pré-scolaire et les soins aux personnes du troisième âge.

L'arrière-plan politique pour la réalisation de ces activités se trouve dans plusieurs domaines: desirs dans la population de donner à tous, sans considération de leurs revenus, la possibilité d'accéder à la scolarité gratuite, aux traitements hospitaliers, etc. Mais, par ailleurs, il peut être utile de souligner que c'est dans les années 1960 que se produisit un accroissement marquant dans la part de la population féminine qui recherchait une occupation professionnelle. L'une des causes en était l'amélioration des possibilités d'obtenir du travail après que le plein-emploi eut été atteint.

Tableau 3
Pourcentage de répartition des exportations

| | 1950 | 1960 | 1970 | 1980 |
|---|------|------|------|------|
| Beurre et fromage..... | 23 | 10 | 4 | 4 |
| Bacon et porc..... | 16 | 15 | 9 | 8 |
| Viande de boucherie et bétail..... | 6 | 8 | 3 | 3 |
| Autres produits agricoles..... | 21 | 13 | 7 | 5 |
| | (66) | (46) | (23) | (20) |
| Denrées alimentaires ou autres produits de consommation, y compris les conserves..... | 8 | 10 | 10 | 7 |
| Machines et autres..... | 7 | 15 | 22 | 22 |
| Bateaux, produits métallurgiques, etc..... | 5 | 6 | 9 | 9 |
| Produits chimiques..... | 4 | 6 | 9 | 11 |
| Autres produits industriels..... | 5 | 10 | 16 | 19 |
| | (21) | (37) | (56) | (61) |
| Autres produits..... | 5 | 7 | 11 | 12 |
| Total..... | 100 | 100 | 100 | 100 |

Par ailleurs – et certainement encore plus fondamental – se trouvait chez les femmes de plus en plus un désir d'atteindre la même situation que les hommes dans la société. Ce désir s'était reflété, entre autre, dans le fait que les jeunes filles de plus en plus avaient acquis la même formation que les jeunes gens. Que cette aspiration à l'égalité ait été le facteur décisif est mis en évidence par le fait que l'évolution dans le sens d'une augmentation de la fréquence d'une activité professionnelle chez les femmes s'est poursuivie au cours des années 1970, de sorte que l'on s'approche maintenant de la situation où la fréquence d'une activité professionnelle est la même pour les femmes que pour les hommes.

Un tel mode de vie où la majeure partie des femmes ont une activité professionnelle crée naturellement des problèmes en ce qui concerne la prise en charge d'activités qui, autrefois, se déroulaient à la maison, en particulier grâce au rôle de la femme au foyer. Il s'agit, entre autres, des soins aux enfants et aux personnes âgées. Ici sont intervenus les services publics avec l'ouverture d'établissements destinés à s'occuper de ces tâches, bien que cela

impliquât une lourde charge pour les budgets publics. Que le modèle traditionnel de la famille se soit en même temps trouvé radicalement changé, fait partie de cet état de fait. Nous ne discuterons pas ici si les avantages liés à ce changement sont plus grands que les inconvénients.

Dans ce qui précède est mentionnée l'augmentation des activités publiques liées à l'acquisition de marchandises et de services, y compris surtout l'augmentation du nombre des fonctionnaires. Mais, en outre, il se produisit un important accroissement des *transferts publics* sous forme d'allocations chômage, d'allocations maladie, de retraites, etc.

Dans de nombreux pays ces versements proviennent de systèmes d'assurance publics ou semi-publics et par conséquent ces prestations ne sont pas imputées directement sur les budgets publics. Mais au Danemark il existe depuis les années 1930 une tradition pour que le paiement de ces prestations soit pris en charge par l'Etat. La principale réforme dans le paiement des transferts au cours des années 1960 fut l'obtention du droit à une *retraite* pour tous les citoyens quels que fussent les

Tableau 4
Main-d'œuvre, en milliers de personnes

| | 1950 | 1960 | 1970 | 1980 |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Hommes..... | 1.370 | 1.450 | 1.460 | 1.480 |
| Femmes..... | 690 | 640 | 920 | 1.150 |
| (Dont femmes mariées)..... | (270) | (250) | (590) | (760) |
| Total..... | 2.060 | 2.090 | 2.380 | 2.630 |

Tableau 5
Pourcentage de répartition de la main-d'œuvre selon les branches professionnelles

| | 1950 | 1960 | 1970 | 1980 |
|-----------------------------|------|------|------|------|
| Agriculture et autres..... | 25 | 18 | 11 | 8 |
| Industrie et artisanat..... | 27 | 29 | 29 | 24 |
| Bâtiment..... | 6 | 7 | 8 | 7 |
| Commerce et autres..... | 13 | 14 | 15 | 14 |
| Employés de maison..... | 6 | 4 | 1 | – |
| Autres services privés..... | 15 | 17 | 18 | 18 |
| Service public..... | 8 | 11 | 18 | 29 |
| Total..... | 100 | 100 | 100 | 100 |



L'Etat-providence : les années 1960 connurent une puissante activité dans le domaine de la construction des équipements publics : écoles, établissements universitaires, hôpitaux et institutions sociales pour les enfants et le troisième âge (photos). Ce développement fut notamment soutenu par les nombreuses femmes qui, boudant leur rôle traditionnel, embrassèrent une activité professionnelle.

Tableau 6
Finances publiques, pourcentage du produit national brut

| | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Recettes publiques | | | | | | | | | | |
| Impôts..... | 43.6 | 43.0 | 42.4 | 44.3 | 41.4 | 41.7 | 42.1 | 43.4 | 44.5 | 45.3 |
| Autres recettes..... | 4.3 | 5.2 | 6.4 | 5.4 | 6.6 | 5.7 | 6.2 | 6.7 | 6.7 | 7.0 |
| Total des recettes publiques | 47.9 | 48.2 | 48.8 | 49.7 | 48.0 | 47.4 | 48.3 | 50.1 | 51.2 | 52.3 |
| Dépenses publiques | | | | | | | | | | |
| Dépenses de fonctionnement | | | | | | | | | | |
| Traitements des fonctionnaires..... | 15.0 | 15.0 | 15.3 | 17.0 | 17.9 | 17.1 | 17.3 | 17.5 | 17.8 | 18.7 |
| Achats, fournitures et services..... | 6.6 | 6.4 | 6.1 | 6.9 | 6.9 | 6.4 | 6.1 | 6.3 | 6.7 | 7.4 |
| Transferts de revenus aux familles..... | 11.7 | 11.7 | 11.4 | 13.0 | 14.2 | 13.5 | 14.2 | 14.9 | 15.5 | 16.4 |
| Intérêts et autres..... | 1.6 | 1.5 | 1.3 | 1.3 | 1.4 | 1.9 | 2.8 | 3.4 | 4.9 | 6.4 |
| Autres transferts de revenus..... | 3.7 | 3.8 | 4.3 | 4.7 | 3.9 | 4.3 | 4.6 | 4.8 | 4.9 | 5.0 |
| Total des dépenses de fonctionnement | 38.6 | 38.4 | 38.4 | 42.9 | 44.3 | 43.2 | 45.0 | 46.9 | 49.8 | 53.9 |
| Dépenses d'équipement | | | | | | | | | | |
| Investissements bruts fixes..... | 4.8 | 4.4 | 3.7 | 3.9 | 3.8 | 3.6 | 3.7 | 3.7 | 3.9 | 3.3 |
| Autres..... | 1.1 | 0.9 | 1.0 | 1.6 | 1.3 | 1.5 | 1.1 | 1.1 | 0.9 | 1.2 |
| Total des dépenses d'équipement | 5.9 | 5.3 | 4.7 | 5.5 | 5.1 | 5.1 | 4.8 | 4.8 | 4.8 | 4.5 |
| Total des dépenses publiques | 44.5 | 43.7 | 43.1 | 48.4 | 49.4 | 48.3 | 49.8 | 51.7 | 54.6 | 58.4 |
| Excédent des finances publiques | 3.4 | 4.5 | 5.7 | 1.3 | -1.4 | -0.9 | -1.5 | -1.6 | -3.4 | -6.1 |

revenus. De plus, les allocations de chômage furent augmentées de sorte qu'elles sont maintenant parmi les plus avantageuses du monde. L'amélioration de ces prestations ne représentait pas une charge trop élevée pour les dépenses publiques alors qu'existait, dans l'ensemble, le plein-emploi, mais ces allocations devaient avoir de notables conséquences pour les finances de l'Etat pendant la période de chômage des années 1970.

La politique économique

La forte augmentation des dépenses publiques – et le fort accroissement de la main-d'œuvre employée dans les services publics qui allait de pair – impliquait aussi en même temps une augmentation des recettes fiscales. Ce besoin ne se trouva pas amoindri du fait que l'expansion se produisit en une période de plein-emploi. Pour s'assurer la main-d'œuvre, les services publics devaient offrir

des appointements plus élevés que le marché du travail privé, ce qui contribuait à augmenter l'ensemble des dépenses publiques.

Les années 1960 furent donc en même temps une décennie de pression fiscale fortement croissante. Les taxes sur les achats de voitures, de boissons alcoolisées, de tabac, etc., furent augmentées et elles sont parmi les plus élevées au monde. De plus, au début des années 1960, une taxe générale sur le chiffre d'affaires fut introduite, qui, en 1967, fut remplacée par une T.V.A. générale de 10 %.

Mais ce sont surtout les impôts sur le revenu qui durent faire les frais. Vers la fin des années 1960, le système de l'impôt sur le revenu fut réformé de manière à lui donner un meilleur rendement. Il en résulta que les ouvriers et les employés avec des salaires moyens en vinrent à ressentir eux aussi le poids de l'impôt sur le revenu ; sur ce point aussi, le Danemark occupe une place proche

du sommet dans les comparaisons internationales.

Si l'évolution économique des années 1960, malgré le plein-emploi dans l'ensemble, ne put pas être considérée comme satisfaisante, cela est dû, en partie, à la tendance à un rythme d'inflation croissant, mais surtout au déficit permanent de la balance des paiements. Comme dit plus haut, la dette nette du Danemark à l'étranger se trouva éteinte en 1960, mais depuis – à une seule exception près – il a toujours existé un déficit de la balance des paiements danoise. Par voie de conséquence, la dette nette du Danemark à l'étranger a été en constante augmentation au cours des deux dernières décennies.

La raison profonde du déficit de la balance des paiements au cours des années 1960 se trouve dans l'impossibilité de compenser le faible développement des exportations agricoles par une augmentation suffisamment im-

portante des exportations industrielles et autres. Ceci encore est une conséquence de la mainmise du secteur public sur la majeure partie de la main-d'œuvre recrutée, voir ci-dessus à ce sujet, les services publics pouvant offrir des augmentations de traitements plus élevées que l'industrie.

Comme une tentative pour briser cet état de fait, la polémique autour de la politique des revenus joua un rôle important dans les années 1960. Grâce à une politique réservée en ce qui concerne les traitements il aurait été possible d'améliorer la compétitivité de l'industrie et du commerce vis-à-vis de l'étranger. Une tentative réussie allant dans ce sens fut faite en 1962, mais, à part cela, la principale expérience recueillie fut qu'il est plus facile de parler de la politique des revenus que de la mettre en pratique d'une manière efficace en une période de plein-emploi.

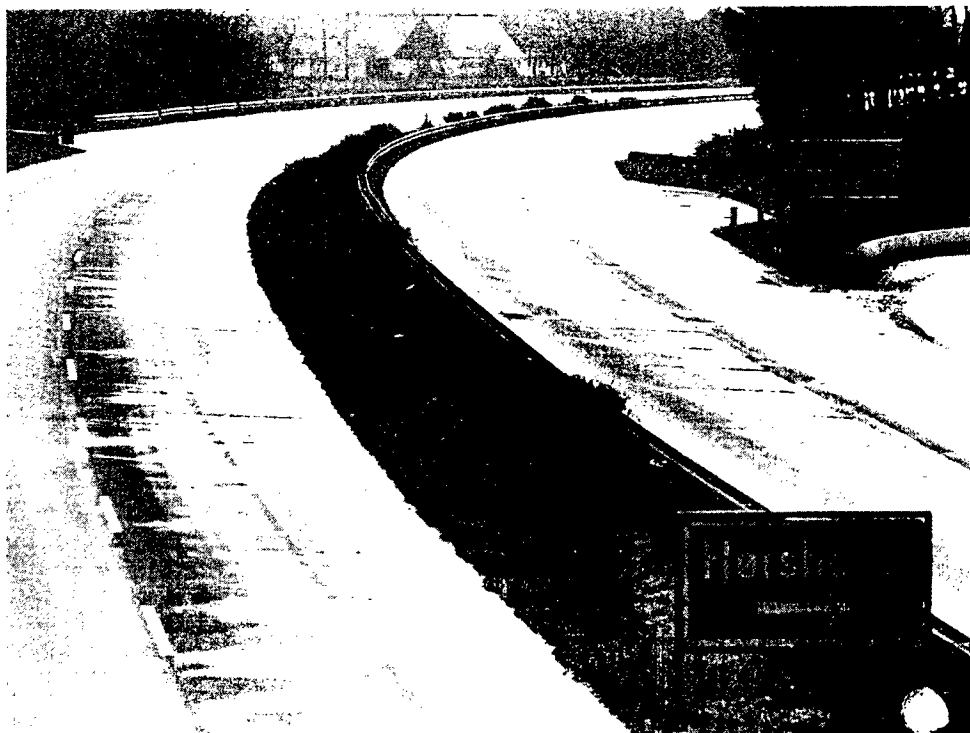
Une autre tentative doit toutefois être mentionnée. En novembre 1967, la livre sterling fut dévaluée de 15 %. Après quelques jours d'hésitation, il fut décidé que la couronne danoise suivrait la livre à mi-chemin. La couronne se trouva ainsi réévaluée par rapport à la livre, le cours de la livre tombant de 19,34 à 18,00.

Cette décision fut dictée, en partie, par des problèmes économiques alors actuels. Toutefois, elle peut être considérée d'un point de vue plus fondamental. Le rôle joué par la Grande-Bretagne dans le commerce extérieur danois avait été en perte de vitesse, entre autres par suite de la diminution des exportations agricoles. Les principaux marchés de l'industrie sont la Scandinavie et certains pays du Marché commun, en particulier l'Allemagne de l'Ouest. Il était donc tout naturel de lier la couronne danoise au mark allemand plutôt qu'à la livre sterling. Une politique allant dans ce sens a d'ailleurs été menée depuis 1967. En 1972, donc avant l'entrée du Danemark dans le Marché commun, la couronne danoise fut rattachée au « Serpent », à ce sujet voir ci-dessous.

Conjointement à l'ajustement des cours des devises en novembre 1967, le gouvernement social-démocrate se résolut à essayer de freiner l'évolution des salaires par une intervention politique sur les revenus. Le projet du gouvernement ne fut toutefois pas adopté, mais il conduisit, au contraire, à la chute du gouvernement. On avait ainsi obtenu une démonstration claire des difficultés rencontrées pour améliorer la compétitivité du commerce et de l'industrie en une période de plein-emploi et de fort accroissement du secteur public.

L'entrée dans le Marché commun et la crise pétrolière

D'un point de vue économique et politique, l'année 1973 fut la plus chargée d'événements au Danemark depuis 1949-1950. Au début de



Crise du pétrole : tributaire pour presque cent pour cent des importations en combustibles, le Danemark fut sérieusement atteint par la première crise pétrolière de l'automne 1973. Ainsi le gouvernement dut-il introduire le système dit de « repos obligatoire » comportant un jour par semaine – le dimanche – sans circulation (photo).

l'année, on notait, comme dans d'autres pays, de très bonnes conjonctures. De plus, le Danemark conjointement avec le Royaume-Uni devint membre du Marché commun, ce qui impliquait une augmentation des prix danois d'exportation des produits agricoles et partant une amélioration de la situation des échanges du commerce extérieur. Mais, en même temps, il existait un manque de main-d'œuvre et un taux d'inflation croissant.

La première crise pétrolière à l'automne 1973 eut pour conséquence de stimuler encore plus l'inflation. En même temps, elle impliqua une détérioration de la situation des échanges du commerce extérieur correspondant, en gros, à l'amélioration qu'avait entraînée notre entrée dans le Marché commun. Si le Danemark était si fortement touché par la montée des prix du pétrole, c'est qu'entre autres nous devions importer tout notre combustible.

En décembre 1973 eurent lieu des élections législatives. Les augmentations des impôts de l'année précédente, la détérioration de la situation économique et l'inflation croissante, des désaccords internes sur l'opportunité de l'entrée dans le Marché commun (entre autres à l'intérieur de la Social-démocratie) et peut-être certains autres facteurs avaient créé une insatisfaction qui eut pour conséquence que le nombre de partis représentés au parlement passa de 5 à 10. En plus du manque de stabilité économique des années à venir on avait

donc aussi un manque de stabilité politique dans les travaux du parlement danois.

Le ralentissement économique international et la détérioration de la situation des échanges dans le commerce extérieur entraînèrent une aggravation du problème de la balance des paiements. Y contribuait de plus le fait que le rythme de l'inflation atteignait au Danemark un niveau inconnu depuis la Première Guerre Mondiale. Au cours des années 1973-1975, les salaires augmentèrent d'environ 20 % par an et les prix de plus de 15 %. En même temps le chômage s'étendait et jusqu'à l'été 1976, la question du chômage eut la priorité. La cause en était qu'on espérait que la récession économique internationale se révélerait passagère. Pour stimuler la demande on abaissa, entre autre, le taux de la T.V.A. provisoirement à l'automne 1975 de 15 % à 9,25 %. (Il est aujourd'hui de 22 %). Le produit national augmenta alors de 6 ou 7 % de 1975 à 1976 – mais, simultanément, le déficit de la balance des paiements passait de 3 milliards de couronnes en 1975 à 12 milliards en 1976. Avec un déficit de la balance des paiements si important – correspondant à 5 % du produit national – les problèmes extérieurs de la balance devaient à nouveau avoir la priorité au détriment de la question du chômage.

Les années de vaches maigres

Ces problèmes se trouvèrent encore aggravés

Tableau 7
Impôts, pourcentage du produit national brut

| | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Impôt sur le revenu | 15.0 | 15.2 | 16.6 | 16.3 | 20.7 | 23.6 | 23.0 | 23.9 | 26.9 | 24.4 | 23.9 | 23.1 | 23.4 | 23.7 | 24.7 |
| TVA et autres | 3.3 | 4.3 | 6.8 | 7.2 | 7.6 | 7.9 | 7.8 | 7.6 | 7.6 | 7.0 | 7.4 | 8.0 | 9.2 | 9.9 | 10.1 |
| Autres impôts indirects sur les marchandises | 9.8 | 9.0 | 8.5 | 8.2 | 7.6 | 7.4 | 7.6 | 7.3 | 6.3 | 6.5 | 7.0 | 7.4 | 7.2 | 7.2 | 6.7 |
| Autres impôts | 4.7 | 4.7 | 4.4 | 4.1 | 4.7 | 4.7 | 4.6 | 3.6 | 3.5 | 3.5 | 3.4 | 3.6 | 3.6 | 3.7 | 3.8 |
| Total | 32.8 | 33.2 | 36.3 | 35.8 | 40.6 | 43.6 | 43.0 | 42.4 | 44.3 | 41.4 | 41.7 | 42.1 | 43.4 | 44.5 | 45.3 |

Tableau 8
Index de l'économie danoise 1971-1981

| | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981* |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| Production et emploi | | | | | | | | | | | |
| Accroissement du produit national, à couronnes constantes, pourcentage | 3.0 | 5.3 | 4.6 | 0.3 | -1.5 | 6.4 | 2.1 | 1.7 | 3.2 | 0.8 | -1.0 |
| Constructions de logements, mises en chantier, groupes de 1000 logements | 47.2 | 63.8 | 50.4 | 25.7 | 33.6 | 35.9 | 34.7 | 33.9 | 31.0 | 21.3 | 16.0 |
| Chômage, pourcentage de la main-d'oeuvre totale | 1.3 | 1.4 | 0.9 | 2.1 | 5.1 | 5.3 | 6.4 | 7.3 | 6.1 | 7.0 | 9.0 |
| Rapports avec l'étranger | | | | | | | | | | | |
| Déficit de la balance des paiements, pourcentage du produit national | 2.4 | 0.3 | 1.7 | 3.0 | 1.5 | 4.8 | 3.8 | 2.6 | 4.4 | 3.3 | 3.1 |
| Dettes nettes à l'étranger, pourcentage du produit national | 13.0 | 11.1 | 10.8 | 12.2 | 12.4 | 15.3 | 19.0 | 19.4 | 22.8 | 25.1 | 28.2 |
| Cours du change à la fin de l'année | | | | | | | | | | | |
| dollar américain | 706 | 685 | 629 | 565 | 618 | 579 | 578 | 509 | 537 | 587 | 725 |
| livre sterling | 1804 | 1605 | 1450 | 1329 | 1251 | 986 | 1102 | 1036 | 1193 | 1432 | 1400 |
| mark allemand | 216 | 214 | 233 | 235 | 236 | 245 | 275 | 279 | 310 | 308 | 322 |
| Taux d'intérêts des obligations | | | | | | | | | | | |
| Taux d'intérêts effectif, pourcentage (5% de l'emprunt d'Etat, 2007) | 10.9 | 11.0 | 13.1 | 14.9 | 13.0 | 15.1 | 17.2 | 16.4 | 18.3 | 19.7 | 20.0 |
| Salaires et prix | | | | | | | | | | | |
| Augmentation du salaire horaire des ouvriers, pourcentage | 15.1 | 11.6 | 15.4 | 19.7 | 19.2 | 11.5 | 9.8 | 10.3 | 11.3 | 11.3 | 9.5 |
| Augmentation des prix de détail, y compris TVA et autres, pourcentage | 6.2 | 6.5 | 8.5 | 15.6 | 9.2 | 9.3 | 10.9 | 10.2 | 9.6 | 12.3 | 11.7 |
| Augmentation des prix de détail, non compris TVA et autres, pourcentage | 5.7 | 6.9 | 8.7 | 15.2 | 10.4 | 8.6 | 9.1 | 7.6 | 7.1 | 11.5 | 11.4 |

* Chiffres provisoires



La fonction publique : au cours des années 1970, le nombre de fonctionnaires (photo : logement-foyer) passa de trois cent à plus de sept cent mille, atteignant à peu près le chiffre cumulé des effectifs de l'industrie et de l'agriculture.

par la seconde crise pétrolière de 1978-1980 qui eut pour conséquence une détérioration de la situation des échanges du commerce extérieur de même importance que la première, c'est-à-dire environ 10 %. Pendant les années 1979-1981, le déficit de la balance des paiements du Danemark a été permanent et important, soit environ 15 milliards de couronnes par an. Une part croissante du déficit, environ 10 milliards de couronnes par an, est due au paiement des intérêts de la dette nette du Danemark à l'étranger qui, en raison du déficit permanent de la balance des paiements, atteint plus de 100 milliards de couron-

nes, soit 25 à 30 % du produit national. Avec un tel arrière-plan, on peut peut-être se permettre d'estimer d'une manière un peu optimiste que même un déficit de la balance des paiements important – mais toutefois, en gros, constant – peut être considéré comme un signe de ce qu'on ait réussi à diriger la politique économique sur la bonne voie. Le déficit constant de la balance des paiements devant être jugé en considérant, d'une part que le produit national en prix courants est en augmentation, d'autre part le fardeau croissant des intérêts par rapport à la dette à l'étranger.

Cette adaptation de la politique économique s'est produite, de plus en plus, en ayant pour objectif l'amélioration de la compétitivité du commerce et de l'industrie danois vis-à-vis de l'étranger. Comme un élément tendant vers cet objectif, on s'est efforcé de modérer les augmentations des salaires danois. Tandis que les salaires avaient augmenté de plus de 20 % par an à la suite de la première crise pétrolière, il n'ont augmenté que d'environ 10 % par an à la suite de la seconde. Cette augmentation était juste en dessous de l'augmentation des prix. Ces dernières années, le salaire a ainsi été constant d'une manière générale – et le revenu réel disponible plutôt en diminution.

Concurrerment la compétitivité s'est trouvée améliorée grâce à plusieurs petites dévaluations de la couronne danoise. Ainsi qu'il a été dit plus haut, en 1972 le Danemark est devenu membre du « Serpent », l'organe de collaboration sur la monnaie créé par les membres du Marché commun. Depuis 1972, le Danemark a pris part, sans interruption, à cette collaboration sous ses différentes formes, en dernier en tant que membre du S.M.E. Par suite des dévaluations de la couronne danoise, le cours du mark allemand s'est petit à petit élevé – passant de 2,33 couronnes en 1973 à environ 3,25 couronnes en 1981. Le cours de l'unité D.T.S. – le « panier » d'évaluation commune des devises du Fonds monétaire – ne s'est élevé, dans l'intervalle, que d'à

peine 7 couronnes en 1974 à plus de 8 couronnes en 1981.

En considération de ceci, on peut affirmer que la stratégie consistant à freiner l'inflation et, en même temps, à améliorer la compétitivité vis-à-vis de l'étranger a été couronnée de succès – du moins en partie. Car il faut se souvenir que la politique décrite ici a été menée dans une conjoncture internationale très défavorable. D'une part la croissance économique de nos marchés d'exportation s'est trouvée limitée, d'autre part le niveau des taux d'intérêts internationaux a été très élevé. Le niveau élevé des taux d'intérêts internationaux a, non seulement, entraîné une augmentation des paiements d'intérêts sur la dette danoise à l'étranger, mais en même temps eut pour conséquence qu'on a dû maintenir à un haut niveau le taux des intérêts intérieurs danois. En effet, une importante partie de l'importante dette du Danemark à l'étranger consiste en dettes auprès d'entreprises danoises et autres. Si le taux d'intérêts danois devenait plus bas que le taux international, il faudrait craindre que cette dette ne soit convertie de dette à l'étranger en dette intérieure – et, le cas échéant, les réserves danoises de devises se trouveraient surchargées. En somme, la situation est la suivante : le taux d'intérêts danois dépend, en gros, du taux d'intérêts international.

Avec un taux d'intérêts élevé et déterminé de l'extérieur, une atténuation intérieure de l'inflation impliquerait indiscutablement une augmentation des intérêts réels intérieurs. C'est ce qui a été le cas au Danemark ces dernières années, et cela n'a pas précisément contribué à encourager les investissements. En particulier, la construction des logements a été touchée. Dans les années 1950, on construisait environ 20 000 logements par an, ainsi qu'il a été dit plus haut. Au début des années 1970, on atteignait plus de 50 000 logements par an – mais en 1981 on est redescendu au niveau des années 1950.

Par ailleurs, la consommation privée a

baissé ces dernières années, un recul qui reflète la baisse des revenus réels disponibles mentionnée ci-dessus.

Cette baisse des composants principaux de la demande intérieure a contribué à freiner l'augmentation des importations et a donc été en faveur de la balance des paiements. Mais, en même temps, il en a fallu payer le prix sous forme d'une forte augmentation du chômage. Dans la dernière partie de 1981, le nombre des chômeurs s'élevait à environ 250 000 soit environ 10 % de la main-d'oeuvre.

En partie conséquence de cette évolution, une aggravation marquée dans les finances publiques s'est produite depuis le milieu des années 1970. Cette aggravation a, en partie, été « automatique » : un accroissement très bas – négatif même à certaines périodes – de la production et une augmentation du chômage impliquent que les transferts sociaux liés aux allocations de chômage et autres s'accroissent, tandis qu'est stagnante la base sur laquelle les impôts sont levés. A ceci vient s'ajouter le fait que le taux d'imposition en ce qui concerne à la fois les impôts directs et indirects est si élevé qu'il est difficile d'accroître les revenus publics d'une manière notable dans le cadre du système fiscal actuel. Finalement – du côté des dépenses – le nombre des fonctionnaires n'a cessé de croître. Pendant les années 1970, alors que l'ensemble de la main-d'oeuvre augmentait d'un peu moins de 300 000 personnes, le nombre des fonctionnaires s'accroissait de plus de 300 000 pour atteindre le nombre de plus de 700 000 personnes employées dans la fonction publique. De ce fait, le nombre des fonctionnaires est près d'être aussi élevé que celui de la main-d'oeuvre employée dans l'agriculture, l'industrie et autres prises dans leur ensemble.

Ceci considéré, il faut reconnaître qu'on n'a pas réussi, au cours des années 1970, à atteindre l'objectif sur lequel s'accorde la majorité au Danemark, à savoir changer la répartition des occupations professionnelles de sorte que l'accroissement des emplois se produise de préférence dans les branches professionnelles en compétition avec l'étranger, en particulier l'industrie et autres. Bien au contraire, les emplois dans l'agriculture, l'industrie et autres ont diminué, au cours des années 1970, jusqu'à compter 200 000 personnes en moins. Pour réaliser le changement souhaitable de la répartition des occupations professionnelles, – changement dont la réalisation doit être étalée sur plusieurs années – il doit se produire une amélioration continue de la compétitivité du commerce et de l'industrie danois. Mais cela ne sera toutefois pas suffisant pour résoudre les problèmes. Si une augmentation de l'emploi doit se produire dans les branches qui se trouvent en concurrence avec l'étranger cela présuppose un redressement de la situation économique internationale. L'économie danoise a tellement de points de contact avec l'étranger que notre croissance économique reflétera, dans une large mesure, la croissance dans les autres pays industriels occidentaux.

Y a-t-il de l'espoir pour l'avenir ?

Ainsi qu'il apparaît, l'évolution économique au Danemark s'est déroulée notablement plus mal qu'on ne pouvait l'espérer, en particulier depuis la seconde crise pétrolière de 1978-1980. L'une des conditions pour que l'avenir apparaisse sous un jour meilleur serait que, sur le plan international, existent à nouveau des conditions de croissance économique – et de ce fait, entre autre, de meilleurs débouchés

pour les exportations danoises. A son tour, cela présupposerait que les prix des sources d'énergie se maintiennent à peu près au même niveau, et que les taux de l'inflation et des intérêts soient abaissés dans un contexte international.

Ces conditions remplies, il devrait exister de bonnes possibilités pour une augmentation de l'emploi dans l'industrie danoise et autres, sous réserve que puisse se produire, aussi à l'avenir, une amélioration de la compétitivité du commerce et de l'industrie danois. Avec un tel développement, se produira, en même temps, une amélioration « automatique » des finances de l'Etat, entre autres à la suite d'une baisse du chômage. Avec un tel cours des événements, il devrait, de plus, exister une plus grande possibilité – et un besoin – d'assurer par des moyens politiques que soit freinée de façon décisive la croissance du secteur public.

Ces conditions – certains diront peut-être, très optimistes – étant réalisées, il devrait exister de bonnes possibilités de résoudre les problèmes que pose l'équilibre de l'économie danoise. En ce qui concerne spécialement le problème de la balance des paiements, la production danoise de pétrole et de gaz dans la mer du Nord contribuera probablement à l'améliorer d'une manière notable à la fin des années 1980.

Qu'il y ait lieu ou non de se montrer optimiste en ce qui concerne les possibilités dont disposent le commerce et, en particulier, l'industrie du Danemark d'augmenter leur part de marché, si toutefois les conjonctures internationales sont assez satisfaisantes, dépend de plusieurs conditions. Auparavant – et notamment dans les années 1960, voir ci-dessus à ce sujet – l'un des problèmes de l'industrie était que, en ce qui concernait la main-d'oeuvre, elle se trouvait en concurrence avec d'autres secteurs qui offraient des salaires plus élevés. Il s'agissait, à certaines époques, du bâtiment, mais surtout de la fonction publique. Entre-temps, cette évolution s'est trouvée changée d'une manière radicale depuis le milieu des années 1970, les traitements des fonctionnaires n'ayant enregistré que des augmentations modérées, ce qui, en soi, donne de meilleures possibilités aux branches professionnelles concernées par la balance des paiements de maintenir une évolution modérée des salaires.

Ajoutons à ceci que l'industrie danoise, ainsi qu'il a été dit plus haut, se compose surtout de petites entreprises avec une production intensive sur le plan du travail et où s'effectuent sans cesse des innovations dans les produits et dans les processus de production. Un tel type de travail professionnel rend possible un haut degré de flexibilité dans la production grâce à laquelle il est possible de s'adapter aux fluctuations de la demande. Une telle faculté d'adaptation facilitera, sans aucun doute, la conquête de marchés par l'industrie danoise qui, dans un contexte international, ne joue pas un rôle de premier plan. De plus, une telle structure est relativement peu sensible à la concurrence venue des nouveaux pays industriels du tiers monde qui, sur le plan de la compétitivité, possèdent des avantages en vertu des bas salaires plutôt qu'en raison du développement des produits, du design, etc.

Finalement, il convient de mentionner qu'on a montré, au Danemark, une grande réticence à verser des subsides provenant des fonds publics aux entreprises en difficulté, y compris celles de l'industrie. Ceci vaut, en particulier, pour ces dernières années alors

que la rentabilité est devenue plus mauvaise. Cette politique a été menée avec l'accord de l'industrie danoise, et elle a été menée au Danemark d'une manière peut-être plus systématique que dans n'importe quel autre pays d'Europe occidentale. C'est donc une industrie danoise économiquement saine qui, aujourd'hui, se tient prête à tirer parti des possibilités de demain.

Anders Ølgaard

Anders Ølgaard est professeur de sciences économiques à l'Université de Copenhague.

Bibliographie

La majeure partie des renseignements de statistiques danoises sont publiés par *Danmarks Statistik* (Institut national de la Statistique de Danemark). Il est publié (normalement vers le mois de septembre) un *Statistik arbog* (Annuaire statistique), le plus récent datant de 1981. Les en-têtes de tableaux, premières colonnes, etc., sont traduites en anglais. Dans l'édition de 1981, pages 635-642, est inséré un aperçu – en danois et en anglais – des publications de l'Institut de la Statistique.

Les séries de chiffres les plus importantes sont tenues à jour dans le *Konjunkturoversigt* (Tendances économiques) de l'Institut de la Statistique publié tous les trimestres. Là aussi les en-têtes, notes, etc., sont traduites en anglais.

Des tables décennales sont publiées par l'Institut de la Statistique dans la publication annuelle *Statistisk tiårsoversigt* (Tables statistiques décennales).

Des aperçus courants ainsi que des commentaires sur l'évolution économique sont publiés, entre autres, par :

Le Secrétariat économique (ministère des Finances), *Økonomisk oversigt* (Aperçu économique). Ces aperçus sont publiés normalement une ou deux fois par an.

Le Conseil économique, présidence. Le Conseil économique, qui a été établi par loi en 1962, comprend les présidents des organisations professionnelles et syndicales danoises, etc. Il est dirigé par trois économistes indépendants qui constituent la présidence. Des rapports sont présentés deux fois par an : ceux-ci sont normalement publiés sous le titre *Dansk økonomi* (L'économie danoise).

La Banque nationale. Il est publié un *Beretning* (Rapport) annuel en mars, et en outre des aperçus trimestriels.

Les problèmes concernant la direction des finances publiques sont traités dans une publication, *Budgetredegoelse* (Compte rendu budgétaire) qui est publié annuellement depuis 1979 par le département du budget du ministère des Finances.

Les renseignements statistiques concernant les différentes branches professionnelles sont publiés plus ou moins systématiquement. Il y a lieu de souligner tout particulièrement que les renseignements concernant l'agriculture danoise sont plus détaillés. Ils sont publiés par le *Jordbrugsøkonomisk Institut* (L'institut économique agricole) le plus souvent avec une traduction anglaise des en-têtes de tableaux, etc.

Une exposition historique de l'évolution économique du Danemark se trouve dans la monographie en deux volumes et en langue danoise de Svend Aage Hansen, *Økonomisk vækst i Danmark* (La croissance économique au Danemark), volume I : 1720-1914 (2ème édition 1976, 315 pages), volume II : 1914-1975 (2ème édition 1977, 386 pages).

Une monographie en langue anglaise qui porte spécialement sur la dernière décennie (jusqu'à 1977) et approfondit le rapport ci-dessus est *The Danish Economy* d'Anders Ølgaard, Collection Studies, Economic and Financial Series no. 14, Commission of the European Communities, Brussels and Luxembourg 1980, 255 pages.

Documentation danoise/L'Économie danoise après 1945. Publiée par le Ministère des Affaires Étrangères, Asiatic Plads 2, DK-1448 Copenhague K, Danemark.

Rédaction : Preben Hansen, Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, et Flemming André Larsen.

Traduction : Monique Mortensen.

Mise en page : Grafisk Tegnestue – Ole Jensen.

Papier : De forenede Papirfabrikker A/S.

Imprimeur : Schultz Bogtrykkeri, Copenhague.

Reproduction permise sans autorisation.

Copenhague 1982.

5/1982. ISSN 0107-6205

Documentation danoise

Histoire du Danemark

Le Danemark est une contrée de formation récente. S'il est vrai qu'on a pu constater la présence d'êtres humains dans cette région au cours de la plus ancienne période interglaciaire il y a environ 200 000 ans, il n'existe en fait aucune continuité dans le peuplement. Au cours de la dernière glaciation, le pays fut à nouveau presque entièrement couvert de glaciers qui rendaient toute vie impossible. C'est seulement pendant la lente fonte des glaces environ 12 000 ans avant Jésus-Christ, qui fit place à une froide toundra, qu'une maigre végétation put attirer des troupeaux de rennes nomades suivis de quelques chasseurs.

Le relief du pays fut achevé par les glaces – un paysage de plateaux et de collines sans accidents de terrain et sans grandes différences de niveaux, mais sa configuration était méconnaissable à nos yeux. La toundra faisait place à des forêts qui, à leur tour, la température s'élevant, furent remplacées par une forêt vierge dense et sombre, et pendant des millénaires les changements dans les conditions de vie en dépendirent ainsi que des modifications des rivages qui fixèrent finalement la

configuration ultérieure du pays. Les rennes remontèrent vers le nord pour être remplacés par le gros gibier des forêts – élan, cerfs, aurochs en particulier – puis ces animaux disparurent à leur tour tandis que la population s'établissait le long des côtes se nourrissant de poissons, de crustacés, d'oiseaux de mer et de phoques.

L'agriculture

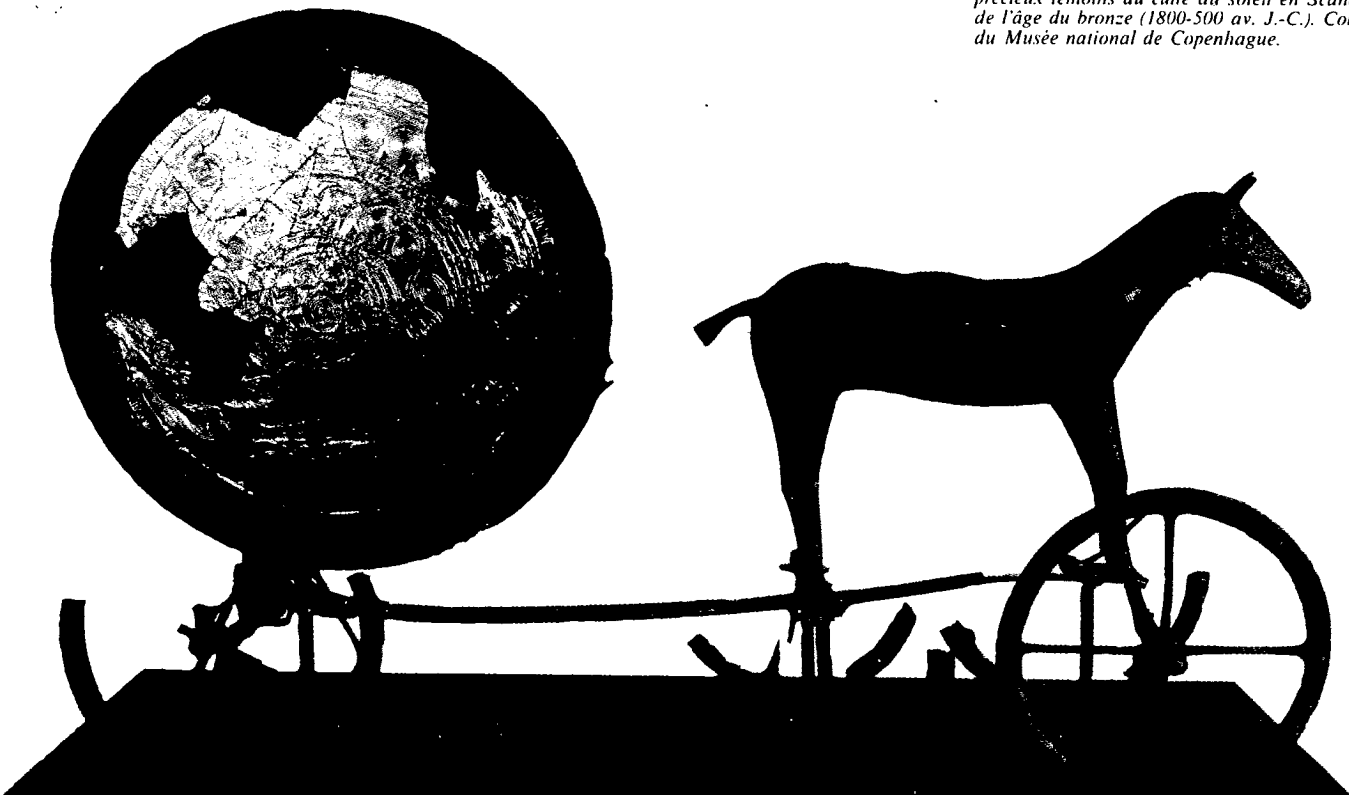
Vers l'an 4000 avant Jésus-Christ, l'agriculture fut introduite en provenance du sud. Les habitants défrichèrent les forêts, incendièrent les arbres et semèrent des céréales sur les brûlis. Ils se groupèrent en villages et les tombes mégalithiques qui existent encore révèlent qu'ils atteignirent un niveau élevé d'organisation et maîtrisaient des tâches particulièrement compliquées à exécuter; mais il n'existe pas trace d'une organisation sociale s'étendant au-delà du village et de la famille.

Vers l'an 1800 avant Jésus-Christ, le premier métal, le bronze, fut introduit et celui-ci ne pouvant être obtenu que grâce à des relations suivies avec le sud, les échanges commerciaux avec les pays lointains favorisaient aussi les contacts culturels. Les nombreux bi-

joux, armes, etc., qui nous sont restés de cette époque révèlent une culture raffinée et supérieure d'inspiration lointaine en provenance du monde crète-mycénien de la Méditerranée. Le fer fut connu vers l'an 500 avant Jésus-Christ, et les couches superficielles du sol danois renfermant un maigre minerai de fer qui peut être fondu, les échanges commerciaux avec les pays lointains déclinerent à nouveau. Le pays eut à cette époque un peuplement assez dense et il était à peu près entièrement mis en culture. Les habitants vivaient dans de gros villages et une communauté du travail bien développée dans l'agriculture et l'élevage était habituelle.

Le Danemark n'a jamais été directement touché par l'expansion de l'Empire romain; mais le pays fut toutefois indirectement influencé aussi bien par le rayonnement de la civilisation hellénistique au moment de son apogée que par les changements politiques et

Le char du soleil de Trundholm : trouvé en 1902 dans les marais de Trundholm (Odsherred, Seeland), ce trésor de l'âge du bronze ancien (1800-1000 av. J.-C.), long de 60 cm, est l'un des plus précieux témoins du culte du soleil en Scandinavie de l'âge du bronze (1800-500 av. J.-C.). Collections du Musée national de Copenhague.



militaires qui conduisirent à la chute de l'Empire. Une riche classe de guerriers se développa au cours de luttes internes pour la possession de territoires d'influence de plus en plus grands. Vers l'année 500 de l'ère chrétienne, une tribu, les « Dans », serait venue de Suède et se serait établie dans l'actuel Danemark. Leur langue, connue grâce à quelques inscriptions, était un dialecte germanique du nord, déjà facile à différencier de l'allemand.

Les Vikings

Toutefois le pays se trouvait toujours sur la périphérie de l'Europe jusqu'à ce que Charlemagne, vers l'an 800, étendit la puissance du royaume franc jusqu'au nord de l'Allemagne actuelle et christianisa de force les populations. Un roi danois, Gudfred, releva le défi en fortifiant la frontière; mais au cours des décennies suivantes les Francs réussirent à pénétrer, d'une part lors de courtes expéditions militaires, d'autre part par l'intermédiaire de missions de christianisation.

C'est, en partie, en tant que contre-offensive dirigée contre l'avance franque que l'on doit considérer les « expéditions vikings » par lesquelles les habitants du nord de cette époque se firent remarquer en Europe occidentale et centrale. Ceux-ci n'étaient supérieurs à leurs voisins que dans un seul domaine, l'art de construire des vaisseaux de guerre rapides et tenant bien la mer. Ceci leur donna, non seulement la possibilité de dominer à la fois la mer du Nord, la mer Baltique et les fleuves continentaux avoisinants pendant de longues périodes, mais eut aussi une grande importance pour la formation d'un Etat dans le nord de l'Europe. Le Danemark – c'est-à-dire, historiquement parlant, aussi bien le Dane-

mark actuel que les provinces maintenant suédoises de Scanie, Halland et Blekinge – est, dans son développement géographique, un royaume viking établi autour des eaux territoriales intérieures.

Vers l'an 900, un chef norvégien, Hardegon, s'établit au Jutland, et, deux générations plus tard, son petit-fils, Harald à la Dent bleue se faisait gloire d'« avoir fait l'unité de tout le Danemark » et, de plus, d'« avoir christianisé les Danois ». Au cours des règnes du fils de Harald, Svend à la Barbe fourchue (mort en 1014) et de son petit-fils, Canut le Grand (mort en 1035), les guerres vikings atteignirent leur dernier point culminant avec la conquête de l'Angleterre; mais leur domination ne fut pas durable, et, par la suite, les Etats féodaux européens s'avérèrent capables de résister à de nouvelles attaques. Le neveu de Canut, Svend Estridsen (mort en 1074), qui avait personnellement rencontré l'échec en tant que Viking, amorça une réorganisation de la monarchie danoise d'après le modèle européen et transforma l'Eglise de mission danoise jusqu'alors assez primitive. Toutefois, ceci se déroula dans une ambiance de forte tension vis-à-vis des empereurs germaniques qui cherchaient à exercer leur influence. C'est pourquoi le Danemark s'appuya sur la papauté en conflit, à cette époque, avec le pouvoir impérial et en 1104 l'Eglise danoise réussit à se libérer de la domination allemande. Toutefois, l'ingérence de l'empereur continua et elle fut la cause de querelles à caractère de guerres civiles dans la famille royale jusqu'en 1157 où Valdemar Ier s'assura la souveraineté incontestée sur le royaume.

L'Union nordique de Kalmar

Valdemar Ier (mort en 1182) et ses successeurs

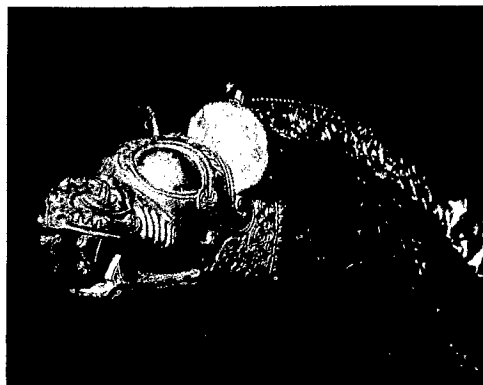
les plus proches consolidèrent la puissance de l'Etat avec l'aide de l'aristocratie et du clergé. D'un point de vue culturel, le Danemark se trouva totalement intégré dans l'Europe centrale, et, à l'extérieur, le royaume s'étendit – en concurrence avec l'Allemagne – par des conquêtes de peuples slaves et baltes le long des côtes sud et est de la mer Baltique. Une révolte des vassaux allemands de Valdemar II (1202-1241) enleva l'initiative au Danemark et pendant trois cents ans la mer Baltique et les eaux avoisinantes furent dominées par les villes hanséatiques allemandes.

L'échec de la politique extérieure conduisit à des querelles internes de longue durée entre les rois, le clergé et l'aristocratie, et une tentative, au début du 14^{ème} siècle, de reprise des conquêtes dans le nord de l'Allemagne eut de rapides conséquences. Des difficultés financières chroniques obligèrent les rois à donner en gage aux chefs allemands des troupes mercenaires les châteaux du royaume, et à la mort de Christophe II en 1332, il n'y eut pas de roi pendant huit ans. Le fils de Christophe, Valdemar IV (1340-1375) monta alors sur le trône, rétablit son royaume grâce à un sentiment anti-étranger dans la population et le défendit à l'extérieur. Des difficultés dynastiques eurent pour résultat que la fille de Valdemar, Margrethe Ire (1387-1396, en réalité 1375-1412), reine de Norvège, dut réellement assumer le pouvoir, et lorsque les seigneurs suédois à l'occasion d'une querelle avec le roi de Suède de naissance allemande sollicitèrent l'aide du Danemark, le Danemark, la Norvège et la Suède formèrent en 1397 une union tournée contre l'Allemagne. En ce qui concerne le Danemark et la Norvège, cette union devait durer jusqu'en 1814.

Le successeur de Margrethe, Eric de Poméranie (1396-1439, en réalité à partir de 1412),

Fyrkat : forterresse de l'âge viking (800-1050 apr. J.-C.), découverte près de Hobro (Jutland) : construite par Harald Ier à la Dent bleue ou par Svend Ier à la Barbe fourchue, selon les mêmes principes qu'Aggersborg (Jutland), Nonnebakken (Fionie) et Trelleborg (Seeland). Le camp, entouré d'un rempart circulaire large de douze mètres et d'une douve extérieure, a un diamètre intérieur de 120 mètres. Les ouvrages ont été dégagés aux trois quarts, de 1950 à 1963, à l'initiative du Musée national, qui en est propriétaire.

Reconstitution de l'âge de fer : organisme autonome, créé en 1964, le Historisk-Arkæologisk Forsøgscenter i Lejre (Seeland) (Centre d'histoire et d'archéologie appliquée et pratique de Lejre), a reconstitué, sur le terrain, les maisons, l'environnement et les activités des populations de l'âge de fer du Danemark (500 av. J.-C. à 800 apr. J.-C.).

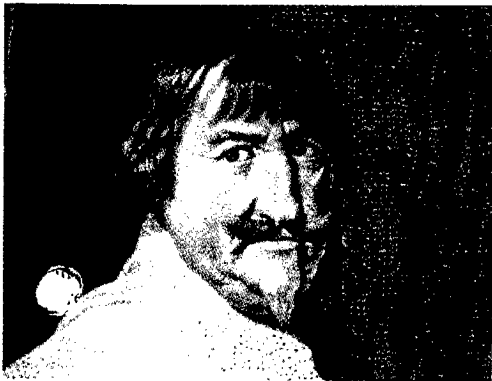


Tête d'animal dorée montée sur collier de cheval d'attelage (vers 900), trouvée à Mammen près de Viborg (Jutland). Collections du Musée national de Copenhague.

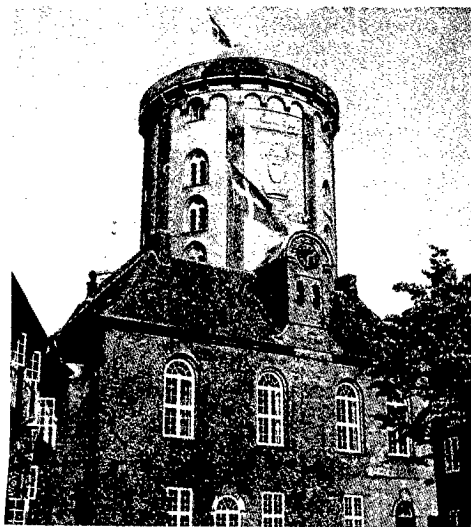




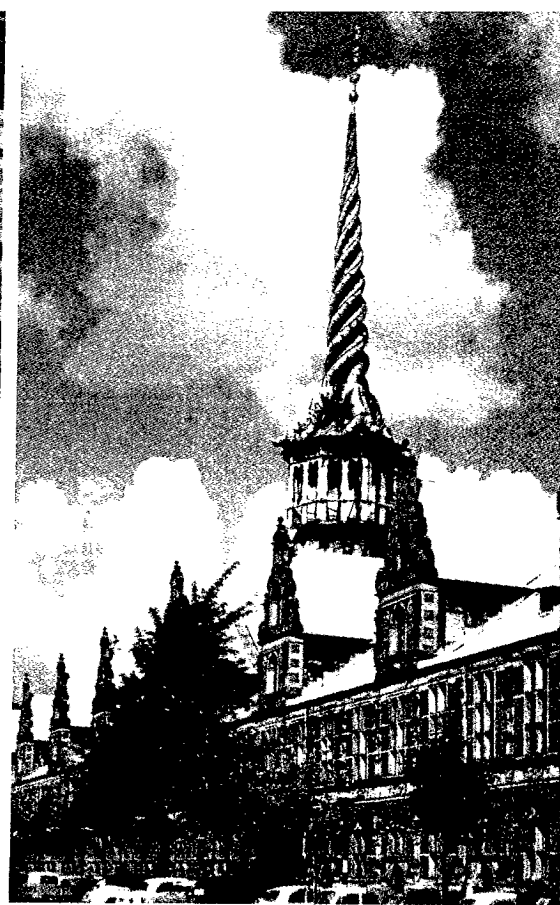
Margrethe Ire (1353-1412) : reine à partir de 1375. Placa sous un même sceptre, le sien, les trois royaumes scandinaves : le Danemark, la Norvège et la Suède (Union de Kalmar 1397). Morte, pestiférée, à bord de son navire en voyage sur le fjord de Flensbourg. Son tombeau se trouve dans la cathédrale de Roskilde.



Christian IV (1577-1648) : roi du Danemark et de Norvège à partir de 1588. Grand bâtisseur, il nous a légué, notamment, les chefs-d'œuvre suivants : Borsen (la Bourse), Regensen (résidence universitaire), Holmens Kirke (église), Rosenborg Slot (château), Trinitatis Kirke (église), Rundetårn (la Tour ronde), partie du Nyboder (quartier des maisons des marins), Proviantgården (magasin des vivres) et Tøjhuset (arsenal). En outre, il réaménagea le château Frederiksborg Slot, et créa le quartier de Christianshavn et les villes de Kristiania, Kristianstad et Kristiansund.



Regensen (résidence universitaire) (au premier plan), Rundetårn (la Tour ronde) et une partie de Trinitatis Kirke (église) (en arrière-plan).



Borsen (la Bourse) surmontée de la célèbre flèche constituée par l'entrelac de quatre queues de dragons.

fit jouer à l'extrême les forces des Etats de l'union dans une tentative désespérée pour évincer les comtes de Holstein qui avaient pris possession des duchés de la frontière du Jutland du sud ou Slesvig. Son successeur, souverain régnant sur trois royaumes, mourut sans postérité, et Christian Ier (1448-1481) fut élu roi de Danemark et Norvège. Quelque années plus tard, il fut élu comte de Holstein par la noblesse holsteinoise.

Ceci mit fin aux conflits de frontière autour du Slesvig et le Holstein allemand resta uni au Danemark pendant 400 ans.

La Réformation

Les rois Hans (1481-1513) et Christian II (1513-1523) combattirent tous deux sur deux fronts, s'efforçant de rétablir une union dano-suédoise – si nécessaire par la guerre – et tentant, en même temps, de briser l'hégémonie économique des villes hanséatiques. Le premier de ces buts échoua, le second réussit – toutefois, surtout en raison de la découverte des routes maritimes vers les Indes et l'Amérique qui déplça le centre de gravité du commerce d'outre-mer de la mer Baltique à l'océan Atlantique et affaiblit ainsi la position des villes hanséatiques. Christian II, qui était un être violent, fut déposé au cours d'une révolte, et, au cours des années suivantes, les tensions sociales et religieuses s'intensifièrent, conséquence de la Réformation qui, provenant de l'Allemagne, pénétrait dans le nord. Une guerre civile ouverte se termina en 1536

par la défaite des bourgeois et paysans révoltés, mais aussi par la chute de l'Eglise catholique. Les biens de l'Eglise furent confisqués par l'Etat, l'Eglise luthérienne passa au pouvoir personnel du roi, et la noblesse resta seule en tant que classe privilégiée, partageant le pouvoir avec le souverain.

Les guerres avec la Suède

La faiblesse des villes hanséatiques laissait la mer Baltique en tant que territoire maritime où le Danemark et la Suède pouvaient librement exercer leur rivalité. Pendant quelques générations, le Danemark, qui tenait les détroits, conserva la domination économique et militaire, et, grâce à de bons débouchés à l'étranger pour les produits agricoles, les propriétaires terriens et les marchands pouvaient se féliciter de l'importance des exportations et de l'abondance des bénéfices. Un grand nombre de bâtiments dans le style Renaissance rappellent encore la prospérité de la noblesse et le train de vie luxueux de cette époque. Christian IV (1588-1648), personnalité extraordinairement énergique et éclatante, put se faire couronner roi en 1596 dans la conviction qu'il était l'héritier d'une opulence et d'un pouvoir sans limites ; en particulier, grâce à sa propre initiative, l'architecture, la peinture, la musique et la vie économique furent florissantes durant son règne.

Toutefois, la Suède, qui dominait la Finlande depuis très longtemps, réussit à s'appropriier les territoires intérieurs de la mer Baltique depuis le golfe de Finlande au nord jusqu'à Gdansk au sud, et, dans l'espoir de pouvoir contre-balancer l'expansion de la puis-

sance suédoise, le roi Christian IV intervint dans la guerre de Trente Ans en 1625. Il essaya un échec et dut laisser à son rival suédois Gustave Adolphe la place qu'il avait espéré pouvoir gagner en tant que grand capitaine protestant en Allemagne. Une guerre directe avec la Suède aboutit, par la suite, à la perte des places sur la mer Baltique.

En 1657, le roi Frédéric III trouva le moment opportun pour une revanche, mais l'armée danoise fut totalement mise en déroute par l'armée suédoise, et seule une défense énergique de la capitale Copenhague put éviter que tout le Danemark ne tombât aux mains du roi de Suède. Les pertes de territoires étaient pourtant cuisantes – toutes les anciennes provinces danoises à l'est du Sund.

Après la guerre, le pays se trouva dans une profonde crise économique et nationale ce qui nécessita des mesures draconiennes pour remédier à la situation. Avec l'appui de l'armée et de la bourgeoisie de Copenhague, Frédéric III, en 1660, mena à bien un coup d'Etat qui supprima les privilèges de la noblesse – y compris le droit au pouvoir gouvernemental, et, dans des conditions difficiles, le nouveau gouvernement absolu réalisa un grand nombre de réformes qui visaient à moderniser l'administration et à renforcer l'armée. Cela réussit jusqu'à un certain point, le Danemark lors de nouvelles dissensions avec la Suède en 1675-1679, 1699-1700 et 1709-1720 étant à nouveau en mesure de s'affirmer militairement, toutefois sans réussir une reconquête des territoires perdus.

Les réformes

Au cours des quatre-vingts années suivantes, le Danemark et la Norvège maintinrent leur neutralité dans tous les conflits internationaux, ce qui renforça le commerce extérieur et créa un essor économique. sous l'influence des courants intellectuels de l'époque – le pié-

tisme et le rationalisme – le gouvernement entreprit une série de réformes sociales, à l'origine d'un caractère surtout philanthropique, mais par la suite avec un objectif politique et social marqué. Diverses camarillas de cour, qui agissaient sous couvert que Christian VII (1766-1808) était atteint de démence et ne pouvait gouverner, donnèrent des orientations différentes; mais, en 1784, le prince héritier Frédéric âgé seulement de 16 ans prit le pouvoir et, avec lui, un gouvernement progressif de propriétaires terriens arriva au pouvoir. La population croissante exigeait un meilleur rendement de l'agriculture, et la prospérité générale rendit possible la réalisation de réformes radicales – aussi bien techniques que sociales. La classe paysanne, opprimée jusqu'alors, obtint les droits civils, et les communautés de village à l'exploitation lourde et laborieuse furent dissoutes de sorte que les paysans purent continuer l'exploitation de leurs fermes en tant qu'entreprise individuelle. La scolarité fut rendue obligatoire pour tous les enfants et l'analphabétisme supprimé.

L'attaque anglaise

En agissant ainsi le gouvernement avait devancé l'évolution politique, et la Révolution française de 1789 n'eut qu'un faible écho au Danemark. Par contre, les violents conflits internationaux qui suivirent dans le sillage de la Révolution eurent pour conséquence un épanouissement encore plus remarquable du commerce extérieur danois. Il en résulta que la situation du Danemark devint extrêmement dangereuse, l'Angleterre profitant de sa supériorité sur mer pour menacer la libre circulation maritime des navires des pays neutres. Pour combattre cet état de fait, le Danemark forma une « alliance armée de neutralité » avec la Suède, la Prusse et la Russie. A ceci l'Angleterre répondit par une expédition maritime en mer Baltique en 1801 et le Danemark, après un court combat, se vit contraint de quitter l'alliance qui fut rapidement dissoute. La puissance grandissante de Napoléon sur le continent et la crainte, d'ailleurs sans fondement, manifestée par l'Angleterre de voir le gouvernement danois mettre sa flotte à la disposition de l'empereur entraîna à nouveau en 1807 une attaque anglaise. Copenhague fut bombardée et la flotte de guerre fut capturée et emmenée en tant que butin de guerre.

L'attaque de Copenhague contraignit le gouvernement à s'allier avec la France et l'on resta fidèle à Napoléon jusqu'à sa chute en 1814. La perte de la flotte et le blocus anglais des mers eurent pour conséquence un état de besoin au Danemark et directement la famine en Norvège, et lorsque la Suède se joignit aux puissances alliées et exigea l'abandon de la Norvège par le Danemark, le gouvernement ne put former opposition. Seules les anciennes possessions norvégiennes de l'océan Atlantique, les îles Féroé, l'Islande et le Groenland restèrent unies au Danemark.

Une culture florissante

La période qui suivit l'année 1814 fut marquée par la pauvreté et la morosité. Les importantes activités réformatrices cessèrent, et les ébauches d'un débat sur la société qu'avait fait naître la Révolution française s'arrêtèrent. Dans l'Europe absolutiste reconstruite au Congrès de Vienne, le Danemark était un Etat-modèle gouverné par le roi bienveillant, conservateur et patriarcal Frédéric VI (1808-

1839). Et pourtant – peut-être même à cause de cela – la vie culturelle florissait sous le signe du romantisme et du classicisme avec des écrivains comme Adam Oehlenschläger et Hans Christian Andersen, le peintre C. W. Eckersberg, le sculpteur Bertel Thorvaldsen, l'architecte C. F. Hansen, le compositeur C. E. F. Weyse, le physicien H. C. Ørsted, le philosophe Søren Kierkegaard, l'archéologue C. J. Thomsen et le maître de ballet et homme de théâtre aux nombreux talents August Bournonville. En même temps le théologien N. F. S. Grundtvig déployait une grande activité littéraire qui en appelait à un réveil populaire tant religieux que national.

Telle était la toile de fond de l'activité qui se manifesta, après 1830, dans toute la société. Frédéric VI permit que fussent établies des assemblées d'états généraux conseillères – une pour la Seland, une pour le Jutland et une pour chacun des deux duchés de Slesvig et de Holstein, et, bien que peu représentatives de la population, elles s'avérèrent être des endroits de discussion intense. Dans le Holstein, le jeune magistrat Uwe Jens Lornsen se présenta avec un programme politique inspiré du mouvement Burschenschaft allemand. Il demandait que le Slesvig et le Holstein soient unifiés et partiellement détachés du Danemark.

La revendication de Lornsen fit naître de violentes protestations au Danemark où un groupe de jeunes universitaires affirma que le Slesvig était autrefois terre danoise et devrait bien plutôt être rattaché au Danemark par des liens plus forts. Ils formèrent un parti national-libéral et revendiquèrent une constitution libre pour le Danemark, et l'attitude incertaine du gouvernement devant ces mouvements contribua à ce que des groupes de po-

pulation de plus en plus importants – tant dans les villes que dans les campagnes – se rangèrent du côté des libéraux.

La Constitution

L'absolutisme était donc déjà fortement ébranlé lorsque les révolutions, au début du printemps 1848, se propagèrent à travers le continent comme un feu de brousse. Les cercles slesvig-holsteinois exigèrent une action immédiate, mais leur ultimatum demandant au gouvernement un régime politique commun pour le Slesvig et le Holstein fut contre-



Le bombardement de Copenhague : de crainte que le Danemark ne se rangeât du côté des Anglais, le gouvernement britannique, ce dernier Copenhague (illustration). Les Anglais, en pleine tempête politique et économique qui souffla sur le Danemark, connut un épanouissement sans précédent. Les illustrations de l'époque.



Le sculpteur Bertel Thorvaldsen (1770-1844) : le maître du néo-classicisme.



Le poète H. C. Andersen (1805-1875) : ses contes suscitent l'émerveillement et l'enthousiasme de par le monde entier.



Le physicien H. C. Ørsted (1777-1851) : nous lui devons la découverte de l'électromagnétisme en 1820.

carré par les nationaux-libéraux à Copenhague qui – sans violence – pressait Frédéric VII (1848-1863) de renoncer à l'absolutisme et de convoquer une assemblée nationale législative élue au suffrage universel. Le conflit au sujet du Slesvig fit éclater une guerre de trois ans où les Slesvig-Holsteinois reçurent au début de l'aide, entre autres, de la Prusse; mais lorsque la révolution en Europe centrale fut réprimée par la Russie et l'Autriche, les Slesvig-Holsteinois furent laissés à eux-mêmes et à un échec inévitable.

En 1849, on réussit, en ce qui concerne le

Danemark, à promulguer une constitution libérale – avec même un droit de vote si étendu qu'elle était, sans conteste, la plus démocratique d'Europe; mais une réorganisation de toute la monarchie, alors qu'il fallait toujours prendre en considération le statut particulier des duchés et qu'on était lié par les promesses faites aux grandes puissances, créait des ennuis sans fin. Finalement, le président du conseil libéral C. C. Hall ne vit aucune autre possibilité pour en sortir que d'avoir recours à une grande crise politique. Une nouvelle constitution fut votée qui comprenait le Danemark et le Slesvig, mais détachait le Holstein.

La perte du Slesvig

Comme prévu, les Etats allemands protestèrent et ils firent occuper militairement le Holstein; mais le nouveau premier ministre prussien, Otto von Bismarck, trouva dans ceci un prétexte supplémentaire pour déclarer la guerre – une solution que le Danemark était mal préparé à soutenir. La guerre éclata en février 1864 et ne dura que quelques mois. Le Slesvig dut être cédé et cette province resta possession allemande pendant plus de cinquante ans, bien que la population dans la moitié nord de la province conservât sa langue et sa mentalité danoises dans des conditions très difficiles.

Cette défaite fut violemment ressentie. Maintenant – comme en 1660 et en 1814 – se levait ouvertement la question de savoir si le Danemark pouvait en somme survivre en tant que nation. Les nationaux-libéraux, qui représentaient particulièrement les cercles bourgeois dirigeants de Copenhague, ne jouissaient plus de la confiance, et la puissance gouvernementale était entre les mains « des grands et des petits paysans » – c'est-à-dire de

la population sous la coupe des propriétaires terriens. Une nouvelle constitution plus réactionnaire, qui consolidait l'arrivée au pouvoir des classes aisées, fut adoptée.

La croissance économique

Mais, en dépit de la crise politique, le Danemark était un pays en pleine expansion économique. La prospérité qui, dans les années 1830, avait donné leur essor aux mouvements populaires, continuait. L'industrialisation de l'Angleterre augmentait la demande de produits agricoles danois – en particulier les céréales, la navigation à vapeur accroissait le commerce extérieur dans son ensemble, et le réseau de chemin de fer nouvellement construit favorisait les échanges intérieurs. La disparition du Holstein, qui avait été la région la

Souverains danois depuis mille ans

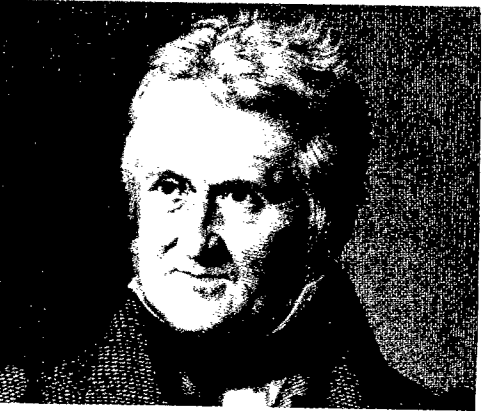
| | |
|-------------------------------|---------------|
| Gorm l'Ancien | jusqu'en 940 |
| Harald Ier à la Dent bleue | 940 – 985 |
| Svend Ier à la Barbe fourchue | 985 – 1014 |
| Harald II | 1014 – 1018 |
| Canut Ier le Grand | 1018 – 1035 |
| Hardeknud | 1035 – 1042 |
| Magnus le Bon | 1042 – 1047 |
| Svend II Estridsen | 1047 – 1074 |
| Harald III Pierre molle | 1074 – 1080 |
| Canut II le Saint | 1080 – 1086 |
| Oluf Ier Famine | 1086 – 1095 |
| Eric Ier Toujours Bon | 1095 – 1103 |
| Niels | 1104 – 1134 |
| Eric II Emune | 1134 – 1137 |
| Eric III l'Agneau | 1137 – 1146 |
| Svend III Grathe | 1146 – 1157 |
| Canut III | 1146 – 1157 |
| Valdemar Ier le Grand | 1154 – 1182 |
| Canut IV Valdemarsen | 1182 – 1202 |
| Valdemar II le Victorieux | 1202 – 1241 |
| Eric IV Plovpenning | 1241 – 1250 |
| Abel | 1250 – 1252 |
| Christophe Ier | 1252 – 1259 |
| Eric V le Louche | 1259 – 1286 |
| Eric VI Menved | 1286 – 1319 |
| Christopher II | 1320 – 1326 |
| Valdemar III | 1326 – 1330 |
| Christophe II | 1330 – 1332 |
| Interregne | 1332 – 1340 |
| Valdemar IV Renaissance | 1340 – 1375 |
| Oluf III Håkonsson | 1376 – 1387 |
| Margrethe Ire | 1387 – 1396 |
| | (1375 – 1412) |
| Eric VII de Poméranie | 1396 – 1439 |
| Christophe III de Bavière | 1440 – 1448 |
| Christian Ier | 1448 – 1481 |
| Hans | 1481 – 1513 |
| Christian II | 1513 – 1523 |
| Frédéric Ier | 1523 – 1533 |
| Christian III | 1534 – 1559 |
| Frédéric II | 1559 – 1588 |
| Christian IV | 1588 – 1648 |
| Frédéric III | 1648 – 1670 |
| Christian V | 1670 – 1699 |
| Frédéric IV | 1699 – 1730 |
| Christian VI | 1730 – 1746 |
| Frédéric V | 1746 – 1766 |
| Christian VII | 1766 – 1808 |
| Frédéric VI | 1808 – 1839 |
| Christian VIII | 1839 – 1848 |
| Frédéric VII | 1848 – 1863 |
| Christian IX | 1863 – 1906 |
| Frédéric VIII | 1906 – 1912 |
| Christian X | 1912 – 1947 |
| Frédéric IX | 1947 – 1972 |
| Margrethe II | depuis 1972 |



On ne s'allie à Napoléon dans sa lutte
na, en 1807, à sa flotte de bombarder
trèrent la flotte danoise. Or, en pleine
u début du XIXe siècle, la vie culturelle
l'essous présentent les grandes figures de



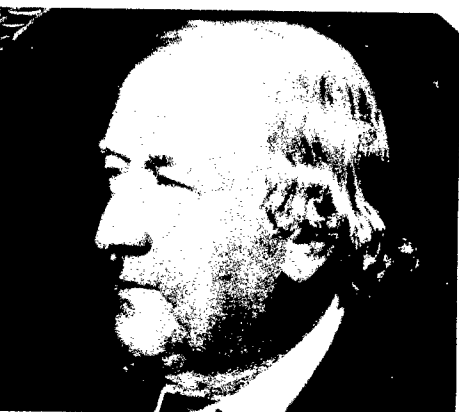
Le philosophe Søren Kierkegaard (1813-1855) :
l'originalité et la pénétration de sa pensée lui a
valu un renom international.



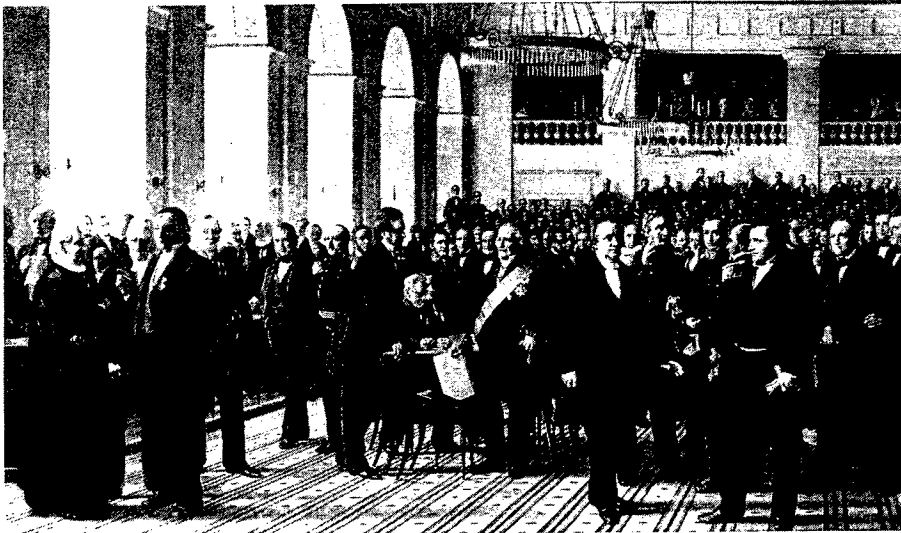
Le peintre C. W. Eckersberg (1783-1853) : source
d'inspiration pour les nouvelles générations.



L'évêque et poète N. F. S. Grundtvig (1783-1872) :
il conçut, dans les années 1830, l'idée des Universi-
tés populaires.



Le maître de ballet August Bournonville (1805-
1879) : il créa un répertoire monté aujourd'hui sur
les grandes scènes internationales.



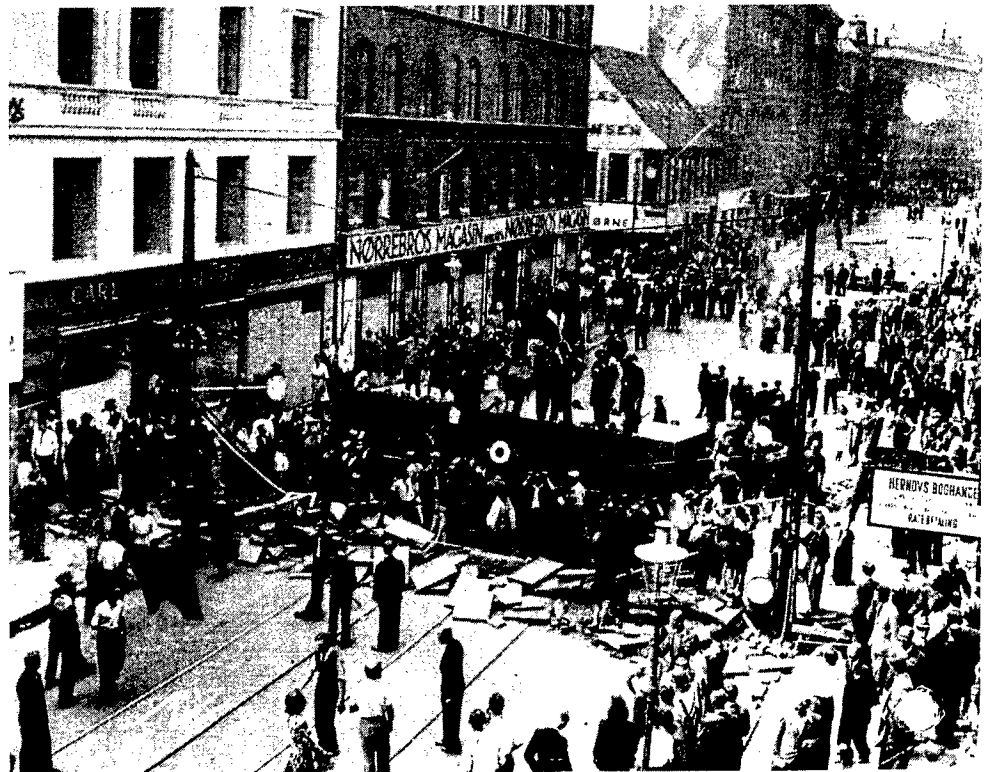
Abolition du pouvoir absolu : en 1849, le Danemark se dota d'une Constitution libre, qui, par ailleurs, instaura un droit de vote on ne pouvait plus libéral en Europe. L'Assemblée constituante (illustration) se réunit en octobre 1848 et, le 5 juin 1849, le roi Frédéric VII signa la Constitution.



La société danoise, après 1864, connut, malgré les tiraillements politiques, une période prospère sur le plan économique. En 1882, fut créée, à Hjedding, près de Varde (Jutland), la première laiterie coopérative du monde (illustration).



Avènement, en 1924, du premier gouvernement social-démocrate. Photo : le premier ministre Thorvald Stauning.

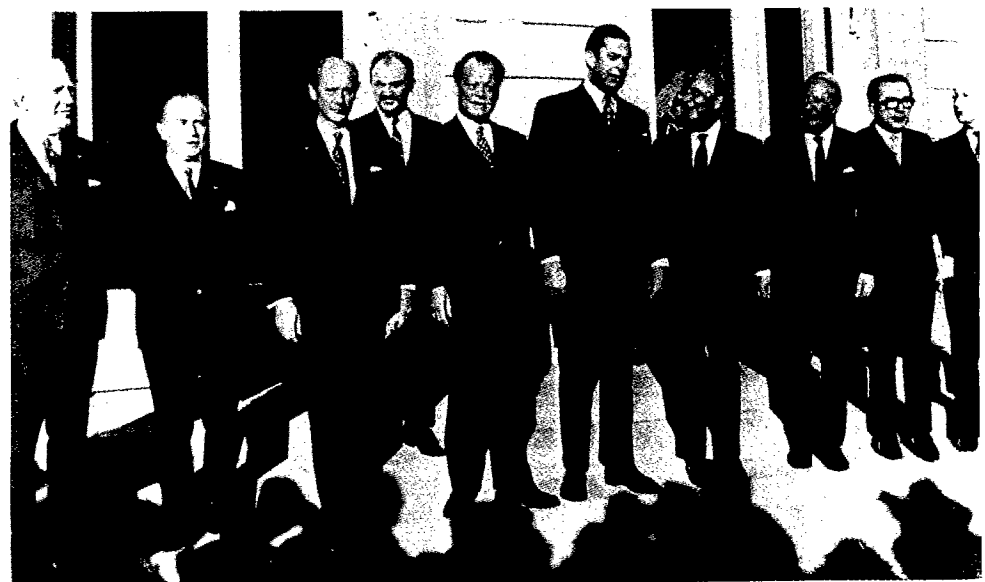


Des provocations allemandes à Copenhague, au début de l'été 1944, déclenchèrent en juin une grève générale (photo).



Adhésion à l'OTAN : en 1949, le Danemark devint membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Le ministre des Affaires étrangères, Gustav Rasmussen, signa le Traité au nom du gouvernement (photo).

Le Danemark dans la CEE : l'issue positive du référendum d'octobre 1972 consacra l'entrée du royaume dans la Communauté. A la fin du même mois, le premier ministre, M. Anker Jorgensen (photo, quatrième sur la gauche) participa au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Paris.



plus industrialisée du royaume, poussa à industrialiser le reste du Danemark. Il s'agissait particulièrement d'un certain nombre de petites industries et de quelques grandes entreprises dans les domaines de la brasserie, de la fabrication sucrière, des constructions navales et de la fabrication du ciment – l'une des rares industries où les matières premières pouvaient être extraites du propre sol du pays.

Une haute finance danoise naquit – dirigée pendant toute une génération principalement par le banquier C. F. Tietgen, et, en contrepartie, surgit un nouveau prolétariat d'ouvriers de l'industrie. En 1871, un ancien officier, Louis Pio, tenta de mettre sur pied un parti socialiste. Ce fut d'abord, un échec ; mais les violentes manifestations, qui furent dispersées par les soldats en service commandé, produisirent sans aucun doute un effet si terrifiant sur la bourgeoisie qu'elles contribuèrent à bloquer la situation politique pendant trente ans.

Le gouvernement paysan

La collaboration politique entre les paysans et les propriétaires terriens cessa d'exister au cours des années 1870, et les paysans formèrent alors le parti assez amorphe dit libéral (*Venstre*) qui voulait conquérir lui-même le pouvoir. Mais les propriétaires terriens ne bougèrent pas d'un pouce et, à partir de 1875, le gouvernement fut sous la direction de J. B. S. Estrup, propriétaire terrien assez dur, qui, par périodes, gouverna à coup de lois d'exception auxquelles le parlement ne pouvait pas donner son accord. Toutefois le fondement sur lequel le pouvoir des propriétaires terriens prenait appui se désagrégea. Les exportations de céréales cessèrent quand la Russie et les Etats-Unis conquièrent le marché mondial dans les années 1880, et l'agriculture danoise dut se tourner vers des produits laitiers. Les paysans se groupèrent en coopératives qui créèrent des laiteries et des abattoirs – en réalité la plus importante production du pays, et, ce faisant, ils acquirent l'influence économique et le haut niveau d'organisation qui leur ouvrirent la voie du pouvoir politique.

Les gouvernements des propriétaires terriens s'efforcèrent de tenir le plus longtemps possible – entre autres par le moyen d'un appel patriotique lancé aux électeurs sur la modernisation de la défense nationale avec l'édification de grands forts ; mais ils capitulèrent définitivement en 1901 et un gouvernement libéral avec une majorité parlementaire put être formé. Une législation de réformes, qui visait à une démocratisation des organes directeurs du pays à tous les niveaux, fut mise en place et son point culminant fut la révision de la constitution en 1915 qui, entre autres, étendit le droit de vote aux femmes.

Pendant la première guerre mondiale, 1914-1918, le Danemark resta neutre, mais il ressentit toutefois les effets de la guerre – à la fois sous la forme des fortes augmentations des bénéfices en provenance des exportations de produits agricoles et de l'élévation du coût de la vie pour les salariés. La radicalisation créée partout par la guerre conduisit à de violentes confrontations en 1920, Christian X (1912-1947) tentant de se débarrasser du gouvernement, mais devant renoncer à son initiative politique en raison des désordres et des manifestations. En même temps, la partie nord du Slesvig fut rattachée au Danemark à la suite d'un plébiscite conforme aux clauses du traité de Versailles, tandis que l'Islande

Les ministères depuis 1848

| Les ministères depuis 1848 | | 1924 – 1926 | Th. Stauning I Gouvernement social-démocrate |
|----------------------------|---|--|---|
| | | 1926 – 1929 | Th. Madsen-Mygdal Gouvernement libéral |
| | | 1929 – 1935 | Th. Stauning II Gouvernement social-démocrate-radical |
| | | 1935 – 1940 | Th. Stauning III Gouvernement social-démocrate-radical A partir du 10 avril 1940 Gouvernement de coalition |
| | | 1940 – 1942 | Th. Stauning IV Gouvernement de coalition |
| | | 1942 | V. Buhl I Gouvernement de coalition |
| | | 1942 – 1943 | Erik Scavenius Gouvernement de coalition |
| | | 1945 | V. Buhl II Gouvernement de coalition |
| | | 1945 – 1947 | Knud Kristensen Gouvernement libéral |
| | | 1947 – 1950 | Hans Hedtoft I Gouvernement social-démocrate |
| | | 1950 – 1953 | Erik Eriksen Gouvernement libéral-conservateur |
| | | 1953 – 1955 | Hans Hedtoft II Gouvernement social-démocrate |
| | | 1955 – 1957 | H. C. Hansen I Gouvernement social-démocrate |
| | | 1957 – 1960 | H. C. Hansen II Gouvernement social-démocrate, radical et géorgiste |
| | | 1960 | Viggo Kampmann I Gouvernement social-démocrate, radical et géorgiste |
| | | 1960 – 1962 | Viggo Kampmann II Gouvernement social-démocrate et radical |
| | | 1962 – 1964 | J. O. Krag I Gouvernement social-démocrate et radical |
| | | 1964 – 1968 | J. O. Krag II Gouvernement social-démocrate |
| | | 1968 – 1971 | H. Baunsgaard Gouvernement radical, conservateur et libéral |
| | | 1971 – 1972 | J. O. Krag III Gouvernement social-démocrate |
| | | 1972 – 1973 | Anker Jørgensen I Gouvernement social-démocrate |
| | | 1973 – 1975 | Poul Hartling Gouvernement libéral |
| | | 1975 – 1978 | Anker Jørgensen II Gouvernement social-démocrate |
| | | 1978 – 1979 | Anker Jørgensen III Gouvernement social-démocrate et libéral |
| | | 1979 – 1981 | Anker Jørgensen IV Gouvernement social-démocrate |
| | | 1981 – | Anker Jørgensen V Gouvernement social-démocrate |
| | | | * |
| | | Le chef du gouvernement portait le titre de premier ministre (<i>premierminister</i>) de 1848 à 1855, de président du conseil (<i>konsellspræsident</i>) de 1855 à 1918 et il est le ministre d'Etat (<i>statsminister</i>) depuis 1918. | |
| 1848 | A. W. Moltke I Gouvernement de coalition | | |
| 1848 – 1851 | A. W. Moltke II Gouvernement de coalition | | |
| 1851 – 1852 | A. W. Moltke III Gouvernement de coalition | | |
| 1852 – 1853 | C. A. Bluhme I Gouvernement conservateur | | |
| 1853 – 1854 | A. S. Ørsted Gouvernement conservateur | | |
| 1854 – 1856 | P. G. Bang Gouvernement conservateur-national-libéral | | |
| 1856 – 1857 | C. G. Andræ Gouvernement conservateur-national-libéral | | |
| 1857 – 1859 | C. C. Hall I Gouvernement national-libéral | | |
| 1859 – 1860 | C. E. Rotwitt Gouvernement soutenu par les Amis des Paysans | | |
| 1860 – 1863 | C. C. Hall II Gouvernement national-libéral | | |
| 1863 – 1864 | D. G. Monrad Gouvernement national-libéral | | |
| 1864 – 1865 | C. A. Bluhme II Gouvernement conservateur | | |
| 1865 – 1870 | C. E. Frijs Gouvernement conservateur | | |
| 1870 – 1874 | L. Holstein-Holsteinborg Gouvernement de propriétaires terriens et de nationaux-libéraux | | |
| 1874 – 1875 | C. A. Fonnesbech Gouvernement de propriétaires terriens et de nationaux-libéraux | | |
| 1875 – 1894 | J. B. S. Estrup Gouvernement de droite | | |
| 1894 – 1897 | T. Reedtz-Thott Gouvernement de droite | | |
| 1897 – 1900 | H. E. Hørring Gouvernement de droite | | |
| 1900 – 1901 | H. Sehested Gouvernement de droite | | |
| 1901 – 1905 | J. H. Deuntzer Gouvernement libéral | | |
| 1905 – 1908 | J. C. Christensen Gouvernement libéral | | |
| 1908 – 1909 | N. Neergaard I Gouvernement libéral | | |
| 1909 | L. Holstein-Ledreborg Gouvernement libéral | | |
| 1909 – 1910 | C. Th. Zahle I Gouvernement radical | | |
| 1910 – 1913 | Klaus Berntsen Gouvernement libéral | | |
| 1913 – 1920 | C. Th. Zahle II Gouvernement radical | | |
| 1920 | Otto Liebe Gouvernement provisoire | | |
| 1920 | M. P. Friis Gouvernement provisoire | | |
| 1920 – 1922 | N. Neergaard II Gouvernement libéral | | |
| 1922 – 1924 | N. Neergaard III Gouvernement libéral | | |

obtenait un statut autonome dans le cadre du royaume.

Le gouvernement des ouvriers

Dans les années 1920, le gouvernement fut conduit surtout par le parti libéral, considéré alors comme un parti de droite; mais le parti des ouvriers, la social-démocratie, en croissance constante accentuait sa pression, et en 1924, sous la conduite de Thorvald Stauning, fut formé le premier gouvernement ouvrier, qui toutefois se retira en 1926. Quand les partis de droite se divisèrent en 1929 sur la question de la défense nationale, la social-démocratie put à nouveau, et avec l'aide du petit parti radical, former un gouvernement. Le sort voulut que ce gouvernement dut diriger le pays pendant les années 1930, parer les conséquences de la crise économique internationale grâce à une législation particulière qui, entre autres, soutenait l'agriculture touchée par la crise, et, en même temps, poser les bases d'un Etat-providence avec une organisation sociale améliorée, etc.

L'occupation allemande

A la déclaration de guerre en 1939 il fut répondu par une nouvelle déclaration de neutralité; mais le 9 avril 1940, le pays fut occupé en liaison avec la poussée allemande vers la Norvège. La faible défense nationale fut rapidement abandonnée et on capitula en échange d'une promesse allemande que l'occupation était une affaire purement militaire qui ne toucherait pas les conditions internes du Danemark. Le gouvernement continua ainsi de fonctionner jusqu'en 1943, mais à la pression allemande la population répondit par une attitude distante et quand la guerre se concentra sur les fronts extérieurs, un mouvement de résistance surgit – dont le recrutement comptait surtout de très jeunes gens qui importunaient les forces occupantes en sabotant usines et liaisons ferroviaires. Devant l'exigence allemande d'introduire la peine de mort pour les actes de sabotage, le gouvernement se retira en août 1943, et à partir de ce moment le Danemark se trouva sous une simple dictature allemande, tandis que la lutte entre le mouvement de résistance et les forces d'occupation – y compris surtout les collaborateurs danois – se transformait en une sanglante vendetta. A la fin de la guerre en 1945, le Danemark obtint le statut de nation alliée et rallia les Nations Unies.

Le bien-être social

Au cours des années d'après-guerre, on reconstruisit le modèle politique des années 1930, la social-démocratie et le parti radical de gauche restant au pouvoir la plupart du temps sous la conduite de politiciens-ouvriers comme Hans Hedtoft et H. C. Hansen, et abstraction faite de la reconstruction économique qui mobilisa toute les forces jusque vers 1950, le but déclaré était de mettre en place toutes formes de dispositifs sociaux. Toutefois, le grand parti ouvrier n'était pas un véritable porte-parole du socialisme; bien au contraire, il renforçait la compétitivité du commerce et de l'industrie sur le marché international, et l'industrie s'accrut constamment – en particulier les entreprises en mesure de trouver des créneaux et de se spécialiser dans les arts appliqués, les jouets et l'automatisation. Au milieu des années 1960, la valeur des exportations industrielles dépassa la valeur des exportations agricoles.

Pendant la guerre, l'Islande avait rompu les

derniers liens politiques avec le Danemark en se déclarant république. Les îles Féroé, qui avaient été occupées par les Anglais, retournèrent au Danemark, mais avec un statut plus indépendant qu'auparavant. Le Groenland avec sa petite population esquimaude fut rattaché à la politique de bien-être social. Le pays fut modernisé à grands frais, la vie économique convertie à l'élevage des moutons, à la pêche et à l'industrie du poisson. Une certaine autonomie fut introduite, mais le Groenland et les îles Féroé n'étaient pas représentés au parlement.

La Scandinavie, l'OTAN, la CEE

La politique extérieure subit un changement total. La guerre et l'occupation allemande avaient à nouveau renforcé l'intérêt porté à une défense nationale danoise, et après avoir dû abandonner l'idée d'un pacte défensif avec la Norvège et la Suède, on se rallia en 1949 à l'OTAN nouvellement formée. La pensée d'une étroite collaboration avec les autres pays nordiques, avec lesquels le Danemark se sentait étroitement apparentés, n'en était pas pour autant définitivement abandonnée, et, en 1952, le Conseil nordique était établi – une assemblée de parlementaires qui, dans différents domaines, s'efforcent de faciliter les rapports entre les pays nordiques. Sur le plan économique, la fusion des compagnies aériennes danoises, norvégiennes et suédoises en une seule compagnie, la SAS, fut une réussite; mais autrement il s'avéra que les pays nordiques avaient des intérêts si fondamentalement différents qu'une intégration était impossible – il en était ainsi notamment en ce qui concerne la formation des marchés européens. Pauvre en matières premières comme est le pays et totalement dépendant de son actif commerce extérieur, le Danemark fut, dès le début, intéressé à entrer dans le marché commun européen, et quand l'Angleterre s'y joignit, le Danemark la suivit en 1973, tandis que la Norvège et la Suède restaient en dehors.

Notre époque

Aux alentours de 1970, le but qu'on s'était fixé depuis longtemps pour la politique du bien-être social parut atteint, à savoir un haut niveau de vie – parmi les plus élevés au monde, une large couverture d'assurance sociale qui offre une garantie contre la dégradation des conditions de vie sans avoir à tenir compte du chômage ou de la maladie, un système d'éducation qui s'ouvrait à tous les jeunes avec des promesses de formations pratiques ou théoriques à tous les niveaux, etc. Mais pour y parvenir il avait fallu payer le prix fort. Le Danemark eut sa part des révoltes étudiantes françaises et allemandes, et il apprit ainsi à connaître une jeune génération qui avait grandi au cours de la croissance économique mais prenait ses distances vis-à-vis de la lutte de ses parents pour les biens de consommation. Une aile politique de gauche sans cohésion se détacha exigeant une « société alternative » – qui se cristallisa le mieux dans un mouvement de squatters qui occupa une caserne désaffectée à Copenhague et proclama « la ville libre de Christiania ».

Il devait, en même temps, s'avérer que l'augmentation des exportations industrielles ne pouvait, malgré tout, pas redresser la balance commerciale avec l'étranger. Un endettement sans cesse croissant, qui donnait la mesure de la distance séparant la production de la consommation, prit une tournure extrêmement menaçante au cours de la « crise du

pétrole » en 1973-1974, et une violente opposition à l'imposition croissante eut pour conséquence la création d'un parti politique qui, en gros, n'avait que le refus de l'imposition et les économies à son programme. Celui-ci fit une grosse brèche à la fois dans les partis traditionnellement de droite et dans l'aile droite de la social-démocratie.

Les formations de gauche et de droite aux positions raidies ne rendirent pas plus facile la tâche de diriger la politique danoise – et, encore moins, de réaliser les économies qui devaient arrêter la dette à l'étranger et la montée astronomique des impôts. On ne peut pas nier que l'Etat-providence danois, qui avait été fondé sur un très haut niveau de vie, éprouvait des difficultés à s'accommoder de cadres économiques plus étroits.

Erik Kjersgaard

Erik Kjersgaard, diplômé d'histoire, a écrit de nombreux ouvrages historiques. Il est directeur de *Den gamle By* (La vieille ville), musée de la ville d'Århus.

Bibliographie

Danmarks historie (Histoire de Danemark). Politikens Forlag, Copenhague. 1976-1978. 14 volumes. A pour auteurs des historiens danois connus.

Dagligliv i Danmark i 17.-20. århundrede (La vie quotidienne au Danemark du 17ème siècle au 20ème siècle). Nyt Nordisk Forlag, Copenhague. 1963-1971. 4 volumes.

Paul Hammerich: *En Danmarks kronike 1945-1972* (Une chronique du Danemark 1945-1972). Gyldendal, Copenhague. 1980. 3 volumes.

Ludvig Krabbe: *Histoire de Danemark. Des origines jusqu'à 1945*. Munksgaard, Copenhague. 1950. 375 pages.

Erik Kjersgaard: *Une histoire du Danemark*. Ministère des Affaires Etrangères. Copenhague. 1975. 102 pages.

Palle Larring: *A history of the kingdom of Denmark*. Host, Copenhague. 1973. 274 pages.

Steward Oakley: *The story of Denmark*. Faber & Faber, Londres. 1972. 268 pages.

Roar Skovmand, Vagn Dybdahl & Erik Rasmussen: *Geschichte Dänemarks 1830-1939*. Wachholtz, Neumünster. 1973. 467 pages.

Steen Bille Larsen
La Bibliothèque royale

Documentation danoise/Histoire du Danemark.
Publiée par le Ministère des Affaires Etrangères, Asiatisk Plads 2, DK-1448 Copenhague K, Danemark.
Rédaction : Preben Hansen, Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, et Flemming André Larsen.
Traduction : Monique Mortensen.
Mise en page : Grafisk Tegnestue – Ole Jensen.
Imprimeur : Schultz Bogtrykkeri, Copenhague.
Reproduction permise sans autorisation.
Copenhague 1982.

6/1982. ISSN 0107-6205

Documentation danoise

Le Danemark à travers les ouvrages de référence

Le présent fascicule constitue une énumération d'ouvrages de référence publiés récemment au Danemark et à l'étranger et englobant tous les aspects de la société danoise de ces jours.

Son souci majeur étant la facilité d'accès du public étranger aux ouvrages cités, la liste se divise en trois grandes sections :

- 1) Ouvrages conservés dans les principales Ambassades du Danemark équipées d'un Service de l'Information ;
- 2) Ouvrages se trouvant dans les importantes bibliothèques universitaires de votre pays ;
- 3) Ouvrages disponibles auprès d'organismes danois sur demande écrite aux adresses indiquées.

Chacune de ces trois sections se subdivise dans les rubriques suivantes :

Renseignements généraux
Economie
Vie politique
Population
Travail et emploi
Agriculture et pêche
Industrie et commerce
Energie
Transports et télécommunications
Logement
Impôts et taxes
Justice
Administration publique
Education
Protection sanitaire et social

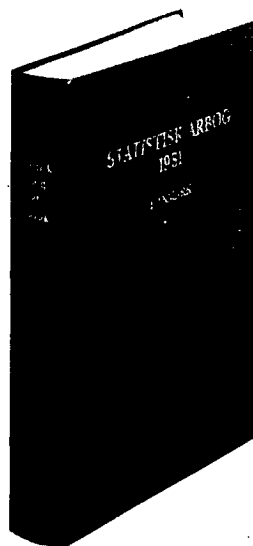
Environnement et protection des monuments naturels et des sites
Défense
Groenland
Iles Féroé
Biographies.

Les notices des première et deuxième sections comportent :

- Références bibliographiques (titre et édition) ;
- Renseignements complémentaires sur l'ouvrage, rédigés en français.

Celles de la troisième section apportent le nom de divers organismes danois ainsi que mention de leurs publications. Les titres en danois sont accompagnés d'une traduction en français.





Danmarks Statistik

STATISTISK ÅRBOG 1981

STATISTICAL YEARBOOK
ÅRGANG - 91 - VOLUME

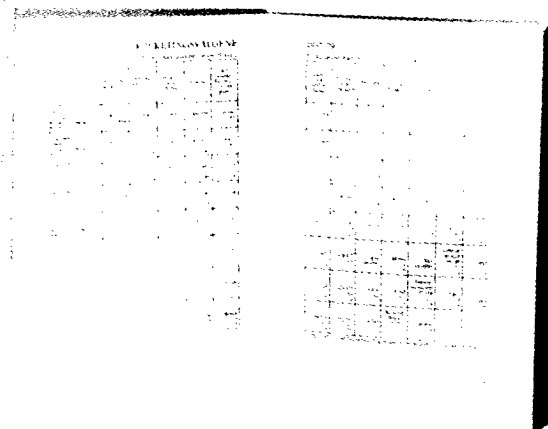
DANMARKS STATISTIK
KØBENHAVN 1981

FOLKETINGETS HÅNDBOG

efter valget 23 oktober

1979

BIOGRAFIER
PARTIPROGRAMMER
VALGSTATISTIK M.M.



PREMIÈRE SECTION

Les principales Représentations Diplomatiques Danoises, qui comportent un Service d'Information, vous fourniront, sur demande, des renseignements tirés des ouvrages suivants :

Renseignements généraux

Kraks vejviser. Bd. 1-5.
(annuel)

Inventaire complet des sociétés commerciales, organismes et associations du Danemark, des îles Féroé et du Groenland. Noms des gérants et administrateurs et capital social. Nomenclature des rues de Copenhague et noms des habitants par rues.

Statistisk årbog. Udgivet af Danmarks Statistik.
(annuel)

Statistiques universelles sur le Danemark, les îles Féroé et le Groenland. Bibliographie des autres publications statistiques sur le Danemark. Les indications de tableaux sont accompagnées d'une traduction en anglais. Index également en anglais.

Avisårbogen. Udgivet af Erik Lund for Dansk pressehistorisk Selskab.
(annuel)

Rétrospective des événements de l'année relatés par les grands quotidiens danois. Important index des matières et des personnalités en vue. Liste des personnalités danoises décédées dans l'année. Chiffres des grands sondages publics.

Economie

Forslag til finanslov for finansåret 19... Bd. 1-2.
Udgivet af Finansministeriet

Projet annuel de loi de finances, présenté au Parlement au mois d'août. Analyse détaillée des enveloppes de crédit.

Vie politique

Folketingets håndbog. Udgivet efter valg til folketinget af folketingets præsidium.
(mise à jour à l'occasion des élections législatives)

Manuel des parlementaires : texte de la Constitution avec index, règlement intérieur du Parlement, résumé de la loi électorale, notices biographiques des parlementaires, chiffres

des élections, liste des partis, leurs programmes, adresses, comités centraux et directeurs, rapporteurs, etc.

Industrie et commerce

Handelsstatistiske meddelelser : månedsstatistik over udenrigshandelen. Udgivet af Danmarks Statistik.
(mensuel)

Statistiques des importations et exportations. Indications par produits, unités/poids, valeur (en couronnes danoises). Les indications de tableaux sont accompagnées d'une traduction en anglais.

Media Scandinavia. Udgivet af Media Documentation Scandinavia.
(annuel)

Répertoire complet de quotidiens, magazines et périodiques. Renseignements sur les rédactions et leur adresse, tirage et tarifs publicitaires.

Udenrigsministeriets tidsskrift : Nyt fra eksportmarkederne. Udgivet af Udenrigsministeriets Handelsafdeling.
(mensuel)

Analyses commerciales mondiales établies par la Direction des Relations Commerciales du Ministère des Affaires Etrangères à l'intention des exportateurs danois, fournissant également renseignements sur ces derniers.

Denmark Review. Published by the Royal Danish Ministry of Foreign Affairs.

Périodique sur la vie économique danoise. Versions en anglais, français, allemand et espagnol.

Justice

Dansk lovregister. Udgivet af V. Topsoe-Jensen : ved Hans Topsoe-Jensen, Niels Topsoe-Jensen.
(annuel)

Recueil des lois et règlements. Index alphabétique.

Lovtidende for kongeriget Danmark. Afd. A.
(annuel)

Journal officiel, composé de fascicules. Index alphabétique et systématique.

Karnovs lovsamling. 9. udg. 1978. Udgivet

med kommentarer under redaktion af W. E. von Eyben, Stephan Hurwitz og Henning Skovgaard. Karnovs Forlag, 1979. Bd. 1-2.
(supplément et index annuels)

Recueil de lois et règlements complété, chaque année, par les fascicules bimestriels *Fra regering og folketing*, registres chronologiques des nouveaux textes.

Translation of Danish legislation. A systematic list. Udgivet af Folketingets Bibliotek og Oplysningstjeneste og Terminologiafdelingen ved Handelshøjskolen i København. J. H. Schultz, 1981.

Inventaire des traductions de lois et règlements. Les traductions sont disponibles, à titre onéreux, auprès de l'éditeur : Schultz Forlag, Montergade 21, DK-1116 Copenhague K.

Administration publique

Kongelig dansk hof- og statskalender. *Statshåndbog for kongeriget Danmark*.
(annuel)

Répertoire de la Cour et de l'Administration publique : adresses, attributions et noms des hauts fonctionnaires. Liste des grands legs, fondations, des sociétés savantes et des personnalités ayant, dans l'année, reçu un ordre ou une décoration.

Udenrigsministeriets kalender.

Annuaire diplomatique et consulaire du Ministère des Affaires Etrangères.

Bibliografi over Danmarks offentlige publikationer. *Impressa Publica Regni Danici*. Udgivet af Danmarks Institut for International Udveksling.

Annuaire des publications officielles de l'année classées selon les attributions des Ministères. Index également en anglais.

Groenland

Groenland 19... Årsberetning. Udarbejdet af Ministeriet for Grønland.
(annuel)

Portrait détaillé de l'Administration autonome complété par une riche documentation statistique.

Iles Féroé

Årbog for Færøerne. Udgivet af Færøernes

Landsstyre. Rigsombudsmanden på Færøerne.

(annuel)

Signalement de tous les aspects de la vie sociale de l'archipel à la lumière, notamment, des événements de l'année. Statistiques.

Biographies

Kraks blå bog.

(annuel)

Notices biographiques comportant environ huit mille personnalités danoises contemporaines.

Les principales Représentations Diplomatiques possèdent, en supplément à la présente Documentation danoise, tout une série de fascicules consacrés aux divers aspects de la société danoise. La liste des titres, préparés par la Direction de Presse et des Relations Culturelles du Ministère des Affaires Etrangères, est disponible auprès du Service d'Information des Ambassades.

DEUXIÈME SECTION

Les ouvrages qui suivent sont disponibles auprès des grandes bibliothèques universitaires de votre pays, ou bien du Danemark par l'intermédiaire des premières.

Renseignements généraux

Statistiske basisoplysninger om Fællesskabet. Udgivet af De europæiske Fællesskabers statistiske kontor.

(annuel)

Recueil de statistiques communautaires : population, main-d'œuvre, comptabilités nationales, activités principales, commerce extérieur, finances, protection sociale et niveau de vie. Existe dans les langues officielles de la Communauté Européenne.

Statistical Yearbook. Published by the United Nations. New York.

(annuel)

Recueil de statistiques de l'Organisation des

GRØNLAND 1980



AUTESTESTING
MINUTU O'CEP GRONLAND

The Law and Practice Relating to Pollution Control in Denmark

by C. Hansen Jensen

Member of the Institute of Public Law, Aarhus

for Environmental Resources Limited

Graham & Trotman Limited
for the Commission of the European Communities

ÅRBOG for FÆRØERNE

1979

Færøernes landsstyre
Rigsombudsmanden på Færøerne

Nations Unies : population, activités, productions, consommation, transports, échanges commerciaux et autres. Chiffres pour les dix dernières années.

The Europa Year Book. A World Survey. London.

(annuel)

Tome I : Danemark, îles Féroé et Groenland. Introduction, répertoire des hautes personnalités, fonctionnement du Gouvernement, Parlement, Justice et Eglise ; liste des importants organismes et entreprises privés, et de leur adresse, opérant dans les domaines de la communication de masse, crédit et banques, commerce, industrie et transports.

The Stateman's Year-Book. Statistical and Historical Annual of the States of the World. London.

(annuel)

Portrait économique-social du Danemark, des îles Féroé et du Groenland : territoire et population, la Cour, Constitution et Gouvernement, défense, économie, énergie et réserves

naturelles, industrie et commerce, communications, justice, religion, éducation et protection sociale.

B. R. Mitchell : European Historical Statistics 1750-1970. London and Basingstoke, 1975.

Statistiques des pays européens pour la période 1750-1970. Les soixante-seize tableaux couvrent les domaines suivants : climats, population, main-d'œuvre, agriculture, industrie, commerce extérieur, transports et communications, finances, prix, éducation et comptabilité nationale.

Yearbook of Nordic Statistics. Published by the Nordic Council and the Nordic Statistical Secretariat. Stockholm.

(annuel)

Aperçu préliminaire de la coopération inter-nordique. Tour d'horizon de tous les aspects de la vie sociale.

W. Glyn Jones : Denmark. London, 1970.

La société danoise actuelle vue sous l'angle historique. Au premier plan : l'évolution depuis cent cinquante ans. Bref signalement des îles Féroé, du Groenland, et des anciennes Antilles danoises.

Sociale indikatorer for De europæiske Fællesskaber. Udgivet af De europæiske Fællesskabers statistiske kontor. Bruxelles.

(irrégulier)

Etude comparative des indicateurs sociaux des Etats membres de la Communauté Européenne. Les tableaux couvrant, en général, les années 1960, 1965, 1970, 1975 et l'année la plus récente, portent sur les domaines suivants : démographie, emploi, travail, protection sociale, santé, éducation et logement. Paraît dans les langues officielles de la Communauté.

Economie

Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions. Published by the International Monetary Fund. Washington D.C.

(annuel)

Rapport du Fonds Monétaire International, dont la deuxième partie est consacrée aux systèmes monétaires des pays membres. Le chapitre sur le Danemark fournit, notamment,

Denmark Review

Réalités Danoises

Dänische Revue

Revista Danesa

EMBALLA

ELECTRONICA
PROFESIONAL

des renseignements dans les domaines ci-après : cotation des devises, contrôle des changes (règlements à l'étranger, rapatriement de devises, mouvement des capitaux).

O. E. C. D. Economic Surveys. Denmark. Published by the Organisation for Economic Co-operation and Development. Paris. (annuel)

Rapport de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques : analyses et prévisions de l'économie danoise en général et de la politique économique en particulier.

Yearbook of National Accounts Statistics. Published by the United Nations. New York.

Annuaire des statistiques de comptabilité nationale, publié par l'Organisation des Nations Unies. Tome 1 : comptabilités nationales par pays. Tome 2 : tableaux comparatifs. L'annuaire offre, pour le Danemark, les données suivantes couvrant la dernière dizaine ou vingtaine d'années : le produit national brut et ses emplois, les contributions des différentes activités au P. N. B., les ventilations des investissements bruts des entreprises, ménages et administrations, et la balance des biens et services.

Government Finance Statistics Yearbook. Published by the International Monetary Fund. Washington D. C.

Annuaire des statistiques publié par le Fonds Monétaire International : étude comparative des finances et économies des pays membres et plus spécialement des administrations publiques : ressources, emplois, prêts, emprunts et dettes.

Vie politique

Political Parties of the World. A Keesing's Reference Publication. Edited by Alan J. Day and Henry W. Degenhardt. Essex, 1980.

Bref signalement des partis politiques du Danemark, du Groenland et des îles Féroé ; leurs adresses, directions, histoire, programme, organisation, presse et rapports internationaux.

Parliaments of the World. Edited by the Inter-Parliamentary Union. Berlin and New York, 1976.

Renseignements détaillés sur la structure et le fonctionnement du parlement danois, son ac-

tivité législative et financière et le contrôle qu'il exerce sur l'administration.

Chris Cook and John Paxton : European Political Facts 1918-73. London, 1975.

Cronologie des événements ayant marqué l'histoire des pays européens de 1918 à 1973. Retient surtout les faits relatifs aux institutions et à la vie politique.

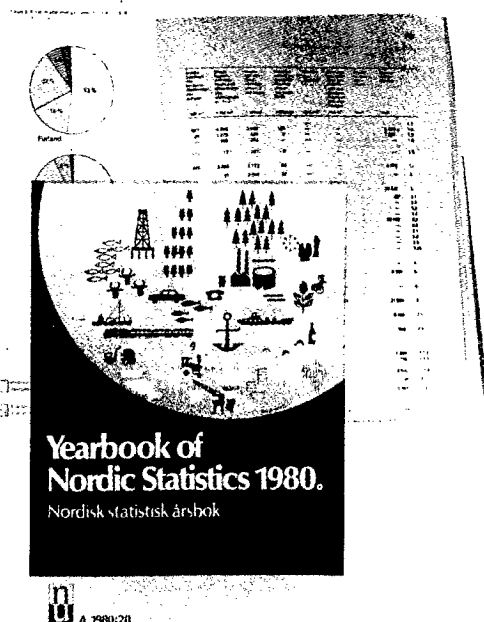
Development Co-operation. Efforts and Policies of the Members of the Development Assistance Committee. Published by the Organisation for Economic Co-operation and Development. Paris. (annuel)

Analyse comparative de l'aide accordée aux pays en voie de développement par les pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Supplément sur les chiffres de l'aide danoise au développement : son importance, sa nature et ses modalités.

Population

Demographic Yearbook. Published by the United Nations. New York.

Annuaire des statistiques démographiques mondiales, publié par l'Organisation des Nations Unies. Comprend deux cent vingt pays ou territoires, dont le Danemark : répartition de la population par âge, sexe et secteur géographique (campagne/ville), nombre de vi-



vant-nés répartis par l'âge de la mère, sexe et secteur géographique ; mortalité fœtale et infantile, et mortalité générale ; nombre de mariages et de divorces.

Travail et emploi

Yearbook of Labour Statistics. International Labour Office. Geneva.

Annuaire de l'Office International du Travail offrant un résumé des plus importantes statistiques sur le travail et l'emploi recueillies pour environ cent quatre-vingts pays : population active, emploi, chômage, durée du travail, salaires, prix à la consommation, accidents du travail, débrayages et grèves.

International Encyclopaedia for Labour Law and Industrial Relations. Editor in chief R. Blanpain. Kluwer Deventer. The Netherlands.

Encyclopédie composée de monographies nationales, chacune de quelque deux cents pages. Le chapitre sur le Danemark étudie : l'histoire et les institutions du droit du travail (sources), les contrats individuels (droits, obligations des parties, durée du travail, stabilité de l'emploi, etc.), ainsi que le système des conventions collectives (partenaires sociaux, procédure des négociations sur le renouvellement des conventions, grèves, lock-out et médiation).

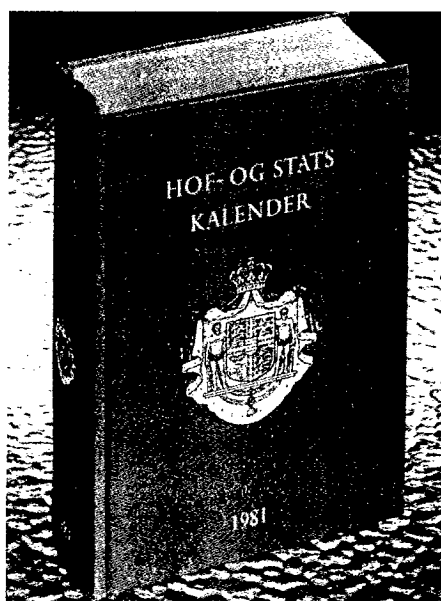
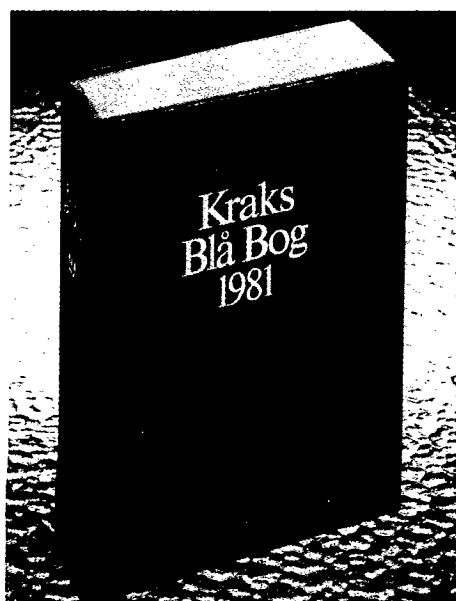
Legislative Series. A selection of world labour and social security legislation. Published by the International Labour Office. Geneva.

Publication semestrielle de l'Organisation Internationale du Travail sur la législation sociale et du travail des pays membres, dont le Danemark. Résumés détaillés des textes de lois. Versions anglaise, française et espagnole.

Agriculture et pêche

Landbrugsstatistisk årbog. Udgivet af De europæiske Fællesskabers statistiske kontor. Bruxelles. (annuel)

Recueil des statistiques agricoles de la Communauté Européenne : chiffres agricoles et de la sylviculture, nombre et dimension des exploitations, productions et prix. Paraît dans les langues officielles de la Communauté.



Fiskeri. Fangster efter områder. Udgivet af De europæiske Fællesskabers statistiske kontor. Bruxelles. (annuel)

Recueil des statistiques de la pêche de la Communauté Européenne, couvrant les quinze dernières années : totaux des prises des bateaux de pêche des Etats membres, répartis par zones : données détaillées pour les espèces et les zones les plus importantes. Paraît dans les langues officielles de la Communauté.

F. A. O. Yearbook of Fishery Statistics. Published by the Food and Agriculture Organisation of the United Nations. Rome.

Annuaire de statistiques mondiales sur la pêche, publié par l'Organisation de l'Alimentation et de l'Agriculture : chiffres des prises de poissons, crustacés, mollusques et autres animaux, résidus et plantes marins, opérées à toutes fins (commerciales, industrielles et de subsistance) à l'exception de celles sportives, par tous les types et toutes les catégories d'embarcations pêchant dans les eaux intérieures et internationales.

F. A. O. Trade Yearbook. Published by the Food and Agriculture Organisation of the United Nations. Rome.

Annuaire de statistiques de l'Organisation de l'Alimentation et de l'Agriculture : échanges mondiaux de produits et machines agricoles, engrais et amendements. Tableaux des importations et exportations des pays dans ces domaines.

F. A. O. Production Yearbook. Published by the Food and Agriculture Organisation of the United Nations. Rome.

Annuaire des productions agricoles, publié par l'Organisation de l'Alimentation et de l'Agriculture. Fournit, pour le Danemark, des chiffres dans les domaines suivants : Nature et dimension des terres arables, cultures, bétails, production de viandes et de produits laitiers, et l'emploi des appareils et moyens de production (machines, matières premières et auxiliaires).

Review of Agricultural Policies in O.E.C.D. Member Countries. Published by the Organisation for Economic Co-operation and Development. Paris. (annuel)

Rapport de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques sur l'évolution de l'agriculture à la fois dans les pays membres et dans les autres pays.

Les chapitres suivants offrent une analyse de la situation particulière de chaque pays : commercialisation, tenue des stocks, emploi et productivité, ressources et investissements.

Industrie et commerce

Kompas Danmark. Register of Danish Industry and Commerce. Published by A/S Forlaget Kompas. Lyngby, Denmark. (annuel)

Répertoire de l'industrie et du commerce comportant deux tomes. Le premier cite 22 000 produits et services, le second fournit le nom de 15 000 entreprises : industriels, fabricants, négociants, transporteurs, banquiers, assureurs, agents de publicité et autres prestataires de services relatifs à la production et au commerce.

Direction of Trade Yearbook. Published by the International Monetary Fund. Washington D. C.

Annuaire du Fonds Monétaire International sur le commerce : chiffres des exportations et des importations du Danemark réparties par partenaires ; chiffres des échanges entre groupes de pays.

Yearbook of Industrial Statistics. Volume I-II. Published by the United Nations. New York. Annuaire des statistiques industrielles de l'Organisation des Nations Unies. Le tome I donne, entre autres, une analyse des secteurs de l'activité industrielle du Danemark selon les indicateurs suivants : nombre d'entreprises, nombre d'employés, salaires et conditions de travail, productions, valeur ajoutée et situation financière. Le tome 2 apporte des renseignements sur la production de produits industriels depuis dix ans. Un index des pays permet l'étude comparative des productions industrielles des nations.

World Banking. Published by Financial Times Business Publishing Ltd. London. (annuel)

Articles consacrés au système bancaire de divers pays, dont le Danemark ; liste des grandes banques, leur siège et principales situations de leur bilan.

Energie

Energistatistisk årbog. De europæiske Fællesskabers statistiske kontor. Bruxelles.

Annuaire des statistiques de l'énergie de la Communauté Européenne : chiffres des économies réalisées, dans ce domaine, par les Etats membres. La première partie comporte les indicateurs économiques, les autres fournissant les bilans des différentes sources d'énergie. Paraît dans les langues officielles de la Communauté.

Energy Policies and Programmes of IEA Countries. International Energy Agency. The Organisation for Economic Co-operation and Development. Paris.

Annuaire de l'Agence Internationale de l'Energie : analyse de la politique énergétique des pays membres. Le chapitre sur le Danemark fait état des économies d'énergie, de la

stratégie de l'approvisionnement et des programmes de recherche et de développement.

Transports et communications

Maritime Transport. Published by the Organisation for Economic Co-operation and Development. Paris.

Annuaire de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques sur la situation de la navigation internationale : les activités dans la navigation maritime et sur certains marchés de transport. Le supplément statistique apporte une documentation fournie sur la navigation maritime danoise.

Impôts et taxes

Deloitte Haskins and Sells : Taxation in Europe 1980. St. Albans, 1980.

Portrait du régime fiscal des pays européens, parmi lesquels le Danemark. L'ouvrage s'adresse avant tout aux hommes d'affaires désireux de faire des placements à l'étranger.

Skattestatistik. Udgivet af De europæiske Fællesskabers statistiske kontor. Bruxelles. (annuel)

Récents informations sur les impôts et charges sociales perçus dans les Etats membres de la Communauté Européenne. Notions et définitions des systèmes d'imposition. Evolutions et structures des systèmes appliqués dans chacun des Etats membres. Paraît dans les langues officielles de la Communauté.

Guides to European Taxation. Published by the International Bureau of Fiscal Documentation. Amsterdam, 1964.

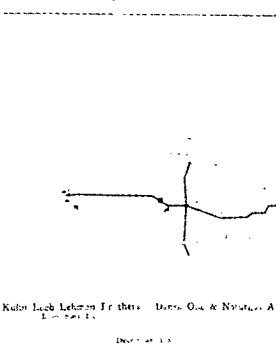
(mises à jour régulières par feuilles volantes)

Guide du régime fiscal du Danemark et des autres pays de l'Europe de l'Ouest, s'adressant aux planificateurs du fisc, aux hauts fonctionnaires et aux chercheurs. Quatre tomes. Tome 1 : imposition des brevets, licences, dividendes et intérêts. Tome 2 : imposition des entreprises. Tome 3 : imposition des bénéfices réalisés sur les marchés financiers. Tome 4 : taxes sur la valeur ajoutée.

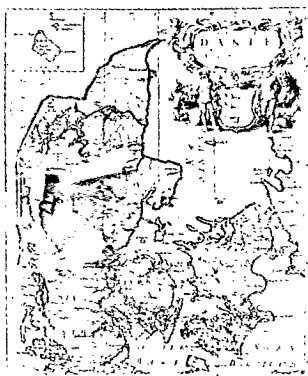
Education

Statistical Yearbook. Published by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation. Paris.

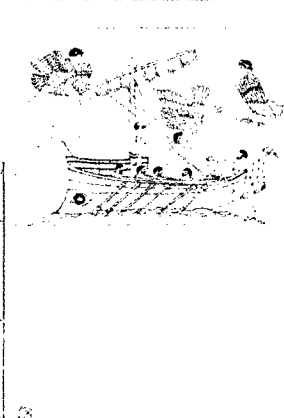
THE DANISH NATURAL GAS NETWORK
1980 Status Report and Financial Review

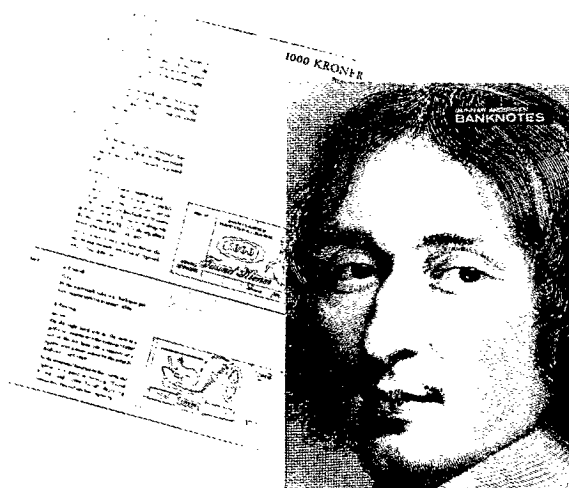


Agriculture in Denmark



Production and Political Areas in Danish Local Government





Annuaire des statistiques de l'UNESCO sur l'éducation (structure, niveaux, coûts), les recherches et la technologie (effectifs, coûts, résultats), et sur la culture et la communication (bibliothèques, édition, mass-media).

The World of Learning. Published by Europa Publications Limited. London. (annuel)

Guide des établissements d'enseignement et des organismes de la culture et des recherches dans le monde entier. Le chapitre sur le Danemark mentionne les catégories suivantes : académies, sociétés savantes, instituts de recherches, bibliothèques et archives, musées, établissements d'enseignement supérieur et maisons pour étudiants.

Undervisning og uddannelse. Udgivet af De europæiske Fællesskabers statistiske kontor. Bruxelles. (irrégulier)

Manuel des Communautés Européennes : chiffres sur les effectifs d'élèves et étudiants et sur le corps enseignant des établissements d'enseignement des Etats membres. Des notes explicatives établissent les rapports entre les définitions statistiques et le système éducatif du Danemark. Paraît dans les langues officielles de la Communauté.

Protection sanitaire et social

Social Security Programs throughout the World. U.S. Department of Health, Education and Welfare. Washington.

Annuaire sur l'organisation générale de la sécurité sociale des pays du monde entier, dont le Danemark. Matières examinées : assurance vieillesse, assurance invalidité, assurance décès, assurance maladie, assurance individuelle, allocations de chômage et allocations familiales.

Environnement et protection des monuments naturels et des sites

C. Haagen Jensen : *The Law and Practice Relating to Pollution Control in Denmark.* London, 1976.

Ouvrage d'une série de neuf tomes édités par la Commission des Communautés Européennes, informant sur la législation en matière de lutte contre la pollution et de protection de l'environnement : pollution atmosphérique, des lacs, des cours d'eau et de la mer ; traitement des déchets ; protection contre le bruit et la radioactivité ; contrôle des produits alimentaires.

Défense

The Military Balance. The International Institute for Strategic Studies. London.

Annuaire apportant une estimation quantitative du potentiel militaire et du coût de la défense des nations. Pour le Danemark : effectifs et matériels de l'armée de terre, de mer et de l'air.

Biographies

The International Who's Who. Europa Publications Limited. London.

Annuaire fournissant notices biographiques de personnalités du monde entier, qui se sont distinguées dans les domaines les plus variés.

TROISIÈME SECTION

Les rubriques comportent le nom des plus importants organismes et administrations du domaine, leur adresse et leurs récentes publications rédigées dans les grandes langues européennes.

Economie

Finansministeriet
Budgetdepartementet
(Ministère des Finances)
Direction du Budget)
Christiansborg Slotsplads 1
1218 København K

Publications, en langue anglaise, sur les finances publiques dans la série *Småtryk* (Petites Publications)

Danmarks Nationalbank
(Banque Nationale du Danemark)
Havnegade 5
1058 København K

Documentation en anglais sur le crédit et la politique monétaire.

Rapport annuel de la Banque Nationale : *Danmarks Nationalbank. Report and accounts for the year*

Monetary Review. périodique.

Andersen, Gunnar : *Banknotes. Principles and aesthetics in security graphics.* Copenhagen, 1975. - 66 pages.

Den danske Bankforening
(Association des Banques Danoises)
Amaliegade 7
1256 København K

Documentation en anglais sur le système bancaire du Danemark.

Det økonomiske Råd
(Conseil Economique)

Norre Voldgade 68
1358 København K

Dansk økonomi (Economie danoise), rapport semestriel généralement suivi d'un résumé en anglais.

Vie politique

Folketingets Informationstjeneste
(Service des Renseignements du Parlement)
Christiansborg
1218 København K

Brochure en langues française, anglaise et allemande sur les institutions politiques du Danemark

Travail et emploi

Dansk Arbejdsgiverforening
(Confédération Patronale)
Vester Voldgade 113
1552 København V

Documentation dans les grandes langues européennes sur :

La Confédération Patronale ;
Le Conseil des Prud'hommes ;
Les partenaires sociaux, l'accord principal et le règlement amiable des conflits ;
La législation sur le travail et l'emploi.

Landsorganisationen i Danmark (LO)
(Centrale Syndicale)
Rosenørns Allé 12
1970 København V

Documentation, dans les grandes langues européennes, sur la formation des syndicalistes au Danemark.

Danish Labour News. périodique irrégulier.

Agriculture et pêche

Landbrugsrådet
(Conseil de l'Agriculture)
Axeltorv 3
1609 København V

Agriculture in Denmark. Copenhagen, 1977. - 227 pages.

Industrie et commerce

Industrirådet
(Association des Industries Danoises)
H. C. Andersens Boulevard 18
1553 København V

The case for industry. An open-ended discussion on the future of industry in Denmark. 1978. - 95 pages.

Brochures sur l'industrie danoise.

Nordic Economic Outlook. publication semestrielle.

Håndværksrådet
(Chambre de l'Artisanat)
Amaliegade 15
1256 København K

Hastrup, Bjarne : *The trades and Danish economic development since 1945.* Copenhagen, 1977. - 43 pages.

Entreprenorforeningen
(Fédération des Entrepreneurs Danois de Bâtiment et des Travaux Publics)
Norre Voldgade 106
1358 København K

Danish contractors working abroad/ Entrepreneurs danois à l'étranger. catalogue renseignant sur les entreprises.

Udenrigsministeriet
Handelsafdelingen
(Ministère des Affaires Etrangères)

Direction des Relations Commerciales)
Asiatisk Plads 2
1448 København K

Met en relations exportateurs et importateurs sur demande écrite.

Handelsbanken i København A/S
(Banque du Commerce)
Holmens Kanal 2
1091 København K

Setting up in Denmark. Copenhagen, 1981.
- 43 pages.

Energie

Energistyrelsen
(Office National de l'Energie)
Landemærket 11
1119 København K

Documentation en anglais sur la stratégie énergétique :

Reports from the heat plan committee set up by the Danish Ministry of Commerce. Copenhagen, octobre 1977, avril 1978, mars 1979 et avril 1980.

Heat planning in Denmark. Information on heat supply planning. Ministère de l'Energie, été 1980. - 29 pages.

The Danish natural gas network - 1980 status report and financial review. Publié par Kuhn Loeb Lehman Brothers International, Inc. et Dansk Olie & Naturgas A/S. Décembre 1980. - 60 pages.

Forsøgsanlæg Riso
(Laboratoire National Riso)
4000 Roskilde

Documentation en anglais sur l'organisation et les activités du Laboratoire, ainsi que rapports sur les travaux de recherches.

Transports et télécommunications

Danmarks Rederiforening
(Association des Armateurs du Danemark)
Amaliegade 33
1256 København K

Rapport annuel de l'Association des Armateurs, consacré aux récentes évolutions de la navigation maritime danoise. Résumé en anglais.

Post- og Telegrafvæsenet
(Office National des Postes et Télécommunications)
Tietgensgade 37
1704 København V

Beretning og statistik (Rapport et statistiques), publication annuelle comportant un chapitre en français.

Rapport annuel fournissant un résumé en français et en anglais.

Teleteknik, publication en langue anglaise sur les nouvelles réalisations technologiques.

Documentation en anglais sur la nouvelle organisation du téléservice des Postes et Télécommunications, sur les *Videotex* systems et systèmes de télémessages.

Dépliant destiné aux touristes, en langues française, anglaise et allemande.

Catalogue annuel de timbres-poste du Danemark et du Groenland, rédigé en français, en anglais et en allemand.

Logement

Statens Byggeforskningsinstitut (SBI)
(Institut National des Recherches dans le Bâtiment)
Postboks 119
2970 Hørsholm

Facts about SBI, brochure.

SBI trend programme. Description des projets d'activités de l'Institut pour des périodes de cinq ans. Dernière édition : 1976.

Administration publique

Amtsrådsforeningen i Danmark
(Association des Conseils Départementaux du Danemark)
Landemærket 10
1119 København K

Documentation en langues française, anglaise et allemande sur :

L'organisation des départements ;
La protection sociale et sanitaire.

Kommunernes Landsforening
(Association Nationale des Communes Danoises)

Gyldenløvesgade 11
1600 København V

Informations sur l'Association et la réforme communale au Danemark :

Information on the National Association of Local Authorities in Denmark (Kommunernes Landsforening) and the Danish local government reform. Copenhagen, 1980. - 8 pages.

Idées et suggestions :

Economic and political trends in Danish local government. Mars 1981. - 118 pages.

Education

Undervisningsministeriet
Det internationale kontor
(Ministère de l'Education)
Direction des Relations Internationales
Frederiksholms Kanal 21-25
1220 København K

Brochures dans les grandes langues européennes sur les matières intéressant l'éducation. Par exemple : *Further and higher education in Denmark.* Copenhagen, 1980. - 16 pages.

Education in Denmark. publications en anglais sur le système éducatif.

Protection sanitaire et social

Socialministeriet
Internationalt kontor
(Ministère des Affaires Sociales)
Service des Relations Internationales
Slotsholmsgade 6
1216 København K

Documentation en anglais sur les régimes de protection sociale et sur la législation en matière sociale.

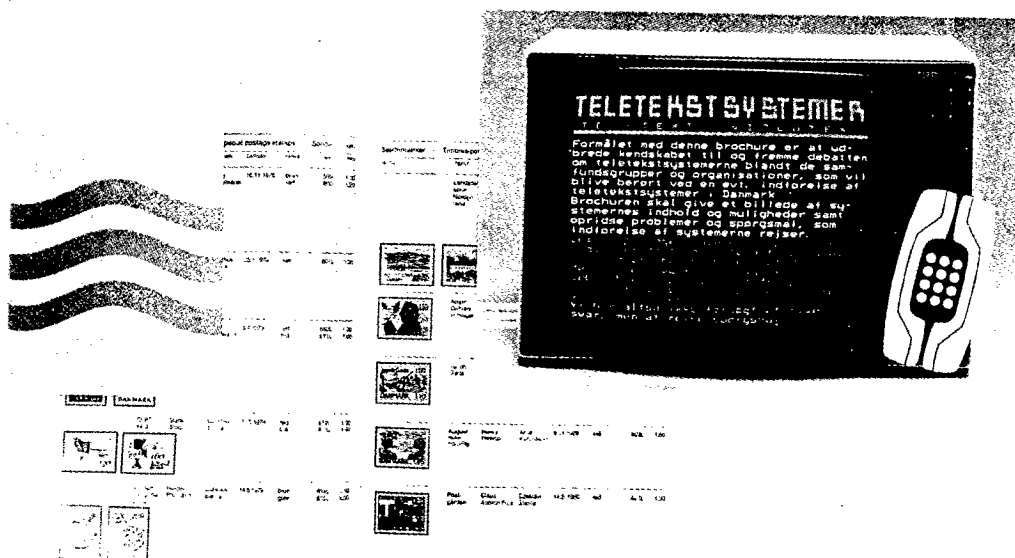
Indenrigsministeriet
(Ministère de l'Intérieur)
Christiansborg Slotsplads 1
1218 København K

Documentation en anglais sur la protection sanitaire.

Socialforskningsinstituttet
(Institut des Recherches Sociales)

KATALOG 1981

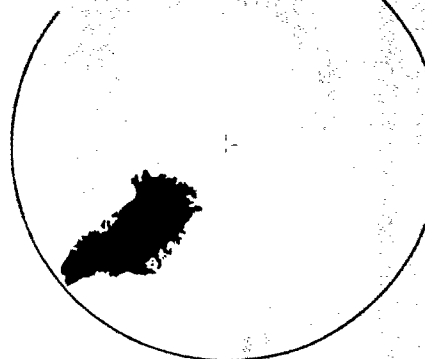
FRIMÆRKER DANMARK GRØNLAND



Greenland and The Arctic Region

- in the Light of Defence Policies

Defence aims



Total Defence

Ivan Christensen:



Borgergade 28
1300 København K

Rapports sur la condition de vie au Danemark, suivis d'un résumé en anglais.

Environnement et protection des monuments naturels et des sites

Miljøministeriet
(Ministère de l'Environnement)
Slotsholmsgade 12
1216 København K

Danish town planning. Publié par le Ministère de l'Environnement, l'Office National de la Planification Spatiale et l'Institut National de l'Aménagement Urbain. 1981. - 116 pages.

Informations sur l'aménagement du territoire au Danemark, dont notamment la planification spatiale.

Miljøstyrelsen
(Office National de l'Environnement)
Strandgade 29
1401 København K

Documentation en anglais sur le Ministère de l'Environnement, son organisation et ses activités.

Fredningsstyrelsen
(Office National de la Protection de la Nature, des Monuments et des Sites)
Amaliegade 13
1256 København K

Documentation en anglais sur la protection de la nature, des oiseaux, des monuments, et à l'occasion des activités d'extraction ; documentation sur les collectivités locales.

Défense

Forsvarets Oplysnings- og Velfærdstjeneste
(Service de l'Information et des Œuvres Sociales de l'Armée)
Trommesalen 4
1614 København V

Publications sur la défense :

Bach, H. C. et Jørgen Taagholt : *Greenland and the arctic region - in the light of defence policies. Defence aims.* Copenhagen, 1977. - 35 pages.

Christensen, Ivan : *Total defence.* Copenhagen, 1979. - 33 pages.

Borberg, Preben et Mogens Espersen : *Military intelligence service as part of crisis management.* (The defence long-term planning series). Copenhagen, 1980. - 24 pages.

Haagerup, Niels Jørgen : *A brief introduction to Danish foreign policy and defence.* 2e édition. Copenhagen, 1980. - 40 pages.

Warsaw Pact aggression possibilities against Denmark. Danish Defence Intelligence Service. Copenhagen, août 1980. - 15 pages.

Groenland

Kommissionen for videnskabelige Undersøgelser i Grønland
(Commission pour les recherches au Groenland)
Øster Voldgade 10
1350 København K

Newsletter from the Commission for Scientific Research in Greenland, publication renseignant sur les travaux de recherches.

Trois publications d'information sur le Groenland : *Bioscience, Geoscience et Man and society.* Disponible, à titre onéreux, auprès de l'édition :

Nyt Nordisk Forlag Arnold Busck A/S
Kobmagergade 49
1150 København K.

Den kgl. grønlandske Handel
(Régie Danoise du Commerce Groenlandais)
Strandgade
1401 København K

Strom Tejsen, Aage V. : *The history of the Royal Greenland Trade Department.* Numéro hors série de la publication *Polar Record*, tome 18, n° 116, pp. 451-474.

Christiansen, Hans C. : *Spotlights on Greenland.* Copenhagen, 1973. - 99 pages.

Christiansen, Hans C. : *Grönland. Arktisches Land im Zeitenwandel.* Schweizer Vorträge. Copenhagen, 1969. - 58 pages.

Christiansen, Hans C. : *Le Groenland. Pays arctique en mutation.* Conférences pronon-

cées en Suisse. Copenhagen, 1970. - 58 pages.

Brochures en langues étrangères sur le Groenland.

Grønlands Fiskeriundersøgelser
(Institut de Recherches Halieutiques du Groenland)
Tagensvej 135, 1.
2200 København N

Publications de travaux de recherches distribuées par la NAFO :

Northwest Atlantic Fisheries Organisation
P. O. Box 638
Dartmouth
Nova Scotia
Canada B2Y 3Y9

La réunion annuelle de la NAFO donne lieu à la publication d'un rapport en anglais : *Denmark (Greenland) research report.*

Kristian Hvidt
Georg Ginsberg
Lise Quistorff

Kristian Hvidt, Conservateur en chef auprès du Parlement.
Georg Ginsberg, Conservateur.
Lise Quistorff, Bibliothécaire documentaliste.



Documentation danoise/Le Danemark à travers les ouvrages de référence.

Publiée par le Ministère des Affaires Étrangères, Asiatiske Plads 2, DK-1448 Copenhagen K, Danemark.

Rédaction : Preben Hansen, Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, et Flemming André Larsen.

Traduction : Erik Sørensen.

Mise en page : Grafisk Tegnesteue - Ole Jensen.

Papier : De forenede Papirfabrikker A/S.

Imprimeur : Schultz Bogtrykkeri, Copenhagen.

Reproduction permise sans autorisation.

Copenhagen 1982.

7/1982. ISSN 0107-6205

Documentation danoise

Danmarks Statistik – L'Institut national de la Statistique

Danmarks Statistik est l'autorité centrale pour les statistiques danoises. Par un acte du parlement, Danmarks Statistik a été mis dans l'obligation de recueillir, traiter et publier des renseignements statistiques sur les aspects de la vie au Danemark, soit seul, soit en collaboration avec d'autres organismes de gouvernement local ou central. Sur demande, Danmarks Statistik peut aussi dresser des statistiques pour des organisations du gouvernement local, pour des organismes privés, des entreprises, etc. De plus, Danmarks Statistik supervise ou contribue à l'établissement et à l'utilisation des registres centraux tenus par les autorités publiques, seconde les comités et commissions publics, et participe à la coopération statistique internationale.

Les publications de Danmarks Statistik

Tous les ans, au mois de janvier, Danmarks Statistik publie son rapport et son projet de travail annuels où l'on peut trouver des renseignements sur les nouvelles statistiques prévues au programme et sur les changements dans les séries statistiques courantes. Cette publication peut être obtenue sur demande.

Le reste des publications de Danmarks Statistik sont groupées dans des séries selon leur type et leur contenu.

Pour des envois en dehors du Danemark, on peut s'abonner ou recevoir des exemplaires vendus au numéro des publications en s'adressant à

Danmarks Statistik
Sejrogade 11
DK-2100 Copenhague Ø

Pour des envois à l'intérieur du Danemark, on peut s'abonner en s'adressant à Danmarks Statistik, mais les exemplaires achetés au numéro peuvent être obtenus par l'intermédiaire des libraires.

Dans la description des publications qui suit, un astérisque (*) après le titre indique que, au moins, les phrases et mots les plus importants sont donnés en anglais.

Nyt fra Danmarks Statistik (Nouvelles des Statistiques danoises) est destinée principalement aux médias, aux organisations commerciales, aux agences du gouvernement et autres organismes ayant besoin de trouver rapidement des renseignements sur des données variables essentielles de l'économie danoise.



Cette série donne des résultats généraux d'enquêtes, d'études et de recensements dont les résultats complets et détaillés sont donnés ultérieurement dans d'autres publications.

On compte annuellement quelque 260 numéros. Le délai de production de la publication étant très court, c'est ici que la plupart des statistiques générales sont publiées en premier.

Les Nouvelles des Statistiques danoises sont disponibles seulement sur abonnement.

Statistiske Efterretninger (Nouvelles statistiques) est la pierre angulaire de toutes les publications car elle traite de tous les domaines des statistiques en détail au fur et à mesure que les résultats deviennent disponibles.

Cette publication offre des résultats de statistiques tant préliminaires que finaux établis périodiquement et comprenant les résultats préliminaires des principaux recensements et études sur lesquels des publications détaillées paraissent ultérieurement dans d'autres séries.

Les Nouvelles statistiques comprennent deux séries : une série B contenant principalement des statistiques à court terme sous forme d'articles mensuels ou trimestriels, et une série A contenant les résultats d'études et de recensements semestriels et moins fréquents ainsi que des résumés des articles mensuels ou trimestriels publiés dans la série B.

Le nombre de numéros publiés chaque année est d'environ 115.

Publication disponible sur abonnement ou au numéro.

Statistisk Årbog (*) (Annuaire statistique) se compose de tableaux (sans texte explicatif) avec les principaux résultats de la plupart des recensements et études réalisés par Danmarks Statistik. Sur de nombreux tableaux, les chiffres les plus récents sont donnés avec les chiffres correspondants des années précédentes. Ceci fait de l'Annuaire le principal ouvrage résumant les statistiques dressées par Danmarks Statistik.

On y trouve de plus des classifications de données établies et publiées par des organisations danoises autres que Danmarks Statistik,



Kvartalsstatistik
over
UDENRIGSHANDELEN

Januar-juni 1980
Quarterly Bulletin of External Trade

DANMARKS STATISTIK
København 1980

et un chapitre concernant les statistiques internationales sous forme d'extraits de publications internationales.

Les dernières pages de l'Annuaire comportent une liste complète des publications de Danmarks Statistik ainsi qu'un répertoire par sujets en danois avec des références aux publications où l'on peut trouver des données sur tous les recensements et études, y compris les enquêtes s'y rapportant.

Statistisk Tiårsoversigt (Revue statistique décennale) est publiée chaque année avec des renseignements portant sur les dix dernières années. La Revue statistique décennale est composée avec une classification qui, conjointement avec l'utilisation des chiffres et graphiques du répertoire, la rend tout particulièrement adaptée à l'enseignement.

Statistiske Tabelværker (Tableaux statistiques) contiennent principalement les résultats d'études périodiques sur une grande échelle. La plupart des publications de cette série sont divisées en une section avec textes et une section avec tableaux, et elles sont destinées à des lecteurs qui cherchent des statistiques assez détaillées, comme, par exemple, *Danmarks vareindførsel og -udførsel* (*) (Le Commerce extérieur du Danemark), qui paraît chaque année en trois tomes.

Handelsstatistiske Meddelelser (*) (Rapports sur le Commerce) sont des bulletins mensuels sur le commerce qui paraissent environ deux mois et demi après la fin du mois auquel se réfèrent les chiffres. Le numéro de décembre comprend les résultats pour toute l'année.

Disponibles sur abonnement ou au numéro.

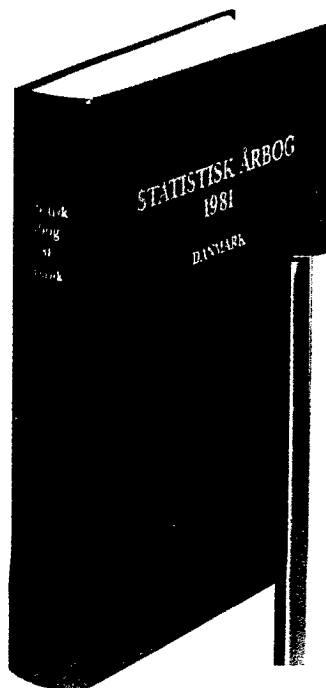
Kvartalsstatistik over udenrigshandelen (*) (Bulletin trimestriel sur le Commerce extérieur) contient une répartition détaillée par catégories des marchandises suivant la Nomenclature du Conseil de Coopération des Douanes avec chiffres préliminaires pour les importations et les exportations analysées par pays. Il est publié environ trois mois après la fin du trimestre auquel se réfèrent les chiffres donnés.

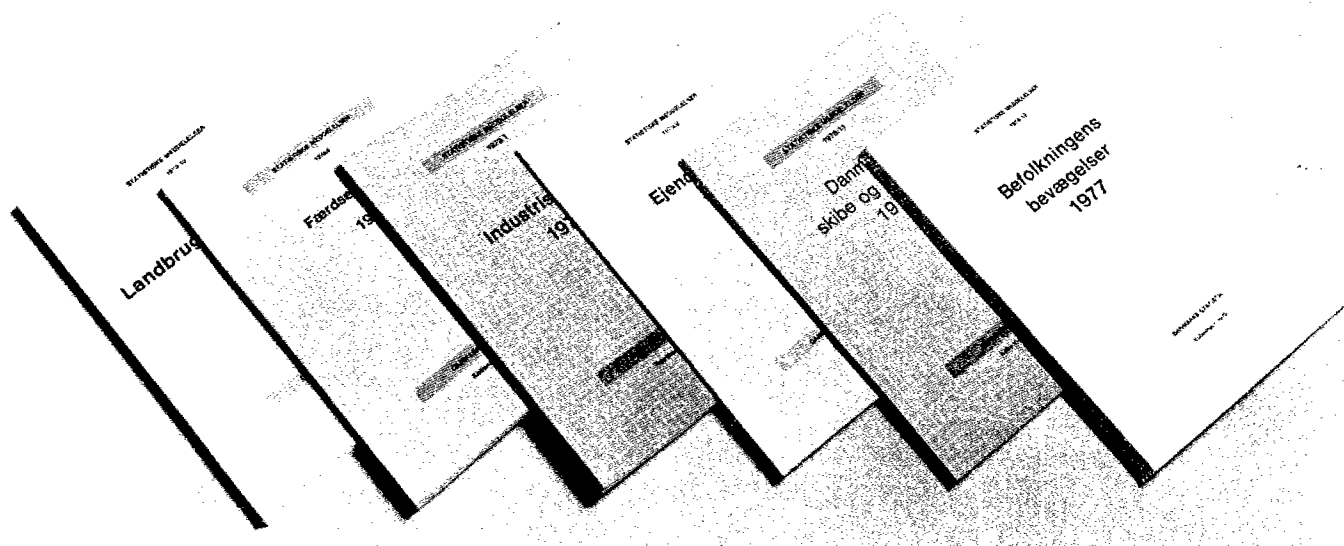
Disponible sur abonnement ou au numéro.

Kvartalsstatistik for industrien (Statistiques trimestrielles pour l'industrie) indique les ventes de marchandises des fabricants réparties suivant la Nomenclature du Conseil de Coopération des Douanes.

Statistiske Meddelelser (Rapports statistiques) contiennent principalement les résultats d'enquêtes et d'études qui ne sont pas assez vastes pour être publiés dans les Tableaux statistiques, mais qui sont, toutefois, trop vastes pour être publiés dans des articles des Nouvelles statistiques. Un grand nombre de ces publications concernent des études annuelles, mais cette série couvre une grande variété de sujets. Les publications annuelles sont :

- Befolkningens bevægelser* (*) (Statistiques sur la population)
- Ejendomssalg* (*) (Ventes de propriétés foncières)
- Landbrugsstatistik* (*) (Statistiques agricoles)
- Industristatistik* (*) (Statistiques industrielles)
- Danmarks skibe og skibsfart* (*) (Les Navires et la Navigation du Danemark)
- Færdselsheld* (*) (Les Accidents de la Circulation)
- Arbejdsløsheden* (*) (Le Chômage)
- Kriminalstatistik* (*) (Statistiques pénales)
- De kommunale finanser* (*) (Les Finances des gouvernements locaux).





Konjunkturoversigt (*) (Tendances économiques) présente les principales données pour l'analyse des tendances économiques au Danemark et dans certains pays étrangers, avec des tableaux et des graphiques couvrant au moins les deux dernières années.

Une particularité est le calendrier des événements économiques, c'est-à-dire une liste résumant en danois les dates et le contenu des principaux événements danois qui sont essentiels à l'étude des tendances générales de l'économie danoise.

Tendances économiques paraît quatre fois par an.

Disponible sur abonnement ou au numéro.

Statistikservice (Service des Statistiques) est une série de publications dont le niveau des détails est plus élevé que ce qui est exigé généralement.

Afin de maintenir le délai de production à un minimum, la mise en page est aussi simple que possible, le contenu principal étant la nomenclature des séries couvrant plusieurs années et/ou des répartitions standard par catégories ou régions industrielles, d'une manière plus détaillée que les énumérations données par les Nouvelles statistiques.

Cette série comprend les publications mensuelles ou trimestrielles suivantes :

Arbejdsløshedsstatistik (Statistiques sur le chômage), mensuel

Arbejdsmarkedsstatistik (Statistiques sur le marché du travail), trimestriel

Kvartalsvis konjunkturbarometer for industri (Publication trimestrielle sur les Tendances dans l'Industrie)

Landbrugets produktions- og prisforhold (Production et Prix agricoles), mensuel

Månedlig beskæftigelses- og lønstatistik for industri (*) (Statistiques mensuelles sur l'Emploi et les Salaires dans l'Industrie)

Månedlig ordre- og omsætningsstatistik for industri (*) (Statistiques mensuelles sur les Commandes et les Ventes dans l'Industrie)

Prisstatistik (Statistiques des Prix), mensuel.

Les publications mensuelles et trimestrielles ne sont disponibles que sur abonnement.

De plus, cette série comprend trois publications annuelles :

Grønlands befolkning (La Population du Groenland)

Regnskabsstatistik for industrien (Statistiques sur la Comptabilité des Entreprises industrielles)

Socialstatistik (Statistiques sociales)

Les publications annuelles sont disponibles sur demande adressée à Danmarks Statistik.

Detailpriser (Les Prix de Détail) est publié quatre fois par an et contient les prix des produits alimentaires de consommation les plus courants. Les prix sont relevés dans certaines communes avec de grandes zones urbaines.

Statistiske Undersøgelser (Enquêtes statistiques) contient les résultats du traitement spécial des données disponibles, couvrant habituellement un certain nombre d'années.

Cette série traite une grande variété de sujets.

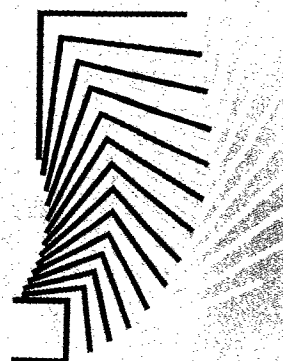
Arbejdsnotater (Notes de Travail) traite des études ou revues (souvent sous forme préliminaire) qui - quoique présentant un intérêt même en dehors de Danmarks Statistik - n'ont pas été acceptées pour être publiées dans aucune autre série éditée par Danmarks Statistik. Les Notes de Travail ne sont normalement pas en vente, mais on peut se les procurer auprès de Danmarks Statistik.

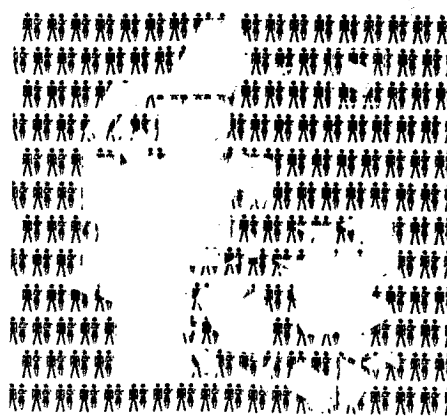
Nationalregnskabsnotater (Notes sur la Comptabilité nationale) offre de la documen-

OCTOBRE 1981 N° 3

KONJUNKTUROVERSIGT
ECONOMIC TRENDS

DANMARKS STATISTIK





tation et des analyses relatives à la comptabilité nationale. Ces notes ne sont habituellement pas en vente, mais on peut se les procurer en s'adressant à Danmarks Statistik (6ème division).

Rapporter fra modelgruppen (Rapports du Groupe Modèle) est une série de documents de travail internes sur les projets modèles courants macro-économiques que l'on suppose présenter un intérêt en dehors de Danmarks Statistik. Ces rapports ne sont normalement pas en vente, mais on peut adresser des demandes de numéros à Danmarks Statistik (6ème division).

Levevilkår i Danmark (*) (Les Conditions de Vie au Danemark) est un compendium de statistiques sociales publié pour la première fois en 1976 par Danmarks Statistik en collaboration avec l'Institut national de Recherches sociales. Il décrit les conditions de vie de la population danoise au moyen de données qui sont tirées principalement de recensements, études et enquêtes réalisés par les deux organismes éditeurs.

Les chapitres de ce livre traitent de la santé, de l'enseignement, du travail, des revenus, des richesses et de la consommation, des cas familiaux, du logement, des loisirs et de l'activité politique.

En 1980, une seconde édition a été publiée avec, dans l'ensemble, les mêmes chapitres, plus un nouveau chapitre concernant la sécurité personnelle.

Nordisk statistisk Skriftserie (Rapports statistiques des Pays nordiques) est publié conjointement par les bureaux statistiques centraux des pays nordiques depuis 1954. Cette série traite des questions communes aux pays nordiques, certaines des publications étant aussi disponibles en anglais.

Chaque trimestre, Danmarks Statistik établit une liste de ses publications éditées au cours des trimestres passés de l'année en cours. On peut se la procurer gratuitement à la fois en danois et en anglais en s'adressant à Danmarks Statistik.

Le service personnel de Danmarks Statistik

La production de Danmarks Statistik est axée principalement sur la publication de statistiques.

Comme supplément, un service personnel est offert aux usagers des statistiques qui acceptent de payer les frais de production de

statistiques établies sur des sujets spécifiques désignés par eux.

Ce service personnel peut consister en

- traitement à destination particulière de données provenant de la production courante des statistiques
- extraits spécifiques de projets permanents de service
- aide pour des études et des enquêtes.

En s'adressant à Danmarks Statistik, on peut obtenir une brochure contenant des renseignements plus détaillés (en danois) sur ces services.

Lorsqu'une demande concernant un projet de service est reçue, Danmarks Statistik prépare une offre mentionnant le délai d'envoi et le montant des frais. Les frais sont destinés à couvrir le coût de la production.

Le travail est, dans la plupart des cas, effectué par les services de Danmarks Statistik qui dressent normalement les statistiques se rapportant aux projets.

Pour plus amples informations, s'adresser à

Danmarks Statistik
Division Services
Sejrogade 11
DK-2100 Copenhague Ø

Tél. : (01) 29 82 22

La bibliothèque de Danmarks Statistik

A été fondée en 1850, en partie pour remplacer une bibliothèque administrative bien plus ancienne, ce qui lui permet de pouvoir affirmer qu'elle a plus de 300 ans. Elle est au service du personnel de Danmarks Statistik ainsi que du public en général.

La bibliothèque est chargée de tenir à jour une collection de statistiques descriptives. Des accords concernant des échanges passés avec la plupart des pays et avec de nombreuses organisations internationales rendent possible la conservation d'une importante collection de documents statistiques étrangers. C'est ainsi que la bibliothèque a passé des accords d'échange avec tous les pays de l'OCDE et ces accords couvrent toutes les statistiques établies centralement.

Outre une collection complète du matériel publié par Danmarks Statistik, la bibliothèque possède une importante collection de rapports annuels provenant d'organismes danois publics et privés, ces rapports contenant fréquemment d'importants renseignements statistiques.

De plus, la bibliothèque possède une petite collection de documents ayant trait à la théorie économique et statistique.

La plupart des ouvrages peuvent être empruntés à l'extérieur et certains livres très demandés sont disponibles en deux exemplaires ou plus. Le matériel antérieur à l'année 1900 peut être consulté sur place dans la salle de lecture.

Le nombre total de volumes de la bibliothèque s'élève à environ 125 000, ce qui correspond à 2 km de rayonnages. Dans ce chiffre sont compris quelque 3400 publications par abonnement (périodiques, annuaires, etc.). L'adresse de la bibliothèque est

Bibliothèque de Danmarks Statistik
Sejrogade 11
DK-2100 Copenhague Ø

La bibliothèque est ouverte au public
du lundi au jeudi de midi à 16 heures
vendredi de midi à 15 heures

On peut demander des renseignements par téléphone en appelant (01) 29 82 22 - poste 2022

du lundi au jeudi de 10 heures à 16 heures
vendredi de 10 heures à 15 heures

Eyvind Vesselbo

Eyvind Vesselbo occupe des fonctions au service d'information de Danmarks Statistik.



Documentation danoise/Danmarks Statistik - L'Institut national de la Statistique.

Publiée par le Ministère des Affaires Etrangères, Asiatisk Plads 2, DK-1448 Copenhague K, Danemark.

Rédaction : Preben Hansen, Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, et Flemming André Larsen.

Traduction : Monique Mortensen.

Mise en page: Grafisk Tegnesteue - Ole Jensen.

Papier : De forenede Papirfabrikker A/S.

Imprimeur : Schultz Bogtrykkeri, Copenhague.

Reproduction permise sans autorisation.

Copenhague 1982.

8/1982. ISSN 0107-6205

Procédures de décision (1)



La Communauté européenne, expérience unique par sa forme, constitue une tentative de création d'une entité internationale fondée sur le droit. Le Traité prévoit les procédures de décision et attribue aux Etats membres leurs droits et leurs obligations, matérialisés surtout par les règlements de vote. Il défend ainsi les petits pays, dont le Danemark, contre les décisions arbitraires des grands, justifiées par le seul potentiel économique et politique de ces derniers. Les procédures de décision traduisent le précaire équilibre entre la protection des petits pays et le poids qui appartient tout naturellement aux grand Etats membres dans les décisions.

Le Traité de Rome, depuis ses vingt-cinq ans d'existence, a rempli sa mission : ses procédures de décision et son attribution des compétences ont fait leurs preuves. L'action communautaire a connu des périodes de bon et de mauvais temps. La haute conjoncture a cédé la place à la basse conjoncture. Les travaux tantôt allaient bon train, tantôt traînaient. Les Etats membres, dès lors, n'ont pas

Le Traité confère à chacune de ces institutions sa compétence propre.



Séance de l'Assemblée parlementaire.

La Commission – janvier 1982.

Le Conseil, qui dispose d'un pouvoir de décision, est composé des ministres des Etats membres réunis sous diverses compositions. Le Conseil dit des Affaires générales réunit une fois par mois les ministres des Affaires étrangères. Même cadence pour le Conseil des ministres de l'Economie et des Finances et pour celui des ministres de l'Agriculture. Les ministres responsables des autres portefeuilles sont convoqués en Conseil dans la mesure où le besoin s'en fait sentir. Les délibérations du Conseil sont acquies à l'unanimité, à la majorité qualifiée ou à la majorité simple. Certaines questions d'importance mineure requièrent la majorité simple. Aux termes du Traité, le Conseil statuera, en règle générale, à la majorité qualifiée. Toutefois, les délibérations de grande portée demandent l'unanimité. C'est le cas si le Conseil, en vertu de

l'article 235 du Traité, est amené à statuer sur la réalisation de l'un des objectifs de la Communauté sans que le Traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet. L'usage, qui s'est généralisé, soumet la quasi-totalité des délibérations du Conseil au vote à l'unanimité. Font exception les actes relatifs au budget où prévaut le vote à la majorité qualifiée. Cette pratique reflète la constatation selon laquelle une coopération internationale doit son dynamisme à la participation entière et active des parties à la prise des décisions.

Il ne faut pas confondre l'unanimité prévue par le Traité avec la formule édictée par l'Arrangement de Luxembourg qui veut qu'un Etat membre ait la faculté d'empêcher la décision sur une question qu'il juge vitale pour ses intérêts. Il s'agit là du fameux droit de veto.

L'Assemblée parlementaire, plus généralement dotée d'attributions consultatives, dispose, dans deux domaines, de compétences propres : Primo, elle possède le pouvoir de relever de leurs fonctions les membres de la Commission. Par contre, l'Assemblée n'est pas associée à la procédure de désignation de ces personnalités. Secundo, elle est compétente pour rejeter le budget et, dans certaines limites, fixer les dépenses dites non obligatoires engagées par le Fonds régional et le Fonds social ainsi qu'au titre de la politique industrielle, des actions d'aide au développement et assimilées. L'Assemblée exerce principalement ses compétences consultatives par les avis qu'elle donne obligatoirement sur les propositions de la Commission avant qu'elles passent à l'examen du Conseil. La Commission pourrait ensuite changer sa proposition

dans le sens souhaité par l'Assemblée ou bien le Conseil pourrait en tenir compte dans ses délibérations.

Au début, l'Assemblée était formée de délégués désignés par les parlements nationaux. Puis, en juin 1979, ce fut la première élection de l'Assemblée au suffrage universel direct. Or, ses attributions demeurant les mêmes, l'Assemblée continue à agir sur le processus législatif selon les modalités originelles.

La Commission participe à la formation des actes du Conseil. Indépendante des Etats membres, elle tient un rôle d'impulsion. Ses propositions doivent faire la part de l'ensemble des intérêts de la Communauté. Gardienne du Traité, la Commission veille au respect de ce texte et des actes du Conseil et, si elle constate une irrégularité, saisit la Cour de justice. Les gouvernements des Etats membres désignent les membres de la Commission pour quatre ans. Il est important de garder à l'esprit que la Commission forme une institution au même titre que le Conseil et l'Assemblée, le Traité les mettant au même rang. Dans

cette logique, la Commission participe aux réunions du Conseil et assiste à certaines séances de l'Assemblée.

La Cour de justice connaît des litiges dont elle est saisie.

Le Conseil économique et social donne son avis sur les comptes de la Communauté.

Le Conseil européen

Depuis 1974, les chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté se retrouvent trois fois par an en Conseil européen non prévu par le Traité. Ils ont toutefois compétence pour se réunir en conseil formel et d'y arrêter des actes définitifs ; formule à laquelle ils n'ont pas, à ce jour, recouru. Les chefs d'Etat ou de gouvernement, réunis en Conseil européen, accompagnés de leurs ministres des Affaires étrangères, procèdent à un échange de vues générales en vue de définir les grandes orientations politiques de la Communauté.

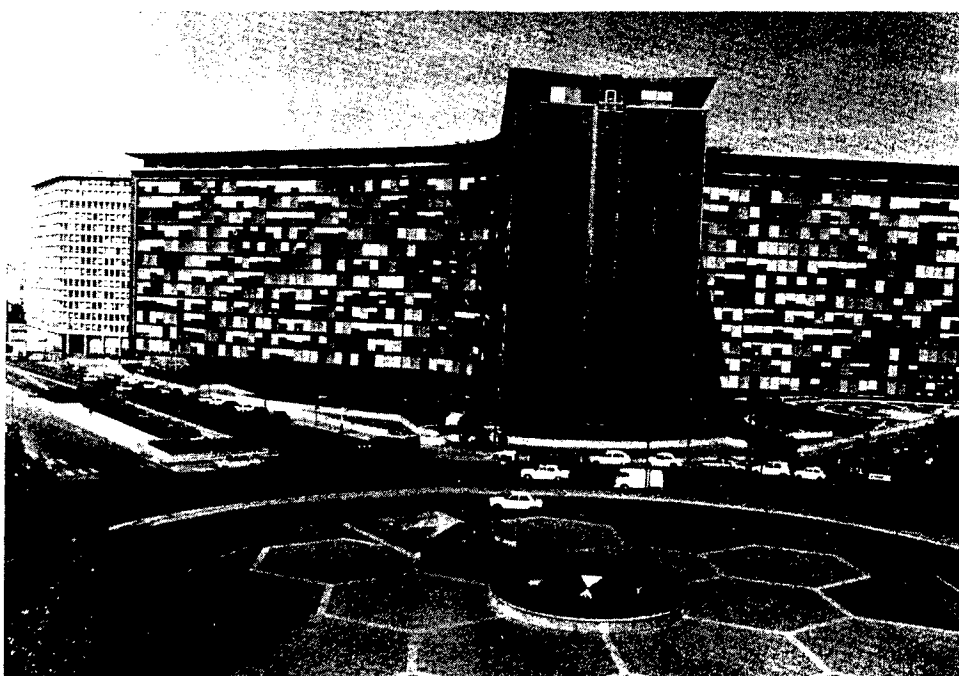
Mécanismes de la prise de décisions de l'administration danoise

Le processus d'élaboration des décisions au niveau de l'administration danoise répond à deux considérations principales : Première-

ment, certains des actes du Conseil sont directement applicables aux citoyens danois. L'administration nationale est ainsi appelée à apporter le plus grand soin à l'élaboration des décisions ; deuxièmement, petit pays traitant un considérable commerce extérieur par rapport à son produit national brut, le Danemark est très largement tributaire de l'économie internationale. Au sein de la Communauté, bien plus qu'à l'extérieur, le Royaume trouve les moyens de peser sur les décisions. Le choix n'est pas difficile.

Au moment de son entrée dans la Communauté, la question s'est posée de savoir dans quelle mesure le Danemark abandonnait sa souveraineté. Ce problème revêt un double aspect : en termes formels, il s'agit de savoir à quel degré, juridiquement parlant, les autorités du Royaume cèdent leurs privilèges ; dans les faits, cependant, le Danemark, en toute circonstance dépendant de la situation internationale, dispose, de toute manière, d'une faible liberté d'action économique et commerciale. C'est ainsi que le Danemark, refusant de subir les événements en spectateur passif, a voulu joindre la coopération internationale afin d'y faire entendre sa voix.

Le Conseil européen - mars 1982.



Le bâtiment Berlaymont, à Bruxelles, siège principal de la Commission.



Le château de Christiansborg, à Copenhague, qui abrite le parlement danois, le Folketing.

Le processus décisionnel de l'administration danoise comporte quatre niveaux : 1) vingt-sept comités spécialisés ; 2) le comité des hauts fonctionnaires ; 3) le comité du gouvernement et 4) la commission parlementaire.

Les comités spécialisés se prononcent sur la conformité de la proposition de la Commission avec les intérêts du Danemark et mettent au point, s'il y a lieu, des amendements et des ajouts. Chacun des domaines de l'action communautaire est couvert par un comité spécialisé : l'agriculture, le budget, etc. Le ministère principal responsable assure la présidence des travaux et le secrétariat, assisté des autres administrations concernées. A cette fin, ils recueillent l'opinion des organismes socio-professionnels, les rapports des ambassades du Danemark et les comptes rendus des réunions à Bruxelles portant sur le dossier examiné.

Les comités spécialisés donnent leur avis au *comité des hauts fonctionnaires* qui en examine le fond, suivant les instructions du gouvernement. Ce comité décide lesquels des dossiers seront dirigés vers le gouvernement et lesquels devront rester au niveau des fonctionnaires du fait qu'ils demandent une étude plus approfondie ou qu'ils entrent déjà dans les finalités politiques de l'exécutif. Le comité des hauts fonctionnaires réunit, chaque mardi, sous la présidence du secrétaire d'Etat aux relations économiques extérieures du ministère des Affaires étrangères, chargé aussi du secrétariat, les représentants du département du Budget, du Secrétariat économique, du ministère de l'Industrie, du ministère de l'Energie, du ministère de l'Agriculture, du département des Douanes, du ministère de la Justice et des services du Premier ministre.

Le *comité du gouvernement* arrête les grandes lignes de la politique communautaire danoise. Présidé par le ministre des Affaires étrangères, qui est assisté du secrétaire d'Etat aux relations économiques extérieures, il réunit, tous les jeudis, le Premier ministre et les ministres en charge des portefeuilles suivants : finances, économie, industrie, pêche, énergie, environnement, justice et agriculture. Ce comité prépare notamment les réunions du Conseil qui se tiennent les lundi et mardi de la semaine suivante. Quelquefois, il se penche plus longuement sur des thèmes précis tel le contentieux budgétaire soulevé par les Britanniques.

Le gouvernement consulte, selon les procédures suivantes, la *commission parlementaire* permanente chargée des questions communautaires :

- Il saisit la commission des dossiers communautaires majeurs selon des règles garantissant au législatif et à l'exécutif le plein exercice de leurs droits respectifs ;
- Il soumet oralement à la commission les thèses qu'il entend défendre devant le Conseil sur les questions de grande portée. Il présentera à Bruxelles les analyses proposées à moins que la majorité des membres de la commission ne s'y opposent.

Le gouvernement, désireux d'assurer a priori une solide assise parlementaire aux actes du Conseil dont la forme et les moyens relèvent

de la compétence du parlement danois, communique régulièrement aux membres de la commission parlementaire une documentation fournie sur sa politique communautaire.

Les séances de la Commission se déroulent chaque vendredi selon l'un des scénarios suivants : 1) les ministres responsables rendent compte des réunions du Conseil tenues les lundi et mardi précédents ; ils fournissent les précisions voulues ; 2) les ministres compétents présentent les thèses qu'ils se proposent de présenter au Conseil réuni les lundi et mardi suivants ; ils répondent aux questions posées par les membres de la commission. Le président de la séance, lorsqu'il juge la question suffisamment élucidée, conclut sur l'acceptation ou sur le rejet par la commission des idées du gouvernement.

La Représentation permanente du Danemark auprès des Communautés européennes

La Représentation permanente du Danemark à Bruxelles est chargée de la conduite, sur les lieux, de la politique communautaire définie par l'administration centrale.

Le Représentant permanent tient la place du gouvernement au sein du comité des Représentants permanents (deuxième partie). Réuni en séance semestrielle, ce comité prépare, notamment, l'ordre du jour du Conseil des ministres des Affaires étrangères, consacré, entre autres, aux questions commerciales et institutionnelles.

Le Représentant permanent adjoint agit au nom du Danemark dans le comité des Représentants permanents (première partie). Ce comité qui se réunit également chaque semaine met au point les dossiers étudiés par les autres Conseils, par exemple ceux relatifs au marché intérieur.

Il est à noter que la préparation du Conseil des ministres de l'Agriculture est confiée au comité spécialisé dans les questions agricoles.

Il existe en outre un nombre considérable de groupes de travail relevant du Conseil qui font rapport au comité des Représentants permanents. Ces groupes se réunissent lorsqu'ils le jugent nécessaire. Dans le principe, les grands dossiers se répartissent sur un nombre de groupes permanents. Cela n'empêche pas la création et la dissolution d'autres groupes dans la mesure du besoin.

La présidence en exercice de la Commu-

nauté, assistée du secrétariat général du Conseil, organise les travaux : elle veille à ce qu'une question soit inscrite, au moment opportun, à l'ordre du jour du groupe de travail, du comité des Représentants permanents ou du Conseil et que la mise au point corresponde au niveau des discussions. Le groupe de travail met au clair les convergences de vue et les dissensions, et il divise ces dernières selon leur caractère technique ou général, c'est-à-dire politique. Ses travaux terminés, il remet ses conclusions au comité des Représentants permanents qui aborde les aspects tant techniques que politiques du sujet. Le comité a pour fonction essentielle de déterminer quels sont les dossiers à soumettre au Conseil, qui incarne le niveau politique, et lesquels doivent trouver leur solution parmi les fonctionnaires. L'expérience prouve que la bonne exécution de cette tâche est essentielle pour l'heureux fonctionnement de la procédure de décision à Bruxelles. Le département des Relations économiques extérieures du ministère des Affaires étrangères assure la liaison entre la Représentation permanente et l'administration centrale : la communication des rapports Bruxelles-Copenhague et l'envoi des instructions dans l'autre sens.

Nous examinerons, dans un autre fascicule consacré aux Communautés européennes, le contenu de l'action communautaire.

Cette analyse a été réalisée par la direction des Relations communautaires du Ministère des Affaires Etrangères de Danemark.



Documentation danoise/Le Danemark dans les Communautés européennes.

Publiée par le Ministère des Affaires Etrangères, Asiatisk Plads 2, DK-1448 Copenhague K., Danemark.

Rédaction : Preben Hansen, Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, et Flemming André Larsen.

Traduction : Erik Sørensen.

Mise en page : Grafisk Tegnesteue - Ole Jensen.

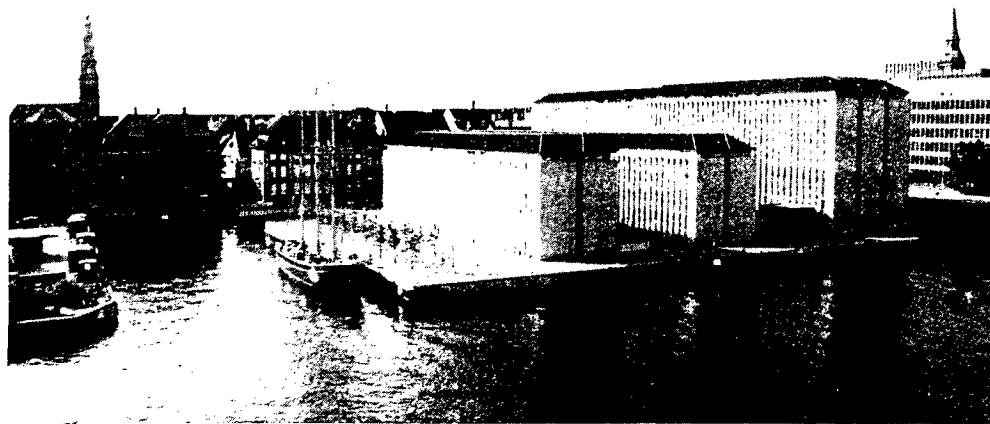
Papier : De forenede Papirfabrikker A/S.

Imprimeur : Schultz Bogtrykkeri, Copenhague.

Reproduction permise sans autorisation.

Copenhague 1982.

9/1982. ISSN 0107-6205

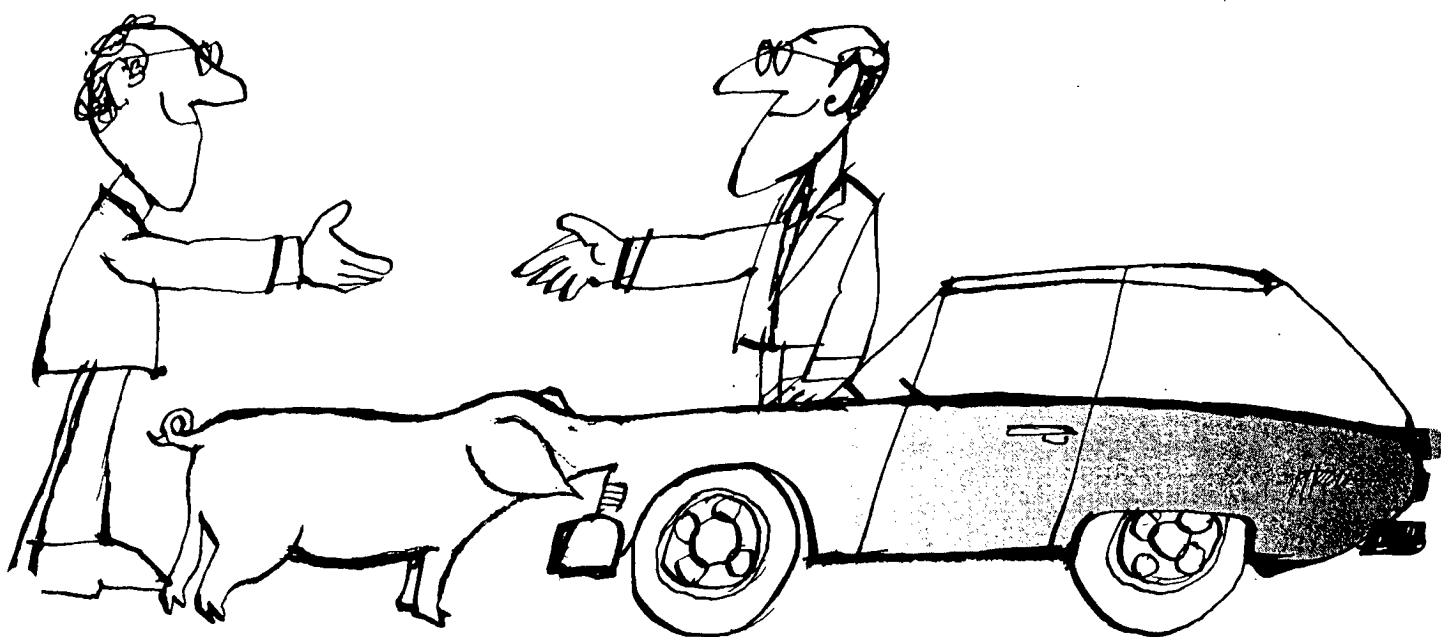


Le siège du Ministère des Affaires Etrangères de Danemark, à Copenhague.

Documentation danoise

Le Danemark dans les Communautés européennes

Contenu de l'action communautaire (2)



L'action de la Communauté

La pierre angulaire de l'action communautaire est constituée par les éléments que voici : la politique agricole commune, la libre circulation des marchandises et le financement conjoint des activités décidées par le Conseil.

La période de 1958 à 1968 vit la conception et la mise en place de ces activités, la favorable conjoncture économique, qui marqua cette décennie, facilitant de beaucoup la réalisation de la construction européenne.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement réunis en Conférence, en 1969, à la Haye, convinrent de concentrer les efforts autour de trois axes : premièrement, l'élargissement de la Communauté à la Grande-Bretagne, à l'Irlande, au Danemark et à la Norvège ; deuxièmement,

l'achèvement de l'action engagée ; il s'agissait surtout du financement des activités communes et notamment de celui de la politique agricole ; troisièmement, l'extension des activités communes à de nouveaux domaines, cette volonté se traduisant par la décision d'élaborer un plan de création graduelle d'une union économique et monétaire.

L'élargissement de la Communauté à la Grande-Bretagne, à l'Irlande et au Danemark fut réalisé le 1^{er} janvier 1973, la Norvège décidant de rester à l'extérieur. Le traité sur le budget de 1970 marqua l'accomplissement de l'action en cours : il fixait les modalités relatives à la compétence budgétaire des institutions et à la mise en oeuvre technique du bud-

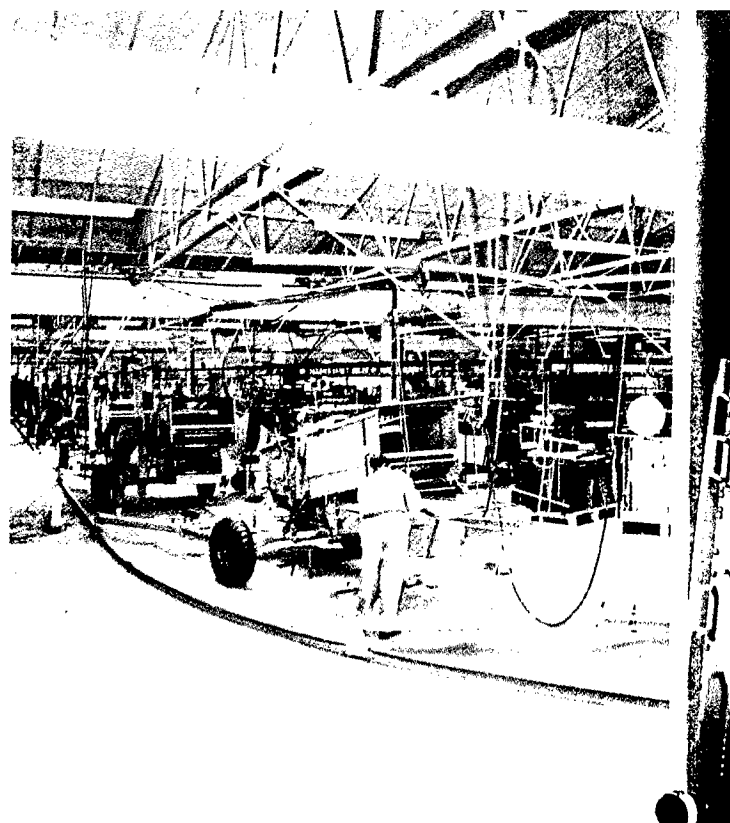
get de la Communauté. Or, pour ce qui était de l'établissement de l'union économique et monétaire, si urgente du fait des troubles qui caractérisent depuis 1969 les grandes places financières du monde, les Etats membres, n'arrivant pas à définir des attitudes communes, n'ont pu respecter le calendrier prévu.

Les éléments fondamentaux de l'action

Certains Etats membres ne se lassent pas de critiquer la *politique agricole commune*, dénonçant ses coûts, le niveau élevé des prix et le déséquilibre des charges. On voit mal le bien-fondé de ces griefs. Les principes et les mécanismes fondamentaux de la politique agricole commune ont reçu leur lettre de no-



Les produits laitiers danois trouvent des débouchés dans cent vingt-cinq pays.



Le Danemark grand exportateur de machines agricoles. Photo : construction de matériels de récolte dans les ateliers Dronningborg Maskinfabrik A/S de Randers.

Les a
taire,
dano
Chris

blesse : l'action résiste, sans modifications caractérisées de sa nature initiale, à vingt ans de vicissitudes économiques. Pendant la même période, le nombre de pays membres est passé de six à dix.

La politique agricole commune comporte trois volets : premièrement, le dispositif du marché unique et les prix communs assurent à l'exploitant un prix minimum garanti sur la vente libre de ses produits dans tous les pays de la Communauté. Ce mécanisme abolit les nombreux systèmes de restrictions quantitatives et de droits divers qui, jadis, grevaient les échanges de produits agricoles en Europe.

Deuxièmement, le régime des préférences généralisées vise à l'intensification des échanges entre les Etats membres et à la réduction de la quantité de produits agricoles provenant de pays tiers. Les Etats membres sont libres d'acheter ces marchandises à l'extérieur de la Communauté, quitte à subir les prélèvements, opérés à l'entrée.

Troisièmement, le financement conjoint fait des politiques nationales une politique commune. Le financement de la politique agricole sur les fisces nationaux aurait, à la longue, porté préjudice au marché unique et au système des prix communs ; car, dans cette éventualité, grande serait la tentation pour les Etats membres de réduire leur part sinon la totalité des charges de la politique agricole commune.

Les règles de la politique agricole connaissent des ajustements et des adaptations continus, au fur et à mesure de l'évolution de la production, de la consommation et des échanges. Ces efforts portent, depuis quelques années, sur les économies : l'accroissement annuel des coûts, qui, à la fin des années 70, se montait à environ 22 % (moyenne sur trois années), a été pour le début de la présente décennie, ramené à 8 à 10 % (moyenne sur trois années).

La libre circulation des produits industriels, concrétisation du principe de la répartition

internationale du travail, contribue essentiellement à la prospérité économique de la Communauté. Les industries des Etats membres, jadis repliées sur elles mêmes, en raison du grand nombre de restrictions sur les échanges, ne purent recourir à la profitable production sur grande échelle ni non plus aux nouvelles technologies très prometteuses.

La politique agricole commune jointe à la libre circulation des produits industriels permet la réalisation de l'équilibre dans la répartition des bénéfices et des charges sur les Etats membres, dont certains puisent leur potentiel économique principalement dans le secteur agricole, d'autres dans le secteur de l'industrie. La mise en cause de l'une de ces activités ne manquerait pas de se répercuter sur l'autre. Ainsi l'aménagement fondamental de la politique agricole commune affecterait, à la longue, la libre circulation des produits industriels dans la Communauté.

La constatation suivante apporte la preuve du succès de la libre circulation des marchandises : les ventes industrielles des Etats membres ont, de 1972 à 1980, monté de 213 % en direction de l'ensemble des pays du monde, alors que celles réalisées, sur la même période, entre les seuls Etats membres, ont accusé une hausse de 231 %.

Le Danemark, en principe adversaire des entraves aux échanges internationaux, accorde un vif intérêt à la politique agricole et à la libre circulation des produits industriels. Attitude non surprenante lorsqu'on considère que plus d'un tiers du produit national brut danois alimente les flux internationaux.

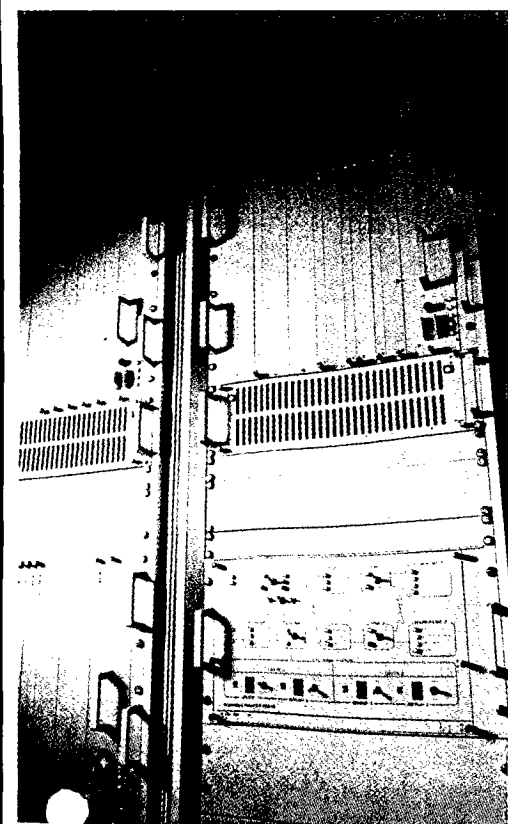
Dans cet esprit, le gouvernement danois est favorable au démantèlement successif des tarifs extérieurs. Le Kennedy Round (1962-1967) et le Tokyo Round (1973-1979) ont très largement contribué à la libéralisation du commerce mondial. C'est une fausse image que celle d'une Communauté protectionniste qui, tout en pratiquant le libre-échange sur le plan intérieur, refuserait de commercer avec

les pays tiers : en réalité la Communauté, première partenaire mondiale, développe sans cesse ses relations commerciales.

Le budget communautaire assure le financement des activités communes, décidées par le Conseil, et surtout celui de la politique agricole commune. Le budget a pour sources les contributions des Etats membres au titre de droits de douane, de prélèvements et de taxes à la valeur ajoutée. Il est à noter que les contributions sont liées à l'action même de la Communauté (la politique agricole commune et la libre circulation des produits industriels) et non pas au poids économique des Etats

Le vin est importé en provenance des grands pays





passer par le réexamen à la fois des structures de l'action communautaire et des actes du Conseil.

Elargissement de la Communauté

L'admission de la Grèce, en janvier 1981, porta de neuf à dix le nombre des Etats membres. L'Espagne et le Portugal ont présenté leur candidature et les négociations sont en cours avec ces pays. Le Danemark est, en principe, favorable à l'élargissement de la Communauté aux pays candidats qui remplissent les conditions d'admission. Le gouvernement danois, qui a défendu cette position lors des négociations avec la Grèce, la soutient pour celles engagées sur l'entrée de l'Espagne et du Portugal.

Parallèlement, la Communauté devra maintenir les liens qui l'unissent aux *pays européens membres de l'A.E.L.E.* Choissant, en 1972, de ne pas joindre la Communauté, les actuels pays membres de l'A.E.L.E. conclurent avec elle un accord de libre-échange pour les produits industriels, qui a parfaitement stimulé les échanges dans ce domaine en Europe occidentale. Certaines initiatives, appuyées par le Danemark, ont été prises dans le sens de l'extension de cette coopération à la dimension monétaire.

Extension de l'action

Tous les pays de l'Europe occidentale affrontent des problèmes d'ordre économique, social, industriel et technologique, propres aux sociétés industrielles contemporaines. La solution de ces problèmes demanderait aux pays isolés des efforts financiers et techniques extraordinaires. Jugeant, dès lors, indispensable la coopération dans ces domaines, le gouvernement danois préconise l'extension de l'action communautaire à d'autres activités prévues par le Traité, en supplément à celles poursuivies en matière agricole.

Aussi le gouvernement du Danemark est-il un fervent partisan de l'*action économique et monétaire* dont les contours viennent de s'esquisser. La récession, qui fit rage en 1973-1974, n'a pas lâché sa prise. Les pays indus-

trialisés, agissant pour leur propre compte, ne réussissent pas à mettre sur pied une politique capable de donner un second souffle à l'économie. Une telle prouesse implique l'effort concerté, dont la Communauté serait l'instrument par excellence. L'on pourrait envisager l'association des pays tiers à cette coopération.

Les grands marchés financiers du monde ont vécu, ces dernières années, une vive agitation : les monnaies principales, et plus particulièrement le dollar, ont subi de brutales fluctuations. Même observation pour le loyer de l'argent. Or, phénomène encourageant : les Etats membres de la Communauté ont su mettre en place un système monétaire européen, qui, en conformité avec sa finalité, a rétabli la stabilité sur les marchés financiers. Les troubles monétaires nuisent, en effet, gravement tant à la politique agricole qu'à la libre circulation des produits industriels. La stabilité des monnaies encourage, à l'évidence, les échanges et, du coup, le progrès économique. Le développement du système monétaire européen fait actuellement l'objet de discussions entre les Etats membres qui, toutefois, n'en sont pas encore arrivés au stade de la formulation de propositions concrètes.

L'Europe fait face à de sérieux défis dans les domaines de l'*industrie*, de la *technologie* et de la *recherche*. Menacée surtout par les avancées technologiques des Etats-Unis et du Japon, l'Europe pourrait se trouver, demain irrévocablement distancée, avec pour seul potentiel les industries d'hier. Cette perspective, évidemment, ne lui chante point. Pour la conjurer, plusieurs remèdes se présentent : tout d'abord la reconversion industrielle de l'Europe impliquant la désaffectation graduelle des industries désolètes et la mise en place de nouvelles entreprises saines. Une telle politique passerait par la maîtrise efficace des *subventions nationales*, évitant, de la sorte, la distorsion de concurrence qui lèse les industriels dynamiques. Parallèlement, les Etats membres pourraient étendre la coopération à des domaines qui n'entraînent pas nécessairement des charges, afin de garantir aux indus-

trés de pointe, poursuivies au niveau communautaire, jouent une part importante dans les exportations. Photo : l'ordinateur CR80 réalisé par la Société Rovsing A/S de Ballerup.

membres. Cette formule, unique dans les modèles internationaux, contribue, parmi bien d'autres, à la singularité de la construction européenne.

Certains des Etats membres s'en prennent, depuis quelques années, à la politique budgétaire ; arguant des transferts de montants au détriment des partenaires pauvres, ils entendent inverser ce courant. Cette critique ne tient pas debout pour deux raisons : en premier lieu, le budget n'a pas des attributions égalitaires ; en second lieu, les activités budgétaires reflètent les actes du Conseil. En conséquence, l'aménagement budgétaire devrait

les.

Les constructeurs européens d'automobiles ont trouvé un excellent débouché au Danemark.



tries de pointe les conditions les plus favorables. Il s'agit essentiellement des entreprises électroniques et chimiques centrées sur l'informatique, les télécommunications et la biochimie. Etant donné les liens étroits qui existent entre l'industrie et la technologie, d'une part, et la recherche, d'autre part, il faudrait, enfin, consentir des efforts importants tendant à l'épanouissement des travaux de recherches.

La Communauté n'a pas réussi à établir une *politique énergétique commune* malgré l'urgence d'une telle activité. Le gouvernement danois a appuyé les initiatives lancées tant au sein de la Communauté qu'aux autres niveaux internationaux en matière énergétique ; or, il faut reconnaître que les résultats ne sont pas à la mesure des efforts. Il n'en faut pas moins poursuivre les travaux nécessaires afin de doter les pays industrialisés de moyens suffisants pour faire face à l'éventualité d'une interruption dans les approvisionnements de pétrole, dont la menace, il est vrai, est moindre qu'il y a quelques années. D'autre part, les pays industrialisés devraient tenter de réduire leur dépendance du pétrole par le développement de sources de rechange durables et économiques. Entre-temps, ils devraient miser sur la réalisation d'économies dans la consommation de l'énergie. Les pays industrialisés de l'Occident, bien partis sur cette voie, pourraient encore y réaliser des progrès notables à condition de concentrer davantage leurs efforts. La nécessité est enfin vivement ressentie de l'instauration d'un dialogue entre les pays

producteurs de pétrole et les pays consommateurs.

Relations extérieures

La Communauté a engagé sa responsabilité dans la croissance économique des nations les plus déshéritées. Cet engagement trouve sa principale incarnation dans la *Convention de Lomé*, intervenue entre la Communauté, d'une part, et soixante et un pays en voie de développement, d'autre part, et portant sur les échanges et l'aide financière. S'y ajoutent des accords de nature différente conclus par la Communauté avec certains pays du tiers monde.

Le gouvernement du Danemark souhaite que les conversations engagées entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, dites *dialogue Nord-Sud*, débouchent sur des réalisations concrètes. Toutefois, les négociations, menées jusqu'à cette date, ont déçu. Ont été vaines également les tentatives pour arriver à des résultats par l'intermédiaire des institutions spécialisées de l'O.N.U. et d'autres organisations internationales. Le gouvernement danois estime que la société internationale a là affaire à l'une de ses tâches primordiales. L'échec des tentatives visant à l'instauration d'un meilleur équilibre entre riches et pauvres pourrait engendrer des problèmes très graves d'ordre économique et commercial, voire dans le domaine de la sécurité.

La Communauté devra soigner ses relations avec les autres nations industrialisées, tout

spécialement les pays membres de l'A.E.L.E., les Etats-Unis et le Japon. Ces rapports porteraient sur l'économie, le commerce et l'industrie. C'est ainsi que le Danemark se félicite des démarches réalisées aux fins d'infléchir la politique monétaire et financière du gouvernement américain. Il est crucial que chacun des pays industrialisés adopte une stratégie économique et monétaire qui tienne compte de la situation globale. Sinon, ils risqueraient de déclencher une nouvelle vague de protectionnisme susceptible d'ébranler dans ses bases l'entière économie de l'Occident.

Cette analyse a été réalisée par la direction des Relations communautaires du Ministère des Affaires Etrangères de Danemark.



Documentation danoise/Le Danemark dans les Communautés européennes.

Publiée par le Ministère des Affaires Etrangères, Asiatisk Plads 2, DK-1448 Copenhague K, Danemark.

Rédaction : Preben Hansen, Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, et Flemming André Larsen.

Traduction : Erik Sorensen.

Mise en page : Grafisk Tegnesteue - Ole Jensen.

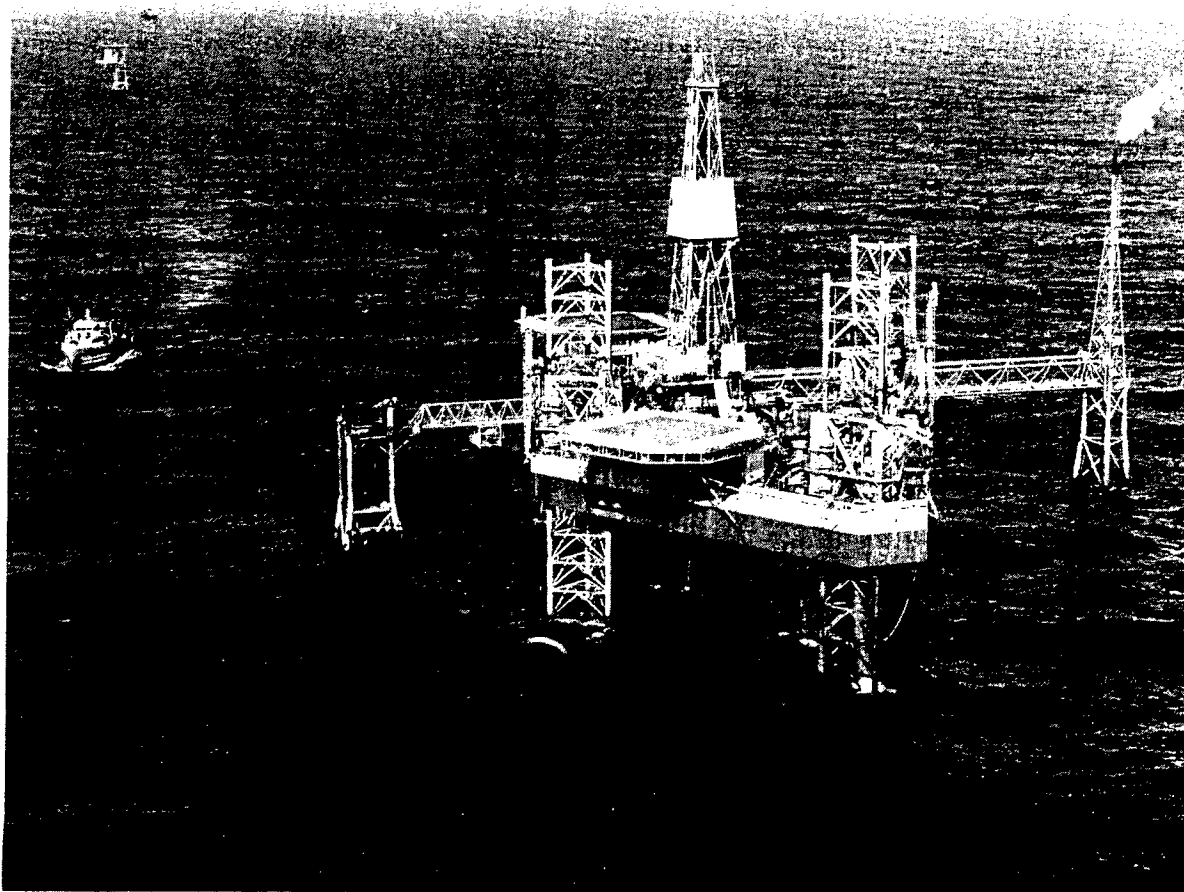
Papier : De forenede Papirfabrikker A/S.

Imprimeur : Schultz Bogtrykkeri, Copenhague.

Reproduction permise sans autorisation.

Copenhague 1982.

10/1982. ISSN 0107-6205



Le gouvernement de Danemark est favorable à une politique énergétique commune. Photo : le champ pétrolier danois Dan, en mer du Nord.

Documentation danoise

La coopération politique européenne

Evolution et structures (1)

Les activités des Communautés européennes se divisent en deux grandes catégories : les relations communautaires, essentiellement économiques, s'opérant, dans le cadre des Traités, au sein des institutions, et la coopération politique européenne (CPE), menée directement entre les gouvernements des dix Etats membres. Cette coopération, qui porte principalement sur la politique étrangère, a pour fondements les Rapports de Luxembourg (1970), de Copenhague (1973) et de Londres (1981). Chacun des dix Etats membres assumant, dans l'ordre alphabétique et par rotation semestrielle, la présidence des activités. Ce rôle passera le 1^{er} juillet au royaume de Danemark.

Evolution

La coopération politique répond à l'esprit de la finalité politique exprimée dans le préambule du Traité de 1957 instituant la Communauté économique européenne. Les chefs d'Etat de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de France, d'Italie, de Luxembourg et des Pays-Bas s'étaient, en effet, dans un texte, déclarés « déterminés à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens ».

Les années 60 virent plusieurs tentatives d'instauration d'une coopération politique entre les Six. C'est seulement en 1969 que les chefs d'Etat ou de gouvernement des six Etats membres, réunis en Conférence, à la Haye, se mirent d'accord sur la nécessité de coordonner leur attitude devant les grands dossiers de la politique étrangère. Dans le communiqué publié au terme de cette Conférence, les chefs d'Etat ou de gouvernement réaffirmèrent « leur foi dans les finalités politiques qui donnent à la Communauté tout son sens et sa portée, leur détermination de mener jusqu'à son terme leur entreprise et leur confiance dans le succès final de leurs efforts ». Ils chargèrent les six ministres des Affaires étrangères d'étudier la meilleure manière de réaliser des progrès dans le domaine de l'unification politique, dans la perspective de l'élargissement (par la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark et la Norvège), leur demandant de soumettre des propositions à ce sujet avant la fin de juillet 1970.

Les ministres des Affaires étrangères des Six adoptèrent en octobre 1970 à Luxem-



bourg, au nom de leurs gouvernements, un rapport sur la coopération politique établi par un groupe de travail présidé par le directeur politique du ministère belge des Affaires étrangères, M. Etienne Davignon, et comptant des représentants des six Etats membres. Ce rapport, qui avait été soumis aux quatre pays candidats, s'intitule le Rapport de Luxembourg ou le Rapport Davignon. Il arrête les modalités des consultations politiques entre les six Etats membres, prévoyant notamment deux réunions annuelles des ministres des Affaires étrangères.

Les ministres des Affaires étrangères se retrouvèrent, pour la première fois au titre de la coopération politique, en novembre 1970, à Munich, pour discuter la tenue d'une Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et la situation du Proche-Orient. Peu de temps après la réunion de Munich, les ministres des Affaires étrangères des Six rencontrèrent à Bruxelles leurs homologues des quatre pays candidats. A la suite de la signature, en janvier 1972, des traités d'adhésion, la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark et la Norvège participèrent à part entière à la coopération politique. La Norvège, toutefois, devait y renoncer la même année devant l'issue négative du référendum sur l'appartenance de ce pays à la Communauté européenne.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres de la Communauté élargie à Neuf se réunirent en octobre 1972 à Paris à l'invitation du président de la République française. Dans la déclaration publiée à l'issue de la Conférence, les chefs d'Etat ou de gouvernement affirmèrent que « leurs efforts en vue de construire leur Communauté n'ont tout leur sens que dans la mesure où les Etats membres parviennent à agir ensemble pour faire face aux responsabilités croissantes qui incombent à l'Europe dans le monde ». Ils chargèrent leurs ministres des Affaires étrangères d'élaborer un second rapport sur les méthodes permettant d'améliorer la coopération politique ainsi qu'il avait été prévu dans le Rapport de Luxembourg.

Le deuxième Rapport, approuvé en juillet 1973, par les chefs d'Etat ou de gouvernement, dit Rapport de Copenhague, régit aujourd'hui, avec le Rapport de Londres d'octobre 1981, la coopération politique européenne.



M. Etienne Davignon, président du groupe de fonctionnaires qui établit le projet du Rapport de Luxembourg.



La Conférence de Copenhague de décembre 1973, dans laquelle les chefs d'Etat ou de gouvernement ont adopté le projet de l'indépendance européenne.

Les Chefs d'Etat ou de gouvernement, réunis, en décembre 1973, en Conférence, à Copenhague, adoptèrent une déclaration sur l'indépendance européenne permettant notamment de mieux définir leurs relations avec les autres pays du monde ainsi que les responsabilités qu'ils assument et la place qu'ils occupent dans les affaires mondiales.

Les Neuf, dans ce document, déclarent, notamment, qu'ils « ont la volonté politique de mener à bien la construction européenne », et que cette volonté doit les conduire progressivement « à définir des positions communes dans le domaine de la politique étrangère ».

Les chefs d'Etat ou de gouvernement, se retrouvant en décembre 1974, en Conférence, à Paris, à l'initiative du président de la République française, décidèrent « de se réunir, accompagnés des ministres des Affaires étrangères, trois fois par an et chaque fois que nécessaire, en Conseil de la Communauté et au titre de la coopération politique ». Cette nouvelle formule dite Conseil européen, qui encadre à la fois les activités communautaires et la coopération politique, a contribué, par un meilleur rythme des réunions, au resserrement des contacts entre chefs d'Etat ou de gouvernement. La Commission est invitée à participer aux séances.

Objectifs de la coopération politique européenne

Le Rapport de Luxembourg de 1970 fixe les objectifs de cette coopération :

- « - Assurer par une information et des consultations régulières une meilleure compréhension mutuelle sur les grands problèmes de politique internationale ;
- renforcer leur solidarité en favorisant une harmonisation des points de vue, la concertation des attitudes et, lorsque cela apparaîtra possible et souhaitable, des actions communes. »

Le Rapport de Copenhague de 1973 reprend ces objectifs et il formule les priorités à fixer pour les thèmes à traiter dans le cadre de la coopération politique :

« Les gouvernements se consulteront sur toutes les questions importantes de politique étrangère et dégageront les priorités dans le respect des principes suivants :

- la consultation a pour objet la recherche de lignes communes dans des cas concrets ;
- les sujets doivent toucher aux intérêts de l'Europe, sur notre continent ou en dehors de celui-ci, dans des domaines où une prise de position commune devient nécessaire ou souhaitable.

Sur ces questions, chaque Etat s'engage en règle générale à ne pas fixer définitivement sa propre position sans avoir consulté ses partenaires dans le cadre de la coopération politique. »

Dans le Rapport de Londres de 1981, les ministres des Affaires étrangères réaffirment ces objectifs et ces engagements. Ils rappellent leur volonté de consulter leurs partenaires avant la prise de positions définitives ou la mise en oeuvre d'initiatives nationales concernant « toute question de politique internationale importante touchant à l'ensemble des dix Etats membres ». Ils s'engagent à tenir pleinement compte de la position des autres partenaires et à apprécier convenablement l'opportunité d'aboutir à une attitude commune.

La coopération politique européenne s'apparente, en principe, à une collaboration politique traditionnelle entre Etats souverains. Les actes sont adoptés par consensus, principe permettant de dégager un accord sans procéder à un vote. Les modalités de la coopération garantissent de la sorte aux Etats membres leur liberté d'agir en matière de politique étrangère dans les cas où ils n'arrivent pas à définir une attitude concertée. Sur ce point, la coopération politique européenne se rapproche de tribunes internationales telles l'OTAN et les réunions semestrielles des ministres des Affaires étrangères des pays nordiques. Elle revêt, cependant, un intérêt particulier en raison de la volonté toujours plus marquée des Dix de coordonner leurs politiques étrangères pour faire face aux responsabilités croissantes qui leur incombent dans le monde.

Structures

En règle générale, les réunions au titre de la coopération politique se tiennent dans la capitale de la présidence.

A la différence des autres mécanismes et

organismes internationaux, la coopération politique, dépourvue d'un secrétariat supranational permanent, s'opère par contacts directs entre ministres des Affaires étrangères et fonctionnaires des dix Etats membres.

La présidence organise et préside les réunions, prépare les rapports, rédige les relevés de conclusions et les comptes rendus.

Or, le Rapport de Londres, dans le souci d'assurer la continuité de la coopération politique, a institué une équipe permanente de deux diplomates, l'un représentant le pays ayant assumé antérieurement la présidence, l'autre le pays qui doit succéder au président du moment. Les deux diplomates assisteront ce dernier pour coordonner toutes les activités relevant de la coopération politique.

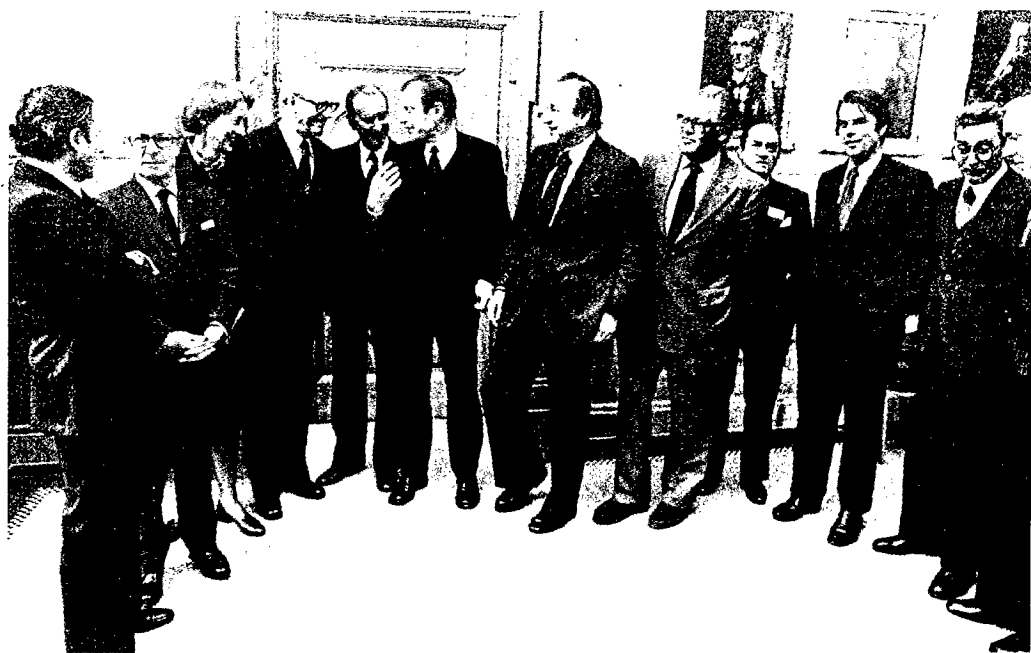
Chargée de certaines des relations extérieures des Communautés, la présidence, au nom des Dix présente, devant les conférences internationales, dont notamment l'Assemblée générale des Nations unies, les positions communes et effectue auprès des pays tiers des démarches sur des questions concrètes.

Assument des tâches particulières les ambassadeurs et les représentants permanents de la présidence dans les capitales des Dix, dans les pays tiers et auprès des organisations internationales. Dans ce contexte, les chefs de mission diplomatique des Dix mènent des consultations régulières : ils étudient les problèmes d'intérêt commun concernant les pays où ils exercent leurs fonctions et coopèrent sur les rapports à faire à leurs administrations.

Les représentants permanents auprès des organisations internationales discutent régulièrement les dossiers d'actualité en vue de concerter leurs attitudes et, dans le cadre des instructions émanant de leurs administrations centrales, d'aboutir à des prises de position communes. Tiennent à cet égard une place primordiale les consultations qui ont lieu entre les représentants permanents auprès de l'Organisation des Nations unies.

Le Conseil européen

Comme nous l'avons dit, les chefs d'Etat ou de gouvernement, réunis, en 1974, en Conférence, à Paris, décidèrent de se réunir trois fois par an en Conseil de la Communauté. Se rendant, pour la session du printemps et celle de l'automne, dans la capitale de la prési-



loptèrent, notamment, une déclaration sur

Les ministres des Affaires étrangères réunis en février 1978, à Copenhague, au titre de la coopération politique.

nce, ils se donnent généralement, pour la
Union de l'été, rendez-vous à Bruxelles ou
à Luxembourg.

Ces rencontres régulières sont pour les
chefs d'Etat ou de gouvernement, leurs ministres
des Affaires étrangères, le président de la
Commission des Communautés européennes
et le vice-président de la Commission chargé
des relations extérieures, l'occasion d'étudier
des problèmes d'intérêt commun, de caractère
à la fois communautaire et politique. Les
chefs d'Etat ou de gouvernement convoqués
en Conseil européen ne diffusent plus de com-

muniés sur l'ensemble des sujets abordés ;
ils publient, s'ils le jugent nécessaire, des dé-
clarations sur des questions concrètes. Exem-
ple : la déclaration sur le Proche-Orient issue
de la réunion de Venise, de juin 1980.

Réunions ministérielles

Les ministres des Affaires étrangères et le pré-
sident de la Commission se réunissent, en
principe, quatre fois par an dans la capitale
de la présidence. Ils pourront également, cha-
que fois qu'ils reconnaissent la nécessité de se
consulter sur des sujets précis entre leurs réu-

nions, se rencontrer à cet effet lorsqu'ils se
retrouvent à d'autres occasions. C'est ainsi
qu'ils se réunissent parfois à Bruxelles ou à
Luxembourg en marge des réunions du Con-
seil en vue d'examiner des questions de poli-
tique internationale.

En supplément aux deux réunions ordina-
ires par semestre, les ministres des Affaires
étrangères et le président de la Commission se
retrouvent dans des conditions informelles :
en réunion dite Gymnich, d'après le lieu de la
première rencontre de ce type. Cette formule
ignore un ordre du jour, le puissant appareil
administratif et les dispositifs d'interprétation
qui caractérisent les réunions ministérielles
ordinaires.

Réunions au niveau des fonctionnaires

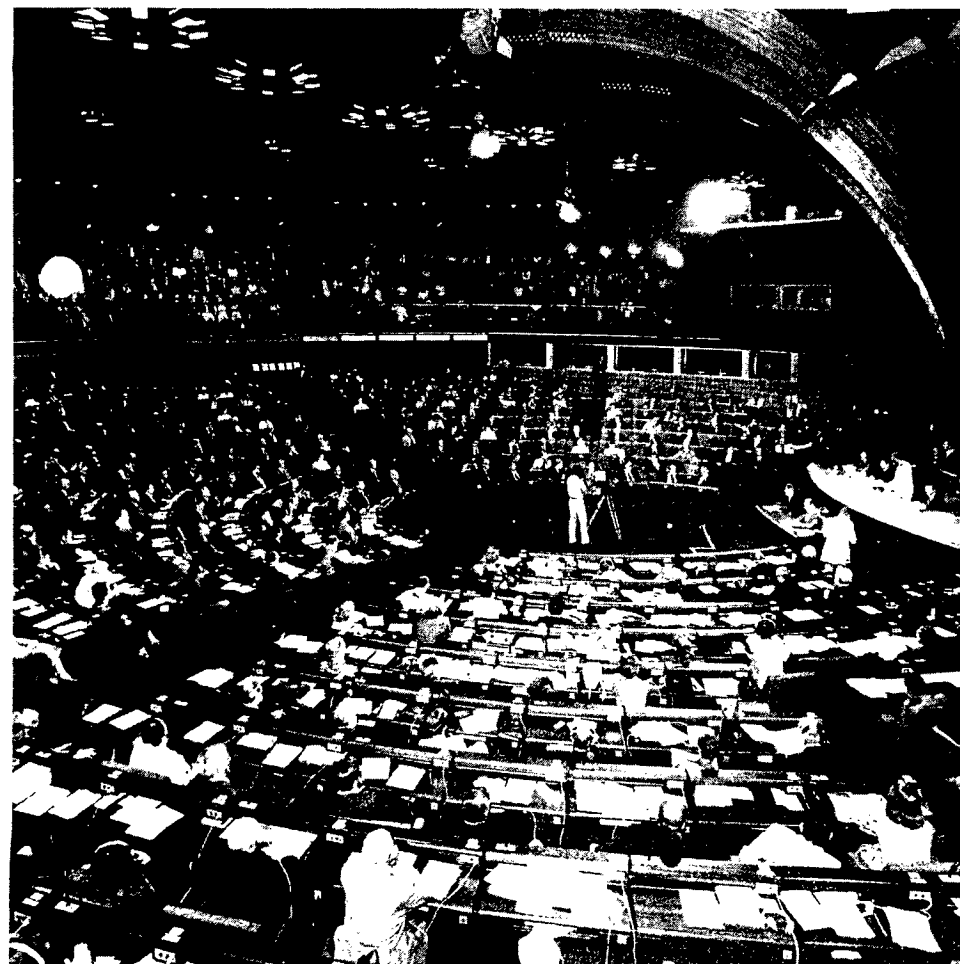
Les directeurs des affaires politiques des Dix
se réunissent au sein du Comité politique. Ces
réunions, d'une durée de un ou deux jours, se
tiennent chaque mois.

Il est instauré un groupe formé par les cor-
respondants européens dans les ministères
des Affaires étrangères, dénommé Groupe des
correspondants. Ce groupe a pour tâche de
suivre la mise en oeuvre de la coopération
politique et d'étudier les problèmes d'organi-
sation et d'ordre général. En outre, il prépare
les réunions des ministres et celles du comité
politique et rédige les comptes rendus. Le
Groupe des correspondants assure ainsi cer-
taines des tâches qui relèveraient de la compé-
tence de l'inexistant secrétariat supranational.

En vue d'approfondir la consultation sur
des questions particulières, des groupes de
travail ont été créés réunissant, à des interval-
les réguliers, les responsables compétents des
ministères des Affaires étrangères pour le su-
jet à examiner.

Les groupes actuels étudient, notamment,
les domaines suivants : la C.S.C.E., l'Est euro-
péen, le bassin méditerranéen, les Nations
unies, le Proche-Orient, l'Afrique, l'Asie, l'A-
mérique latine, le désarmement et le dialogue
euro-arabe.

*La coopération politique européenne oc-
cupe une partie sans cesse croissante des
travaux de l'Assemblée parlementaire de
Strasbourg.*



D'autres sessions réunissent les chefs de protocole, les chefs des communications et les directeurs responsables de la culture et du droit de la mer.

Ces travaux, fort variés par leur nature, comportent à la fois des échanges informels d'information et d'idées et des efforts systématiques de concertation des attitudes.

La présidence organise dans sa capitale, pendant la période de sa charge, quelque cinquante réunions au niveau des fonctionnaires. La Commission est invitée à participer aux séances.

A la différence des travaux menés dans les autres enceintes internationales, la coopération politique européenne se distingue par sa forme relativement informelle. Les ministres, au cours de leurs réunions, ne présentent pas, comme c'est le cas aux Nations unies, de longues communications de caractère général : ils poursuivent, au contraire, un dialogue libre pour chacun des volets de l'ordre du jour. Cette constatation vaut aussi pour les réunions des fonctionnaires.

L'interprétation simultanée dans les sept langues officielles de la Communauté est assurée pour les séances des ministres des Affaires étrangères. Les sessions au niveau des fonctionnaires se déroulent, en règle générale, en français ou en anglais.

Au terme des réunions ministérielles, le président, au nom de ses partenaires, rend compte, devant la presse, du déroulement des discussions. Les ministres, s'ils ne diffusent pas de communiqués dans ces occasions, adoptent souvent des déclarations communes sur des questions précises.

Communications directes

Les Neuf adoptèrent en 1973 un système permanent de transmission de messages entre leurs ministères des Affaires étrangères (mes-

sages COREU). Le trafic COREU a connu un développement prodigieux passant de cent soixante-dix messages, relevés au cours de la présidence danoise en 1973, à quelque trois mille télégrammes pour les présidences actuelles.

Rapports avec les activités communautaires

La présidence est chargée de la coordination nécessaire entre les actions de la coopération politique et les activités communautaires en matière d'économie extérieure. Dans cette logique, le Rapport de Londres de 1981 prévoit la pleine association de la Commission des Communautés européennes aux travaux de la coopération politique. Un représentant de la Commission est ainsi invité à assister à l'ensemble des réunions organisées au titre de la coopération politique et à y présenter les analyses de cette institution dans les domaines qui relèvent de sa compétence.

Relations avec l'Assemblée parlementaire européenne

L'association de l'Assemblée parlementaire à la coopération politique s'est réalisée au fil des années. Le ministre des Affaires étrangères de la présidence fait, d'ordinaire à l'automne, une communication à l'Assemblée sur l'évolution des travaux de l'année de la coopération politique.

En outre, des colloques réunissent, généralement à la suite des réunions ministérielles, le ministre des Affaires étrangères de la présidence et les membres de la Commission politique de l'Assemblée.

Enfin, le Rapport de Londres charge le président du Conseil européen de communiquer à l'Assemblée parlementaire une déclaration sur le déroulement de la session des chefs d'Etat ou de gouvernement.

Depuis 1975, les membres de l'Assemblée

adressent au ministre des Affaires étrangères de la présidence, sur des sujets touchant à la coopération politique, des questions écrites ou bien orales, posées au cours des heures des questions de l'Assemblée. L'administration nationale du ministre met au point les réponses sur consultation des partenaires européens.

Nous examinerons, dans un autre fascicule de la même série, le contenu de la coopération politique européenne.

Cette analyse a été réalisée par la direction des Affaires politiques du Ministère des Affaires Etrangères de Danemark.



Documentation danoise/La coopération politique européenne.

Publiée par le Ministère des Affaires Etrangères, Asiatick Plads 2, DK-1448 Copenhague K, Danemark.

Rédaction : Preben Hansen, Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, et Flemming André Larsen.

Traduction : Erik Sørensen.

Mise en page : Grafisk Tegnesteue - Ole Jensen.

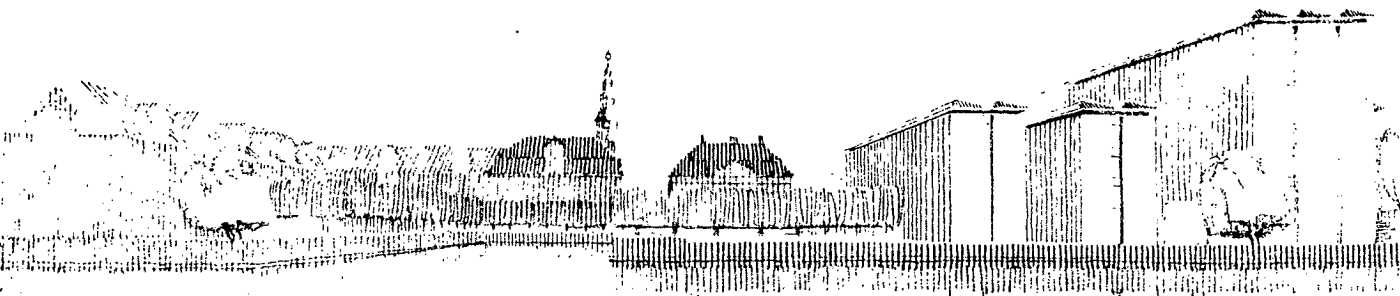
Papier : De forenede Papirfabrikker A/S.

Imprimeur : Schultz Bogtrykkeri, Copenhague.

Reproduction permise sans autorisation. Copenhague 1982.

11/1982. ISSN 0107-6205

Le siège du Ministère des Affaires Etrangères de Danemark, à Copenhague, comportant le Centre des conférences (à l'extrême gauche).



Documentation danoise

La coopération politique européenne

Contenu et résultats (2)

Les membres de la Communauté européenne instituèrent en 1970 une coopération politique en vue et de la concertation de leurs attitudes en matière de politique internationale.

Les travaux menés au titre de cette coopération, au niveau des ministres ou à celui des fonctionnaires, portent exclusivement sur des dossiers ponctuels auxquels les Dix accordent un intérêt spécial.

L'exposé qui suit dresse le bilan des principaux sujets abordés :

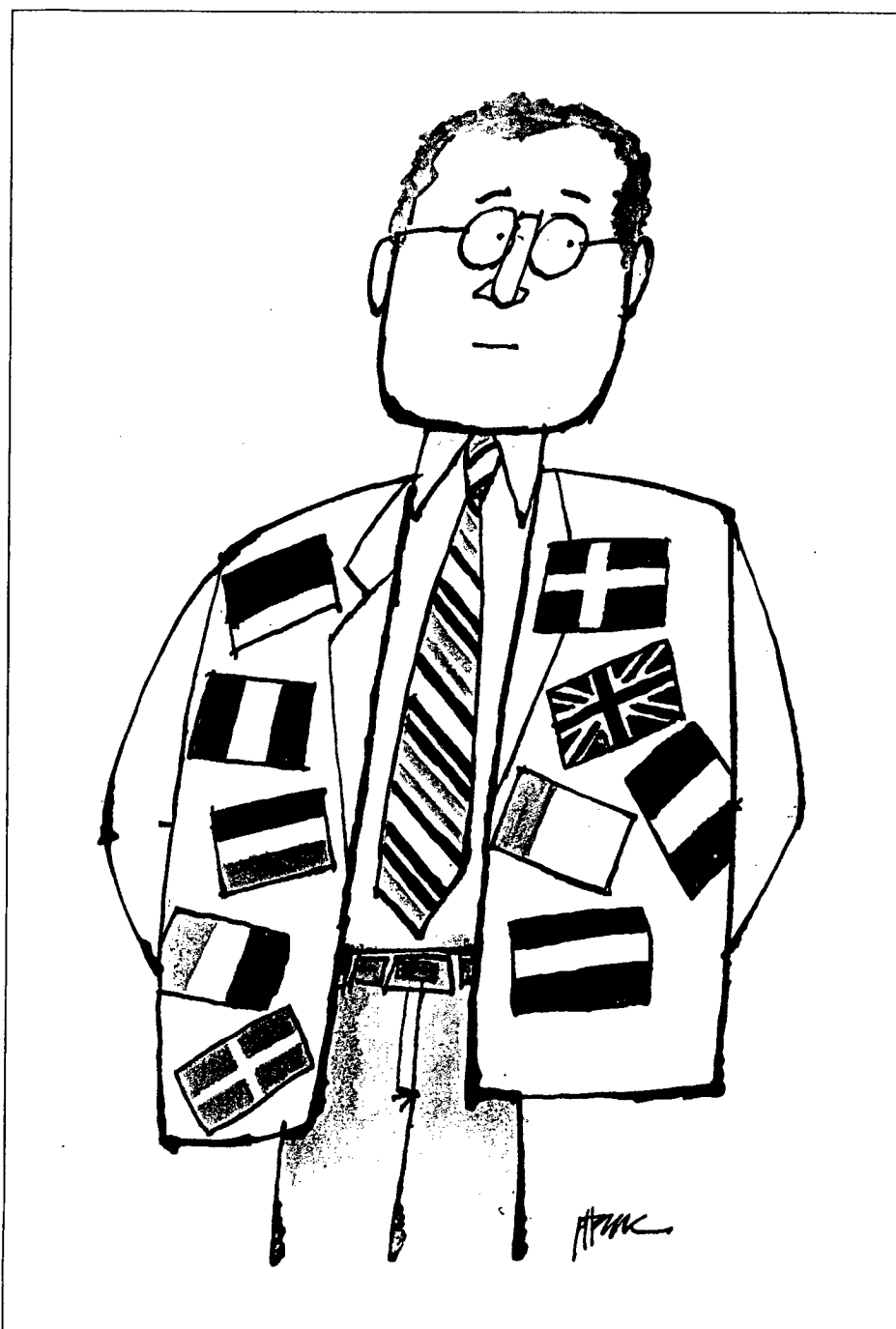
Rapports Est-Ouest

Les Dix ont, dès le début de leur coopération politique, attaché une importance particulière aux relations Est-Ouest. D'abord et surtout la sécurité de l'Europe est intimement liée aux développements dans ce domaine. Puis, de nombreux liens historiques et personnels unissent les membres de la Communauté aux pays de l'Est européen.

La Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (C.S.C.E.), premier sujet important de la coopération politique, a dominé les travaux consacrés par les Dix aux rapports Est-Ouest. Les consultations étroites menées par les délégations des Neuf depuis les discussions préparatoires de 1971 à la clôture de la Conférence, à Helsinki, en 1975, ont largement marqué le déroulement et l'issue des assises : l'Acte final sur la Sécurité et la Coopération en Europe. C'est ainsi grâce aux efforts consentis par les Neuf d'alors que cet Acte accorde une place centrale aux aspects humains de la détente : amélioration des contacts entre les personnes, diffusion de l'information et respect des droits de l'homme.

Ces thèmes ont été également au centre de l'étroite coopération poursuivie entre les Neuf – et après l'adhésion de la Grèce entre les Dix – dans le cadre des suites de la C.S.C.E. Ces travaux ont surtout porté sur les réunions prolongeant la conférence d'Helsinki, consacrées à la mise en oeuvre de l'Acte final.

La première de ces sessions se tint en 1977 et 1978 à Belgrade. Le seconde a commencé ses travaux en 1980 à Madrid. Compte tenu de la montée de la tension dans le monde depuis quelques années, les Dix se sont mis d'accord pour renforcer les mécanismes de contacts, de dialogue et de négociations mis en place par l'Acte final. Dans cette logique, ils ont joué un rôle actif pendant la réunion



de Madrid, soumettant un certain nombre de propositions communes pour une meilleure application de ce document. Or les sessions de Madrid, interrompues au printemps 1982 en raison de désaccords Est-Ouest aggravés par l'instauration de la loi martiale en Pologne, ne reprendront qu'à l'automne prochain.

Parallèlement aux discussions dans le cadre de la coopération politique, les Dix ont pris part, au sein de l'OTAN et du Conseil de l'Europe, à des consultations sur la mise en oeuvre de l'Acte final d'Helsinki.

Les Dix sont pleinement conscients que l'Acte final et ses suites ne forment qu'un élément du processus à long terme de l'amélioration des rapports Est-Ouest. Aussi consacrent-ils une partie de leurs travaux à leurs relations avec l'Est européen, examinant, notamment, la situation de l'Union soviétique et des Pays de l'Europe orientale. Les conclusions de ces études servent à la mise au point de la politique des Dix à l'égard de cette région.

La situation du Proche-Orient

Les liens historiques, culturels et économiques qui les unissent au bassin méditerranéen ont appelé les Dix à mener, au titre de la coopération politique, des consultations régulières sur les événements du Proche-Orient. Ces consultations ont connu une intensification devant les nouvelles hostilités arabo-israéliennes d'octobre 1973.

Le 6 novembre 1973, pendant la première présidence danoise, les ministres des Affaires étrangères des Neuf adoptèrent une déclaration sur les principes devant régir la recherche

d'une solution durable du conflit. Ils exprimaient, notamment, le ferme espoir qu'à la suite du vote par le Conseil de sécurité de sa résolution 338 du 22 octobre de la même année des négociations pourraient enfin s'ouvrir pour restaurer au Proche-Orient une paix juste et durable en application de la résolution 242 du 22 novembre 1967 du Conseil de sécurité dans toutes ses parties.

Ils estimaient qu'un accord de paix devait être fondé notamment sur les points suivants :

- l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force ;
- la nécessité pour Israël de mettre fin à l'occupation territoriale qu'elle maintient depuis le conflit de 1967 ;
- le respect de la souveraineté, de l'intégrité de chaque Etat de la région et son droit de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues ;
- la reconnaissance que, dans l'établissement d'une paix juste et durable, il devra être tenu compte des droits légitimes des Palestiniens.

Ces principes, qui président, depuis lors, à la politique des Dix vis-à-vis du conflit proche-oriental, ont connu, par la suite, des élargissements et des précisions. Exemple le plus frappant : la déclaration de Venise du 13 juin 1980 adoptée par le Conseil européen. Bon nombre de pays acceptent aujourd'hui qu'une solution au conflit se fonde sur les deux principes fondamentaux énoncés par cette déclaration : le droit d'Israël à l'existence dans des frontières sûres et reconnues et le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

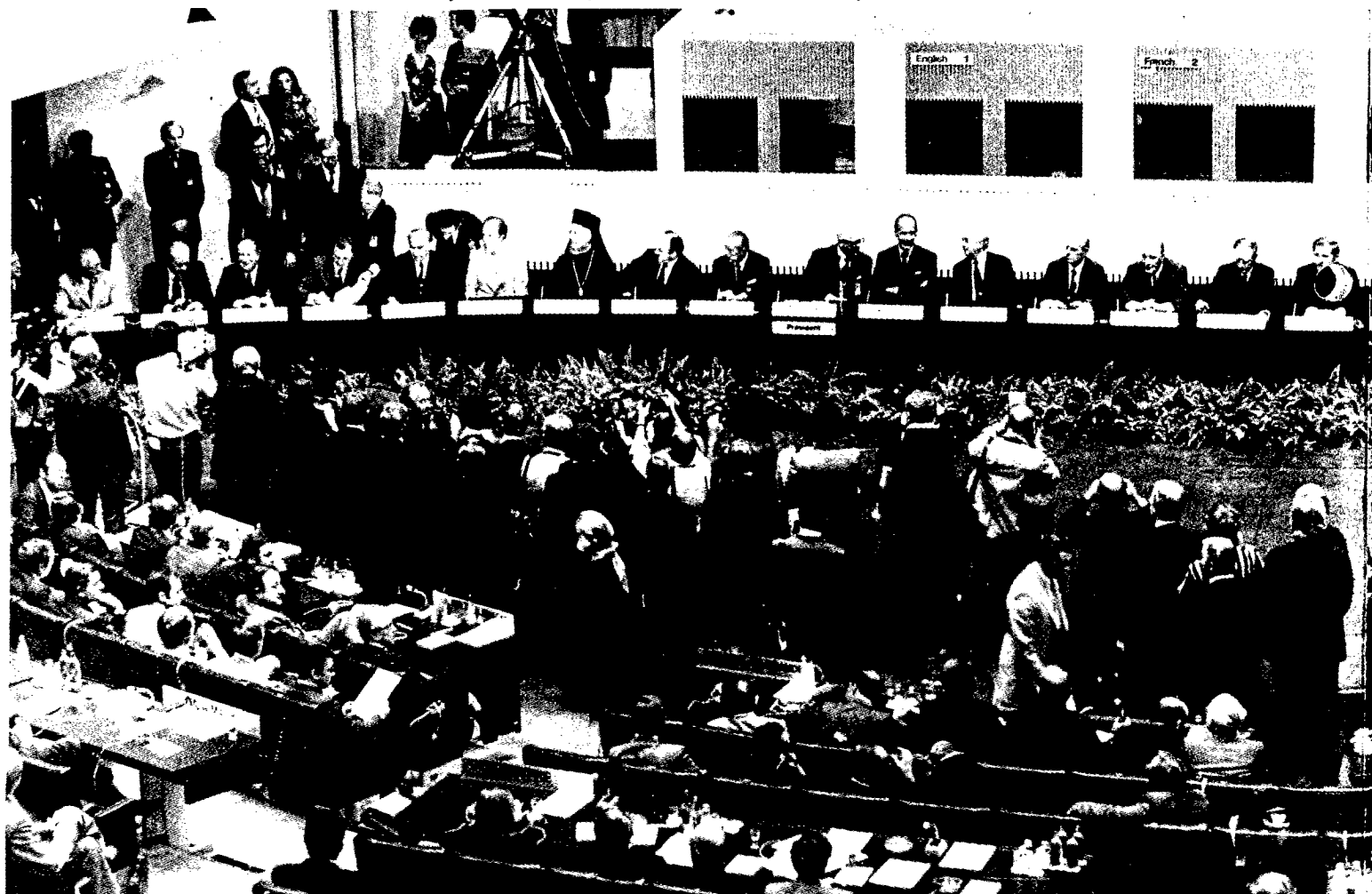
Dans la déclaration de Venise, les Neuf ont également manifesté leur volonté de contribuer, par des efforts diplomatiques accrus, à un règlement négocié global des problèmes du Proche-Orient. Cette décision a abouti à la réalisation de deux missions dans les pays directement concernés.

Ces missions, entreprises à l'automne 1980 et dans le premier semestre de 1981, furent conduites par les ministres des Affaires étrangères de Luxembourg, respectivement des Pays-Bas, MM. Thorn et van der Klaauw.

L'objet de ces voyages, jusque-là inédits dans la coopération politique, était d'une part de manifester la volonté politique des Dix d'apporter leur contribution à un règlement de paix global dans la région et, d'autre part, d'engager un véritable dialogue avec les parties au conflit sur les points capitaux (évacuation des territoires occupés, droit des Palestiniens à l'autodétermination, sécurité d'Israël et statut de Jérusalem). Au demeurant, les Dix n'ont pas, jusqu'ici, jugé opportun de lancer une vraie initiative dans le conflit.

Les Dix se sont gardés, dans la définition de leur stratégie diplomatique, de ne pas compromettre le processus basé sur les accords de Camp David. Evitant, par ailleurs, de favoriser des solutions précises, ils ont souligné leur rôle de catalyseurs du processus de paix au Proche-Orient. Les accords de Camp David intervenus le 17 septembre 1978 entre l'Egypte, Israël et les Etats-Unis sur « une structure pour la paix au Proche-Orient » et l'accord de paix en résultant conclu entre l'Egypte et Israël, en mars 1979, ont instauré une paix provisoire entre ces deux pays. Par con-

Signature, en 1975, à Helsinki, de l'Acte final sur la Coopération et la Sécurité en Europe.



tre les négociations sur l'autodétermination des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza se trouvent dans l'impasse.

Au moment du retrait d'Israël du Sinaï, en avril 1982, une force multinationale et d'observateurs (F.M.O.), à laquelle participent la France, les Pays-Bas, l'Italie et la Grande-Bretagne, a été mise en place le long de la frontière égypto-israélienne.

L'interdépendance du drame libanais et l'évolution de la situation de la région est évidente. Aussi les Dix ont-ils, à maintes reprises, fait part de leur vive inquiétude devant les événements du Liban, exprimant leur appui au maintien de l'intégrité du pays et de l'autorité de son gouvernement.

Le dialogue euro-arabe

Les chefs d'Etat de la Ligue arabe, réunis en 1973, à Alger, décidèrent de faire une démarche auprès des Neuf afin d'établir un dialogue portant sur une coopération à long terme de nature, notamment, économique, culturelle et technique. Ils réalisèrent cette initiative lors du sommet des Neuf convoqué à Copenhague, en décembre de la même année.

Les Neuf réagirent favorablement à cette proposition et les deux Parties s'accordèrent sur les objectifs majeurs du dialogue : le développement de la région arabe par le faire-savoir européen joint aux capitaux, aux matières premières et à la main-d'oeuvre arabes.

Le dialogue comporte les éléments suivants : la Commission générale, organe suprême et coordinateur, composée de représentants, au niveau des ambassadeurs, de cha-

cun des dix pays membres de la Communauté et de la Ligue arabe, ainsi que du secrétariat de la Ligue et de la Commission des Communautés européennes. Des commissions de travail, qui dépendent de la Commission générale, étudient les domaines que voici : industrialisation, infrastructures, agriculture, coopération financière, coopération commerciale, coopération scientifique et technologique et problèmes culturels, main-d'oeuvre et affaires sociales. Ces commissions coiffent, pour leur part, un certain nombre de groupes spécialisés pour des sujets tels que la technologie des eaux, l'énergie solaire, le raffinage et l'industrie pétrochimique ainsi que les transports terrestres, maritimes et aériens. Il a été institué également un groupe ad hoc consacré au financement des activités du dialogue. – Les Dix ont créé un groupe de coordination comptant les représentants européens dans la Commission générale.

Les deux parties ont lancé de nombreuses activités de nature fort diverse : construction d'un centre commercial, élaboration d'une convention sur la promotion et la protection des investissements, coopération culturelle, questions sociales (travailleurs migrants), etc.

Lors de l'établissement du dialogue, les deux parties se mirent d'accord pour ne pas aborder les questions politiques et énergétiques dans le cadre de ce mécanisme.

Or, le Conseil européen réuni à Venise, le 13 juin 1980, accédant à une demande formulée de longue date par les Arabes, a décidé d'étendre le dialogue aux sujets politiques. Les Neuf, dans une déclaration, insistaient sur l'intérêt qu'ils portaient au dialogue sur

Deux soldats, l'un Israélien l'autre Egyptien, se serrant la main dans la ville d'O-fira, en 1982, lors de la restitution à l'Egypte du Sinaï.





Affiche électorale à Salisbury à l'occasion des premières élections du Zimbabwe, en février 1980.

tous les plans, et sur la nécessité d'en développer la dimension politique.

A la demande des Arabes, les travaux du dialogue ont été, depuis l'automne 1980, centrés sur la préparation d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Dix et des pays membres de la Ligue arabe. Les ministres se pencheraient sur l'étude équilibrée des problèmes économiques, culturels et politiques. La date de la session sera fixée lorsque les parties le jugeront opportun.

Afrique

Les développements de la situation sur le continent africain attirent, depuis la dernière guerre, une attention toujours plus vive, attisée par l'avènement de nouvelles nations indépendantes, qui se trouvaient, jadis, sous le joug du colonialisme. Ces dernières années, c'est surtout la tension en Afrique australe qui suscite l'inquiétude de la société internationale. Après l'accession à l'indépendance des anciennes colonies portugaises et du Zimbabwe, le 18 avril 1980, l'attention se dirige

maintenant, tout d'abord, sur la Namibie et l'Afrique du Sud.

Le poids politique des pays africains sur la scène internationale ne cesse de s'accroître.

Des liens historiques, culturels et économiques étroits unissent les Dix aux pays africains. Ils se traduisent par une coopération fructueuse notamment dans les domaines de l'assistance technique et des échanges commerciaux. Ces activités se poursuivent soit sur le plan bilatéral, soit au niveau de la Communauté, par exemple dans le cadre des Conventions de Lomé. Evidemment, les Dix suivent aussi de près les événements politiques en Afrique. C'est ainsi que la situation des pays africains est régulièrement l'objet d'études au titre de la coopération politique européenne.

Ces travaux ayant dégagé une relative concordance des vues, les Dix ont trouvé utile de faire des déclarations ou des démarches conjointes sur un certain nombre de questions d'actualité. Ils ont, en effet, la conviction que parlant d'une même voix, ils peuvent mieux agir sur le cours des événements.

Exemples : les déclarations des ministres des Affaires étrangères sur l'Afrique des 23 février 1976 et 18 avril 1977, par lesquelles ils confirment la disponibilité des Neuf de développer les relations de coopération dans la mesure où celles-ci sont souhaitées par les Etats africains, le respect de l'indépendance de tous des Etats africains, le droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple namibien et la condamnation de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. En outre, les Neuf rappellent leur volonté d'étudier à titre individuel et en commun la possibilité de déployer des efforts supplémentaires en vue d'améliorer la situation économique en Afrique. Depuis lors, les Neuf – et les Dix – ont confirmé, chaque année, à l'Assemblée générale des Nations unies les attitudes générales qu'expriment ces déclarations sur les affaires africaines, tout en présentant leur analyse de la situation du moment en Afrique du Sud et en Namibie.

Afrique du Sud

Par des démarches effectuées directement auprès du gouvernement sud-africain, les Dix ont, notamment, dénoncé les mesures frap-



Manifestation à Capetown contre la politique d'ap

pant les organisations africaines et leurs dirigeants. Ils ont également, à plusieurs reprises, condamné la politique d'apartheid du gouvernement sud-africain. En juillet 1977, les ministres des Affaires étrangères des Neuf décidèrent d'étudier la mise en oeuvre d'actions conjointes à l'égard de l'Afrique du Sud afin d'infléchir la politique d'apartheid de celle-ci grâce à leur poids collectif. Les travaux engagés débouchèrent, en septembre 1977, sur l'adoption d'un Code de conduite adressé à toutes les entreprises européennes ayant des filiales, succursales ou représentations en Afrique du Sud. Le texte engage, dans l'essentiel, ces entreprises à garantir à l'ensemble de leur personnel leur droit d'organisation, à accepter des négociations collectives conformément aux principes mondialement reconnus, à verser un même salaire pour un travail égal, à relever les bas salaires, à améliorer la formation professionnelle des Noirs, etc. Chacune des entreprises est invitée à publier, chaque année, un rapport bien argumenté détaillant les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Code. Les Dix dressent, sur la base des rapports soumis, le bilan sur l'application par les entreprises du Code de conduite. Dans leur

dernier bilan, publié le 17 décembre 1981, les Dix constatent des progrès sur divers points. Ils forment aussi le vœu que les entreprises poursuivront leurs efforts pour réaliser les dispositions du Code. Les Dix continuent leurs consultations dans le but de dégager de nouvelles démarches pouvant contribuer à l'abolition de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud.

Namibie

Les Dix ont, à l'occasion, réaffirmé leur soutien au droit du peuple namibien à l'autodétermination. Ils ont, notamment, dans les Assemblées générales ordinaires des Nations unies, présenté des communications communes exprimant la nécessité d'apporter au problème de la Namibie une solution mondialement reconnue, fondée sur la résolution 435 du Conseil de sécurité. Ils ont, en outre, préconisé l'organisation d'élections libres sur l'ensemble du territoire de la Namibie avec la participation de tous les groupements politiques, dont la SWAPO, et prôné un retrait prochain des troupes sud-africaines.

Enfin, les chefs d'Etat ou de gouvernement, réunis en Conseil européen, ont régulièrement,

par leurs déclarations communes, réaffirmé ces thèses et récemment lors des assises des 29 et 30 juin 1981.

Asie

Le rôle mondial que joue le continent asiatique ne cesse de s'accroître. Raison pour laquelle il prend, aujourd'hui, une place importante dans les travaux des Dix. Citons les déclarations communes sur la situation du Kampuchéa, après l'invasion du pays, en 1978, par les troupes vietnamiennes ; mentionnons la coordination, au sein des Nations unies, des attitudes des Dix devant les grands chapitres : l'avènement du régime Heng Samrin grâce à l'appui des Vietnamiens et l'aide humanitaire internationale destinée aux réfugiés d'Indochine.

Devant la crise afghane provoquée par l'invasion soviétique à la fin de 1979, les ministres des Affaires étrangères des Neuf soumièrent, en février 1980, leur premier projet d'une solution politique pacifique qui devrait permettre à l'Afghanistan de revenir à sa position traditionnelle d'Etat neutre et non aligné. Cette initiative fut suivie de déclarations du Conseil européen et, en juin 1981, le Conseil



id de l'Afrique du Sud.



Partisans du Mouvement nationaliste namibien manifestent à Windhoek.

présenta un nouveau projet de solution du conflit : une conférence internationale en deux phases devrait assurer à l'Afghanistan son statut d'Etat neutre et non aligné, par la cessation de l'intervention étrangère et la mise en place de garanties empêchant toute intervention future. Les Dix ont également épaulé les initiatives pour une solution pacifique prises dans le cadre des Nations unies par les pays islamiques et par certains autres Etats.

Les sessions réunissant les ministres des Affaires étrangères des Dix et ceux de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (A.N.A.S.E.) apportent une dimension particulière à la coopération politique sur l'Asie. C'est ainsi que les Dix et l'A.N.A.S.E., parallèlement à une coopération économique basée sur un accord de coopération, mènent des consultations politiques régulières au niveau des ministres des Affaires étrangères. Les deux groupes de pays, au terme de leur réunion de Londres, en octobre 1981, ont diffusé un communiqué exprimant une grande concordance de vues, entre autres sur le Kampuchéa et l'Afghanistan.

Finalement, les Dix ont, de manière constructive, harmonisé, depuis le début de leur coopération politique, leurs attitudes vis-à-vis de la Chine et du Japon, notamment, et devant les conflits de cette région, par exemple pour la question de Corée.

Amérique latine

Les Dix étudient, dans le cadre de la coopération politique, à la fois leurs relations à long terme avec les pays de l'Amérique latine et les questions d'actualité, aspirant au renforcement des liens avec cette région. La session de mai 1980, réunissant, à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères des Neuf et leurs homologues des pays du Pacte andin (Venezuela, Colombie, Bolivie, Pérou et Equateur) a débouché sur une longue déclaration consa-





Des guérilleros salvadoriens dans la ville San Lorenzo.



crée à des questions économiques et politiques. Ces travaux résultent de l'importance croissante que prend le continent dans ces domaines.

Les dix chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné, dans une déclaration adoptée lors du Conseil européen des 29 et 30 mars 1982, la nécessité de concerter et d'augmenter, dans la mesure du possible, l'aide consentie par les Etats membres et par la Communauté en tant que telle au développement de l'Amérique centrale et de la région des Caraïbes. Les Dix expriment dans le même texte leur vive préoccupation devant la montée de la tension dans la région et leur disponibilité d'accueillir favorablement toute initiative qui puisse mettre un terme aux violences et qui, à travers le dialogue et le respect des règles démocratiques et des droits de l'homme, puisse rétablir la paix dans la région, garantir la souveraineté des nations et combler les aspirations des peuples.

L'attitude commune des Dix s'est précisée avec netteté, en avril 1982, à l'occasion du conflit des îles Malouines : condamnant l'invasion de l'archipel par les troupes argentines, les Dix ont appelé les parties à rechercher une solution pacifique du problème. Ils ont adopté un certain nombre de mesures concrètes à l'encontre de l'Argentine, ayant pour but principal d'éviter un conflit armé entre la Grande-Bretagne et l'Argentine : embargo sur les exportations d'armements et d'équipements militaires vers l'Argentine et sur les achats de la Communauté de produits originaires de ce pays.

Enfin, les Dix ont, à maintes reprises, effectué une démarche commune auprès d'un gouvernement d'Amérique latine dénonçant les

violations des droits de l'homme dans le pays en cause.

La coopération des Dix au sein de l'Organisation des Nations unies

La coopération politique, à ce niveau, tend à s'intensifier. Elle vise essentiellement à conforter l'organisme mondial par la sauvegarde du respect de la Charte et par la défense du principe de l'universalité des institutions.

Les Dix cherchent, en outre, à déjouer les confrontations et à instaurer un dialogue constructif entre les nations industrialisées et les pays en voie de développement.

Dans le but, notamment, de réaliser ces finalités les Dix tentent, dans la mesure du possible, de concerter leurs attitudes et leurs actions. Avant la tenue annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies, ils définissent, sur les dossiers essentiels, les directives à transmettre à leurs missions permanentes auprès de l'Organisation en vue d'une concertation de leurs points de vues.

Cette concertation trouve sa plus claire expression dans l'intervention conjointe des Dix au débat général des Nations unies présentée par le ministre des Affaires étrangères exerçant la présidence. Au cours de l'Assemblée générale, les Dix préparent en commun des communications, explications de vote, déclarations, etc.

Ils tentent, de la même manière, d'harmoniser leurs attitudes sur les questions politiques étudiées au niveau des institutions spécialisées et dans le cadre des conférences organisées sous les auspices des Nations unies.

La coopération au sein des Nations unies porte sur un éventail très large, comportant en plus des sujets généraux déjà mentionnés, bon nombre de questions particulières, dont notamment les droits de l'homme.

Il convient enfin de signaler que le Danemark s'est assigné pour but de favoriser, aux Nations unies, une concertation à la fois des

Des guérilleros afghans équipés d'armes antichar près de la frontière afghano-pakistanaise.



Le premier ministre danois, M. Anker Jørgensen, à la tribune pendant la deuxième session spéciale de l'ONU sur le désarmement, réunie en juin 1982 à New York.

politiques des pays nordiques et des Dix membres de la Communauté européenne.

Désarmement

Depuis 1976, les Dix se consultent régulièrement sur les problèmes du désarmement dans le monde.

Dans ce cadre, ils échangent des informations et des points de vue et tentent, autant que possible, de concorder leurs attitudes, étant entendu, que leurs thèses ne sont pas toujours les mêmes.

Ces travaux contribuent à une meilleure analyse des aspects politiques et techniques du désarmement et permettent aux Dix d'arriver à une harmonisation de leurs points de vues aux Nations unies.

Lors des Assemblées générales ordinaires, les Dix ont pu souvent parler d'une même voix, donnant ainsi un poids considérable à leurs analyses.

Les consultations sur le désarmement sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important devant la nécessité d'enrayer la course aux armements, le nouvel intérêt que suscite le désarmement et les préparatifs de la seconde session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur le désarmement, qui se réunira en juin et juillet 1982.

L'identité européenne

La coopération politique européenne comporte deux aspects : relations extérieures et rapports internes.

A l'extérieur, la coopération se traduit par la multiplication des actions conjointes. Depuis 1970, les Dix ont, à maintes reprises, concerté leurs attitudes et adopté des déclarations

communes sur les grandes questions internationales. La lecture de ces textes révèle que les Dix ont pu, dans de nombreux domaines, définir une politique commune leur permettant, grâce à leur poids collectif, de peser davantage sur l'évolution de la politique internationale que s'ils avaient agi à titre individuel. Le Document sur l'identité européenne adopté en décembre 1973, à Copenhague, par les ministres des Affaires étrangères des Neuf, déclare, à ce sujet, que les Neuf « entendent jouer un rôle actif dans les affaires mondiales et contribuer ainsi, dans le respect des buts et des principes de la Charte des Nations unies, à ce que les relations internationales soient fondées sur plus de justice, à ce que l'indépendance et l'égalité des Etats soient mieux préservées, la prospérité mieux partagée et la sécurité de chacun mieux assurée. Cette volonté doit conduire progressivement les Neuf à définir des positions communes dans le domaine de la politique étrangère ».

La coopération politique remplit une fonction essentielle également sur le plan intérieur. Il y a une génération seulement, les pays européens s'affrontaient sur les champs de bataille. Si les dix Etats européens ont décidé de coopérer non seulement dans le cadre communautaire, mais aussi sur les questions de la politique internationale, c'est donc, comme l'exprime le Document sur l'identité « pour assurer la survie d'une civilisation qui leur est commune ». C'est ainsi que les principes de la justice sociale, le respect des droits de l'homme et la démocratie représentative constituent des éléments fondamentaux de l'identité européenne.

Les Neuf rappellent, en outre, dans le

même Document qu'ils « s'attacheront notamment à définir progressivement leur identité vis-à-vis des autres entités politiques. Ce faisant, ils ont conscience de renforcer leur cohésion interne et de contribuer à l'élaboration d'une politique proprement européenne ».

La coopération politique se caractérise par sa mise en œuvre progressive, de telle sorte que les Dix ne l'étendent à de nouveaux domaines que dans la mesure où ils estiment que l'action commune, mieux que les efforts isolés, permet de résoudre un problème précis. C'est là aussi une manière de garantir, en toute occasion, la conformité des actions menées au titre de la coopération politique avec la volonté des peuples européens.

Cette analyse a été réalisée par la direction des Affaires politiques du Ministère des Affaires Etrangères de Danemark.



Documentation danoise/La coopération politique européenne.

Publiée par le Ministère des Affaires Etrangères, Asiatic Plads 2, DK-1448 Copenhague K, Danemark.

Rédaction : Preben Hansen, Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, et Flemming André Larsen.

Traduction : Erik Sørensen.

Mise en page : Grafisk Tegnesteue - Ole Jensen.

Papier : De forenede Papirfabrikker A/S.

Imprimeur : Schultz Bogtrykkeri, Copenhague.

Reproduction permise sans autorisation.

Copenhague 1982.

12/1982. ISSN 0107-6205

Documentation danoise

Le gouvernement Poul Schlüter

Le cabinet Poul Schlüter est un gouvernement de minorité composé de représentants des quatre partis de droite aussi appelés « le trèfle à quatre feuilles » : le parti conservateur (*Det konservative Folkeparti*), le parti libéral (*Venstre*), les centristes démocrates (*Centrum-Demokraterne*) et le parti populaire chrétien (*Kristeligt Folkeparti*). Ces partis occupent ensemble 66 des 179 sièges du Parlement. M. Anker Jørgensen, premier ministre social-démocrate depuis de nombreuses années, avait offert sa démission à la Reine le 3 septembre 1982 après avoir vainement tenté de faire voter son programme de redressement économique. Le nouveau gouvernement, nommé le 10 septembre par la Reine, est le premier gouvernement de droite depuis le gouvernement libéral de M. Poul Hartling qui fut au pouvoir de 1973 à 1975. Avec M. Poul Schlüter, on a pour la première fois, un premier ministre conservateur et son cabinet est le premier à être constitué de quatre partis.

Le premier ministre, M. Poul Schlüter (conservateur), né le 3 avril 1929 à Tønder, dans le sud du Jutland, fils d'un négociant, Johannes Schlüter, fait des études de droit à Århus et à Copenhague et, après avoir été reçu à sa licence en droit à l'Université de Copenhague en 1957, il devient avocat avec droit de plaider devant la Cour suprême. Tout jeune, il sait ce qu'il veut dans le domaine politique. A 15 ans, il est déjà président des Jeunes Conservateurs de la ville d'Haderslev, dans le sud du Jutland, et, à 22 ans, président national des Jeunes Conservateurs. Il devient député en 1964 et, quelques années plus tard, le leader conservateur Poul Sørensen entrevoit la possibilité de voir les conservateurs, avec l'aide du jeune et brillant Schlüter, conquérir la majorité à Gladsaxe, commune de la proche banlieue de Copenhague, dont le maire est alors M. Erhard Jakobsen, personnalité très connue et très active et par la suite président des centristes démocrates. Cette tentative se solde par un échec. M. Poul Schlüter devient premier adjoint au maire et, à en juger par sa carrière depuis, il s'agit là d'une erreur d'aiguillage. C'est seulement en 1971, lorsque cesse la collaboration entre les partis conservateur, libéral et radical, et alors que les conservateurs se trouvent à nouveau dans l'opposition, que son parti lui confie un poste important. En 1971, il devient porte-parole politique au Parlement et, en 1974, non seulement président du groupe parlementaire, mais aussi président

national. Entre-temps, son parti avait dû affronter une grave crise causée par un désaccord profond sur l'orientation à venir. Les conservateurs avaient enfin réussi à faire bloc autour d'un leader, à savoir M. Poul Schlüter. Grâce à l'énergie et à la ténacité de celui-ci – et aussi, bien entendu, à une situation politique favorable – le parti a pu, au cours de ces dernières années, regagner une partie des sièges qu'il avait perdus au Parlement et, par conséquent, retrouver sa place de deuxième parti du Parlement, une position souvent occupée par les libéraux, et, ces dernières années, à différentes reprises par le parti du Progrès. M. Schlüter semble bien doué, tant du point de vue du caractère que de la formation qu'il a reçue, pour faire face à la tâche la plus importante qui lui ait été impartie à ce jour. Ses aptitudes sont variées, il s'exprime avec facilité et souvent d'une manière caractéristique usant d'un style contemporain. D'humeur presque toujours égale et agréable, il s'attaque à des tâches difficiles avec beaucoup d'énergie sous un extérieur un peu froid et correct sur lequel il ne faut pas se tromper.

Le ministre des Finances, M. Henning Christophersen (libéral), né le 8 novembre 1939 à Copenhague, fils d'un fondé de pouvoir, Richard Christophersen, reçoit son diplôme d'économie politique à l'Université de Copenhague en 1965, et est ensuite nommé chef de la section économique du Conseil de l'Artisanat (*Håndværksrådet*). Comme de nombreux autres hommes politiques, il occupe un poste à la direction de l'organisation de jeunesse de son parti avant de devenir député en 1971. Sans donner de lui une image bien marquée, il sait s'imposer immédiatement d'une manière si prononcée par sa compétence professionnelle et sa maturité politique qu'il entre dans la commission la plus importante du Parlement, la commission des Finances, et l'année suivant son entrée au Parlement, il est élu au poste de vice-président de l'organisation nationale des libéraux. En 1973, il devient le porte-parole politique de son parti au Parlement, à quoi viennent s'adjoindre d'autres fonctions parlementaires. D'importance décisive pour sa carrière politique est le fait que M. Poul Hartling, le leader des libéraux pendant de nombreuses années, se retire de la vie politique danoise en 1978 pour devenir Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés. Au cours des débats internes du parti qui s'élèvent au sujet de l'orientation

future du parti libéral, M. Henning Christophersen obtient, pendant l'été 1978, une majorité en faveur de la ligne de conduite qu'il préconise et les libéraux concluent un accord de collaboration avec la social-démocratie. M. Henning Christophersen devient ministre des Affaires étrangères et il est élu, presque à la même époque, au poste de président national de son parti. Toutefois, la coalition social-démocrate-libérale n'est pas une réussite. Elle fait naufrage dès 1979, et le parti libéral revient à la politique d'opposition rigoureuse contre la social-démocratie. En collaborant à nouveau avec les conservateurs, le parti libéral avait, à l'origine, exigé le poste de premier ministre, mais il se contente de plusieurs autres portefeuilles importants, et M. Henning Christophersen lui-même a préféré devenir ministre des Finances, un poste pour lequel il est hautement qualifié. La sérénité et la hauteur de vues qui le caractérisent lui seront bien nécessaires pour porter aussi le poids du fardeau que représentent la présidence de son parti ainsi que son développement futur.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen (libéral), né le 1er novembre 1941 à Hårby en Fionie, fils d'un homme politique qui devait par la suite devenir extraordinairement populaire, le rédacteur Jens Peter Jensen (libéral), reçoit son diplôme d'économie politique à l'Université de Copenhague en 1969, mais dès avant cette date il est journaliste au quotidien *Berlingske Aftenavis*. De 1970 à 1975, son poste de collaborateur spécialiste des questions économiques et politiques auprès du journal télévisé danois fait de lui une personnalité publique. Il se fait remarquer par ses talents d'interviewer et de commentateur, et, de plus, il écrit, ces années-là, plusieurs ouvrages sur des questions économiques. En 1975 et 1976, il est directeur de la rédaction du quotidien d'information économique *Børsen*. En s'appuyant sur sa popularité à la télévision, il obtient, en 1977, un siège de député libéral au Parlement, et à l'encontre de la plupart des autres célébrités de la radio et de la télévision qui voulaient s'essayer à la politique danoise, il fait très rapidement carrière. Dès 1978, il est porte-parole politique du parti libéral et président de la commission des Affaires communautaires du Parlement*. Bientôt d'autres postes de confiance lui sont offerts, en particulier dans le domaine économique, et il est aussi membre du bureau de l'Union interparlementaire. La politique étrangère ne lui est donc pas un domaine inconnu. Pourtant, on ne s'attendait pas à ce que justement le poste de ministre des Affaires étrangères dans le nouveau gouvernement quadripartite lui fût attribué. A l'accomplissement de sa nouvelle tâche, il apporte une vivacité d'esprit exceptionnelle, un excellent flair politique confinant à la ruse, et une grande élégance personnelle.

Le ministre de la Justice, M. Erik Ninn-Hansen (conservateur), né le 12 avril 1922 à Skørpinge, dans l'ouest du Seeland, fils d'un propriétaire terrien, Christian Hansen, optient sa licence en droit en 1948 et ouvre son propre cabinet d'avocat en 1955. De 1948 à 1950, il

* Pour garantir le contrôle parlementaire de la politique communautaire, le gouvernement est tenu, avant les réunions du conseil des Communautés européennes, de soumettre le projet de négociation à la commission des Affaires communautaires s'il s'agit de questions importantes.

est président national des Jeunes Conservateurs. Il est député sans interruption depuis le printemps 1953 et se trouve ainsi être le doyen du Parlement. Dans les années 1960, M. Ninn-Hansen est l'un des initiateurs de la coalition de droite rassemblant les libéraux, les conservateurs et les radicaux sous la présidence de M. Hilmar Baunsgaard, radical. Sur cette expérience, il écrit un livre intitulé *Syv år for VKR* (Sept années pour les libéraux-conservateurs-radicaux. N'existe qu'en danois). Dans le gouvernement libéral-conservateur-radical de 1968 à 1971, il est d'abord ministre de la Défense, puis ministre des Finances. Ces dernières années, sa grande expérience parlementaire et son sens sûr des normes constitutionnelles aidant, il a été un membre de premier plan et très estimé du bureau du Parlement (premier vice-président). L'autorité qu'il a ainsi acquise et le respect que lui vaut sa longue activité parlementaire le serviront à son poste de ministre de la Justice dans le gouvernement de M. Poul Schlüter. Outre ses fonctions de ministre, il sera appelé à agir en tant que conseiller dans la délicate question qui consistera à faire fonctionner un gouvernement composé de quatre partis.

Le ministre de l'Economie, M. Anders Andersen (libéral), né le 1er octobre 1912 dans la propriété rurale de *Benzonslyst* à Voldby, dans l'est du Jutland, fils d'un propriétaire terrien, Jens Andersen, reçoit une formation d'agriculteur avant de prendre en charge l'exploitation de sa ferme natale et de se voir confier de nombreuses missions de confiance, en particulier au sein des organisations agricoles. C'est ainsi qu'il est devenu l'une des grandes figures de l'agriculture danoise et notamment de l'agriculture jutlandaise. De 1959 à 1973, il exerce la charge de président des syndicats agricoles jutlandais et, à peu près à la même époque, celle de président du Conseil agricole (*Landbrugsrådet*), l'organisme de synthèse de l'agriculture danoise. Sur le plan national, il fait parti des hommes politiques qui ne s'affirment qu'au bout d'un certain temps. S'il est député pour la première fois en 1953, ce n'est qu'en 1973 qu'il consent à occuper un poste de ministre. Il est ministre des Finances de 1973 à 1975, ministre de l'Economie et ministre des Contributions en 1978 et 1979, et il est à présent à nouveau ministre de l'Economie. Paysan danois dans le meilleur sens du terme, c'est un homme de grande envergure tant physiquement que moralement, un calculateur, un bon joueur d'échecs et un négociateur inébranlable.

Le ministre de l'Agriculture, M. Niels Anker Kofoed (libéral) né le 21 février 1929 à Bodilsker, sur l'île de Bornholm, fils d'un propriétaire terrien, Poul Kofoed, est agriculteur de formation et propriétaire de deux exploitations agricoles sur son île natale. De 1957 à 1959, il est président national des Jeunes Libéraux et, un certain nombre d'années, conseiller municipal et conseiller général à Bornholm. Il est entré au Parlement en 1968 et, dès le début, il concentre ses efforts sur la politique agricole et sur la politique de la pêche tant sur le plan national que dans le contexte du

Marché commun. Il est ministre de l'Agriculture et ministre de la Pêche de 1973 à 1975, ministre de l'Agriculture en 1978 et 1979, et il est maintenant à nouveau ministre de l'Agriculture. Entre-temps, il a été membre du Parlement européen et président de la commission agricole de celui-ci. Sa compétence est reconnue, mais il a ses idées bien à lui et va son chemin sans se laisser influencer.

Le ministre de l'Energie, M. Knud Enggaard (libéral), né le 4 juin 1929 à Odder, dans l'est du Jutland, fils d'un propriétaire terrien, Jens Nielsen Enggaard, est ingénieur depuis 1954 et il a été attaché à l'Armée de l'Air. Il commence sa carrière politique en occupant la présidence nationale pour les Jeunes Libéraux de 1959 à 1962, puis il est député de 1964 à 1977 et encore de 1979 à 1981. Parmi les nombreux postes de confiance qu'il a occupés, on peut mentionner qu'à deux reprises il a été président du groupe parlementaire de son parti et, très significatif de la haute estime dont il jouit en raison de ses connaissances étendues et précises, est le fait que, tant en 1978 qu'en 1982, après avoir échoué à se faire réélire au Parlement, on a fait appel à lui pour lui offrir un poste de ministre. Il est ministre de l'Intérieur dans le cabinet social-démocrate-libéral en 1978 et 1979, et ses qualifications incontestées dans plusieurs domaines ont fait de lui un candidat tout indiqué à son nouveau et délicat poste de ministre de l'Energie. Dans le privé, c'est un homme chaleureux et humain.

Le ministre de l'Industrie, M. Ib Stetter (conservateur), né le 1er mars 1917 à Odense, en Fionie, fils d'un employé de bureau, Egon Madsen, reçoit une formation commerciale à Århus, et obtient en 1945 son diplôme d'économiste de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Copenhague. Pendant de nombreuses années, il est directeur d'une importante maison de commerce à Ålborg et président du Conseil économique du nord du Jutland. Depuis 1964, il est député et ses qualités de médiateur lui ont permis d'obtenir de bons résultats à des postes importants, en particulier ceux de président de commissions et de président du groupe parlementaire de son parti. De 1977 à 1981, il est président national de son parti. Il est connu pour l'intérêt qu'il porte aux questions nordiques et il a accompli un important travail au Conseil nordique dont il a été président. Partout et toujours il se fait remarquer par la dignité et la droiture naturelles de sa conduite.

Le ministre des Affaires sociales, M. Palle Simonsen (conservateur), né le 6 mai 1933 à Sall dans l'est du Jutland, fils d'un propriétaire terrien, Skipper Simonsen, reçoit une formation commerciale et travaille dans plusieurs entreprises privées. En 1970, il est nommé directeur de la Fédération de la Protection civile. Au Parlement, où il obtient un siège pour la première fois en 1968, il se distingue par sa puissance de travail témoignant d'un engagement à la fois social et national. Il s'est toujours montré à la hauteur de sa tâche. En 1977, il est nommé président de la commission parlementaire de la Défense et en 1981, porte-parole politique. En dehors du Parlement, il a occupé le poste de vice-président du Conseil radiophonique avant de devenir ministre des

Affaires sociales. Il est réfléchi, sait bien présenter ses arguments et possède une compréhension réaliste des conditions sociales actuelles.

Le ministre de l'Environnement et ministre des Affaires nordiques, M. Christian Christensen (parti populaire chrétien), né le 20 janvier 1925 à Norre Bork, dans l'ouest du Jutland, fils d'un fermier, Peder Anton Christensen, reçoit son diplôme d'instituteur en 1952 à l'Ecole normale d'Haslev, d'orientation chrétienne et, depuis 1972, il est directeur d'école à Ringkøbing. Il s'engage très vite dans des activités pour le parti populaire chrétien et est l'un des députés de ce parti lorsque celui-ci est représenté pour la première fois au Parlement en décembre 1973. Président de groupe depuis 1973, il a su montrer du doigté dans le maniement des affaires et le contact avec les personnes, ainsi qu'une adresse politique pratique. Il s'est aussi fait remarquer par son action au Conseil nordique.

Le ministre de l'Education, M. Bertel Haarder (libéral), né le 7 septembre 1944 à Ronshoved, dans le sud du Jutland, fils d'un directeur d'Université populaire, Hans Haarder, reçoit son diplôme de sciences politiques de l'Université d'Århus en 1970 (le sujet de son mémoire portant sur le concept de liberté chez Grundtvig) et il a été professeur à l'Ecole normale d'Ålborg. Député depuis 1975, il a su montrer de l'initiative et une richesse d'idées conforme à une activité d'écrivain où il critique violemment et avec grand talent l'Etat-tutelle moderne. Il a beaucoup d'imagination et il est l'une des personnalités les plus douées du parti libéral.

Le ministre des Travaux publics, M. Arne Melchior (centriste démocrate), né le 22 octobre 1924 à Frederiksberg, fils du grand-rabbin Marcus Melchior, a été homme d'affaires, entre autres directeur dans la confection et la publicité et directeur de la presse du mouvement syndical avant de devenir l'un des fondateurs du parti des centristes démocrates en 1973 et ensuite député au Parlement où il a été à la fois président de groupe et porte-parole politique. Doué d'une grande vivacité d'esprit, il est un orateur remarquable au Parlement et son impulsivité lui vaut d'être souvent un point de mire public.

Le ministre de la Pêche, M. Henning Grove (conservateur), né le 7 avril 1932 à Svoldrup, dans le nord du Jutland, fils d'un propriétaire terrien, Peder Grove, a été vétérinaire après avoir reçu son diplôme de l'Ecole royale vétérinaire et agronomique de Copenhague en 1958. Au Parlement, dont il est membre depuis 1977, il ne s'est pas fait remarquer par de grands éclats de voix, mais sa fermeté et son sens des responsabilités lui ont permis de se qualifier pour le poste de ministre qu'il occupe.

Le ministre du Logement, M. Niels Bollmann (centriste démocrate), né le 11 juillet 1939 à Brons, dans le sud du Jutland, fils d'un commerçant, Heinrich Bollmann, passe l'examen de sortie de l'Ecole des Douanes en 1958 et gravit les échelons jusqu'à devenir inspecteur des douanes en 1971. Député depuis 1977, il s'est attaché aux questions concernant la po-

litique de la défense, des communications, des contributions et les affaires du Marché commun et de l'OTAN. Sa position de rapporteur des lois sur le logement ainsi que la sociabilité et le bon sens qui le caractérisent lui ont valu son portefeuille de ministre actuel.

Le ministre du Travail, Mme Grethe Fenger Møller (conservateur), née le 6 novembre 1941 à Frederiksberg, fille d'un chef de service, Torben Fenger Møller, est reçue à la licence en droit à l'Université de Copenhague en 1969 et devient ensuite secrétaire au ministère du Travail et au ministère des Affaires sociales. Elle s'est rapidement distinguée en occupant pendant sept années la présidence de la Ligue nationale des Femmes (*Dansk Kvindesamfund*) où elle milita en faveur de l'égalité des sexes au moyen de l'application de quotas; entrée maintenant dans la politique, elle n'aborde plus ce principe qu'avec prudence. Son bon bagage de connaissances réelles lui permet d'envisager apparemment sans crainte les négociations qui l'attendent sur les conditions du marché du travail en cette période de dépression. Elle a été élue député en 1977.

Le ministre des Affaires culturelles, Mme Mimi Stilling Jakobsen (centriste démocrate), née le 19 novembre 1948 à Copenhague, fille de M. Erhard Jakobsen, député et fondateur du Parti des centristes démocrates, qui eut une influence décisive dans la formation du cabinet quadripartite Poul Schlüter sans pour autant désirer en faire partie. Mimi Jakobsen était assistante d'enseignement à l'Université de Copenhague (philologie et phonétique des langues germaniques) quand elle a été élue au Parlement en 1977. Un peu hésitante au début, elle a acquis de l'assurance et de l'indépendance. Elle a été vice-présidente et porte-parole politique de son groupe et on peut dire, en parlant familièrement, qu'elle est la princesse héritière de son parti.

Le ministre des Cultes, Mme Elsebeth Kock-Petersen (libéral), née le 15 janvier 1949 à Copenhague, fille d'un pasteur, Ejnar Larsen, est reçue à la licence en droit en 1973 et devient par la suite, secrétaire à l'Association des Conseils municipaux (*Kommunernes Landsforening*), puis chef de section au ministère des Affaires étrangères. D'abord active dans l'association des Jeunes Libéraux, elle est député de 1975 à 1977. Elle a l'esprit clair, est bien au courant et elle a la riposte particulièrement rapide.

Le ministre de l'Intérieur, Mme Britta Schall Holberg (libéral), née le 25 juillet 1941 à Næstved, dans le sud du Seeland, fille d'un grand propriétaire terrien, Preben Schall Holberg, reçoit son diplôme d'institutrice à l'Ecole normale *Zahle* en 1964 et est propriétaire du domaine de *Hagenskov* en Fionie. Elle a été premier adjoint au maire d'Assens et vice-présidente de l'Union des Comités sociaux du Da-

nemark. La direction nationale du parti libéral a plusieurs fois voulu faire appel à cette personnalité énergique et de bonne présentation, mais c'est seulement en septembre 1982 qu'elle a répondu à cet appel en acceptant de devenir ministre de l'Intérieur.

Le ministre des Contributions, M. Isi Foighel (conservateur), né le 21 décembre 1927 à Chemnitz en Allemagne, fils de Mme Hania Foighel, arrive au Danemark au début des années 30, devient licencié en droit en 1952, docteur en droit en 1961, professeur de droit à l'Université de Copenhague en 1964 et professeur de droit fiscal en 1980. C'est un juriste exceptionnellement doué. Il a été président de la commission qui a préparé la loi sur l'autonomie interne du Groenland. A un moment, il a été candidat conservateur au Parlement, mais ne s'est jamais, par ailleurs, occupé de politique.

Le ministre pour le Groenland, M. Tom Høyem (centriste démocrate), né le 10 octobre 1941 à Nykøbing, sur l'île de Falster, fils d'un marchand d'objets d'art, Ove Charles Høyem, est reçu à la licence de philologie nordique à l'Université de Copenhague en 1973 et il est lecteur en langue et littérature danoises à l'Université de Stockholm de 1975 à 1979. En même temps correspondant en Suède pour le quotidien *Berlingske Tidende*, il exerce une activité journalistique qui le fait connaître dans tout le Danemark. Il a été président national des centristes démocrates et, lors de sa nomination au poste de ministre, il était proviseur du lycée de Hong. Il s'intéresse activement aux questions nordiques et c'est un esprit curieux de tout.

Le ministre de la Défense, M. Hans Engell (conservateur), né le 8 octobre 1948 à Copenhague, fils d'un quinquillier, Knud Engell Andersen, a été journaliste à la maison de presse *Berlingske* à Copenhague et il est, depuis 1978, chef du service de presse du parti conservateur. En cette qualité, il a conquis une position-clé parmi les proches collaborateurs de Poul Schlüter. Il est incorporé dans la Défense populaire et personnellement très engagé dans les questions concernant la défense du Danemark.

Gert Andersen

Gert Andersen est journaliste spécialisé dans les questions parlementaires.

Documentation danoise/Le gouvernement Poul Schlüter.
Publiée par le Ministère des Affaires Etrangères, Asiatisk Plads 2, DK-1448 Copenhague K, Danemark.
Rédaction : Preben Hansen, Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, et Flemming André Larsen.
Traduction : Monique Mortensen.
Mise en page : Grafisk Tegnesteue - Ole Jensen.
Papier : De forenede Papirfabrikker A/S.
Imprimerie : Schultz Bogtrykkeri, Copenhague.
Reproduction permise sans autorisation.
Copenhague 1983.

1/1983. ISSN 0107-6205

Le nouveau siège du Ministère des Affaires Etrangères

Au cours des années qui suivirent la seconde guerre mondiale, le Ministère des Affaires Etrangères de Danemark dut faire face à de nombreuses tâches nouvelles qui entraînèrent un fort accroissement des besoins en locaux. Ce problème fut provisoirement résolu par la location de bureaux en ville. A la fin des années 1970, le Ministère des Affaires Etrangères était dispersé sur huit endroits différents.

Il était depuis longtemps question de transférer le ministère dans de nouveaux bâtiments, mais il s'avérait difficile de trouver un terrain convenable à proximité de Christianborg, siège du parlement. En 1972, la possibilité s'offrit à l'Etat d'acquérir Asiatisk Plads (la Place asiatique), un terrain situé près du port et à quelques centaines de mètres seulement de Slotsholmen, quartier où sont réunis un grand nombre de bâtiments administratifs. Le Ministère des Affaires Etrangères pourrait ainsi demeurer en ville dans un endroit qui, du milieu du 18ème siècle jusqu'au début du 20ème siècle, avait été le centre du commerce extérieur danois.

Pour évaluer les différentes possibilités d'implantation d'un nouveau bâtiment sur ce terrain, tout en respectant le style propre à ce quartier et aux monuments classés qui s'y trouvent, le ministère du Logement organisa, en 1973, un concours public destiné à susciter des idées et à ouvrir un débat. Les projets affluèrent: à l'automne 1973, six d'entre eux furent jugés dignes d'être primés, parmi lesquels un projet établi par les architectes *Halldor Gunnløgsson & Jørn Nielsen*. Comme on l'avait prévu, les projets du concours provoquèrent un débat public très engagé. Le jury était unanime sur le fait qu'il était possible d'élever un nouveau bâtiment sur le terrain, mais ses dimensions ne pourraient atteindre les 28 000 m² de surface de planchers, estimation des besoins du Ministère des Affaires Etrangères. Il semblait possible de réduire les exigences quant à l'importance du bâtiment nouveau en aménageant les édifices classés situés sur le terrain acquis par l'Etat de manière à les intégrer dans le ministère. Par ailleurs, le jury attirait l'attention sur le fait que la hauteur du nouveau bâtiment ne devait pas dépasser celle des bâtiments anciens conservés et qu'il convenait de tenir compte de la perspective qui se dégageait sur une église située à proximité du nouvel édifice.

De l'ancien et du neuf

En prenant pour point de départ les résultats

du concours d'idées, on établit un programme de construction. En 1975, cinq équipes d'ingénieurs d'études furent invitées à participer à un concours portant sur le projet final de construction qui devait respecter l'enveloppe budgétaire prévue.

L'équipe lauréate se composait des ingénieurs *Monberg & Thorsen* et *Saabye & Lerche*, des architectes *Halldor Gunnløgsson* et *Jørn Nielsen* et de *Rambøll & Hannemann* ingénieur-conseil. Cette équipe se vit confier la construction du nouveau bâtiment, la transformation et la rénovation des bâtiments anciens d'Asiatisk Plads étant confiées à la firme *Erik Møllers Tegnestue A/S* connue pour un certain nombre de travaux de rénovation à Copenhague.

Les besoins en surface de planchers furent réduits à un peu moins de 25 000 m², mais le volume du bâtiment à ériger au voisinage des bâtiments classés restait encore important. A tout point de vue, on a tenté de respecter l'environnement lors de la conception du nouveau bâtiment. Celui-ci comporte plusieurs ailes perpendiculaires au chenal d'entrée du port, ainsi que c'était le cas pour les anciens entrepôts. En outre, la hauteur des différents immeubles varie de sorte que les ailes les plus proches des bâtiments anciens sont aussi les moins élevées, la hauteur de corniche ne dépassant pas celle des bâtiments anciens. L'aile qui donne sur l'artère principale reliant Christianshavn au centre de Copenhague est la plus élevée; elle fait pendant au building situé de l'autre côté de la rue. La forme non traditionnelle du toit confère au bâtiment son apparence de faible hauteur.

En fixant l'emplacement des bâtiments sur le terrain, on s'est efforcé de donner aux bâtiments anciens un rôle de premier plan dans l'ensemble architectural. Les bâtiments, anciens et nouveaux, forment un tout groupé autour du bassin portuaire qu'encadrent la partie ancienne et la partie nouvelle et où aboutissent des degrés menant à un espace en contrebas. Cet espace joue un rôle de square où le personnel du ministère et les habitants du quartier voisin peuvent s'arrêter.

C'est également le respect du rôle joué par les bâtiments anciens dans l'ensemble qui est à l'origine de l'aspect neutre, presque schématique, de la façade des nouveaux immeubles. Les fenêtres étroites et profondément encastrees répondent aux exigences du bâtisseur: elles protègent contre le soleil et rendent inutile l'installation de l'air conditionné. Les fa-

çades sont en maçonnerie recouverte d'un mince enduit de plâtre gris à travers lequel se devine la maçonnerie.

Six cents bureaux

Les trois ailes parallèles sont reliées entre elles par une aile transversale aux parois de verre. Cette construction unit les deux entrées aux couloirs des ailes qui abritent les bureaux. Porte à porte, on compte plus de six cents bureaux, en majorité des bureaux pour une seule personne ainsi que l'exige la nature du travail administratif du ministère. Le nouveau bâtiment n'abrite aucun local de grandes dimensions qui aurait pu apporter des variations dans l'agencement et l'aménagement de l'espace. On y trouve, outre les bureaux, les centres de communication, les archives centrales, les services postaux et les garages souterrains du ministère. Les autres services du ministère ont été installés dans les bâtiments anciens classés qui abritent ainsi des salles de réunion, la bibliothèque, des locaux destinés à l'enseignement, le restaurant du personnel du ministère et les services de relations publiques.

Les bâtiments anciens constituent, à la fois à l'extérieur et à l'intérieur, la partie pittoresque du complexe architectural dont dispose aujourd'hui le Ministère des Affaires Étrangères. L'ancien accès principal d'Asiatisk Plads qu'entourent les immeubles est flanqué de deux édifices aux allures de palais présentant des façades totalement identiques sur Strandgade. Il s'agit pourtant de deux constructions de périodes différentes et affectées, à l'origine, à des usages différents. Le plus ancien de ces bâtiments, qui offre une façade richement décorée sur le port, était, à l'époque de sa construction en 1740, le siège de la Compagnie asiatique. Il est l'oeuvre de l'architecte et maître d'oeuvre *Philip de Lange*.

Son pendant, qui présente une façade de palais sur Strandgade, a été construit en 1781. C'était, à l'origine, un entrepôt ainsi qu'en témoigne la façade qu'il offre sur le port aux vantaux et aux étroites fenêtres semblables à ceux des autres entrepôts. Ce « palais » n'était, d'ailleurs, qu'une partie d'un entrepôt plus important dont les autres édifices présentent des façades d'entrepôts à la fois sur la rue et sur le port.

Les locaux destinés à abriter les services des relations publiques, notamment le service du Protocole chargé des relations officielles avec les ambassades et consulats étrangers en mission au Danemark, se trouvent aujourd'hui dans le plus ancien des palais, le palais de *Philip de Lange*. Cette affectation a permis de conserver dans leur état premier un grand nombre de salles d'époque et leur décoration caractéristique. C'est du 18^{ème} siècle que datent quelques-uns des plus beaux bâtiments de Copenhague, entre autres le palais royal d'Amalienborg. Le commerce extérieur qui florissait à cette période féconde a mis sa marque sur les constructions du port de Copenhague, notamment sur les édifices de la Compagnie asiatique qui a donné son nom à Asiatisk Plads.

Le grand entrepôt, dessiné en 1750 par l'architecte *Nicolai Eigtved* pour la Compagnie asiatique, porte témoignage, entre autres, de cette importante période de l'histoire de Copenhague. Eigtveds Pakhus, comme il est appelé couramment, a servi d'entrepôt jusqu'en

1976. Maintenant rénové, il a été inauguré le 1^{er} février 1982. L'administration centrale y donne des réunions, des conférences et des réceptions.

Des bâtiments richement décorés

Lors de la rénovation et de la transformation des bâtiments anciens, *Erik Møller* a su conserver les précieuses caractéristiques architecturales même là où des travaux importants s'avéraient nécessaires. Alors que le palais le plus ancien a pu être utilisé sans transformations radicales, la charpente des entrepôts a nécessité de gros travaux, les plafonds trop bas interdisant d'y aménager des salles de réunion et la bibliothèque. Les poutres anciennes étaient de trop grandes dimensions pour la nouvelle destination des pièces et on s'est vu contraint d'en éliminer une partie. De plus, un certain nombre de poutres ne sont pas d'origine et datent de reconstructions à la suite d'incendies. Les travaux de rénovation ont sauvegardé l'aspect général des constructions anciennes en bois. Les grosses poutres sont aujourd'hui l'un des éléments de la décoration de toutes les pièces, petites et grandes, aménagées dans les anciens entrepôts.

Lors de l'installation du restaurant du rez-de-chaussée et de la bibliothèque il a été fait usage de détails de construction très robustes inspirés des solides parties anciennes des bâtiments. Ceci confère aux locaux une atmosphère tout à fait particulière très appréciée du personnel du ministère. Ce vaste lieu de travail offre ainsi des variations aux employés au cours de la journée selon l'endroit où ils se trouvent. Pour aller déjeuner ou pour se rendre à la bibliothèque ou aux salles de réunion, ils sortent des nouveaux bâtiments, sobres et rationnels, traversent, à l'extérieur, un bel ensemble portuaire ancien et aboutissent à des bâtiments d'un caractère tout autre et bien plus riches en éléments décoratifs.

D'un point de vue architectural, il est extrêmement intéressant de constater qu'*Erik Møller* a réussi à conserver les qualités de ce qui restait et à construire des immeubles supplémentaires qui sont tout à fait modernes. Par exemple, au rez-de-chaussée des entrepôts, les grandes fenêtres sans croisillons des anciens portails permettent d'avoir une vue excellente sur l'ensemble portuaire tant du restaurant que des salons et foyers d'Eigtveds Pakhus.

Eigtveds Pakhus, dont l'intérieur est rudimentaire, possède des façades qui, d'un point de vue architectural, sont dignes d'un palais. Il est vrai que, pendant de nombreuses années, il était difficile de s'en rendre compte, le bâtiment s'étant peu à peu dégradé et les détails de la belle architecture en grès du rez-de-chaussée s'étant effrités. La façade originelle, aux détails d'une grand finesse, est actuellement en cours de restauration.

Les baies des portes sont dotées à la fois de vantaux en bois et de vitres. Les vantaux servent de volets qui protègent les grandes vitres. Les volets ouverts, les pièces du rez-de-chaussée sont très claires.

Eigtveds Pakhus est occupé, en partie, par quatre grandes salles. Des installations audiovisuelles, des cabines d'interprétation simultanée, etc., les équipent en vue de leur utilisation pour des conférences et des réunions internationales : rencontre riche en contrastes entre une technique de construction vieille de 200 ans et l'électronique la plus récente.

L'association de bureaux, modernes et rationnels, et de bâtiments anciens valant la peine d'être conservés mais inadaptés à des bureaux semble avoir créé des conditions presque idéales pour les activités du ministère. Le travail administratif s'y déroule dans de bonnes conditions, un cadre qui en appelle à l'imagination et aux rencontres amicales s'offrant aux aspects mondains et officiels du ministère. Finalement, l'administration dispose d'un ensemble adapté aussi bien aux réunions officielles et aux conférences internationales qu'aux entrevues quotidiennes.

L'entrepôt du Gammel Dok (Vieux Bassin)

Bien des vieux ports ont perdu leur fonction initiale; tel est le cas du port intérieur de Copenhague. Le trafic des transports par containers, qui nécessite de vastes installations à terre, a été transféré dans le port extérieur. De nombreux édifices de l'ancien complexe portuaire datent du 18^{ème} siècle, époque où florissait le commerce maritime. Toutefois, de nos jours, un grand nombre d'entrepôts ont trouvé de nouvelles affectations. Le long de la partie nord-ouest, certains d'entre eux ont été reconvertis en hôtels, d'autres en immeubles abritant des appartements de grand standing avec vue sur le port. En bordure de la partie sud-est s'élève l'un des entrepôts les plus intéressants du point de vue architectural, dessiné par *Nicolai Eigtved* au milieu du 18^{ème} siècle. Situé à proximité du nouveau siège du Ministère des Affaires Etrangères, il est utilisé par la haute administration à l'occasion de congrès et autres réunions internationales. Les travaux de rénovation de cet édifice et d'aménagement de ses salles de réunion et d'exposition ont été considérables et sa restauration extérieure est à peine terminée.

Le grand entrepôt du Gammel Dok n'offre pas les mêmes qualités architecturales. Construit en 1882 sur les plans de l'architecte *H. C. Scharling*, il comportait, à l'origine, deux étages surmontés de combles à toiture assez basse. Par la suite, cet édifice fut surélevé d'un étage et recouvert d'une nouvelle toiture très haute abritant trois étages de combles. Les agrandissements intervenus se remarquent aisément, des pierres différentes ayant été em-

ployées au cours des deux étapes de la construction. A l'origine, ce bâtiment n'était pas destiné à l'emménagement d'un type de marchandises bien déterminé; au cours des temps, il a été utilisé à entreposer toutes sortes de produits, entre autres de l'huile de poisson, des peaux et du poisson salé en provenance de l'Atlantique nord.

Les premiers bâtisseurs en furent Les Entrepôts et chantiers réunis. L'édifice s'élevait à proximité du Gammel Dok, creusé en 1783 et destiné à la construction et à la réparation des navires. En 1918, ce bassin fut désaffecté et remblayé.

Ce bâtiment est actuellement propriété de l'Etat et différents projets d'utilisations possibles ont été étudiés ces dernières années. La charpente massive aux nombreux piliers, les plafonds bas et l'exiguïté des fenêtres en limitent les possibilités d'utilisation. Un certain nombre d'affectations culturelles d'utilité publique ont été avancées, mais, apparemment, aucune d'entre elles n'a été jugée tout à fait satisfaisante. Pour transformer et moderniser cet entrepôt, on attend encore de trouver l'idée juste qui permettra de décider de l'affectation nouvelle de cet édifice. Son aménagement en centre de presse, à l'occasion de la présidence du Marché commun qu'assume le Danemark de juillet à décembre 1982, n'est que provisoire, mais il prouve que cet édifice possède de telles qualités d'ordre général qu'il pourrait recevoir une destination totalement différente de sa destination originelle.

Poul Erik Skriver

Poul Erik Skriver, architecte, est responsable de la *Arkitektens Forlag* (Edition de l'architecte) et rédacteur des périodiques *Arkitekten* (L'architecte) et *Arkitektur* (Architecture).

Documentation danoise/ Le nouveau siège du Ministère des Affaires Etrangères.

Publiée par le Ministère des Affaires Etrangères, Asiutisk Plads 2, DK-1448 Copenhague K, Danemark.

Rédaction : Preben Hansen, Directeur général des Affaires culturelles et de Presse, et Flemming André Larsen.

Traduction : Monique Mortensen.

Mise en page : Grafisk Tegneste - Ole Jensen.

Papier : De forenede Papirfabrikker A/S.

Imprimerie : Schultz Bogtrykkeri, Copenhague.

Reproduction permise sans autorisation.

Copenhague 1983.

0/1983. ISSN 0107-6205

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche: 2/82 - PA/

- Numéro d'archives: ST 1801

-Titre: Conseil européen de Copenhague
A. Arrivée des chefs d'Etat et de gouvernement.

-Source: Copenhague (Danemark), 3-4 décembre 1982.
= CCE. - 16 mm. Neg. 12 min 04. - Duet.

-Résumé: Extérieur de l'Eigvedts Pakhus, on se déroule la session du Conseil. Arrivée des chefs d'Etat et de gouvernement. Personnalités: Mitterrand, F. (Fra); Cheysson, C. (Fra); Thatcher, H. (RU); Pym, F. (RU); Flesch, C. (Lux); Werner, P. (Lux); Kohl, H. (RFA); van den Broeck, H. (PB); Tindemans, L. (Bel); Martens, W. (Bel); Papandreou, A. (Gre); Thorn, G. (CCE-Lux); Ortoli, F-X. (CCE-Fra); Haughey, Ch. (Irl); Collins, G. (Irl); Colombo, E. (Ita); Lubbers, R. (PB); Genscher, H.D. (RFA)

-Classification:

15.1.1 Copenhague

SUCCESION DES PLANS

Arrivées

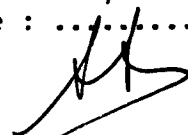
ST 1804. A

| N° | SEC. | DESCRIPTION DES PLANS |
|----|-------|---|
| 1 | 2'43 | Drapeaux + divers plans de l'EIGTVE.DS. |
| 2 | | PAKHUS et environs. |
| 3 | | |
| 4 | 1'04 | Arrivées personnages non identifiés + MITTERRAND. |
| 5 | | et CHEYSSON. |
| 6 | 00'23 | M. THATCHER et M. PYM. |
| 7 | 00'21 | Mme FLESCHE et WERNER. |
| 8 | 00'26 | M. Helmut KOHL. |
| 9 | 00'30 | M. Van den BROECK. |
| 10 | 00'20 | TINDERANS et MARTENS. |
| 11 | 00'26 | M. PAPANDREOU. |
| 12 | 00'34 | Personnages non identifiés + THORN et ORTOLI. |
| 13 | 00'37 | HAUGHEY et COLLINS. |
| 14 | 00'58 | M. COLONBO. |
| 15 | 00'19 | M. Rued LUBBERS et van den Broeck. |
| 16 | 00'45 | M. HAUGHEY. |
| 17 | 00'21 | M. CHEYSSON. |
| 18 | 00'23 | THATCHER et PYM. |
| 19 | 00'15 | THORN. |
| 20 | 00'10 | GENSCHER. |
| 21 | 00'30 | non identifiés. |
| 22 | 00'14 | MARTENS. |
| 23 | 00'30 | M. KOHL. |
| 24 | | |
| 25 | 12'04 | |
| 26 | | |
| 27 | | |
| 28 | | |
| 29 | | |
| 30 | | |

Observations :

Date : 15/12/82

Paraphe :



Titre provisoire : Sommet européenLieu de tournage : COPENHAGUE Date : 30/4/12/82Origine : CEE (C)

| MATERIEL DE BASE | | | | | | | | | | BOITE N° | |
|----------------------|-----------|------|----------|--------------|-------|-----------|----------------------|------|------------|--------------|--|
| Image | (16) | 35 | (Neg) | Rev | CRI | Intneg | Pos | N&BL | Min: 12'04 | A | |
| Son | (Muet) | sync | Dial: | Min : | | Amb Min : | | | | | |
| | Sepmag 16 | 17,5 | Min: | Commag Min : | | BL Mip: | | | | | |
| Observation : | | | | | | | | | | | |
| MATERIEL ADDITIONNEL | | | Boite n° | | Min | | MATERIEL ADDITIONNEL | | | Boite N° Min | |
| 1 POS | | | A | | 12'04 | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| Observation | | | | | | | | | | | |

N° de fiche :

N° d'archives :

Titre :

Source :

Résumé :

Classification :

500 mg 1000

TOTAL

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'INFORMATION

....., le

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche: 2/82 - PA |

- Numéro d'archives: ST 1801 B

- Titre: Conseil européen de Copenhague. —
B. Ouverture du Conseil.

- Source: Copenhague (Danemark), 3-4 décembre 1982.
= CCE. - 16 mm. Neg. 5 min OS. - Muet.

- Résumé: Table et participants. Pose pour la photo
traditionnelle. Personnalités: Haughey, Ch. (Irl);
Collins, G. (Irl); Mitterrand, F. (Fra); Cheysson, C. (Fra);
Papandreu, A. (Gre); Charalambopoulos, I. (Gre);
Kohl, H. (RFA); Genscher, H-D. (RFA); Thorn, G.
(CCE-Lux); Ortoli, F-X. (CCE-Fra); Colombo, E. (Ita);
Schlüter, P. (Dan); Ellemann-Jensen, U. (Dan);
Thatcher, M. (RU); Pym, F. (RU); Tindemans, L. (Bel);
Martens, W. (Bel)

- Classification:

15.1.1 Copenhague

SUCCESSION DES PLANS

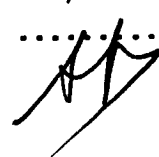
Tous de Table + photo famille.

ST 1801 B

| N° | SEC. | DESCRIPTION DES PLANS |
|----|-------------|---------------------------------------|
| 1 | 00'42 | M. HAUGHEY et COLLINS + photo vers |
| 2 | | LITTERAND, CHEYSSON, PAPANDREOU, |
| 3 | | HARALAMBOPoulos, KOHL et |
| 4 | | GENSCHER. |
| 5 | | |
| 6 | 00'40 | ensemble salle + zoom s/ M. SCHLÜTER |
| 7 | | et ELLEN ANN-JENSEN. |
| 8 | | |
| 9 | 00'20 | THORN, ORTOLI, COLOREDO. |
| 10 | | |
| 11 | 00'30 | Ensemble + zoom s/ M. THATCHER, PYL, |
| 12 | | Martens et TINDERNS. |
| 13 | | |
| 14 | 2'53 | Tous réunis pour la photo de famille. |
| 15 | | |
| 16 | <u>5'05</u> | |
| 17 | | |
| 18 | | |
| 19 | | |
| 20 | | |
| 21 | | |
| 22 | | |
| 23 | | |
| 24 | | |
| 25 | | |
| 26 | | |
| 27 | | |
| 28 | | |
| 29 | | |
| 30 | | |

Observations :

Date : 15/12/82

Paraphe : 

Titre provisoire :

Son et européen

Lieu de tournage :

Copenhague

Date : 3 et 4 / 12 / 82

Origine :

CEE

C

| MATERIEL DE BASE | | | | | | | | | | BOITE N° |
|----------------------|-----------|------|----------|--------------|----------------------|-----------|-----|----------|-----------|----------|
| Image | 16 | 35 | Neg | Rev | CRI | Intneg | Pos | N&Bl | Min: 5'05 | B |
| Son | Muet | sync | Dial: | Min : | | Amb Min : | | | | |
| | Sepmag 16 | 17,5 | Min: | Commag Min : | | Bl Mip: | | | | |
| Observation : | | | | | | | | | | |
| MATERIEL ADDITIONNEL | | | Boite n° | Min | MATERIEL ADDITIONNEL | | | Boite N° | Min | |
| 1 POS | | | B | 5'05 | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| Observation | | | | | | | | | | |

N° de fiche :

N° d'archives :

Titre :

Source :

Résumé :

Classification :

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'INFORMATION

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche: 2/82-PA/

- Numéro d'archives: ST1801C

-Titre: Conseil européen de Copenhague.
C. Conférence de presse: exposé de N. Thorn.

-Source: Copenhague (Danemark), 3-4 décembre 1982.
= CCE. - 16mm. Neg. 13 min 32. - Sync (8 min 17).
BA (45 mm). - fr.

-Résumé:

Le président de la Commission des CE aborde les thèmes essentiels discutés lors du Conseil:

- examen de la situation économique et sociale (le Conseil a marqué son accord sur les objectifs prioritaires, notamment en matière d'emploi et de chômage).
- sauvegarde et renforcement du marché intérieur ("il faut établir une politique intérieure commune").
- élargissement (le Conseil a demandé si possible dans le 1^{er} semestre, de clarifier les difficultés).

-Classification:

Jensen, U (Dan); 15.1.1 Thorp, G. (CCE-lux); Schlüter, P. (Dan); Ellemann -
Copenhague; 14.1.1 (Esp; Por); 6 (CE); 1 (CE).
17.1 (CE)

: SUCCESSION DES PLANS


Conférence presse THORN

ST 1801C

| N° | SEC. | DESCRIPTION DES PLANS |
|----|-------|--|
| 1 | 1'12 | Arrivée dans la salle de M. T.H.O.R.N. |
| 2 | | SCHLÜTER, et ELLEMANN. |
| 3 | | |
| 4 | 8'17 | Allocution M. T.H.O.R.N. |
| 5 | | |
| 6 | 3'43 | Plans de coupe de la salle. |
| 7 | | |
| 8 | 00'20 | Entrée en G.Ros plan s/EIGTVES PAKHUS. |
| 9 | | |
| 10 | 13'32 | |
| 11 | | |
| 12 | | |
| 13 | | |
| 14 | | |
| 15 | | |
| 16 | | |
| 17 | | |
| 18 | | |
| 19 | | |
| 20 | | |
| 21 | | |
| 22 | | |
| 23 | | |
| 24 | | |
| 25 | | |
| 26 | | |
| 27 | | |
| 28 | | |
| 29 | | |
| 30 | | |

Observations :

Date : 15/12/82

Paraphe : 

Titre provisoire : Soumet de CopenhagueLieu de tournage : CopenhagueDate : 3 et 4/12/82Origine : CEE (C)

| MATERIEL DE BASE | | | | | | BOITE N° | | | | |
|---------------------------|-----------|--------|----------------------|-------------|-------------|----------|-----|------|------------|---|
| Image | (16) | 35 | (neg) | Rev | CRI | Intneg | Pos | N&Bl | Min: 13'32 | C |
| Son | Muet | (sync) | Dial: français | Min: 8'17 | Amb Min: | | | | | |
| | Sepmag 16 | 17,5 | Min: | Commag Min: | BL Min: 45' | | | | | |
| Observation : <u>8'17</u> | | | | | | | | | | |
| MATERIEL ADDITIONNEL | Boite n° | Min | MATERIEL ADDITIONNEL | Boite N° | Min | | | | | |
| 1 POST | C | 13'32 | | | | | | | | |
| 1 SON | | 8'17 | | | | | | | | |
| Observation | | | | | | | | | | |

N° de fiche :

N° d'archives :

Titre :

Source :

Résumé :

Classification :

LA SAUVEGARDE ET LE RENFORCEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR

1. L'acquis européen en ce domaine est sérieusement menacé par les réflexes nationalistes et protectionnistes qu'alimente la crise et qui s'accroissent depuis quelques mois. Il est urgent de les contenir. Car si nous laissons se développer davantage le protectionnisme national, nous serions bientôt les apprentis-sorcières ayant laissé se propager un processus irréversible de régression économique et sociale. Tout le monde serait perdant.
2. Si nous ne parvenons pas à organiser la production industrielle à l'échelle européenne, c'est - entre autres - parce que nous n'avons pas réussi à offrir à nos industries un marché unifié. Les cloisonnements nationaux (marchés publics, normes techniques, dispersion des efforts de recherche et développement), restent forts, en particulier dans les secteurs de pointe et d'avenir (aéronautique, électronique, télécommunications, etc.), qui forment le noyau de l'industrie de demain, alors que précisément dans ces secteurs où la compétition internationale est impitoyable l'existence d'un grand marché européen unifié offrirait un avantage concurrentiel important à nos entreprises.

Cette situation est d'autant plus dommageable qu'un marché unifié faciliterait grandement la relance des investissements productifs et la création d'emplois nouveaux : nous avons réalisé une étude sérieuse sur les conséquences du cloisonnement des marchés dans le secteur des technologies d'information. Cet exemple fait apparaître que si les "petits champions nationaux", insuffisamment compétitifs, faisaient place à quelques groupes industriels européens et performants, l'industrie européenne pourrait créer, d'ici 1990, près d'un million d'emplois supplémentaires par rapport à ceux qu'elle serait en mesure de créer dans son état actuel de 'sous-dimensionnement'.

Si nous n'effectuons pas rapidement des progrès ^{significatifs} dans cette direction, l'industrie européenne sera vassalisée dans les cinq ans et les Etats membres perdront leur indépendance collective pour avoir voulu assurer leur indépendance individuelle sans en avoir les moyens.

D'ailleurs, la bonne manière de sauvegarder l'acquis, c'est de réaliser rapidement ces progrès décisifs dans l'achèvement du marché intérieur pour ces secteurs de pointe où il est impératif de donner aux opérateurs industriels l'assurance que leurs activités pourront se développer dans un marché et dans un ensemble économique de taille comparable à ceux des Etats-Unis.

Un vrai marché intérieur implique aussi, bien entendu, une politique commerciale active vis-à-vis de l'extérieur : la solidarité manifestée par les Dix au GATT prouve que cette condition peut être bien remplie.

Porte-parole

Copenhague, le 3 décembre 1982

LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DANS LA COMMUNAUTE

Eléments de l'exposé introductif
du Président Gaston THORN

Le Président THORN a préconisé aujourd'hui au Conseil Européen à Copenhague une action plus volontariste, s'appuyant sur l'effort d'investissement, afin de surmonter une situation économique dont l'évolution et les perspectives sont particulièrement sombres.

Le temps du "business as usual" est terminé, a déclaré le Président THORN, en soulignant qu'entre 1980 et 1983 aucune croissance économique n'aura été réalisée dans l'ensemble des pays membres. "C'est la plus longue période de récession d'après-guerre" a dit le Président THORN.

Devant cette situation particulièrement préoccupante "ce serait un leurre d'attendre que des évolutions externes favorables ou une reprise économique spontanée allègent nos contraintes". C'est pourquoi il a exhorté les Chefs d'Etat et de Gouvernement à contribuer à une modification des tendances actuelles, en optant avec fermeté pour une action plus volontariste s'appuyant tout particulièrement sur l'effort d'investissement, "seule possibilité de concilier le soutien nécessaire de l'activité, le développement de notre compétitivité, ainsi que le maintien de la lutte contre l'inflation".

Le Vice-Président ORTOLI présentera l'ensemble des mesures interdépendantes que la Commission recommande de mettre en oeuvre simultanément, au niveau national et communautaire, pour provoquer la relance des investissements productifs et de l'emploi dont nous avons un urgent besoin, a ajouté le Président Thorn,

"Je me limiterai donc maintenant à attirer votre attention sur un problème particulier mais crucial : celui de la sauvegarde et du renforcement du Marché intérieur".

.../...

internes de la Communauté et qui permette d'éviter, comme le souhaite le Parlement, le recours ultérieur à des mesures budgétaires ad hoc. Dans ce contexte, la Commission a annoncé en outre qu'elle va présenter au Conseil et au Parlement des propositions sur un système de financement adapté à une Communauté élargie.

En outre, afin de rencontrer le souci du Parlement de «replacer les mesures spéciales (en faveur du Royaume-Uni) dans le cadre des politiques communautaires», le Conseil s'est déclaré disposé à accepter l'amendement proposé par le Parlement en première lecture concernant des programmes communautaires de développement énergétique, en faveur d'autres États membres que la République fédérale d'Allemagne, pour un montant de 21 millions d'écus. De même, le Conseil s'est déclaré disposé à fournir au Parlement des rapports semestriels sur la mise en œuvre des montants perçus par le Royaume-Uni au titre de ces mesures spéciales et à faciliter la vérification sur place par la commission du contrôle budgétaire du Parlement. Le Conseil n'a cependant pas été en mesure d'accepter les autres amendements du Parlement, portant notamment sur la classification de la dépense.

1.1.4. Lors de sa séance du 16 décembre (1), le Parlement a adopté à une large majorité une résolution décidant le rejet de ce projet de budget. Le Parlement a constaté notamment que le Conseil «n'a exprimé aucune volonté politique claire pour trouver une solution définitive au problème des déséquilibres financiers du budget communautaire et a repoussé tous les amendements du Parlement tendant à remplacer les mesures spéciales pour 1982 dans le cadre des politiques communes.»

Dans une seconde résolution, le Parlement a invité la Commission et le Conseil à «présenter au plus vite de nouvelles propositions financières et budgétaires, qui donnent une suite concrète au mandat du 30 mai 1980 et mettent les bases d'une solution durable et communautaire à des situations «inacceptables» qui sont apparues pour certains États membres».

Par cette résolution le Parlement entendait souligner clairement que le rejet du budget

n'était pas dirigé contre le Royaume-Uni et ne portait pas non plus sur le niveau de la compensation, mais qu'il était lié à la conception du financement des politiques communautaires et à la nature même de la Communauté.

1.1.5. A la suite de ce rejet, la Commission a clairement expliqué sa position en ces termes:

«La Commission a estimé qu'il ne lui était pas possible de proposer des mesures qui ne respecteraient pas les responsabilités du Parlement en tant que l'une des branches de l'autorité budgétaire et en tant qu'institution associée à la procédure législative de la Communauté.

La Commission constate en effet que le Parlement en tant que partie de l'autorité budgétaire n'a pas approuvé la transaction budgétaire de l'accord intervenu le 26 octobre 1982 et qu'il n'a pas donné son avis sur les propositions de règlement qui en étaient la transcription législative.

La Commission estime qu'il ne serait pas juridiquement correct que le Conseil adopte les règlements en passant outre à l'absence d'avis du Parlement. Elle estime aussi que procéder à des virements sur les mêmes lignes qui étaient concernées par le projet de budget supplémentaire ne respecterait pas la volonté du Parlement telle qu'il l'a exprimée dans son vote sur le budget supplémentaire.

La Commission demande en même temps au Conseil et aux États membres de confirmer leur volonté de voir régler ultérieurement les problèmes budgétaires britanniques et allemands sur les bases mêmes qui ont été définies en mai et octobre dernier, comme si le Parlement avait approuvé le budget supplémentaire. Elle constate en effet qu'il n'y a pas eu dans le Parlement opposition aux montants qui traduisaient l'accord politique d'octobre 1982 en termes budgétaires.

En conséquence, le Conseil devrait d'ores et déjà s'engager à ce que les soldes budgétaires disponibles à la fin de 1982 soient affectés par priorité à la mise en œuvre de l'accord politique d'octobre 1982. La Commission veillera à ce que ces soldes disponibles soient au moins équivalents à ce qui avait été prévu pour l'exécution du budget supplémentaire 1982.

La Commission a l'intention de délibérer dès sa prochaine réunion, d'une part sur la possibilité d'engager dès les premiers jours de 1983 les procédures budgétaires appropriées pour la mise en œuvre des accords politiques de mai et octobre dernier, d'autre part, pour arrêter le programme de travail qui permettra de donner

(1) JO C 13 du 17.1.1983.

remplir les engagements contenus dans les conclusions du 26 octobre 1982;

- la Commission préparera un programme de travail pour le développement des politiques communes.»

1.1.7. Le 21 décembre, la Commission a décidé de présenter, au début de 1983, un nouvel avant-projet de budget rectificatif et supplémentaire, afin de donner effet à l'accord du 26 octobre (1). Cet avant-projet reprendra les montants précédemment retenus qui constituent le résultat d'un engagement politique pris à haut niveau et qui n'ont jamais été contestés par le Parlement.

L'intention de la Commission est de tenir compte le plus largement possible des différents amendements et résolutions politiques du Parlement dans l'élaboration du nouvel avant-projet.

(1) Bull. CE 10-1982, point 2.3.4.

2. Le Conseil européen de Copenhague

ché intérieur, la recherche, l'innovation et l'énergie, la création du «NIC 3», les jeunes et la réorganisation du temps de travail. L'engagement politique du Conseil européen en faveur de l'élargissement de la Communauté a été réaffirmé et demande a été faite au Conseil de mener à bien avant mars 1983 la révision des organisations de marché pour les produits méditerranéens. Quant aux relations avec les États-Unis et le Japon, le Conseil européen a souligné que priorité absolue doit être accordée à un renforcement de la coopération internationale pour combattre la crise, et qu'un dialogue véritable et fructueux devrait s'engager entre les États-Unis et la Communauté.

Les questions internationales relevant de la coopération politique ont fait l'objet de plusieurs «déclarations» (relations Est-Ouest,

aux demandes du Parlement en matière de développement des politiques communes et d'instauration de nouvelles ressources propres.»

1.1.6. Lors de sa session du 17 décembre, le Conseil a examiné la situation nouvelle créée et a fait la déclaration suivante:

«Le Conseil confirme qu'il respectera les engagements contenus dans les conclusions du Conseil du 26 octobre 1982.

Le Conseil s'engage à utiliser en priorité à cette fin les ressources budgétaires qui sont disponibles à la fin de l'année 1982.

Le Conseil note que:

- la Commission a déclaré que ces ressources sont suffisantes à cet effet;
- la Commission prendra des dispositions pour assurer que la situation des deux pays en question ne sera pas détériorée par rapport à celle prévue dans les conclusions au 26 octobre 1982;
- la Commission prendra à bref délai les dispositions pour entamer, dans les premiers jours de 1983, les procédures qui seront nécessaires pour

1.1.1. Le dernier Conseil européen de l'année s'est réuni à Copenhague les 3 et 4 décembre, sous la présidence de M. Poul Schlüter, premier ministre du Danemark, qui participait pour la première fois au Conseil européen. Participaient également pour la première fois à ce Conseil européen, M. Amintore Fanfani, président du Conseil italien, et le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Kohl. La Commission était représentée par le président Thorn et le vice-président Ortoli.

Les travaux de ce Conseil européen ont porté sur la situation économique et sociale, les négociations d'adhésion avec l'Espagne et le Portugal, les relations avec les États-Unis et le Japon. En ce qui concerne la situation économique et sociale, le Conseil européen a défini un calendrier dans certains domaines spécifiques tels que le renforcement du mar-

Pologne, Afghanistan et situation au Moyen-Orient, Liban y compris).

Les discussions du Conseil européen ont été préparées par trois communications concernant respectivement la situation économique et sociale dans la Communauté, l'investissement, l'inventaire des problèmes posés par l'élargissement, ainsi que par le rapport de la Commission sur l'Union européenne.

Problèmes communautaires: les conclusions de la présidence

1.2.2. A l'issue de la réunion du Conseil européen, la présidence a rendu public le texte d'après qui porte sur la situation économique et sociale, l'élargissement, les relations avec les pays tiers, la politique commune de la pêche.

Situation économique et sociale

1.2.3. Le Conseil européen se félicite du rapport du Conseil «affaires générales» sur la mise en œuvre, jusqu'à ce jour, de la stratégie économique qu'il avait lui-même arrêtée en mars et en juin. Il réaffirme notamment les conclusions détaillées du Conseil conjoint du 16 novembre 1982 et du Conseil «affaires économiques et financières» du 15 novembre 1982.

Le Conseil européen est entièrement d'accord sur la nécessité d'une stratégie globale pour arriver à une amélioration notable de la situation de l'emploi par la création de nouveaux emplois durables. La mise en œuvre de cette stratégie, comprenant un vaste éventail de politiques économiques et sociales reliées entre elles et se renforçant mutuellement, doit à présent être poursuivie tant au niveau communautaire qu'au niveau national.

A cette fin, le Conseil européen marque son accord sur les objectifs prioritaires suivants:

- rétablissement de la stabilité économique;
- compte tenu du niveau de stabilité atteint, encouragement de l'activité productive et contribution à la reprise économique et à l'amélioration des structures, notamment par une réduction continue des taux d'intérêt et par des mesures de soutien des investissements productifs, en particulier dans les secteurs novateurs;
- création de plus nombreuses possibilités d'emploi ou de formation professionnelle pour les jeunes afin de leur permettre de satisfaire leurs aspirations légitimes. Cela n'est possible que s'ils sont préparés à répondre aux besoins des industries de demain caractérisées par une technologie avancée;

- examen minutieux des possibilités d'arriver à une plus grande flexibilité par la réorganisation du temps de travail et la mobilité de la main-d'œuvre;
- renforcement du marché commun et intensification des actions visant à éliminer les pratiques et les mesures qui entraînent une restriction des échanges et une distorsion de la concurrence;
- poursuite d'une politique énergétique vigoureuse en vue d'économiser et de diversifier l'approvisionnement en énergie;
- renforcement du Système monétaire européen et accroissement de la coopération et de la concentration au niveau international dans le domaine de la politique monétaire et financière et de la politique commerciale.

Le Conseil européen estime d'un commun accord qu'il conviendrait d'arrêter un calendrier pour des actions spécifiques à mener au niveau communautaire afin de compléter les efforts parallèles entrepris au niveau national par chacun des États membres. En conséquence, il charge le Conseil:

- de prendre une décision, au plus tard à la fin de mars 1983, sur les mesures prioritaires proposées par la Commission pour renforcer le marché intérieur;
- d'accélérer la procédure d'adoption des propositions actuelles et futures de la Commission dans le domaine de la recherche, de l'innovation et de l'énergie;
- d'arrêter rapidement et avant le prochain Conseil européen une décision sur la proposition de la Commission d'augmenter de 3 nouveaux milliards d'écus le potentiel du NIC;
- d'examiner en priorité les propositions de la Commission portant sur les votes et moyens de garantir aux jeunes une formation professionnelle ou un premier emploi et sur la réorganisation du temps de travail.

Le Conseil (affaires générales) fera rapport au Conseil européen, au mois de mars, sur la mise en œuvre de ce programme de travail.

Élargissement

1.2.4. Le Conseil européen réaffirme son engagement politique en faveur de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. Le Conseil européen demande au Conseil (affaires générales) de faire progresser au plus vite les négociations avec ces deux pays.

Le Conseil européen accueille avec faveur l'inventaire présenté par la Commission qui, à son avis, constitue un nouveau progrès dans la voie du processus d'élargissement.

Le Conseil européen souligne qu'il est important d'accomplir des progrès rapides sur le plan communautaire concernant un certain nombre de problèmes importants en vue de faciliter un élargissement harmonieux de la Communauté. En particulier, le Conseil européen demande au Conseil (agriculture) de mener à bien au plus vite et avant mars 1983 la révision des dispositions existantes relatives à certains produits agricoles méditerranéens sur la base de propositions de la Commission.

Le Conseil européen invite la Commission à explorer avec les deux pays candidats l'introduction d'un certain nombre de mesures internes avant l'adhésion, afin de préparer leur économie à l'adhésion, dans des secteurs particulièrement sensibles.

Le Conseil européen demande au Conseil (affaires générales) d'examiner les questions figurant dans l'inventaire de la Commission en vue d'arriver à des décisions équilibrées.

Un rapport sur l'état des travaux sera soumis au Conseil européen pour sa prochaine réunion.

Relations avec les pays tiers

1.2.5. Le Conseil européen souligne qu'en ce qui concerne les relations économiques et commerciales de la Communauté avec d'autres pays industrialisés, la priorité absolue doit être accordée à un renforcement de la coopération internationale dans tous les domaines importants pour combattre la crise en prêtant une attention particulière à un retour à la stabilité monétaire financière et commerciale.

Le Conseil européen affirme la volonté des États membres d'œuvrer en faveur d'une augmentation substantielle des quotas-partis au FMI et leur détermination de contribuer à l'adoption rapide d'une décision à cet effet.

Le Conseil européen se félicite des résultats de la session ministérielle du GATT et confirme la détermination de la Communauté de prendre une part constructive à la poursuite des travaux au sein de cette institution.

Le Conseil européen rappelle ses conclusions du mois de juin, selon lesquelles un dialogue véritable et fructueux devrait s'engager entre les États-Unis et la Communauté dans les domaines où des conflits pourraient surgir. La Communauté européenne est résolue à poursuivre un dialogue constructif dans les enceintes appropriées en vue d'assurer des relations solides et confiantes entre la Communauté et les États-Unis.

Il prend note avec satisfaction de l'arrangement CE/États-Unis sur l'acier et de la levée par les États-Unis des sanctions concernant le gazoduc sibérien.

En ce qui concerne les relations avec le Japon, le Conseil européen a été informé des travaux déjà accomplis par la Commission et il s'attend à ce que le Conseil (affaires générales) prenne, lors de sa session de décembre, des décisions sur les divers moyens d'améliorer les relations commerciales entre le Japon et la Communauté.

La Communauté a réussi à maintenir son unité face à des problèmes difficiles au cours des derniers mois. Le Conseil européen est convaincu que l'adoption de positions communes et cohérentes est plus que jamais indispensable pour atteindre les objectifs énumérés précédemment.

Le Conseil européen se félicite des travaux entrepris au sein du Conseil en ce qui concerne l'importante initiative récemment prise par la Commission dans le domaine des relations de la Communauté avec les pays en développement. Il souligne qu'il est important de prendre cette base comme point de départ pour arriver à des propositions qui devraient aboutir à des décisions du Conseil sur des questions prioritaires telles que la négociation de la nouvelle Convention ACP.

Le Conseil européen est convenu qu'il est hautement nécessaire de faire en sorte que les pays en développement puissent mieux maîtriser leurs problèmes économiques et financiers, ce qui constituera un facteur important en faveur d'un redressement économique international.

Politique commune de la pêche

1.2.6. Le Conseil a pris acte de l'état d'avancement des négociations sur une politique commune de la pêche. Il a insisté sur la nécessité d'aboutir à un accord lors de la session du Conseil des ministres de la pêche du 21 décembre.

Questions relevant de la coopération politique européenne

Relations Est-Ouest

1.2.7. Le Conseil européen a examiné les récents développements des relations Est-Ouest.

A la suite du changement de direction en URSS, les gouvernements des Dix ont souligné que leurs relations avec ce pays continueraient à être basées sur les mêmes principes de fermeté et de dialogue. Ils ont appelé à l'URSS pour qu'elle apporte les contributions nécessaires en vue d'améliorer la confiance dans les affaires internationales. Les Dix sont prêts à répondre positivement à de tels efforts et à collaborer avec l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est en vue de relations Est-Ouest plus constructives.

C'est pourquoi le Conseil européen a exprimé l'espoir que tous les États participant à la réunion CSCE à Madrid prennent les décisions nécessaires pour permettre à la réunion d'aboutir à un résultat rapide et positif.

Dans cette perspective, les Dix ont confirmé leur détermination à réaliser de réels progrès à Madrid en négociant un document de clôture substantiel et équilibré qui devrait contenir un mandat précis pour une conférence sur le désarmement en Europe ainsi que des progrès dans l'application des dispositions de l'Acte final d'Helsinki relatives à la dimension humaine. Dans cette entreprise, ils coopéreraient avec les autres pays alliés et amis, y compris les pays participants neutres et non alignés.

La situation en Pologne

1.2.8. Le Conseil européen a discuté des récents développements internes en Pologne et a noté avec regret qu'un grand nombre de personnes sont encore détenues dans ce pays, que la loi martiale y est maintenue et que le syndicat libre Solidarité a été dissous.

Il a toutefois noté aussi que la récente mise en liberté de certains internes, dont le chef de file de Solidarité, pourrait constituer un pas vers l'accomplissement de l'appel lancé par les Dix le 4 janvier 1982.

Les Dix continueront à suivre de près les développements en Pologne et en particulier à étudier les implications de la levée éventuelle de la loi martiale, y compris les conditions dans lesquelles celle-ci serait levée.

Afghanistan

1.2.9. Le Conseil européen a en particulier exprimé le point de vue que la nouvelle direction soviétique pouvait apporter une importante contribution à l'amélioration des relations internationales en général et des relations Est-Ouest en particulier en réexaminant sa position sur la question de l'Afghanistan. Il a fait sien le jugement porté par la communauté internationale sur la situation en Afghanistan, et inclus dans le quatrième vote successif de l'Assemblée générale des Nations unies. Il doit être permis au peuple afghan de recouvrer sa souveraineté et son indépendance nationales, ainsi qu'un statut d'État non aligné.

Il a exprimé sa volonté d'appuyer tous les efforts ayant pour véritable objectif une solution politique et a rappelé la proposition du Conseil européen du 30 juin 1981 visant à un règlement global du conflit.

La situation au Moyen-Orient, Liban y compris

1.2.10. Après avoir pris connaissance du rapport de la présidence sur ses récents contacts, le Conseil européen a discuté des développements de la situation au Moyen-Orient dont deux aspects en particulier continuent à susciter une profonde préoccupation.

En premier lieu, s'agissant du conflit israélo-arabe, le Conseil européen a exprimé sa déception devant le retard avec lequel est saisie l'occasion politique créée par l'initiative contenue dans le discours prononcé par le président Reagan le 1^{er} septembre 1982 et par la volonté de paix exprimée dans la déclaration de la réunion des chefs d'État et de gouvernement arabes à Fes du 9 septembre 1982.

Il a fait appel à chacune des parties pour qu'elles assument leurs responsabilités internationales sans plus d'attribution. Il s'attend à ce que chacune des parties cesse d'ignorer les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU en faisant part explicitement de leur approbation à ces résolutions.

En second lieu, le Conseil européen continue d'observer la situation au Liban avec une très vive préoccupation. Il constate, en particulier, que malgré les différents efforts déployés par des négociateurs en place, aucun progrès significatif n'a encore eu lieu vers un retrait des forces israéliennes, syriennes et autres forces étrangères. La perpétuation de cette situation constituerait une menace pour l'intégrité et l'unité du Liban, et comporterait de sérieux dangers pour l'ensemble de la région.

Le retrait des troupes étrangères pourra être progressif, mais devra être réalisé dans des délais rapides et déterminés dans des conditions telles que les autorités libanaises puissent exercer pleinement les attributs de la souveraineté sur l'ensemble du Liban.

Les Dix ont déjà manifesté leur volonté de contribuer à la solution de ces problèmes en particulier en apportant leur soutien à l'action des forces et des observateurs des Nations unies établis par le Conseil de sécurité, ainsi qu'à la force multinationale mise en place à Beyrouth à laquelle deux d'entre eux contribuent. Les Dix et la Communauté sont également prêts à continuer à contribuer à la reconstruction du Liban.

Déclarations et commentaires

1.2.11. Au cours de la conférence de presse finale, le président du Conseil européen, M. Poul Schlüter a donné un jugement très possi-

ble de cette réunion. En effet, si cette dernière n'a pas abouti à des décisions spectaculaires, elle a débouché sur un programme de travail commun sur des questions concrètes. Selon M. François Mitterrand, ce Conseil européen a été « plus productif que les précédents », notamment parce qu'il a permis de parvenir à des conclusions plus précises sur certains points.

Pour le chancelier Helmut Kohl, la discussion a été extrêmement « intense » et utile. Le fait principal de ce Conseil européen a été, selon M. Kohl, le débat sur la situation économique et sociale et l'accent mis sur la nécessité de lutter contre le chômage, surtout

chez les jeunes: la « réputation » de l'Europe auprès de l'opinion publique et des jeunes en particulier dépendra justement de la capacité de contribuer à la solution du problème de l'emploi. Par ailleurs, il a souhaité que la présidence allemande puisse donner une contribution significative aux progrès concernant l'élargissement, le développement du marché intérieur, les relations de la Communauté avec les États-Unis.

Quant au président Thörn, il s'est félicité de ce que les Dix aient pu aborder « avec sérieux et avec une certaine unanimité » des problèmes tels que l'investissement, le NIC, le marché intérieur.

3. Rencontre ministérielle CEE/États-Unis

à la fois d'apaiser l'atmosphère après les tensions qui ont caractérisé l'année 1982⁽¹⁾, et d'examiner les questions qui demeurent encore objet de divergence. Les discussions ont porté sur les thèmes suivants: les échanges commerciaux, les relations Est-Ouest, la politique économique et l'agriculture.

1.3.2. Devant la presse, M. Thörn, a fait une déclaration liminaire, où il a déclaré que, dans la situation politique et économique que la plus difficile d'après-guerre, les États-Unis et la Communauté, couvrant un tiers du commerce mondial, ont une responsabilité et un intérêt particulier à coordonner

(1) Bull. CE 12-1981, point 2.2.41.
(2) Bull. CE 2-1982, points 1.3.1 à 1.3.5.
(3) Bull. CE 7-1982, points 1.1.1 à 1.1.4; Bull. CE 10-1982, points 1.3.1 à 1.3.4; Bull. CE 11-1982, point 2.2.59.